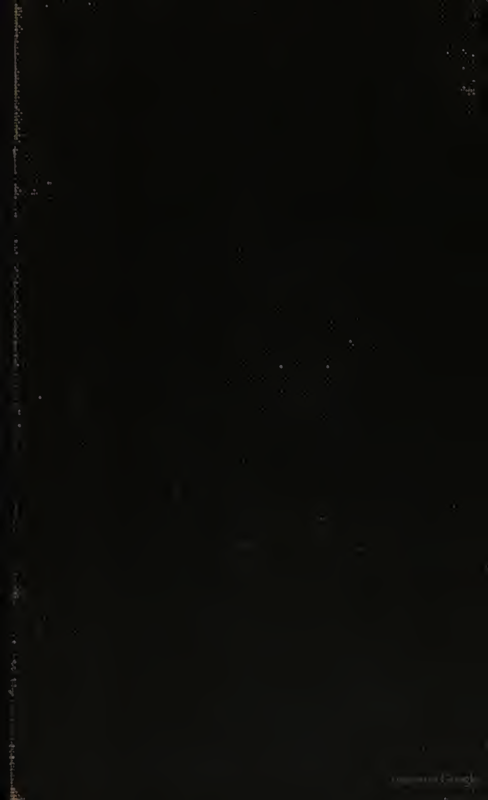

Digitized by Google

9 … 5



Harvard College Library

FROM

Prof. C. E. Norton

Digitized by Google


Digitized by Google

C. E. Norton. 1859
H. 83

MÉMOIRES POLITIQUES

ET

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE

DE

J. DE MAISTRE

AVEC EXPLICATIONS ET COMMENTAIRES HISTORIQUES

PAR

ALBERT BLANC

DOCTEUR EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE TURIN

DEUXIEME ÉDITION
Revue et corrigée

PARIS
LIBRAIRIE NOUVELLE
BOULEVARD DES ITALIENS, 15

1859



MÉMOIRES POLITIQUES

ET

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE

DE

JOSEPH DE MAISTRE

Digitized by Google

Paris. — Imprimerie de la Librairie Nouvelle. — Bourdilliat, 15, rue Breda.

Digitized by Google

MÉMOIRES POLITIQUES

ET

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE

DE

J. DE MAISTRE

AVEC EXPLICATIONS ET COMMENTAIRES HISTORIQUES

PAR

ALBERT BLANC

DOCTEUR EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE TURIN

Il faut prêcher sans cesse aux peuples les bienfaits de l'autorité, et aux rois les bienfaits de la liberté.

JOSEPH DE MAISTRE, *Corresp. inéd.*

DEUXIÈME ÉDITION

Revue et corrigée

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE

BOULEVARD DES ITALIENS, 15

La traduction et la reproduction sont réservées

1859

H.83

Prof. G. E. Horton.

Digitized by Google

INTRODUCTION

Dans ses écrits confidentiels, le comte Joseph de Maistre exprime souvent cette pensée :

« Il faut prêcher sans cesse aux peuples les bienfaits de l'autorité, et aux rois les bienfaits de la liberté. »

C'est la deuxième partie de cette prédication que je viens rendre publique.

Placé, par ses fonctions de ministre, comme dans un champ clos officiel où il devait répondre sur tous les points aux attaques dirigées contre les vieilles institutions, convaincu, d'ailleurs, de la nécessité d'opposer une réaction égale, et par conséquent excessive, à la violence de l'action révolutionnaire, M. de Maistre a écrit pour la défense de l'autorité les œuvres que tout le monde a lues, et qui sont l'expression sincère, mais incomplète, de sa pensée. Dans sa correspondance particulière, il dévoile son système avec plus de liberté, et, n'ayant pas à craindre l'interprétation

populaire dont il se défie, il se plaît, comme Bossuet, à adresser de rudes enseignements au roi et au pape, et témoigne à chaque ligne qu'il a une conscience singulière des aspirations et des besoins nouveaux qui se révèlent dans l'agitation universelle.

Tel est l'esprit de la correspondance diplomatique qu'il entretient avec la cour de Sardaigne pendant sa mission auprès d'Alexandre Ier. C'est cette correspondance que je reproduis d'après les originaux conservés aux archives du royaume, à Turin. Des circonstances heureuses m'ont permis d'y joindre d'autres lettres et des fragments également inédits, transcrits avec soin sur les autographes.

Il serait désirable que ces précieuses manifestations d'une grande pensée peu connue, que ces sortes de mémoires sur les événements contemporains, fussent publiés sans additions ni commentaires étrangers. Mais la plupart de ces lettres ne peuvent être comprises qu'à l'aide d'un encadrement explicatif, soit parce qu'elles concernent une histoire à peu près ignorée, celle de la maison de Savoie pendant la Révolution et l'Empire; soit parce que les allusions qu'elles contiennent ont dû être éclaircies par l'étude des correspondances des autres ministres sardes à Vienne, à Londres, à Rome, à Cagliari; soit enfin parce que l'histoire particulière de M. de Maistre, qui n'a pu être faite encore et que je vais essayer en partie, les anime d'une vie propre et les pénètre d'une couleur de personnalité qui doit res-

sortir aux yeux de qui veut les bien juger. Il a donc fallu mettre l'homme d'État en scène, et le suivre dans une carrière politique dont ses lettres ne peuvent donner par elles-mêmes une connaissance suffisante. Il a fallu saisir sa trace à travers les événements, déterminer la part d'action que lui laissa la destinée tout en lui imposant ses lois fatales, apprécier l'influence des faits sur ses jugements, écrire enfin des Mémoires sur sa vie, en employant aussi fidèlement que possible les documents qu'il a laissés. C'est ce que j'ai tâché de faire.

Je ne puis rendre ici un hommage selon mes désirs à tous ceux qui m'ont aidé en cette œuvre; mais il est un témoignage particulier de gratitude que ma conscience exige de moi. Je remercie donc M. le comte de Cavour de la courtoisie éclairée qu'il a mise à favoriser mes recherches aux archives du royaume, et à donner son adhésion à cette publication. Non-seulement on connaîtra désormais plus exactement un génie philosophique du premier ordre, mais l'histoire de notre patrie, où figurait à peine cette physionomie de théoricien absolutiste, comptera encore un grand citoyen de plus.

Digitized by Google

MÉMOIRES POLITIQUES

ET

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE

DE

JOSEPH DE MAISTRE

CHAPITRE PREMIER.

Les États Sardes avant la Révolution française. — Coup d'œil sur la jeunesse de Joseph de Maistre. — Sa mission politique en Suisse.

La vie politique de Joseph de Maistre commence à l'époque où la Révolution vient l'arracher à ses paisibles fonctions de membre du sénat de Savoie; dès lors, dans sa vie errante d'émigré et d'envoyé diplomatique, il entretient la correspondance qu'on va lire.

Pour amener le lecteur à l'intelligence complète de ces lettres, disons en peu de mots quelle était la situation du Piémont et de la Savoie avant 1789.

La marche du gouvernement était aussi généreuse, aussi émancipatrice qu'elle pouvait l'être dans une nation où il n'y avait pas de tiers-état, faute d'un développement suffi-

Digitized by Google

sant de l'intelligence dans les masses. Le comte de Maistre s'est souvenu sans doute de son pays natal, lorsqu'il a écrit cette phrase : *Qu'est-ce qu'une nation ? C'est le souverain et l'aristocratie.* Il en était réellement ainsi dans le Piémont du dix-huitième siècle. Tandis qu'en France une génération puissante de savants, de penseurs, de voyageurs, d'industriels, attirait en elle les forces latentes du pays et procréait un nouvel organisme social à côté de l'ancien squelette politique, les classes privilégiées avaient seules, en Piémont, une fonction active ; on existait politiquement, et non socialement. Ni la grande pensée de Grégoire VII, ni le rêve dantesque des Gibelins ne passionnaient plus l'Italie septentrionale. Au-dessus de cette inertie universelle, les princes de Savoie marchaient vers l'égalité civile de leurs sujets par des affranchissements successifs de droits féodaux, et assuraient la répartition équitable de l'impôt par la confection du cadastre. Ces réformes étaient plutôt l'expression d'un besoin d'unité administrative qu'une satisfaction donnée à des sujets qui manifestaient peu d'activité dans leur vie morale.

Il y avait un abîme entre cet état de choses et l'avénement du peuple ; car, encore une fois, le peuple n'existait pas. En Piémont, à l'exception du fameux Collége des Provinces, alors florissant, il n'y avait d'écoles gratuites que celles qui préparaient à la prêtrise ; il était défendu d'aller étudier à l'université de Pavie, parce qu'on y professait les idées de Joseph II. Avec les jésuites, qui furent supprimés par Clément XIV un an après la mort de Charles-Emmanuel III, disparut du Piémont le culte de la science. Beccaria, le physicien émule de Francklin ; Lagrange ; Berthollet ; le typographe Bodoni, qui illustra les presses de Parme ; Alfieri, le Sophocle et plus tard le Tyrtée d'Italie ; ceux-là et bien d'autres s'expatrièrent pendant cette longue nuit qui

précéda chez nous la Révolution. Quelques-uns cherchaient du pain à l'étranger, et tous la liberté, *ch'è si cara*. La France devint alors, pour les possessions du roi de Sardaigne, ce qu'est aujourd'hui le Piémont pour le royaume autrichien en Italie : un véritable Occident où des gloires futures s'en allaient, emportant la lumière qu'elles commençaient à répandre. En même temps, sous les influences de Christine de France, de Jeanne de Savoie-Nemours, d'Anne d'Orléans, Turin devenait français, tout en restant rigoureusement séparé de la France intelligente; on arrêtait aux frontières les livres désignés par l'*index* ecclésiastique ou la censure royale, et l'officialité de Turin, assez inoffensive d'ailleurs, grâce au maintien des prérogatives civiles, épurait les librairies. Victor-Amédée III professait, comme son père, un mépris absolu pour la poésie, qu'il traitait dédaigneusement de *demi-lignes*. « Ici, penser est un tic, écrire presque un ridicule, » écrivait de Turin un ministre français. Nous dirons ce que le comte de Maistre eut à souffrir de l'aversion effrayée de nos rois d'alors contre le livre et la parole. Les arts et les mœurs de l'Italie n'avaient point pénétré jusqu'au pied des Alpes; c'était un bonheur, peut-être, pour cette monarchie essentiellement militaire, car la mollesse des Italiens de cette époque était proverbiale. Par sa physionomie et son caractère, le Piémont n'appartenait donc ni au pays de l'art et de la passion, ni à celui de l'intelligence et du plaisir ; c'était un État de soldats, toujours sur le pied de guerre, inquiet entre la France et l'Autriche, et dont le souverain tâchait de prévenir chez lui, à l'aide d'un vaste système de commandants militaires revêtus de grands pouvoirs, cette effervescence des esprits qui commençait, au dehors, à devenir remarquable.

La seule antipathie réelle de M. de Maistre contre l'ordre de choses de ce temps eut pour objet l'ingérance de l'au-

torité militaire dans le domaine civil. Ce fut là une longue erreur de nos rois, venue d'une admiration irréfléchie pour le régime prussien. Les commandants de place exerçaient dans les provinces un pouvoir à peu près absolu, et absorbaient dans leur juridiction la justice, l'administration, les polices; ils étaient peu agréables aux habitants des villes, mises ainsi en état de siége perpétuel, et insupportables surtout à la magistrature, dont ils usurpaient les fonctions. « Ils entraient, dit un contemporain, jusque dans les démêlés des familles et les contestations d'amour. » En 1805, lorsque la troisième coalition donna au roi de Sardaigne quelque espoir de restauration et même d'agrandissement, M. de Maistre, alors envoyé extraordinaire à Pétersbourg, écrivait au secrétaire d'État : « Nous vivions depuis vingt ou trente ans sur notre ancienne réputation; mais il y a de forts préjugés contre nous parmi nos voisins. Vous savez que le gouvernement militaire est l'horreur de ce siècle, et vous savez quels progrès il avait faits parmi nous. Il m'est arrivé d'entendre des choses dures sur cet article; les Gênois et les Cisalpins nous craignent beaucoup sous ce rapport. » Il écrivait au roi, vers le même temps : « J'ai eu l'honneur de faire connaître à Votre Majesté que nous étions surtout redoutés de nos voisins à raison du gouvernement militaire; mais cet *arcanum imperii* ne m'a jamais paru, je l'avoue à Votre Majesté, qu'un enfantillage, qu'un phénomène passager, tout-à-fait étranger aux lois particulières de Votre Majesté et à l'essence de la monarchie en général. Vos lois, Sire, ordonnaient la présence de cinq juges consommés pour condamner le dernier de vos sujets à trois mois de prison; il y a donc bien apparence que leur esprit n'était pas d'autoriser un jeune étourdi, échappé des pages ou de l'Académie, à faire donner de son chef la bastonnade à ce même homme. Dans la vaste monarchie d'Autriche, comme

dans la France ancienne et beaucoup d'autres pays, la puissance militaire n'a pas plus d'influence sur l'ordre civil que les prêtres ou les négociants. Il me semble donc que Votre Majesté est dans le cas de satisfaire pleinement sur ce point l'opinion générale, d'autant plus qu'il ne s'agit dans le fond de rien d'essentiel. Parmi tous nos voisins, depuis le lac de Genève jusqu'au lac Majeur, le gouvernement militaire est redouté à un point que je ne puis exprimer à Votre Majesté. Cent fois je me suis battu sur ce point avec des Français, des Suisses, des Italiens, dont l'aversion pour nous ne se cachait nullement. Dans une province qui intéresse sensiblement Votre Majesté, il a été dit, il n'y a pas longtemps, ces propres paroles : *Donnez-nous à qui vous voudrez, même au sophi de Perse, mais délivrez-nous des majors de place piémontais.* »

La Savoie est l'une des provinces différant de langue et de mœurs dont l'agrégation successive a constitué la monarchie actuelle. Un régime de représentation nationale centralisée peut seul donner à une nation composée d'éléments hétérogènes une parfaite unité de gouvernement; en Piémont, la représentation, qui existait réellement et qui était un des droits de la haute magistrature, se trouvant répandue dans les divers sénats du royaume, l'État participait à la fois de la forme fédéraliste et de l'indivisibilité monarchique, bien que ce dernier caractère fût seul apparent. Ainsi, le sénat de Savoie, corps suprême de magistrature pour ce duché et jugeant en dernier ressort, était une sorte de parlement, en ce qu'il pouvait, sans prendre l'avis du sénat de Turin, faire des remontrances et refuser d'enregistrer les lois ; ainsi encore, bien des édits obligatoires en Piémont ne le furent pas au-delà des Alpes : celui, entre autres, qui donnait cours forcé aux billets émis par Victor-Amédée III. Ces exemples et ceux que je pourrais ajouter, ne donneraient pas

cependant une idée exacte de la séparation dont je parle, car ces distinctions procédaient d'une politique continue du cabinet plutôt que de lois expresses. C'est en administration qu'elles étaient le plus prononcées, tandis que les constitutions royales de 1729 et de 1770 établissaient l'unité du droit, à une époque où la France s'embarrassait encore dans la confusion de ses lois et de ses coutumes. Ce système, trop négligé depuis 1815, était excellent; car, si d'un côté il était prudent qu'il n'y eût pas de lois écrites établissant ces distinctions, de l'autre il importait que les Savoyards, par exemple, ne se plaignissent pas d'être soumis aux Piémontais; « nul peuple, disait M. de Maistre, ne pouvant supporter la domination d'un autre peuple. » En effet, cet isolement partiel des provinces était cher à chacune d'elles par l'espèce d'indépendance qui en résultait. La Savoie était donc un petit pays clos dans une nation peu communicative à l'extérieur; grâce à cette double claustration, l'aristocratie savoyarde, conservée parmi les corruptions universelles, et préservée des frottements du scepticisme élégant qui courait l'Europe, gardait son antique pureté. Dans ces patriarchies de province, l'ordre du père était un dogme, le conseil de la mère une inspiration; la hiérarchie presque sacerdotale des parentés, altérée dans la noblesse de cour, demeurait intacte dans cette chevalerie de campagnards, dont la description véridique semblerait romanesque par le temps qu'il fait. La jalousie de ces montagnards contre les Piémontais n'avait pas refroidi leur amour traditionnel pour les princes de Savoie; les forces des deux peuples, qu'on eut l'adresse d'engager dans des directions parallèles, donnèrent souvent, sur les champs de bataille le spectacle d'une émulation de bravoure. C'était, en petit, la rivalité de l'armée d'Italie et de celle du Rhin pendant les beaux jours de la République

française. En temps de paix, les nobles de Savoie mettaient leur orgueil à veiller à la charrue, en bonne intelligence avec le fisc, qui avait l'honnêteté de ne percevoir qu'à la saison des récoltes; puis l'on se ruinait bravement pour *représenter*, lorsque le roi venait visiter le berceau de sa maison. En 1775, lorsque le roi donna, à Chambéry, avec le prix de son hôtel des Célestins de Lyon, qu'il venait de vendre, des fêtes pour le mariage de son fils aîné avec Clotilde de France, il s'étonna du train que menaient ces Savoyards. « Ils ne font que ce qu'ils doivent, » lui dit une dame d'honneur, une Gattinara, des Gattinara de la Lomelline. « Oui; mais ils doivent peut-être ce qu'ils font, » répliqua le roi. C'était la vérité, ils n'étaient pas riches; mais pour l'historien et l'antiquaire, dans les races et les monnaies, le poids de l'or n'entre pas en comparaison avec l'ancienneté et la pureté du coin.

En Savoie, plus encore qu'en Piémont, l'aristocratie seule pouvait être prise en considération, avec quelques magistrats, distingués par leurs fonctions d'une bourgeoisie dont il est impossible de rien dire. L'ambition, ce mobile si profitable aux sociétés, était si peu développée, que six personnes seulement, en quinze ans, achetèrent à Chambéry le droit de bourgeoisie, qui était taxé à vingt-cinq louis, une fois payés. Un autre exemple montrera combien cette population était peu disposée au progrès. Lorsqu'on s'occupa, en Savoie, du rachat de la taillabilité personnelle, en 1762, et de l'affranchissement des censes, lods et servis, en 1771, les vassaux opposèrent beaucoup plus de difficultés que les nobles, bien que les conventions de rachat se tissent de gré à gré, et que l'on y tînt compte de l'âge, des ressources et du genre d'obligations des asservis. La noblesse fut, en général, la promotrice énergique de ces mesures civilisatrices qui s'étaient en grande partie accomplies déjà en Piémont, et

que la France unanime devait offrir, la nuit du 4 août, comme un hommage d'enthousiasme à la jeune liberté de 1789.

C'est dans cette situation que les sujets du roi de Sardaigne furent surpris par la Révolution française.

Quoique ma tâche ne soit point de faire l'histoire de Joseph de Maistre, je crois nécessaire, cependant, d'indiquer en quelles dispositions morales il se trouvait, au moment où la force des événements le transporta du sein de sa solitude de Chambéry au milieu des tempêtes révolutionnaires.

« Né dans une maison de haute magistrature, élevé dans toute la sévérité antique, abîmé dès le berceau dans les études sérieuses, membre d'un sénat gallican pendant vingt ans, » écrivait-il en 1820 à M. de Marcellus[1], M. de Maistre subit jusqu'à sa quarantième année la compression de circonstances peu propices au développement de son ardente nature. Pendant ces premières années de la vie, où le jeune homme semble n'avoir pas encore de spontanéité propre, Joseph de Maistre, déjà sérieux et songeur, s'absorba avec une sorte de volupté mystique en ceux qui le dirigeaient; il aima sa mère de toute l'expansion de ses enthousiasmes naissants; plus tard, en suivant les cours de droit de l'Université de Turin, il ne voulut jamais lire un livre sans la permission de son père; il éprouvait le besoin d'être dirigé par ses parents, qui étaient sa loi vivante, plus que le désir de s'instruire par la lettre morte. Dans sa vieillesse, il a dit

[1] *Lettres et Opuscules inédits du comte Joseph de Maistre*, publiés par Vaton. Paris, 1851, I, p. 492, 1re édition.

souvent : « Il faut amuser les enfants, de peur qu'ils ne s'amusent. » — Il avait aimé l'autorité avant de la comprendre et de la prêcher.

Joseph de Maistre avait vingt ans lorsqu'il termina ses études à Turin. Il revint à Chambéry, enfant par sa foi naïve, homme déjà par ses aspirations.

Des lettres écrites dans les villes lointaines où le jeta la Révolution, témoignent de l'impression violente produite par cette petite ville sur ce génie, par la cage sur l'aigle. « Quelquefois, » écrivait-il de Pétersbourg à son frère Nicolas, « dans mes moments de solitude, que je multiplie autant qu'il m'est possible, je jette ma tête sur le dossier de mon fauteuil, et là, je me rappelle ces temps où dans une petite ville de ta connaissance, la tête appuyée sur un autre dossier, et ne voyant autour de notre cercle étroit (quelle impertinence, juste ciel !) que de petits hommes et de petites choses, je me disais : Suis-je donc condamné à vivre et à mourir ici comme une huître attachée à son rocher? Alors je souffrais beaucoup; j'avais la tête chargée, fatiguée, *aplatie* par l'énorme poids du *rien*...[1] » Les natures énergiques sont ambitieuses, car toute force tend à l'action. La vie de M. de Maistre, exceptionnelle dans une époque qui a inauguré le scepticisme moral et politique, indique combien ses jeunes ambitions durent être pures, généreuses et limitées à l'accomplissement du devoir. Mais il eût voulu un devoir à sa taille, une de ces tâches hautes, difficiles, hasardeuses, qui plaisent aux êtres puissants. Rester obscur n'était rien, peut-être ; mais il se révoltait contre l'inutilité à laquelle ce triste séjour condamnait ses forces inexercées. Nul être vivant et travaillant n'est inutile, sans doute ; mais n'est-il pas vrai que certaines natures

[1] *Lettres et Opuscules*, I, p. 24.



d'élite ne sont point satisfaites d'une coopération vulgaire à l'œuvre générale? Puis, le bien-être de l'esprit a besoin, comme celui du corps, des communications sociales; or, il se trouvait sous ce rapport dans une solitude absolue, lorsqu'il sortait de sa famille, qui était par exception singulièrement intelligente. Il se renferma dans un silence complet, ne discutant et n'opinant pas. Parfois, cependant, en face de l'assurance inébranlable de la sottise, il lui échappait d'irrésistibles mouvements de dédain et de colère. « Tu ne saurais croire, » écrivait-il en 1808 à sa fille Constance, « combien je me suis fait d'ennemis jadis, pour avoir voulu en savoir plus que mes bons Allobroges[1]. » Dans une sphère aussi étroite, ces petits accidents devaient avoir de grandes suites. M. de Maistre se fit des ennemis de ces médiocrités jalouses qui sont implacables partout, mais que l'inaction forcée de la province doue d'une rancune patiente, travailleuse, souterraine. On vint à bout d'empêcher qu'on lui donnât le titre de président du sénat de Savoie, malgré les intentions du roi Victor-Amédée III; on jeta dans le cabinet de Turin des germes de défiance, des demi-révélations, présentant M. de Maistre comme un homme dangereux et enclin aux idées nouvelles; cette accusation resta dans les registres de haute police que consultent les administrations ombrageuses, et en sortit à des moments où la décence et le danger commun imposaient pourtant aux malveillants la politique du silence. On verra que sa longue carrière en fut souvent attristée. Dans ses dernières années, il regrettait que la destinée ne l'eût pas placé sur un plus digne théâtre. Ce n'était pas de l'orgueil, car il croyait que son pays natal avait influé sur ses facultés. A la Restauration, il disait à M. de Lamartine: « Vous avez une belle

[1] *Lettres et Opuscules*, I, p. 149.

langue pour instrument de vos idées ; nous n'avons que le jargon de notre Savoie... » Ce double sentiment de défiance de lui-même et de reproche aux circonstances perce dans ces lignes mélancoliques : « Quelquefois, dans mes rêves poétiques, j'imagine que la Nature me portait jadis dans son tablier, de Nice en France, qu'elle fit un faux pas sur les Alpes (bien excusable de la part d'une femme âgée), et que je tombai platement à Chambéry. Il fallait pousser jusqu'à Paris, ou du moins s'arrêter à Turin où je me serais formé ; mais l'irréparable sottise est faite depuis le 1er avril 1754. » Il plaisantait souvent de sa qualité de Savoyard. En 1812, à Pétersbourg, chez la princesse Tolstoï, on parlait un soir du comte de Moncenigo, qu'on croyait destiné à la légation russe en Sardaigne. On lui reprochait d'être sujet français, d'avoir tous ses biens en Italie, sous la main de Napoléon, et enfin d'être né à Zanthe. « — Eh bien! s'écria M. de Maistre, mais je suis né à Chambéry, moi qui vous parle; preuve que dans ce genre on se permet tout. »

Joseph de Maistre, né le 1er avril 1754, était l'aîné de dix enfants; de ses quatre frères, trois furent soldats, l'autre fut prêtre. Le paisible bien-être de la vie patriarcale, au sein d'une famille nombreuse et unie, amortit ses combats intérieurs. Il s'enferma pour travailler. Tout son temps se partagea entre ses devoirs de magistrat et ses études particulières. Ces traits, nécessaires à l'explication de sa personnalité, ne sont point imaginaires. M. Georges-Marie Raymond, qui prononça son éloge historique devant l'Académie des sciences de Turin, ajoute qu'il ne se promenait jamais. Seul, et comprimant ses élans vers de plus hautes destinées, il se livra à des travaux énormes. Les langues, les mathématiques, la philosophie religieuse l'absorbèrent, et, par un effort de pensée dont ses papiers inédits contiennent quelques traces, il essaya une synthèse de



ces trois sciences. Bientôt, cependant, il recula devant cette tâche immense, ayant peur de trouver le panthéisme au bout. On retrouve un souvenir de ces premières études, dans cette fameuse page des *Soirées*, où il annonce qu'un ordre nouveau s'élèvera, le jour où la science et la religion s'uniront dans la tête d'un homme de génie.

A côté de ces évolutions intellectuelles, que l'on ose à peine interroger, et dont ses livres n'indiquent pas toute l'étendue, quelques dates signalent ses pas dans la carrière de magistrat. Le 6 décembre 1774, il est nommé substitut avocat fiscal général surnuméraire au sénat de Savoie. Il publie, l'année suivante, un *Éloge historique de Victor-Amédée III* (Lyon, 1775). Le 8 janvier 1780, il devient substitut avocat fiscal général effectif; le 5 janvier 1787, le roi le fait membre du conseil de la Réforme des études en Savoie; le 29 janvier 1788, il est nommé sénateur.

A l'époque où la Révolution commença, Joseph de Maistre était entré fort avant dans une vie de bénédictin. il avait interrogé d'énormes bibliothèques de philosophie religieuse; ses habitudes s'étaient assises dans l'uniformité de cette existence calme et froide. La solitude avait agi sur lui d'une double façon, fatale et heureuse. D'abord, elle l'avait rendu absolu, dédaigneux et hautain dans ses doctrines. Facile au commerce du monde, il était terrible la plume en main. Il avait acquis, dans l'isolement de son travail cellulaire, la rigidité magistrale des moines de Zurbaran, de ces gentilshommes du royaume spirituel, à fière et noble mine, types admirables de sévère distinction, perdus, comme tant d'autres. Il garda ainsi une originalité pittoresque aux yeux de l'artiste, et sympathique au moraliste; mais il perdit les bienfaits de la communion sociale, et, puissant à concevoir, il le fut moins à comprendre. — D'un autre côté, il avait trempé son caractère dans la glace for-

tifiante d'un milieu sans agitations ; ses ardeurs s'étaient concrétées au fond de lui-même; ses facultés comprimées avaient pris, si je puis dire ainsi, des formes anguleuses, rectes et précises, par une élaboration semblable aux formations mystérieuses du cristal dans le silence des roches intérieures. L'exactitude de son esprit ferme et droit ainsi assurée, et dirigée sur la logique de l'enchaînement des effets aux causes, devait atteindre et atteignit réellement une singulière habileté dans la science des probabilités morales.

C'est à cette époque de solitude songeuse que Joseph de Maistre commence à prendre ce ton de voyant que l'on remarquera plus tard dans tous ses écrits. En 1784, il prononce, au nom du ministère public, un discours pour la rentrée du sénat, et frappe son auditoire d'étonnement par une prédiction de bouleversements imminents et terribles, causés par l'esprit de destruction qui attaquait sourdement les institutions antiques. L'orateur ajoutait : « Le ravage s'étendra jusqu'à des bornes qu'on n'aperçoit point encore. »

Plus tard, il annonce de même, dans les *Considérations sur la France*, la chute de la constitution de l'an III, et dans ses lettres politiques, jusqu'en 1815, une restauration, heureuse si elle est amenée par la France spontanée, malheureuse si c'est l'étranger qui la lui impose.

Mais ce qui est étrange dans cette carrière de précurseur, ce sont deux prophéties, écrites à vingt-cinq ans d'intervalle, sur une évolution religieuse prochaine. Le pressentiment en est tellement fort chez lui, que l'annonciation d'une religion nouvelle ou d'un grand rajeunissement religieux, proférée en 1796 par le chapitre V des *Considérations*, est renouvelée, en 1821, par le chapitre XI des *Soirées*, où reluisent ces paroles extraordinaires :

« Il faut nous tenir prêts pour un immense événement dans l'ordre divin, vers lequel nous marchons avec une

vitesse accélérée qui doit frapper tous les observateurs. Il n'y a plus de religion sur la terre; le genre humain ne peut rester en cet état... »

Vers la fin de 1789, le comte d'Artois arriva à Turin avec une suite nombreuse d'émigrés. C'était s'y prendre de bonne heure.

Les hautes classes s'émurent. La masse ne remua point ; le calme est une vertu piémontaise. Par malheur, le roi ne ménagea point les causes de fermentation ; il frappa une sorte de fausse monnaie; il tripla les impôts, en vue d'une guerre prochaine; on poursuivit rigoureusement quiconque était *soupçonné de penser à la française;* on ferma l'Université et le Collége des provinces.

Le comte de Maistre était membre d'une loge maçonnique.

Au commencement de la Révolution, l'auguste père de Sa Majesté ayant conçu quelques alarmes sur ces sortes de réunions, un membre de la loge qu'on appelait *réformée* lui porta le catalogue de tous les noms qui la composaient. Le roi dit : « Voilà des noms qui suffisent pour me rassurer ; mais dans ce moment où toute réunion est suspecte simplement comme réunion, on ne doit point s'assembler. » Une tello sagesse ne souffrait pas de réplique. Le comte Frédéric de Bellegarde, alors colonel des grenadiers royaux, s'il m'en souvient, fut député pour donner à Sa Majesté la parolo d'honneur de tous les membres, qu'ils ne s'assembleraient plus sans son congé; mais la catastrophe générale suivit de près. Laissant de côté la foule, qui ne signifie rien, j'ai examiné attentivement la conduite des membres tant piémontais que savoyards qui étaient dans les hauts grades, et qui étaient tous parfaitement connus de moi (au nombre peut-être de vingt ou vingt-cinq).

Tous ont été dans le parti du roi, ou nuls ; quelques-uns ont honorablement péri pour lui. Il n'en a pas été de même en France, où la même classe ne s'est pas conduite également bien.

Aux premières causes d'inquiétude se joignirent quelques troubles en Savoie. Le danger approchait ; le roi songea à une ligue italienne ; mais une longue paix avait énervé autour de lui les natures méridionales. Joseph II, et Léopold en Toscane, tout en méditant la résurrection de l'idée gibeline, n'avaient en aucune façon cherché à éveiller les gouvernements de Venise, de Milan, de Toscane ; la sûreté des peuples avait été sacrifiée à leur bien-être. Le métier de soldat était fait, à Milan et à Naples, par des Espagnols, puis par des Autrichiens ; à Rome, par des Suisses ; à Venise, par les Schiavoni. L'opulence des villes, la magnificence du climat, la facilité des mœurs avaient dirigé sur les arts les préoccupations administratives ; ce n'étaient que fêtes et musiques. Sommeil plutôt que décadence ; rêve d'une nation endormie qui aura sa matinée. Le sénat de Venise ne répondit à l'appel du roi de Sardaigne que par une déclaration de neutralité désarmée. La Toscane fut le premier pays d'Europe à reconnaître la République française. Le reste ne bougea pas.

Se trouvant seul alors entre la France et l'Autriche, le roi de Sardaigne préféra l'alliance autrichienne à celle que Sémonville venait offrir de la part de la France. L'effroi que lui inspirait la nouvelle république l'emportait sur les séductions mises en œuvre par l'envoyé français ; il refusa l'offre qu'il lui faisait de la Lombardie et de toutes les conquêtes que ferait en Italie l'armée française unie à la sienne.

Le 15 septembre 1792, la France nous déclara la guerre, et sept jours après, le général Montesquiou envahit la Savoie.

Tous les militaires, et parmi eux les frères de M. de

Maistre, rejoignirent l'armée royale en retraite au-delà des Alpes; une grande partie de la noblesse suivit les officiers en Piémont. Le comte resta en Savoie, et ne s'éloigna qu'après la réunion à la France, en décembre 1792. Il s'installa à Aoste, avec sa femme, Françoise de Morand, qu'il avait épousée en 1786, et ses deux enfants, Rodolphe et Adèle.

Mais, le 26 octobre, l'Assemblée allobroge, mettant à profit sa courte souveraineté, avait décrété une loi qui enjoignait à tous les émigrés, sans distinction d'âge ni de sexe, de rentrer en Savoie avant le 25 janvier, sous peine de la confiscation de leurs biens. Le roi permit à tous les nobles non militaires d'aller sauver leurs propriétés.

« Mme de Maistre se trouvait dans le neuvième mois de sa grossesse; connaissant la manière de penser et les sentiments de son mari, elle savait fort bien qu'il s'exposerait à tout plutôt que de l'exposer elle-même dans cette saison et dans ce pays; mais, poussée par l'espoir de sauver quelques débris de fortune en demandant ses droits, elle profita d'un voyage que le comte de Maistre fit à Turin et partit sans l'avertir. Elle traversa le grand Saint-Bernard, le 5 janvier, à dos de mulet, accompagnée de ses deux petits enfants, qu'on portait enveloppés dans des couvertures. Le comte de Maistre, de retour à la cité d'Aoste deux ou trois jours après, courut sans retard sur les pas de cette femme courageuse, tremblant de la trouver morte ou mourante dans quelque chétive cabane des Alpes. Elle arriva cependant à Chambéry, où le comte de Maistre la suivit de près. Il fut obligé de se présenter à la municipalité; mais il refusa toute espèce de serment, toute promesse même; le procureur-syndic lui présenta le livre où s'inscrivaient tous les citoyens actifs; il refusa d'écrire son nom, et lorsqu'on lui demanda la contribution volontaire qui se payait alors *pour la guerre*, il répondit franchement: « Je ne donne

point d'argent pour faire tuer mes frères qui servent le roi de Sardaigne. » Bientôt on vint faire chez lui une visite domiciliaire ; quinze soldats entrèrent les armes hautes, accompagnant cette invasion de la brutale phraséologie révolutionnaire, de coups de crosse sur les parquets et de jurons patriotiques. Mme de Maistre accourt au bruit; elle s'effraye ; sur-le-champ les douleurs la saisissent, et le lendemain, après un travail alarmant, M. de Maistre vit naître son troisième enfant, qu'il ne devait connaître qu'en 1814. Il n'attendait que cet événement; il partit, l'âme pénétrée d'indignation, après avoir pourvu le mieux qu'il put à la sûreté de sa famille. Il s'en sépara, abandonna ses biens et sa patrie, et se retira à Lausanne. »

Tel est le récit de M. Rodolphe de Maistre, dans la notice qu'il a placée en tête des *Lettres et Opuscules.*

Les militaires virent bientôt leurs propriétés menacées par la Convention française, qui faisait commencer de toutes parts les séquestres. La conquête eut ici l'un des résultats terribles qu'elle amène toujours : celui de rendre le droit absolument incertain, même au point de vue rationnel. La France, une fois admis le droit de conquête, ne pouvait-elle pas obliger les habitants des pays réunis à ne plus servir un prince contre lequel elle faisait la guerre? Les militaires, de leur côté, pouvaient-ils, sans forfaire à l'honneur, déserter leurs drapeaux ? Où était la patrie? L'homme tient il à la terre, comme le prétendait la Convention, qui renouvelait ainsi les doctrines féodales, ou à la hiérarchie à laquelle l'attachent ses sympathies et ses serments ? On parlait des émigrés de Coblentz : mais le cas était bien différent, car l'émigration française ne pouvait évidemment, en se battant pour son roi, porter les armes que contre la France, tandis que les enrôlés du roi de Piémont devaient le suivre jusque dans le dernier coin de terre qui

lui resterait, la royauté étant indivisible. Ces fidèles ne pouvaient être comparés qu'à des Français de Lille ou de Calais, chassés de leurs garnisons par une invasion anglaise, et suivant le roi dans son dernier refuge de France, malgré l'accueil peut-être favorable fait aux Anglais par quelques-uns de leurs concitoyens. C'est en vue de cette situation honorable et périlleuse, partagée par ses trois frères, que M. de Maistre, se trouvant encore sur la frontière de Savoie, à Truaz en Fancigny, écrivit son *Adresse de quelques parents des militaires savoisiens à la Convention nationale.*

A cette occasion, il entra en relations avec Mallet du Pan, l'ancien rédacteur de la partie politique du *Mercure de France.* Celui-ci s'était fait une sorte d'école parmi les jeunes écrivains du temps, et le professeur Sayous, de Genève, qui a publié les mémoires de Mallet, a fort bien remarqué dans l'*Adresse à la Convention nationale* une imitation involontaire de sa manière véhémente et un peu déclamatoire. M. de Maistre envoya son manuscrit à Mallet, et, sans le connaître, lui demanda, au nom de la cause commune, s'il voulait le publier. Mallet s'empressa de faire imprimer l'*Adresse* à Lausanne, en y joignant quelques lignes d'avis où, dit le comte, « il était aisé de reconnaître la sainte colère et le style vigoureux d'un grand défenseur des bons principes [1]. »

Cette bonne entente ne fut jamais bien complète et dura peu. Mallet du Pan n'avait ni le génie, ni l'exactitude appréciative, ni la générosité doctrinale de M. de Maistre ; c'était l'un de ces chercheurs de remèdes qui surveillaient les intermittences de la Révolution pour proposer des sys-

[1] Cette première édition fut saisie par la police de Genève, sur la réquisition du chargé d'affaires de France. — Deuxième édition, 1796, augmentée de quelques passages qu'on avait jugé convenable de retrancher dans la première. — Les *Lettres et Opuscules* reproduisent la deuxième édition.

tèmes sans valeur philosophique ou pratique ; une voix perdue parmi tant d'autres. L'*Avertissement des éditeurs*, écrit par Mallet du Pan pour la publication de la soi-disant deuxième édition des *Considérations sur la France*, fut vivement désapprouvé par M. de Maistre. Ainsi, en 1797, la divergence s'était déjà prononcée.

Déjà, avant l'émigration française, Lausanne était le lieu de plaisance d'une société brillante, dont le médecin Tissot, avec ses malades, avait formé le noyau. On y voyait l'abbé Raynal, qui criait en causant et se fâchait en discutant, et qui faisait alors profession de bienfaisance, après avoir été encyclopédiste et ami de Diderot ; le prince de Ligne, favori de Marie-Thérèse et de Catherine II, qui venait de Bruxelles chaque année, avec madame la princesse, pour jouer la comédie au bord du lac, avec Casanova pour régisseur ; l'abbé de Bourbon, fils naturel de Louis XV ; le fameux Haller ; un bâtard de la grande Catherine ; les Necker, avec leur *ambassadrice* déjà célèbre ; et le trop laid Gibbon, qui prêtait sa belle terrasse pour la conversation à tout ce monde et à quelques autres personnages singuliers.

Dès 1789, le voisinage, la communauté de langue, les mœurs douces et libres du pays y attirèrent les émigrés, et ce petit monde changea de physionomie. La situation d'esprit et de fortune des survenants ne s'accordait guère avec le goût de divertissements qui y régnait. Il y eut des invasions de politiques consommés jusque dans les moindres ménages ; les querelles devinrent générales.

Placé par la neutralité de sa situation entre ceux qu'on appelait alors les émigrés de fantaisie, et le parti royaliste dont il déplorait l'immoralité et la maladresse, M. de Maistre resta modéré, ordinairement silencieux, toujours observateur. Il méditait ses *Considérations sur la France*, et contrôlait ses théories par le spectacle qu'of-

fraient les hommes et les choses ; sans faiblir dans ses convictions, il cherchait dans les faits des assises sûres où il pût, dans la lutte, appuyer sa fermeté de principes.

Il causa avec Gibbon, qui repartit pour l'Angleterre en juin 1793 et y mourut l'année suivante. S'ils s'entretinrent de la Convention, il est à croire qu'ils n'en rirent pas comme Gibbon riait du Parlement d'Angleterre, qu'il comparait au *Pandæmonium* de Milton. Le drame qui se jouait à Paris était plus sérieux.

C'est près de Lausanne, dans la maison de campagne où Necker composa son *Traité sur l'Administration des finances*, que le comte de Maistre vit Mme de Staël, qui habitait ordinairement Coppet, où elle s'occupait de rallier son salon de Paris. Elle avait dans sa maison le jeune Benjamin Constant, qu'elle venait de ramasser sur une route près de Genève : M. de Maistre fit peu d'attention à cet enfant précoce, nature flottante et vaniteuse ; il disait plus tard : « M. Constant paraît manquer de virilité, au moins dans ses livres[1]. » Le comte lia avec la belle Genevoise une amitié douce, spirituelle, et un peu moqueuse peut-être de son côté à lui. Lorsque la jeune cour de l'ambassadrice s'émerveillait devant ce génie à visées masculines, il eût dit volontiers à chacun de ces jeunes admirateurs ce qu'il écrivait, après la Restauration, à un Piémontais enthousiaste du vicomte de Châteaubriand : « On voit bien, excellent jeune homme, que vous n'avez que dix-huit ans. » La manière affectée de presque tout ce qui parlait ou écrivait en France impatientait le Savoyard. C'est ainsi que, dans une lettre que je publierai plus loin, il disait à propos de Mlle Georges : « Le ton général de sa déclamation m'a paru faux et guindé comme

[1] Ces derniers mots semblent une allusion à ces excès par lesquels Benjamin Constant affecta sous des formes grossières la virilité qui peut-être manquait en effet à son âme.

tout ce qui vient de Paris, depuis la loi jusqu'au vaudeville. » Mme de Staël, entre autres, n'a-t-elle pas fait du précieux en politique, comme M. de Châteaubriand en religion? Elle avait été poussée dans une fausse voie par un besoin puéril d'être admirée, et cette admiration obtenue avait achevé de la gâter. « S'il lui avait plu d'accoucher en public dans la chapelle de Versailles, on aurait battu des mains, » écrivait M. de Maistre dans une des lettres publiées en 1851.

Qu'on ne s'étonne pas de la sévérité de M. de Maistre envers les premières intelligences de son époque. Son génie, qu'on dirait italien d'origine, avait la profondeur féconde de la race de Vico et de Dante; son caractère de montagnard l'avait doué, en outre, d'une âpre droiture; il avait pitié des futiles débris d'une civilisation *en poussière*, selon le mot de Napoléon; ils lui paraissaient légers, vains, stériles. En regardant cette France, où l'on entourait certains noms d'une admiration convenue, dont l'expression même était réglée par la mode; en observant combien les jugements individuels y étaient peu indépendants, combien les opinions toutes faites y avaient un cours indiscuté, il se convainquit, et il l'écrivit dans les *Considérations*, que ce n'était point une terre propice à la démocratie. Il eût dit volontiers avec Alfieri :

Libertà, gallo sei, non era in te[1].

Un certain soir, à la villa Necker, Corinne, se croyant au Capitole, posa en muse, en déesse, puis, ce qui était pis,

[1] Voyez, à ce sujet, le délicieux chapitre IX des *Considérations* : « Quatre ou cinq personnes, peut-être, donneront un roi à la France. Des lettres de Paris annonceront aux provinces que la France a un roi, et les provinces crieront : *Vive le roi!* A Paris même, tous les habitants, moins une vingtaine peut-être, apprendront en s'éveillant qu'ils ont un roi. *Est-il possible?* s'écrieront-ils; *voilà qui est d'une singularité rare! Qui sait par quelle porte il entrera? Il serait bon, peut-être, de louer des fenêtres d'avance, car on s'étouffera.* »

en philosophe; elle eut du bel esprit à faire crever de dépit Cathos et Madelon. M. de Maistre s'endormit. Cet accident, devenu historique, a défrayé de superbes pages de critique française. S'endormir en écoutant Mme de Staël ! c'était bien d'un Savoyard. Des Français bien avisés l'ont vengée en écrivant plus tard, dans les *Biographies nouvelles des Contemporains*, que « les *Soirées de Saint-Pétersbourg*, ouvrage fort vanté par les ennemis de la philosophie, sont maintenant oubliées. » *Maintenant*, en 1821. L'ouvrage est signé par MM. de Jouy, Arnault, A. Jay, tous, je crois, membres à divers degrés de l'Institut de France. Pour en revenir au fatal sommeil qui a failli faire prendre Joseph de Maistre pour un sot, il est bon de remarquer que le premier Consul, qui se moqua si vertement de cette faiseuse de livres, Byron, Sheridan, Schiller, qui la trouvaient insupportable, auraient, selon toute probabilité, félicité le dormeur de l'emploi qu'il avait fait de sa soirée. M. de Maistre ne jugeait pourtant pas alors Mme de Staël aussi sévèrement qu'il le fit depuis, lorsqu'elle eut publié ses *Considérations sur la Révolution française*, livre traité par lui de brillante guenille. Lorsqu'elle ne s'érigeait pas en inspirée, il aimait écouter cet esprit brillant et séduisant, quoique dépourvu de grâces sympathiques.

Le cœur n'est pas mauvais du tout; à cet égard, on lui a fait tort. Quant à l'esprit, elle en a prodigieusement, surtout, comme vous le dites fort bien, lorsqu'elle ne songe pas à en avoir. N'ayant étudié ensemble ni en théologie ni en politique, nous avons donné en Suisse des scènes à mourir de rire, cependant sans nous brouiller jamais. Son père, qui vivait alors, était parent et ami de gens que j'aime de tout mon cœur, et que, pour tout au monde, je n'aurais pas voulu chagriner. Je laissai donc crier les émigrés qui nous entouraient, sans vouloir jamais tirer l'épée. On me sut gré de cette modération, de ma-

nière qu'il y a toujours eu entre cette famille et moi paix et amitié, malgré la différence des bannières. Si vous entretenez quelque correspondance avec la *belle* dame, je vous prie de la remercier de son souvenir et de l'assurer du mien (ah! pour cela je ne mens pas!).

(Lettre à Mme la marquise ..., *Lettres et Opuscules*, I, p. 56.)

On voit que si le comte de Maistre passait alors pour un fol et un énergumène, comme le dit M. Hippolyte Castille[1], il donnait néanmoins à l'émigration des leçons d'une tolérance de bon goût. Du reste, ce dut être un spectacle précieux qu'offrit le sénateur savoyard, peu facile à éblouir, ferme en garde, carrément assis sur le bon sens national, cachant par circonstance ses élégances aristocratiques sous une sorte de paysannerie narquoise, — aux prises avec le bel esprit quêteur d'éloges de cette actrice en diplomatie, qui ne joua que pour les applaudissements.

Il trouva une amie plus sérieuse dans cette Mme Huber-Alléon, dont une de ses lettres trace un portrait admirable. « Je la vois sans cesse avec sa grande figure droite, son léger apprêt genevois, sa raison calme, sa finesse naturelle et son badinage grave. Elle était ardente amie, quoique froide sur tout le reste. Je ne passerai pas de meilleures soirées que celles que j'ai passées chez elle, les pieds sur les chenets, les coudes sur la table, pensant tout haut, excitant sa pensée, et rasant mille sujets à tire d'aile, au milieu d'une famille bien digne d'elle[2]. » Elle était protestante, et son mari avait été l'ami intime de Voltaire. Cela n'empêchait pas M. de Maistre d'aller souvent la voir à Cour, *avec des bas gris et une lanterne*. « Délicieux salon de Cour! » écrivait-il de Pétersbourg, « c'est cela qui me

1 *Madame de Staël*, étude historique.
2 *Lettres et Opuscules*, I, p. 90.

manque ici. Après que j'ai bien fatigué mes chevaux le long de ces belles rues, si je pouvais trouver l'amitié en pantoufles et raisonner pantoufle avec elle, il ne me manquerait rien[1]. »

Lausanne étant un excellent poste pour observer ce qui se passait en France, M. de Maistre fut chargé par le roi d'une correspondance par laquelle il informerait les bureaux des affaires étrangères de la situation des choses, soit en France, soit en Suisse, où les émigrés s'agitaient beaucoup. Ses mémoires et relations étaient recueillis par les ministres étrangers résidant près la cour de Turin, et devenaient utiles à tous les cabinets d'Europe, qui comptaient peu d'observateurs de cette force. Bonaparte trouva cette correspondance dans les archives de Venise, et s'étonna de ces prophéties qu'il avait en partie accomplies lui-même ; cette clairvoyance, qui atteignait presque au don de prédiction, le frappa singulièrement.

D'ailleurs, une autre circonstance grava dans cette mémoire vaste et fidèle le nom de Joseph de Maistre. Pendant que Bonaparte se trouvait à Milan, sa police ouvrit à la poste une lettre de Louis XVIII, dans laquelle le prétendant remerciait l'écrivain des *Considérations sur la France* et lui envoyait, pour l'aider à faire circuler le livre en France, une lettre de change dont M. de Maistre refusa de toucher le montant[2]. La curiosité de Bonaparte fut excitée, et il lut ce livre qui faisait grand bruit, et que tous ses généraux avaient entre les mains. Il connut ainsi Joseph de Maistre, et se souvint des observations judicieuses et profondes de l'écrivain ; car Napoléon profitait de tout et apprenait partout. La pensée qu'il essaya de réaliser en constituant l'Empire français, se rapproche d'une manière frappante de

[1] *Lettres et Opuscules*, I, 85.

[2] Cette lettre fut publiée par le Directoire à propos de l'affaire du 18 fructidor.

celle qui devait, selon Joseph de Maistre, inspirer la Restauration : l'ancienne constitution monarchique pour l'ordre, et un régime tout différent pour les besoins nouveaux. Assurément, ils n'eussent pas été d'accord sur ces besoins et sur le genre de modifications à apporter au régime antique ; mais l'idée, telle quelle, était, en 1796, d'un grand et profond esprit, bien qu'aujourd'hui elle paraisse d'une simplicité triviale. Dans la suite, devenu ministre sarde à Pétersbourg, M. de Maistre reçut des témoignages de souvenance de Napoléon, par les égards et les distinctions dont il fut l'objet de la part de l'ambassade française, tandis que les autres envoyés du roi dans les cours étrangères passaient absolument inaperçus.

Outre la correspondance politique dont il était chargé, M. de Maistre remplissait en Suisse une mission confidentielle auprès des autorités helvétiques pour la protection des émigrés ses compatriotes : tant que les routes suisses furent ouvertes aux volontaires savoyards qui se rendaient en Piémont pour rejoindre leurs drapeaux, il eut à veiller à la sûreté et aux besoins de ces braves gens. Lorsque la Suisse leur refusa le passage sur son territoire, les sentiers alpestres remplacèrent les grandes routes, et une généreuse jeunesse franchit, durant les rudes hivers, les cols dangereux qui s'ouvrent sur la vallée d'Aoste ; un ardent sentiment royaliste, plus fort que l'étroit patriotisme de clocher, élevait ses instincts jusqu'à l'amour de la commune patrie.

Pendant ce temps, les biens des émigrés étaient confisqués en Savoie, sans que les soldats songeassent à sauver leurs terres en quittant les drapeaux, et sans que M. de Maistre fût tenté de traverser le lac pour préserver sa famille de l'indigence.

J'ai parlé des relations de Joseph de Maistre avec Mme de Staël. L'abbé André de Maistre, son frère cadet, fut longtemps en correspondance avec elle. Voici une lettre qu'il écrivit dans la suite à son frère l'ambassadeur, et où il est question de l'illustre Genevoise. La lettre, d'ailleurs, est curieuse à d'autres égards :

Chambéry, 4 juillet 1809.

. . . . . J'ai eu de tes nouvelles à Genève par le comte de Saint-Priest [1], qui a été auditeur bénévole de tous mes sermons. Mme de Staël, qui est venue à celui sur l'Enfer, a dit que *mon sermon l'en avait tout-à-fait dégoûtée.* J'y ai prêché un mois et demi..... J'ai beaucoup gagné pour l'action oratoire, mais le fond ne vaut pas mieux. Il y a peu de grands prédicateurs; les médiocres brillent, et c'est en cette qualité que j'ai fait fracas à Genève et à Lyon. Je n'en suis nullement enorgueilli, parce que je connais à fond le mérite de la chose; il est impossible de faire un discours soutenu. Celui que tu connais ne serait entendu de personne. La masse est peuple; il faut descendre par force, et alors il est difficile de ne pas ramper : je m'en défends tant que je puis; mais je n'ai point d'Aristarque; je ne trouve autour de moi qu'indifférence, jalousie ou nullité... Comme on a réuni tous les diocèses des deux départements (du Mont-Blanc et du Léman), le chef-lieu épiscopal est Chambéry. Deux vicaires généraux sont stipendiés par le gouvernement; le troisième, que tu connais, sert *pour la Vierge Marie.* Il n'y a dans cette charge aucun agrément et des ennemis de toute espèce. La chose va cependant au-delà de ce qu'on pouvait espérer. Notre séminaire est en pleine activité : il est aux jésuites. Leur maison a été donnée pour cet établissement. Il y a un petit et un grand établissement. Le tout,

[1] Fils de l'ancien ambassadeur de France à Constantinople, depuis ministre de Louis XVI. Blessé à Austerlitz; en France par congé, pour se rétablir; homme excellent. (*Note de Joseph de Maistre.*

composant trois cents personnes, va faire partie de l'université, dont le grand-maître Fontanes a de grandes vues et d'excellentes intentions. Le plan de ce grand établissement est beau et vaste. C'est un beau corps; l'âme y viendra quand elle pourra. On veut un célibat, une subordination, un dévouement de toute la vie, sans motif religieux : l'obtiendra-t-on? Je n'en sais rien. C'est de l'université que je parle, et non du séminaire qui est tout religieux, éminemment tel, et qui tiendra à l'université par les grades que les supérieurs, ou du moins les professeurs, devront avoir... Si je pouvais te lire mes compositions à mesure que je les écris, je ferais le double d'ouvrage. Je n'ai point de tact pour me juger et je n'ose hasarder une foule de choses qui me viennent, par la raison que, n'en voyant point d'exemple chez les grands maîtres, je n'ose me hasarder hors de l'ornière frayée. Je suis, d'ailleurs, abâtardi et découragé de toute manière; ma situation est monotone et triste; l'avenir n'annonce qu'une augmentation d'ennuis, les années, les infirmités et la misère. Ce tableau n'est pas gai; il est difficile d'en détourner les yeux, et quand le cœur est flétri, il est difficile d'écrire avec énergie. Le principal ennui est de n'avoir personne à qui on puisse lire. Molière, au moins, avait sa servante; je n'ai pas même cet auditoire. La première fois que j'ai prêché à Lyon, je ne voyais personne après mes sermons, je n'en entendais jamais parler, et si je n'avais vu la foule y venir, jamais je n'aurais pu savoir si je prêchais bien ou mal. Ce concours même est un signe bien équivoque. Pendant le dernier carême, à Chambéry, j'ai constamment eu cinq mille auditeurs, et je me faisais fort bien entendre; mais il y a deux peuples : l'un, qui a grand besoin de sermon, n'y vient point, et l'autre, qui s'y rend, pourrait s'en passer. Tous les sermons sur la vérité de la religion sont parfaitement inutiles (ici du moins), car ce qui est incrédule n'y vient jamais, et le plus haut sermon, fût-il de Massillon, est toujours pour eux une pauvreté et une capucinade. Pour moi, j'ai abandonné ce qu'on appelle les *philosophes;* jamais je n'en dis un mot. Je prêche la conversion et la pénitence. En France, l'esprit est plus cultivé : beaucoup de gens

sans religion viennent au sermon, et l'on peut quelquefois leur adresser la parole, ce que je fais toujours avec modération. J'ai effacé sans miséricorde toutes les diatribes; partout où la douce raison n'entre pas, rien ne peut entrer. La seconde fois que j'ai prêché à Lyon, je m'y suis soutenu sans aucun succès plus marqué que la première. Où il me paraît que j'ai été le plus goûté, c'est à Genève : les protestants jugent mieux d'un sermon et avec moins de préjugés que les mauvais catholiques, mais, là encore, le succès a tenu à des circonstances bien étrangères au prédicateur, en sorte que j'en suis encore à savoir si je prêche bien... Toute sorte d'existence qui ne serait pas précaire me paraîtrait préférable à la nôtre, languissante et angoissée. Nous prêchons quelquefois ici des sermons un peu politiques et ce n'est pas ce que nous faisons de mieux; mais c'est par force. Je suis étranger à Chambéry; je n'y connais personne, et, à part les liens de famille, j'y suis comme je serais à Ispahan : je n'ai de goût pour rien, pas même pour la prédication, où je réussis un peu...

La comtesse Diodati, de Genève, ton ancienne amie, n'existe plus : c'était une ardente huguenote, et s'il y a dans l'autre monde un paradis pour les enfants de Calvin, elle y mérite un rang distingué. En général, les femmes à Genève tiennent plus que les hommes à leur marotte religieuse. Elles croient encore bonnement que l'Église romaine adore les images, comme les ministres l'enseignent et viennent encore de le faire imprimer dans leur catéchisme. C'est une assez plate espèce que ces messieurs, ne sachant ni ce qu'ils croient ni ce qu'ils enseignent; ceux qui croient à la divinité de Jésus-Christ passent pour des saints. On ne peut leur supposer de la bonne foi sans en faire des sots, ni de l'esprit sans en faire des gueux. L'alternative est cruelle. Cette secte durera[1], quoi que tu en dises; elle est éminemment adaptée à l'esprit du siècle; elle s'ac-

[1] Avec la permission de l'orateur théologien, c'est comme si l'on avait écrit dans le troisième siècle : « Le paganisme durera, quoi que tu en dises, *il est éminemment adapté à l'esprit du siècle,* » etc. (*Note de Joseph de Maistre.*)

corde parfaitement avec l'athéisme pratique, qui est la vraie religion du jour. La prière, pour les plus dévots, se réduit à dire: Mon Dieu, s'il y en a un, ayez pitié de mon âme, si j'en ai une. Après cela on fait quelques aumônes, si par hasard on a le cœur tendre, et tout est dit... Ce qui maintenait encore dans cette Rome hérétique une apparence de mœurs, c'était l'âpreté au gain et le besoin de travail pour vivre. Les gens opulents même contractaient un peu de cette habitude de travail et de sobriété. Aujourd'hui l'apparence même des mœurs a disparu; peu de villes aussi débordées. Le luxe, la table, les spectacles et les filles, là comme ailleurs, ce sont les points cardinaux de la morale universelle. Oh! France, etc...

Nous avons à Chambéry un évêque fort bien élevé; il est Gascon, oncle du général de Solle, commandant l'armée de Madrid. Cet évêque vit fort bien avec nous. Aimable homme, fort généreux; une éducation de l'ancien régime, mais misérable comme presque tous les évêques d'aujourd'hui. C'est la partie de l'apostolat *à la hauteur* de laquelle on s'est mieux élevé. C'est un quatrième état de l'Eglise, qui est aujourd'hui *triomphante, militante, souffrante et mendiante.*

M. de Maistre publia, pendant son séjour en Suisse :

1. Deux *Lettres d'un royaliste savoisien à ses compatriotes*, Lausanne, 1793-94, in-8°. Un fragment seul en a été réimprimé dans la notice biographique du comte Rodolphe de Maistre.

2. L'*Adresse de quelques parents des militaires savoisiens à la Convention nationale des Français*, dont il a été parlé plus haut.

3. Un *Discours à la marquise de Costa*, sur la vie et la mort de son fils, lieutenant aux grenadiers royaux. Cet écrit, publié en août 1794. fut composé à Beauregard, belle

terre de la famille de Costa, située sur la rive méridionale du lac de Genève. — Le marquis de Costa, l'ami d'enfance de Joseph de Maistre, a publié, en 1816, des mémoires historiques sur la maison de Savoie, fort appréciés du comte, qui le félicita d'avoir écrit le premier essai satisfaisant sur l'histoire de nos princes.

4. *Jean-Claude Tétu, maire de Montagnole, à ses concitoyens*, pamphlet, écrit en 1795 pour accompagner la rentrée des prêtres en Savoie.

5. Un *Mémoire sur les prétendus émigrés savoisiens*, réclamation en leur faveur élevée après le traité du 15 mai 1796. L'avénement du Directoire trancha la question contre les émigrés.

6. Les *Considérations sur la France*, qui eurent un immense succès. 1re *édition*, *Londres* (Lausanne), 1796, in-8°. 2e *édition*, *Londres* (Bâle), 1797, in-8°, revue et corrigée par l'auteur. Cette édition fut en réalité la quatrième ou la cinquième, car en 1796 et 1797, il parut, à Paris, à Lyon et à Neufchâtel, trois contrefaçons des *Considérations*. M. de Maistre se plaint, dans un *post-scriptum* à cette deuxième édition, des fautes *des éditions précédentes*. — *Nouvelle édition*, *Paris*, 1814, *in-8°*, *conforme à la deuxième*. Malgré le titre, on n'y trouve ni le chapitre x (fragment d'une *Histoire de la Révolution française* par David Hume), ni le *post-scriptum*. L'auteur se plaignit amèrement de ces altérations. Fatigué de voir sa pensée mutilée par *ces bourreaux de libraires*, disait-il, M. de Maistre, à son passage à Paris, en 1817, remit à l'administration des bibliothèques particulières du roi un exemplaire des *Considérations*, de l'édition de Bâle, corrigé de sa main et tel qu'il désirait qu'on l'imprimât à l'avenir. C'est sur cet exemplaire que fut imprimée, en 1821, chez Potey, à Paris, la *nouvelle édition*, *la seule*

revue et corrigée par l'auteur ; on y joignit l'*Essai sur le principe générateur des institutions politiques*, qui avait été imprimé pour la première fois à Pétersbourg, en 1810. C'est la seule édition consentie par l'auteur. Rusand l'a réimprimée en 1829, et Pélagaud en 1850.

M. de Maistre travailla aussi, à Lausanne, à deux ouvrages qui sont restés à l'état de fragments; l'un traitait de *la Souveraineté*, l'autre était intitulé : *Bienfaits de la Révolution, ou la République peinte par elle-même.*

C'est également en Suisse qu'il écrivit les *Cinq paradoxes à madame la marquise N.*, restés inédits jusqu'à la publication, par M. Rodolphe de Maistre, des *Lettres et Opuscules* de son père.

Peu après les *Considérations*, parut un livre, non signé, sur le congrès de Radstadt; cet ouvrage, écrit par M. de Pradt, fut généralement attribué à Joseph de Maistre; il y eut même, en 1798, une édition clandestine imprimée à Paris, sous la rubrique de Londres, où les *Considérations* et le *Congrès de Radstadt* sont réunis sous le nom de Joseph de Maistre.

CHAPITRE II.

Alliance fatale du Piémont avec l'Autriche contre la République française. — Plans conçus par l'Autriche pour renverser la monarchie sarde et s'établir dans l'Italie septentrionale. — Occupation française. — Souwaroff reprend le Piémont aux Français. — L'Autriche s'oppose à la restauration du roi de Sardaigne.

La politique naturelle de l'ambition autrichienne tend à la domination de l'Italie. Comme on l'a vu, douce, persuasive, endormante avant la Révolution, et sans cesse entourée de violons et de courtisanes, elle assoupit les peuples artistiques de la Péninsule septentrionale dans l'amollissement du plaisir. Au moment où la révolution commence, ces peuples ne s'éveillent qu'à demi; mais l'Autriche qui veille tend ses piéges dans la guerre universelle qui s'allume, afin de saisir cette part du troisième larron, laquelle revient toujours à celui qui s'est battu le moins. Pour me conformer à l'ordre chronologique, je dois renvoyer à un chapitre suivant l'exposition complète de l'idée italienne du comte de Maistre. Il ne s'agit pour le moment que des manœuvres employées par le cabinet d'Autriche, de 1789 à 1797, pour anéantir la monarchie sarde et s'emparer des plaines qui s'étendent des

Alpes à l'Adriatique. Lorsque j'aurai à parler de la troisième coalition, à propos de laquelle la Russie fit des théories sur l'organisation internationale de l'Europe, on verra comment le ministre sarde à Pétersbourg envisageait l'influence autrichienne, et quelles conclusions il en tirait pour la politique présente et à venir des nations italiennes.

Le roi de Sardaigne avait reçu quelques témoignages de froideur de l'empereur, depuis le vieux conflit où nous avions cherché à nous allier aux Turcs contre lui et la Russie. Il n'était plus question de cela en 1789; cependant cette sorte de défection d'une maison qui avait dû en partie son élévation à la maison d'Autriche, avait commencé à donner à celle-ci de l'inquiétude sur l'agrandissement possible du Piémont dans les plaines italiennes. On apercevait, dans nos princes guerriers et braves, des voisins dangereux, et la dissolution politique de l'Italie moderne menaçait de faire place à une reconstitution générale à laquelle, déjà sous Louis XIV, qui le savait bien, les princes savoyards avaient l'ambition de servir de chefs. Joseph II, voyageant en Piémont en 1769, avait soupiré très-haut en voyant les belles provinces d'Alexandrie, de Tortone, de Novare, qui avaient été données à la maison de Savoie par les traités d'Utrecht et d'Aquisgrana. Joseph II était une tête forte qui méditait une restauration intelligente de l'idée gibeline; il voulait niveler ses peuples en détruisant les priviléges de la noblesse et de l'Eglise, s'affranchir des prétentions papales, supprimer les jésuites et les dominicains qui le harcelaient, et, après cet ébranchement, gouverner ses Etats et influencer l'Italie par un absolutisme illimité, éclairé et bienfaisant. Les fameuses lois Léopoldines, en Toscane, furent un essai de cette constitution que Joseph II disait avoir dans son encrier. Cette politique était habile et flattait les instincts légitimes des Italiens; grâce à elle, les progrès de

l'Autriche ne pouvaient désormais trouver d'obstacles que dans certaines répugnances de nationalités, qu'il devait être facile de calmer en ménageant les dispositions artistiques des populations. Les princes de Savoie, moins hardis à entreprendre sur le territoire d'Italie, suivaient néanmoins le mouvement d'émancipation qui, on le sait, précéda la Révolution française ; Charles-Emmanuel III participait à la suppression des jésuites, et son successeur s'attachait à extirper des lois du royaume les principes féodaux. Mais, attentifs à se bien tenir plutôt qu'à agir hors des frontières, nos rois surveillaient les applications que tirait des beaux principes modernes la politique envahissante de leur dangereux voisin, renforçaient leur système de commandants militaires, et se tenaient amis du pape, ce qui était d'une excellente politique, du moment où l'Autriche le maltraitait. Il y avait dans cette attitude, on le voit, plus de prudence paresseuse que de génie.

C'est dans cette situation expectante que la Révolution française trouva les deux nations.

Écoutons Joseph de Maistre :

Voyez le principe établi par l'Autriche, dès l'an 1789, et qui a tout mené par rapport à nous : — Le roi de Sardaigne, placé entre nous et la France, était invulnérable à cause de l'équilibre ; maintenant qu'il aurait horreur de s'allier avec une bande de régicides, il est à nous, nous en ferons à notre plaisir. — Autre principe non moins lumineux : Tout ce qu'on prend sur l'ennemi est à nous, même le bien de l'ami. En conséquence, nous ne défendons le Piémont qu'autant qu'il le faut pour agacer les Français, puis nous le reprendrons sur eux.

Comme on le voit d'après ces lignes, et comme l'histoire l'a dit, Léopold, qui succéda à Joseph II en 1790, et François, qui monta sur le trône en 1792, méprisaient souve-

rainement les forces françaises; mais s'il s'agissait du roi de Sardaigne, on le menaçait des Français, et l'on saisissait toutes les occasions de l'effrayer, en affectant de faire entendre que ce serait une grande et méritante faveur que lui ferait l'Autriche, si elle consentait à le protéger. Sous l'empire de cette intimidation habilement conduite, et répandue dans les salons turinais par des agents secrets, la population en vint à redouter si fort la France, que les nobles de Turin voyaient avec répugnance les prêtres de Savoie arriver dans la capitale, parce qu'ils venaient de par-delà les Alpes. C'est à propos de cette dissonance des deux voix publiques que M. de Maistre écrivait cette pensée singulière :

Je me sens entraîné à croire que le Piémont sera révolutionné et que nous nous régénérerons ensemble, ou que la Savoie ne retournera plus à son ancienne domination.

(Lettre au baron de Vignet, du 15 août 1794. *Lettres et Opuscules*, I, p. 7.)

Sous l'empire de cette terreur, le roi Victor signa, le 23 mars 1794, le traité de Valenciennes, par lequel il cédait à l'Autriche tout le Novarais, en échange des terres qui pourraient revenir aux Autrichiens de leurs conquêtes futures en Provence et en Dauphiné. Au moment où la nouvelle de ce chef-d'œuvre d'une politique de grands chemins arriva à Lausanne, M. de Maistre était chez le bailli, baron d'Erlach de Spietz, qui se mit à rire. — « Quelle peau d'ours! » s'écria-t-il. M. de Maistre resta longtemps silencieux et tout pâle. Enfin il dit : — « Que signifie cette épouvantable énigme?... »

Cela fait, on nous laissa nous débattre, et pour ôter aux troupes piémontaises jusqu'à la spontanéité du désespoir qui eût pu tout sauver, on leur imposa le commandement de

deux généraux autrichiens, qui « nous regardaient, avec des lunettes d'approche, assommer sur les montagnes[1]. » Le roi n'en savait rien ; d'ailleurs, il recevait annuellement 200,000 livres sterling de l'Angleterre ; appuyé sur l'or anglais et la parole autrichienne, il avait pleine confiance. Incapable d'une idée grande, comme de passer le Saint-Bernard et de descendre avec les Suisses jusqu'à Lyon, ainsi qu'avait fait Charles-Emmanuel Ier en 1590, le roi laissa ses meilleures troupes à Turin, par crainte de ses propres sujets, donna la moitié du reste, pour la guerre de Savoie, au duc de Montferrat, son troisième fils, qui repassa bientôt les Alpes, l'épée de Kellermann aux reins, et lui-même s'en alla avec le duc d'Aoste, le futur Victor-Emmanuel I, et le général autrichien de Wins, « dont la fistule s'ouvre à point nommé toutes les fois qu'on le contrarie[2], » pour reprendre Nice, c'est-à-dire se faire repousser par Masséna. A la fin de mai 1794, les Français occupaient tous les défilés des Alpes maritimes, le mont Genèvre, le mont Cenis, le petit Saint-Bernard. Survint un peu de calme avec le 19 thermidor.

Les menées des émigrés continuaient ; ils voulaient à toute force que l'empereur d'Autriche entrât à Paris, et qu'on lui donnât l'Alsace, la Lorraine, la Flandre. C'est d'un étranger que ces hommes devaient recevoir une leçon de respect pour la patrie. M. de Maistre se donna une peine énorme pour écrire partout que ce projet était folie. Sans attaquer directement un parti avec lequel il avait une si grande communauté de sympathies, il lui proposait comme exemples les quelques hommes de cœur qui disaient : « J'aime mieux souffrir quelque temps de plus, et que ma patrie ne soit pas démembrée. » En effet, n'est-ce pas cet

[1] *Lettres et Opuscules*, I, p. 6.
[2] *Ibid.* I, p. 6.

appel sacrilége au viol de la patrie qui a causé la plupart des monstruosités de la Terreur? De toutes les fautes, l'appel à l'intervention étrangère est la plus funeste et la plus criminelle. C'est un forfait de haute trahison contre la mère-patrie auguste et sacrée, et il n'est pas de but qui puisse légitimer ce moyen, qui finit, lorsqu'il réussit, par engendrer les guerres civiles. Voilà ce que prêchait M. de Maistre; et dans la suite, à chaque revers essuyé par les coalisés, il s'écriait : Vous l'avez mérité, vous faites la guerre à la France au lieu de la faire à Napoléon! — Cette parole n'était pas juste, car la France se trouvait alors admirablement résumée et contenue dans Napoléon; mais on voit qu'il partait de cette magnifique pensée, confuse chez lui et qu'il n'eût certes pas formulée, qu'au-dessus du souverain il y a la patrie. — Quant à cette balance de forces qu'on voulait rétablir en morcelant la France, le comte de Maistre s'élevait avec indignation contre la théorie de l'équilibre, qui est aussi sotte devant la raison qu'elle est odieuse devant la justice. On voulait ramener le système des convenances, la jurisprudence des Huns et des Hérules; ni les nationalités, ni les droits des souverains encore vivants, malgré leur *expropriation* (mot créé par un conventionnel), ni les sympathies légitimes des peuples n'étaient respectés par ces remanieurs, qui ne songeaient qu'à enchaîner des ennemis : « C'est bien, disait le comte, mais les chiffres sont-ils une juste base d'appréciation pour évaluer les forces d'un pays? Ne sait-on pas ce que peuvent accomplir de prodigieux quelques poignées d'hommes, inspirés de ce feu intérieur, de ces sentiments inexplicables et ardents que l'antiquité qualifiait de divins? A-t-on oublié l'histoire? Et du reste, si la sûreté universelle vous paraît demander une mutilation de la France, à qui donnerez-vous les provinces détachées de ce sol, qui n'a pas cessé d'être à nos yeux le royaume de saint

Louis? A la *pauvre* maison d'Autriche, qui n'a apparemment pas assez de puissance pour le bien qu'elle a projeté[1] ! »

Tel était l'esprit de la correspondance de M. de Maistre à cette époque. « Vive la France, même républicaine, » écrivait-il au baron Vignet. Il voyait dans le triomphe de l'Autriche par la destruction de la France « le germe de deux siècles de massacre, l'abrutissement irrévocable de l'espèce humaine. » Pourquoi ? Nous le verrons plus loin.

Dans la suite de la guerre, lorsqu'il s'agit de défendre non plus le Piémont pour Victor-Amédée, mais la Lombardie pour l'empereur, M. de Wins changea visiblement de tactique, et il devint évident qu'il avait reçu des instructions pour laisser périr la monarchie piémontaise.

En 1796, notre chute était inévitable. L'Autriche y poussait de toutes ses forces, à peine dissimulées. Bonaparte regardait le Piémont comme une monarchie forte, fidèle aux vieilles mœurs, d'un excellent esprit militaire, et difficile à révolutionner. La question n'était plus que de savoir combien de temps le roi, dans sa haine de bonne foi contre la révolution, saurait se tenir en équilibre entre l'ennemi Bonaparte, qui ne demandait pourtant qu'à s'allier franchement à lui, et l'amie Autriche, qui nous sapait sourdement, profitant de notre folle et opiniâtre confiance. Quoi qu'en ait dit M. Thiers, l'Angleterre ne s'associait pas à cette politique d'épouvantements tramée par le cabinet de Vienne ; elle cherchait à réconforter le roi. Mais l'Autriche voisine, l'Autriche imminente, alla bientôt jusqu'à demander pour Beaulieu les trois places de Tortone, d'Alexandrie et de Valence ; les armées impériales pouvaient, en effet, en s'établissant dans ce triangle, com-

[1] Extrait *passim* des lettres publiées en 1851, et de la correspondance diplomatique inédite.

mencer sur une excellente base d'opérations une défense sérieuse de la Lombardie. Mais il était devenu évident que l'Autriche se payerait de ses services d'auxiliaire apparente du Piémont, en gardant pour elle ces trois villes fortes. Le roi, dans sa défiance tardive, ne put se déterminer à les livrer à un allié plus que douteux. Beaulieu, en effet, dans une retraite, voulut s'en emparer de force, dans une situation qui avait été modifiée entièrement et qui n'exigeait plus l'occupation de ces places, et enfin dans le seul but explicable de s'y installer en maître définitif au nom de l'empereur. Spectacle étrange et inouï que cette spoliation de l'allié par l'allié, en face de l'ennemi commun! car, encore une fois, il ne s'agissait point de prendre d'autorité une mesure salutaire, mais de pêcher en eau trouble. Révolté de ces monstruosités, le malheureux Victor-Amédée, sur le conseil du cardinal Costa, se livra à Bonaparte; et, après l'armistice de Cherasco, conclu, le 27 avril 1796, par le baron de la Tour et le marquis Costa de Beauregard, le roi en vint définitivement à sacrifier, par le traité de Paris, sept de ses provinces pour sauver le reste : c'était beaucoup plus que n'aurait pu valoir aux Français la guerre la plus heureuse.

Napoléon a dit souvent que, si les Piémontais avaient tenu quinze jours de plus, il eût été forcé de reculer, et que le moindre accident eût pu perdre alors cet avenir qu'il commençait à rêver[1].

Le vieux roi mourut de chagrin, peu de temps après, le 16 octobre 1796, âgé de soixante-dix ans.

[1] Montholon et Gourgaud, *Mém. de Napoléon*, III, p. 151.

Au Roi.

Saint-Pétersbourg, 29 septembre (11 novembre) 1805.

Si nous avions voulu nous allier avec les Français, Votre Majesté serait dans ce moment roi d'Italie; *mais* une alliance avec les hommes qui commandaient alors aurait été trop immorale et trop dangereuse. Si le roi avait donné son pays et son armée à l'empereur d'Autriche, en commandant les armées de ce monarque et lui gagnant des batailles, comme Emmanuel-Philibert en gagnait à Philippe II, probablement la chose aurait fini de la même manière; *mais* ce rôle ne convenait plus à la maison de Savoie. Si, après avoir embarqué les princesses et tout ce qu'on avait de plus précieux pour l'Angleterre, on avait combattu jusqu'au dernier homme et au dernier écu, et fini par se retirer dans cette île plutôt que de s'allier avec ses ennemis, l'Angleterre était engagée d'honneur à notre égard, comme elle l'a été à l'égard de la maison d'Orange; *mais* ce projet romanesque et extrême était contraire à notre politique mesurée. Une alliance avec la France parut dictée par la prudence; on s'y tint. Votre Majesté voit qu'il y a toujours eu un *mais* qui s'est opposé à toute détermination capable de nous donner un ami. Les suites ont été ce qu'elles sont toujours : la France ne nous a point su gré d'une alliance forcée; l'Autriche nous a pardonné encore moins notre opposition à ses vues ambitieuses sur le Piémont; et comme la maison de Savoie avait une tendance naturelle, avouée par la saine politique, à s'agrandir dans le nord de l'Italie, il n'en fallait pas plus pour mériter à Votre Majesté la haine implacable de cette implacable maison.

Charles-Emmanuel IV avait été élevé par le célèbre Savoyard Gerdil, à qui l'Autriche ne permit pas qu'on déférât

la papauté, au consistoire de Venise, réuni pour élire lo successeur de Pie VI. Le nouveau roi était un esprit faible et passait le temps à des pratiques de dévotion, en compagnie de quelques hommes de bas étage qui étaient en odeur de miracles dans la populace. Il avait quarante-cinq ans lorsqu'il prit le gouvernail de cette monarchie désemparée. Le traité d'alliance offensive et défensive avec la France, proposé par Bonaparte, ne lui convenait pas, non point, comme l'a dit M. Thiers, parce que Bonaparte ne pouvait encore disposer en sa faveur de la Lombardie, que le roi aurait demandée pour prix d'un secours de vingt mille hommes, mais parce que sa conscience répugnait à l'amitié d'un ennemi du pape. La preuve de ceci est aux archives royales de Turin. Bonaparte ne cessait, dans de fréquentes entrevues avec un ministre piémontais, le comte de Saint-Marsan, et avec Charles-Emmanuel lui-même, avant la mort de Victor-Amédée, de leur prodiguer des témoignages d'estime, de les rassurer à l'égard de la France, de leur montrer les dangers de l'alliance autrichienne ; et parfois même il leur donnait des espoirs d'agrandissement. Le traité fut enfin consenti par le Piémont lorsque le traité de Tolentino, du 19 février 1797, rétablit la paix entre Rome et la France.

M. de Maistre n'avait dès lors plus rien à faire à Lausanne pour le service de son maître. Il fut rappelé à Turin.

Le 28 mars 1797, un billet royal lui fit une pension de 2,000 livres, « en témoignage de haute satisfaction pour ses éminents services. » C'était un morceau de pain, car sa modeste fortune avait été dévorée tout entière par les confiscations.

Jamais, cependant, il n'avait regretté, et jamais il ne regretta, dans la suite, d'avoir immolé le bonheur et — que savait-on ? — l'existence de sa famille à un devoir rigou-

reusement suivi. Il raconte, dans une de ses lettres publiées en 1851, qu'en passant le Saint-Bernard pour aller à Aoste, près d'un rocher, « que je crois voir encore, » il dit à Mme de Maistre qu'il accompagnait : « Le pas que nous faisons aujourd'hui décide de notre vie. » Et pendant que tant d'autres se ralliaient au nouveau gouvernement, seul, il attendit la Restauration, qui pourtant, on le verra, devait le désenchanter de ses beaux rêves royalistes. Il fut passionné d'honneur, et l'honneur fut pour lui le scrupule dans le devoir. Ces types sont devenus rares. L'homme de cœur est attristé par ces avantages que prend, dans une société corrompue, l'ironie des blasés et des sceptiques sur les croyants. Que ceux-ci aient foi dans le peuple, le roi, la théocratie romaine ou le socialisme, qu'importe ? Une foi passionnée est la plus haute manifestation de la vie morale. Ne croire à rien, sourire dans un fauteuil, comme faisait M. de Metternich, des niais qui se sacrifient comme M. de Maistre, quelle triste distinction, quelle misérable élégance ! La raillerie, cette seule œuvre possible aux impuissants, est leur vengeance contre les natures généreuses dont ils sont jaloux ; mais c'est en celles-ci qu'est le germe de la vie sociale future ; et si l'on veut savoir par qui sera accomplie la régénération à laquelle, disait M. de Maistre, nous nous sentons marcher, que l'on cherche en quels hommes se sont incarnés les robustes dévouements à la conscience. A ce point de vue, l'Italie sera l'un des points d'appui du grand œuvre prochain, et le Piémont en sera un levier merveilleux, car le Piémont a foi dans l'indépendance italienne et dans sa jeune liberté à lui. Or il est peu commun aujourd'hui qu'un peuple entier croie à quelque grande fonction à lui donnée par la Providence. Timon le savait lorsqu'il disait aux Italiens : « Aujourd'hui vous avez des croyances et vous allez bientôt avoir des principes ; tandis que nous

n'avons jamais eu de principes et que nous allons bientôt n'avoir plus de croyances ! »

C'est par une foi semblable, émue et passionnée, que M. de Maistre est beau; et s'il faut parfois se défier, en lisant ses livres, de sa pensée trop dominée par son cœur, on a d'autre part la lumière chaude et fidèle de sa conscience pour éclairer et vivifier ses idées. S'il s'est trompé en théorie, il n'a été conduit à l'erreur que par les routes où l'engageait son devoir impérieux de catholique et de sujet. Honneur à celui dont les fautes procèdent d'un cœur trop généreux, d'une fidélité trop enthousiaste !

Cette générosité, dira-t-on, devait embrasser les hommes, et non les monarques seulement. Eh! n'est-ce pas en vue du bonheur de tous qu'il luttait pour la royauté? On lira plus loin une lettre étrange, où, transporté par la pensée au-delà du présent, et contemplant les gouvernements de l'avenir, il s'écrie « que nul ne sait ce qu'ils seront, et qu'il faut désirer ceux qui donneront la plus grande somme de bonheur possible au plus grand nombre d'hommes possible. »

Encore une fois, cet homme a été mal jugé. Au fond, il avait une telle conscience des vices de ces principes sociaux auxquels il dévouait sa puissance d'écrivain et son influence de ministre; il pressentait si bien, sans s'en rendre compte, peut-être, une évolution sociale fondamentale, qu'une lumière de prédiction transparaît dans tous ses écrits. Il la laisse échapper, il est facile de le voir, rassuré par l'époque encore lointaine à ses yeux de cette transformation de l'humanité, et satisfait de combattre pour le moment les excès et l'esprit trop critique de cette révolution qui devait cependant y conduire. Aussi Joseph de Maistre, aux yeux des penseurs catholiques, est-il un catholique effrayant.

M. de Maistre resta à Turin jusqu'à la chute du trône, épiant avec angoisse les dernières heures de cette royauté.

Pour faire apprécier ses impressions à la vue de ces événements, il est nécessaire de les racontrer en peu de mots.

Le malheur poursuivait le roi sans relâche. L'alliance, conclue trop tard et par force, était de moins en moins respectée par Bonaparte à mesure qu'il avait plus d'espoir de faire plier l'Autriche. Puis le vent mystérieux de l'insurrection avait enfin passé les Alpes. Les longues disettes, les guerres ruineuses, les dégâts commis par les troupes de passage, la rigueur agressive du gouvernement contre les partisans de ce qu'on appelait les idées nouvelles, causèrent des troubles dans presque tout le Piémont. Asti, Biella, Alba, Mondovi, se révoltèrent successivement, puis Moncalier, tout près de Turin. Alors l'autorité eut peur et versa le sang à flots, sans distinction d'innocents ou de coupables; on tua au hasard, pour contenir par l'épouvante les jacobins du pays. Le roi, pieux et bon, était innocent de ces horreurs ; les hommes du pouvoir se livraient à son insu à des cruautés inouïes. Un jour qu'il avait gracié des condamnés à mort de Casal, on fit en sorte que la grâce n'arrivât qu'après l'exécution; on massacra des étudiants; à Moncalier, l'historien Tenivelli fut excuté sans savoir ce dont il s'agissait, dit l'illustre Botta, son élève. Les troupes royales égorgèrent sur place et de sang-froid cent prisonniers faits sur des bandes réfugiées vers le lac Majeur. Tout cela s'accordait fatalement avec les plans du Directoire, qui désirait voir tomber le roi de lui-même et sans violence. Le 28 juin 1798, sur les instances de l'homme de lettres Ginguené, ambassadeur de France à Turin, la citadelle fut livrée aux Français *pour la sûreté du roi*, qui avait tout à craindre, selon l'ambassadeur, des révoltes de ses propres sujets. Alors les autres ministres étrangers quittèrent Turin, et le roi resta prisonnier de la protection française, insulté quelquefois et raillé indécemment par les

soldats de a République. Enfin, à la suite d'un conseil très-secret tenu chez le duc d'Aoste, un individu nommé Barrera fut envoyé à Vienne pour porter des truffes à l'empereur. L'envoyé de la République française, Aymar, qui avait remplacé Ginguené, avertit Joubert, qui arrêta le courrier, et trouva dans un double fond de la boîte aux truffes des papiers compromettants, et l'indice de tentatives faites par l'Autriche pour rallier le roi à la coalition. Alors, Joubert parut avec son corps sur les hauteurs de Superga, qui dominent la ville, et menaça le roi de l'envoyer à Paris pour le faire juger. Les troupes piémontaises demandaient la bataille; le roi ne voulut pas faire verser le sang, et partit sans vouloir rien emporter des joyaux de sa couronne et des richesses de son palais. Cela se passait le 19 novembre 1798.

A peine le roi Charles-Emmanuel IV était-il arrivé à Parme avec sa famille, que Joubert reçut du Directoire l'ordre de le faire prisonnier. Mais le ministre des affaires étrangères, M. de Talleyrand, qui avait assez d'esprit pour avoir quelquefois du cœur, avait déjà ordonné à Grouchy et à Clausel de hâter leur fuite; on prit cependant le duc d'Aoste, que Clausel mit en liberté en échange de l'*Hydropique* de Gérard Dow, tableau donné comme rançon par la reine Clotilde, la sainte sœur de Louis XVI.

Après toutes ces violences, arriva à Turin la déclaration de guerre au roi de Sardaigne, signée à Paris le 6 décembre.

Pendant cette fuite, la femme du duc d'Aoste, Marie-Thérèse d'Autriche, était enceinte; et le roi ne put obtenir pour sa belle-sœur souffrante un asile en Autriche, qu'on lui avait du reste refusé pour lui-même. Voici un fragment sans date, concernant ce fait :

Je persiste de toutes mes forces dans mes craintes sur ce qui a pu se dire à Vienne sur le roi. N'oubliez pas le passé, je

vous en prie. Une femme enceinte qui demande un gîte par humanité, fût-elle née dans une boutique, peut frapper à toutes les portes de l'univers, elle est sûre qu'on lui ouvrira toutes les maisons où il existe un cœur; et cependant Marie-Thérèse d'Autriche a-t-elle pu obtenir la permission d'accoucher en Autriche, et le roi y a-t-il pu obtenir un asile dans le cas le plus embarrassant? Et le roi se fierait?... Ce ne sera jamais par mon conseil.

M. de Maistre ne joua aucun rôle dans tout cela; il se rongea les poings, disait-il plus tard, avec la rage d'un homme fort qui a les bras liés et voit un autre homme ne pas savoir se servir des siens. Voici ce qu'il écrivait quatre ans après :

Saint-Pétersbourg, 18 (30) avril 1803.

Il est devenu fort à la mode de se plaindre des rois; les rois, ce me semble, auraient bien plus de raisons de se plaindre des peuples. Que peuvent-ils faire de grand avec des hommes petits? La philosophie du dix-huitième siècle a tellement desséché les cœurs que toute idée grande passe pour romanesque. Si j'avais eu l'honneur d'être ministre influent en 1798, je n'ai pas la fatuité de croire que j'aurais maintenu le trône (j'aurais essayé cependant); mais s'il avait dû tomber, je l'aurais fait tomber avec un tel fracas que nous aurions fourni une page brillante à l'histoire. Mais pouvez-vous douter, monsieur, que le ministre n'eût été blâmé, maudit, anathématisé par tous nos grands politiques? Doutez-vous qu'ils n'eussent dit en se bouffant les joues : « Voilà ! voilà cependant où nous a mis cet écervelé ! Sans lui, nous serions tranquilles; il fallait savoir ménager la chèvre et les choux, se tenir ami de tout le monde et voguer entre deux eaux. » Et en même temps, ils auraient fait le geste de Turin (portez les deux mains en avant, placez-les horizontalement, les doigts un peu écartés, puis donnez-leur un mouvement léger d'oscillation, comme si vous vouliez balancer

quelque chose). Ce n'est pas que je me console jamais d'avoir vu la cocarde tricolore attachée à notre noble chapeau par la main du roi; mais je dis que ce fut bien moins la faute du cabinet que celle des peuples et même des chefs qui ne pouvaient s'élever à de hautes conceptions.

« Cette maison d'Autriche est une grande ennemie du genre humain, » avait écrit M. de Maistre en 1794[1]. L'événement avait prouvé au moins que c'était une grande ennemie de la maison de Savoie. « Tant qu'il me restera de la respiration » écrivait le comte de Maistre, de Pétersbourg, le 3 (15) septembre 1804, « je répéterai que l'Autriche est l'ennemie naturelle et éternelle du roi, tandis que la France ne l'est pas. Que désire le roi? l'établissement de sa puissance dans l'Italie septentrionale. Que craint l'Autriche? ce même établissement. Donc... »

En attendant mieux, voici le roi de Sardaigne anéanti. Reconquérir ses États sur la France, tel était le problème posé dans la deuxième partie du plan autrichien.

Ceux qui auront la patience de me suivre dans cette recherche historique connaîtront, je l'espère, la pensée de Joseph de Maistre sur la question italienne, ce grand problème dont la solution est évidemment appelée à ouvrir une ère nouvelle de civilisation.

Charles-Emmanuel fut reçu en Toscane par le grand-duc Ferdinand III, qui le logea à la villa de Poggio Imperiale; le roi voyait souvent Pie VI qui habitait une chartreuse voisine. En février 1799, le roi vint s'embarquer à Livourne pour la Sardaigne. Alors ce fut une désertion générale. La

[1] *Lettres et Opuscules*, I, 7.

reine Clotilde fut abandonnée même de son confesseur. La confiscation des biens des émigrés, qui n'avait pu faire hésiter le comte de Maistre, arrêtait ces malheureux. On arriva à Cagliari, après avoir été attaqué en mer par un corsaire. Aussitôt, le roi publia une protestation contre la France pour se justifier du reproche d'infidélité à ses alliances. L'ex-ministre Damiano di Priocca, qui avait rédigé cette protestation, fut emprisonné à Turin; mais bientôt il fut délivré par Souwaroff, et, à la fin de cette même année 1799, M. de Maistre le retrouva à Pise.

On sait comment Souwaroff reprit aux Français les territoires conquis par Bonaparte; arrivé à Turin, il rétablit solennellement Charles-Emmanuel IV, au nom de Paul Ier. Mais l'Autriche avait les yeux ouverts.

Le roi avait quitté Cagliari en toute hâte, et accourait pour reprendre sa couronne, lorsque, arrivé à Florence, une incroyable nouvelle l'arrêta court.

L'Autriche s'était opposée à la Restauration avec tant d'ardeur et d'obstination, qu'elle avait fait plier l'Angleterre et la Russie, et que c'était à l'Autriche qu'allait échoir le Piémont, reconquis par les Russes pour son souverain légitime.

La Providence voulut que cette iniquité ne demeurât pas debout à la face du soleil, et que Bonaparte revînt d'Egypte.

Et celui qu'on trahissait ainsi était un prince à qui Carnot avait dit en 1798: « Une colonne de troupes piémontaises, et la Lombardie est à vous, » et qui avait répondu à Carnot: « Jamais je ne trahirai mes alliés. »

Ce n'est pas tout.

Après le désastre de Souwaroff à Zurich, lord Minto partit de Vienne et vint voir le maréchal à Augsbourg, pour le prier de s'arrêter, et de conserver à la cause commune les débris encore puissants de son armée. Souwaroff répondit

qu'il ne le pouvait sans l'ordre de son maître ; et il dépêcha un courrier. Paul Ier manda « qu'il eût à demander officiellement à l'Autriche si elle voulait rétablir le roi de Sardaigne et la république de Venise, et qu'à ce prix, non-seulement lui, Souwaroff, resterait, mais qu'une nouvelle armée serait envoyée sans délai.

— » Non, » fit l'Autriche. Et Souwaroff continua sa route[1].

On vient de parler de Venise. On connaît l'horrible désespoir qui s'empara des Vénitiens lorsqu'ils connurent le traité de Campo-Formio. Ce furent des scènes de malédiction contre l'Autriche, qu'on avait eu l'aveuglement de préférer à la France ; ce fut un cri suprême d'angoisse vers Bonaparte, qui punissait ainsi une erreur. Une femme noble s'empoisonna ; le vieux doge tomba à la renverse, évanoui, en prêtant serment à l'Autriche. Ugo Foscolo a retracé quelques-unes de ces douleurs dans son beau livre de *Jacopo Ortis*. Les nations mortes ont-elles de ces tressaillements électriques ? Non, l'Italie s'éveillera. Dieu lui dira un jour : Lève-toi et marche !

L'Autriche avait bien mené ses affaires quant au Piémont. Elle avait fait tomber le roi sans paraître y mettre la main ; elle avait fait reprendre par les Russes le Piémont, devenu français, et elle s'apprêtait à le soustraire, j'allais dire l'escroquer, et au roi légitime, et à la France conquérante, et à la reconquête vaillante de Souwaroff. Ce splendide tour de cartes fut interrompu par un homme qui renversa le jeu et les joueurs; cet homme était Bonaparte, et la bataille de Marengo arrivait à temps. Je suppose que Kellermann eût

[1] Ce fait est raconté dans une *Histoire de Souwaroff*, écrite par un officier de cavalerie, M. de Lavergne. L'exactitude de ce récit fut affirmée à Joseph de Maistre par son frère Xavier, qui était l'ami de Souwaroff et servait sous ses ordres.

été tué par une balle stupide avant sa fameuse charge de cavalerie : la défaite eût été, je répète les paroles de M. de Maistre, « le signal de l'abrutissement irrévocable de l'espèce humaine. »

Après la bataille de Marengo, Bonaparte fait un dernier pas vers nous.

« Le duc d'Aoste[1] étant à Verceil, Bonaparte l'engagea à demeurer en Piémont (le roi Charles-Emmanuel était alors à Florence) et tenta de nous détacher de la Russie. La réponse fut toujours la même : que nous ne pouvions rien faire sans la Russie et l'Angleterre. Ce fut alors que l'irascible personnage prononça ces paroles. « Eh bien! puisqu'ils se fient à la Russie et à l'Angleterre, que la Russie et l'Angleterre les rétablissent! »

On s'impatienterait de cette obstination en la déplorant, s'il n'était consolant, au milieu de cette hideuse histoire autrichienne, de se reposer sur quelques actions inspirées par l'honneur, la noblesse, la loyauté de cœur dont furent alors victimes les princes de Savoie.

Quant à l'occupation de Venise, par quelles ténébreuses machinations fut-elle préparée? Il sera parlé plus loin de ce que Joseph de Maistre écrivit sur ce sujet funèbre.

Ce qu'on peut remarquer en passant, c'est que, si les Français en Italie étaient accueillis d'abord avec une curiosité inquiète, puis bientôt avec amitié, l'Autriche y était toujours révoltante, dans toute la force réactive de ce mot. C'est qu'on sentait instinctivement que les uns conquéraient pour civiliser et les autres pour abrutir. Les pressentiments des peuples sont rarement démentis par les événements : l'Italie en fait l'expérience depuis 1815.

Ce chapitre de malheur peut se résumer dans l'anecdote

[1] Celui qui régna depuis sous le nom de Victor-Emmanuel Ier.

suivante, que racontait dernièrement un ancien militaire dans un salon turinais :

Souwaroff, se trouvant à Turin, causait un jour avec son énergie accoutumée sur les derniers événements et les fautes de la monarchie sarde. Xavier de Maistre, qui servait sous ses ordres avec le grade de capitaine, se trouvait présent à l'entretien, ainsi qu'une bonne partie de la noblesse de Turin.

« Tout a mal tourné, » disait le maréchal, « parce que le roi s'est laissé souffler par les Autrichiens comme un acteur sur les planches.

— » Et comme un jeton au jeu de dames, » ajouta Xavier.

CHAPITRE III.

L'île de Sardaigne en 1800. — Demande du comte de Maistre au gouvernement français pour être rayé de la liste des émigrés.

Lorsque le roi quitta Turin, M. de Maistre dut fuir encore une fois devant les Français. Il écrivit au comte de Challambert, secrétaire d'État du roi, qu'il ne suivait pas Sa Majesté de peur de lui être à charge, mais qu'il restait à son service, prêt à répondre au premier appel du souverain.

Le 29 décembre 1798, il s'embarqua avec sa famille sur une petite barque qui descendait le Pô. Le fleuve charriait des glaces, et était bordé, sur une grande partie de son parcours, par des postes français et autrichiens. Après mille périls, ils arrivèrent à Venise, presque sans ressources. Ils y passèrent une année dans les souffrances d'une pauvreté extrême.

A la nouvelle de l'installation de Souwaroff à Turin, M. de Maistre quitta Venise, et, en passant à Padoue, le 23 novembre 1799, il reçut son brevet de régent de la grande chancellerie en Sardaigne. C'était l'une des premières fonctions de l'État; mais c'était aussi l'une des résidences les plus éloignées du centre gouvernemental, que l'on croyait alors pouvoir reconstituer immédiatement à Turin, grâce au maré-

Digitized by Google

chal Souwaroff. L'un des ennemis de M. de Maistre, le comte de Challambert, qui avait « une extrême envie de le voir extrêmement loin » (. . . . .) avait provoqué cette nomination.

Arrivé à Turin, M. de Maistre n'y trouva pas le roi, que l'Autriche avait arrêté, comme on l'a vu, à Florence, où M. de Maistre le rejoignit.

A cette époque, le comte Alfieri d'Asti était aussi à Florence, avec la comtesse d'Albany. Le poëte s'était rapproché de la cour, depuis que tout le monde avait abandonné le souverain malheureux.

M. de Maistre écrivait à son sujet, en 1809, les lignes suivantes :

Avez-vous lu les Mémoires d'Alfieri? Je n'aime point cet ouvrage, et surtout la manière dédaigneuse dont il parle du Piémont et de la cour. Il y a d'autres choses répréhensibles. Au total, il eût mieux fait de se taire.

Alfieri avait reproché aux Piémontais de n'être ni italiens ni français, et de l'avoir mis en grand embarras de savoir en quelle langue ou en quel idiome il composerait ses tragédies pour le public subalpin. Il avait dit de la cour qu'il l'aimait, après tout, parce qu'elle était la moins tyrannique de toutes celles qui opprimaient l'Italie.

Le 28 décembre 1799, M. de Maistre s'embarqua à Livourne pour aller occuper son poste en Sardaigne, et, le 12 janvier, il arriva à Cagliari.

Après la paix d'Amiens, Charles-Emmanuel IV, las et déçu, abdiqua en faveur de son frère, le duc d'Aoste, et passa le reste de sa vie en religion à Rome. Victor-Emmanuel Ier resta avec son frère jusqu'en 1804 ; puis il habita Rome pendant deux ans ; enfin, le 17 février 1806, il se réfugia en Sardaigne.

Les vingt mille livres de traitement attachées à la charge de régent de la grande chancellerie mettaient un terme à la pauvreté volontaire de M. de Maistre. Mais la tâche dépassait les forces d'un homme ordinaire, s'il prenait à cœur de remplir consciencieusement et par lui-même toutes les obligations qui en dépendaient. Outre la direction de la grande chancellerie, la présidence de l'audience royale, la judicature suprême de l'amirauté, il fallait surveiller le mouvement commercial et militaire du port de Cagliari, alors très-fréquenté par les grandes puissances. La marine anglaise, que le roi avait toujours reçue dans ses ports, malgré les vives réclamations de la France, donnait surtout beaucoup d'embarras au grand chancelier; les Anglais faisaient la course, et parfois la piraterie; les armateurs sardes les imitaient; c'était revenir au dixième siècle. A Cagliari, les Anglais se croyaient chez eux. Un capitaine anglais vint une fois les armes hautes saisir dans la darse, contre tout droit et toute convenance, un vaisseau monté par un Turc qui lui était suspect, et l'emmena sans autre forme de procès. D'autres fois, c'étaient les Russes qui prenaient un navire français à l'ancre dans la rade. Les Anglais violaient l'indépendance des pavillons neutres, niant les quatre droits principaux prétendus par ceux-ci. — Ils n'admettaient pas que le pavillon couvrît la marchandise, et méconnaissaient les principes rationnels qui la rendent aussi insaisissable sur un bâtiment neutre que sur un quai neutre; — dans l'exception universellement établie à l'égard des munitions de guerre, ils prétendaient comprendre diverses marchandises insignifiantes, telles que les vivres et le biscuit; — ils voulaient vérifier par visite le pavillon arboré même par un vaisseau de guerre, contrairement à cet axiome maritime, qu'un vaisseau de guerre est royal et ne peut mentir; — ils vou-

laient, enfin, non-seulement interdire l'entrée des ports bloqués réellement et où il y avait danger à entrer, mais encore rendre obligatoire le blocus nominal. Toutes ces prétentions un peu barbaresques se traduisaient en coups de main qu'il serait difficile de qualifier au point de vue du droit des gens. De compromettre le roi leur allié, qui n'avait pourtant pas besoin de nouveaux embarras, les Anglais ne se souciaient guère.

Un capitaine de haut bord anglais ne m'a-t-il pas dit, sur son vaisseau, à Cagliari : « Je voudrais bien que la rupture dont on nous parle avec le Danemarck fût vraie, je prendrais tout de suite ce beau vaisseau de guerre danois qui est là à côté de moi. » — « Comment! lui dis-je, vous prendriez un vaisseau ami du roi, au milieu du port? » Il me répliqua : « Sans doute, dès que nous sommes amis du roi, tous nos ennemis sont les siens; nous lui ferions une politesse en prenant ce vaisseau. »

Il n'y a cependant rien de moins digne d'une grande puissance, que d'abuser de l'état où nous sommes pour nous jeter de semblables affaires sur les bras.

Il arrivait souvent que le roi, craignant de nouvelles complications, payait à la France des vaisseaux de la République pris par les Anglais ou les Russes sur les côtes de Sardaigne. Lorsque M. de Maistre fut envoyé à Pétersbourg, il obtint d'Alexandre le remboursement des indemnités payées à la France pour les vaisseaux pris par des Russes. Mais l'Angleterre ne voulut jamais entendre parler de rien de semblable.

On peut imaginer, d'après le caractère de M. de Maistre, ses tourments, au milieu des difficultés de son contrôle sur les affaires maritimes. L'intérieur de l'île, qu'il devait également administrer, n'allait pas mieux. Une loi qui remontait au moyen-âge donnait aux Sardes le privilége

de n'être administrés et gouvernés, spécialement et dans l'île, que par des Sardes ; cette loi était très-opportune, car les étrangers ne pouvaient rien faire de ces populations féroces. Les *stamenti*, sorte de parlement insulaire, venaient d'abdiquer ce droit, peu de temps avant l'arrivée du comte de Maistre, dans la prévision de la venue probable du roi ; mais la génération actuelle n'en était pas moins à demi sauvage, et renitente à toute innovation et à tout perfectionnement. Ce qui était arrivé en Sardaigne, aux premiers bruits de la Révolution française, permet d'apprécier ce que pouvait être la population en 1800. Lorsque les troubles commencèrent à se manifester à Paris, l'île s'agita également, mais dans le sens contraire ; les Sardes voulaient qu'on leur rendît leur Constitution féodale abolie comme barbare par Charles-Emmanuel III, et qu'on rétablît leurs cortès selon les vieilles formes d'Aragon. On refusa. Alors ils massacrèrent l'intendant général Pitzolù, le commandant militaire, la plupart des Piémontais qui résidaient parmi eux, et l'île fut en proie à des passions furieuses que la médiation du pape et des concessions imprudentes finirent par calmer, en 1796. A son arrivée, le comte de Maistre y trouva encore une opposition aveugle contre tous les actes de l'autorité, et une haine de l'étranger passée à l'état de dogme national. De plus, « il régnait dans la noblesse une répugnance extrême à payer ses dettes, » dit M. R. de Maistre dans sa notice. Droit public et droit privé s'en allaient donc à la dérive : M. de Maistre lutta pendant trois ans contre ce courant rétrograde. Lorsque survint sa nomination de ministre à Pétersbourg, il était las et découragé. Il faut lire ce qu'il écrivit plus tard, à propos de son séjour en Sardaigne.

Au chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 29 mai (10 juin) 1805.

Je vois aujourd'hui l'accomplissement de mes prophéties. Plongé dans ce bourbier pendant trois ans, je vis que la fatale complaisance du roi et notre politique tâtonnante nous conduiraient à la fin dans un gouffre dont nos faibles mains ne pourraient nous retirer. Il est cependant vrai que, si le roi avait eu la force de n'obéir absolument qu'à sa conscience et de me donner raison deux ou trois fois en commençant, tout serait allé d'une manière supportable. Mais vous savez comment j'ai été soutenu. Je n'ai tiré de cette fange que ma réputation (je le crois, du moins) et quelques écus que j'ai mangés ici avec plaisir, ayant été payé par tant de caresses. Ce que je puis vous assurer, en vertu d'une expérience que la vôtre n'a sûrement pas contredite, c'est que je ne connais rien dans l'univers au-dessous des *Molentes*. Aucune race humaine n'est plus étrangère à tous les sentiments, à tous les goûts, à tous les talents qui honorent l'humanité. Ils sont lâches sans obéissance et rebelles sans courage. Ils ont des études sans science, une jurisprudence sans justice et un culte sans religion : *De nos arts, de nos lois la beauté les offense.* Le Sarde est plus sauvage que le sauvage, car le sauvage ne connaît pas la lumière, et le Sarde la hait. Il est dépourvu du plus bel attribut de l'homme, la perfectibilité. Chez lui, chaque profession fait aujourd'hui ce qu'elle a fait hier, comme l'hirondelle bâtit son nid et le castor sa maison. Le Sarde regarde stupidement une pompe aspirante (je l'ai vu) et va épuiser un bassin à force de bras et de seaux emmanchés. On lui a fait voir l'agriculture du Piémont, de la Savoie, de la Suisse, de Genève : il est retourné chez lui sans savoir greffer un arbre. La faux, la herse, le rateau lui sont inconnus comme le télescope d'Herschell. Il ignore le foin (qu'il devrait cependant manger), comme il ignore les découvertes de Newton. Enfin, monsieur le chevalier, je doute beaucoup qu'il

soit possible d'en rien faire; du moins, on ne peut les traiter qu'a la manière des Romains. Il faut y envoyer un préteur et deux légions, construire des chemins, établir les voitures et la poste, planter force potences, faire le bien sans eux et malgré eux, et les laisser parler sans jamais prêter l'oreille, puisqu'on est sûr de n'entendre qu'une bêtise, une calomnie ou un mensonge. Vous trouverez le portrait flatté; mais songez donc qu'un portrait l'est toujours; il faut pardonner cette petite faiblesse à un peintre qui veut faire sa cour à l'original. Vous faites fort bien de vous laver les mains et de sangler de temps en temps ces messieurs. Que je vous plains, monsieur, que je vous plains! Mais croyez-moi, laissez faire et tranquillisez-vous. *Lasciate ogni speranza voi ch' intrate :* c'était la devise que j'avais sagement adoptée, lorsque mon étoile la rendit inutile. J'ai bien compris ce que vous me dites sur l'oisiveté; vous dites d'or :— *Faites-les courir à cheval.—Links, Reckts, Forward,* etc. J'aurais cependant une question à vous faire sur ce cheval. — ***But I dare not speack, sir. God forbid that: shall I become an impertinent.***

Au même.

Saint-Pétersbourg, octobre 1812.

Monsieur le chevalier,

J'ai reçu avec un extrême plaisir votre lettre confidentielle du 1er juillet. J'en avais besoin, car depuis longtemps nous ne nous étions rien dit à l'oreille. Votre peinture de la Sardaigne est de Rembrandt, noire et vraie. Est-il possible qu'au commencement du dix-neuvième siècle on en soit encore aux taxes et aux ventes forcées? En vérité, cette atmosphère est pestilentielle : c'est une espèce d'intempérie morale qui attaque tous les tempéraments. Prenez garde à vous, monsieur le chevalier; si vous continuez à la respirer, vous m'écrirez une fois que deux et deux font cinq, ou qu'on s'est conduit très-délicatement à mon égard. Consolez-vous! vous êtes, comme tant d'illustres martyrs, ***damnatus ad bestias.*** Je m'étonne de ce que vous me dites

sur les boutiquiers[1]. Je dis comme vous : *Contra stipulam ostendis potentiam tuam, et contra folium quod vento rapitur.* Est-il possible qu'ils spéculent sur les cagliarest comme sur les roupies? — N'avez-vous point encore pensé au vin? Il me semble qu'il pourrait faire merveille ici, et qu'à la fin les Sardes apprendraient l'usage de la boussole, comme ils apprirent celui de la herse une année avant mon départ. Quant aux promotions, vous ne sauriez croire, ou plutôt vous savez très-bien à quel point les grands pays gâtent sur cet article. Les gens qui se battent à Cagliari pour être colonel ou brigadier, ou pour avoir trois cents livres de pension, jouent pour nous une espèce de farce assez semblable à celle que jouent les hommes en général sous l'œil des intelligences supérieures.

Ces originalités du pays que vous habitez m'amuseront toujours. Qui sait si quelque mémoire sarde se souvient encore de moi? Je crois que non, car ce peuple n'aime rien; j'ai constamment remarqué que l'approbation est quelque chose d'antipathique pour le caractère sarde. Je serai donc pénétré d'une reconnaissance étonnante et étonnée, si quelqu'un de ce pays se rappelle de moi assez pour me préférer un peu à mon délicieux successeur.

Beau sujet de méditation! l'un des pays les plus fertiles de l'univers est l'un des plus sujets aux disettes; il est couvert de bétail et l'on manque de laitage, etc., etc. C'est l'effet de sa législation et de ses préjugés. J'ai étudié pendant trois ans ce malheureux pays; tous ses vices sont des lois et toutes ses lois sont des vices. Il ne peut être régénéré et remis en valeur que par une puissance opulente, savante et entreprenante. Ce serait, par exemple, une œuvre anglaise.

Comme délassement des travaux de sa charge, M. de Maistre se plongeait dans ses chères études philosophiques. Il y trouvait ces sources d'énergie qu'offre aux esprits fatigués

[1] Les Sardes se livraient à des opérations semblables à celles des Français que Waterloo enrichit. La civilisation commençait dans l'île par l'agiotage.

et irrités par les mécomptes matériels, la contemplation calme et grave des causes générales ; il se reposait dans la poésie grandiose de la loi suprême où sont contenues toutes les diversités, et dans le sein de laquelle se meuvent tous les accidents · car cet esprit, un peu rêveur comme le sont forcément les penseurs dans les époques de malaise social, oubliait les vicissitudes de sa propre destinée en cherchant la raison métaphysique des événements dont elles résultaient. Puis il continuait les recueils, commencés dès sa vingtième année, où il analysait et résumait ses lectures ; lisant toujours la plume en main, il amassait dans ces arsenaux de science l'érudition qui a étonné tous ses lecteurs, à l'exception de M. de Lamartine, qui a écrit dans ses *Confidences* que M. de Maistre *avait peu lu.*

Pendant la dernière année de son séjour en Sardaigne, en août 1802, M. de Maistre lut dans les gazettes la loi d'amnistie du 6 floréal, concernant les émigrés. Les individus nés dans les départements réunis à la France, et qui se trouvaient en pays étranger, devaient, pour jouir du bénéfice de cette loi, se présenter au ministre français le plus rapproché de leur domicile, et lui déclarer qu'ils abandonnaient le service de leur souverain et les titres et pensions qu'ils en recevaient, en se soumettant à rentrer en France dans un délai fixé. La difficulté des communications ayant retardé l'arrivée des papiers publics dans l'île, il ne restait plus aux intéressés le temps nécessaire pour faire parvenir à Paris leurs observations, et encore moins celui de demander des instructions à Rome avant d'agir. Le chevalier de Saint-Réal, beau-frère du comte de Maistre, adressa, pour sa femme, qui se trouvait comprise dans la loi, un mémoire à un Corse de sa connaissance. M. de Maistre fit signer au consul d'Espagne, comme agent d'une puissance amie, une attestation de l'époque

où la loi avait été tardivement connue en Sardaigne; puis, il écrivit au résident français le plus proche, celui de Naples, que, puisque la loi l'obligeait à déclarer entre ses mains qu'il renonçait au service du roi de Sardaigne pour rentrer en France, c'était donc entre ses mains qu'il croyait devoir déclarer sa volonté de ne faire ni l'un ni l'autre. A cette épître était joint un mémoire singulier, où il était dit, entre autres choses :

Je demande justice : on la doit même à l'ennemi. Loin de vouloir me donner pour ce que je ne suis pas, je me fais au contraire un devoir de déclarer en commençant que nul homme peut-être n'a plus haï la révolution française et n'en a plus donné de preuves. Cette révolution alarmait les consciences, elle impatientait l'honneur; enfin, il n'était pas en mon pouvoir de la supporter. D'ailleurs, je devais tout au roi; je quittai donc ma patrie, bien résolu de suivre jusqu'au bout le sort de la maison de Savoie. Cette résolution, qui eût été excusée, célébrée même par un ennemi généreux, fut traitée comme un crime par des hommes auxquels on reprochera éternellement d'avoir ôté à d'autres le pouvoir d'être justes.

..... Je demande d'être rayé de la liste, comme étranger, n'ayant jamais été Français, ne l'étant pas et ne voulant pas l'être; et quand même on s'obstinerait à me regarder comme tel, ne pouvant pas empêcher le gouvernement français de vouloir ce qu'il veut, je n'en persiste pas moins à demander la radiation, sans obligation de rentrer en France comme la loi l'exige injustement, car je ne veux pas quitter le service du roi de Sardaigne.

Votre loi dispense le malade. Eh bien, je suis plus empêché que le malade, car le malade, au moins, *peut vouloir*, etc.

Cette pièce, qu'on n'accusera pas de caresses envers le gouvernement français, ne fut envoyée qu'avec l'approbation du futur roi Charles-Félix, frère du roi régnant.

Comme M. de Maistre ignorait le nom du résident français et ne connaissait même aucun des ministres de Paris, la lettre était adressée *à l'ambassadeur de France* (et non pas de la République française) à Naples, et le mémoire : *au ministre qui doit le lire.*

Ne recevant aucune réponse, il pensa que l'ambassadeur n'avait pas envoyé ce mémoire trop hardi, et n'y songea plus. « Du reste, le duc de Mecklembourg-Severin, qui avait consulté, à Paris, M. Barthélemy sur l'idée que je lui avais manifestée une fois de demander une radiation sans rentrer en France, lui avait ouï dire que l'idée était chimérique, et me l'avait écrit. »

Un an après, le comte de Maistre étant à Saint-Pétersbourg, M. de Cacault, le ministre qui avait remplacé à Naples M. Alquier, destinataire inconnu de l'envoi en question, communique officiellement au comte de Challambert, premier secrétaire d'État du roi de Sardaigne, un décret de radiation pure et simple, sans aucun considérant. M. de Maistre était *rayé de la liste des émigrés, et autorisé à rentrer en France, sans obligation de prêter serment, avec liberté entière de rester au service du roi de Sardaigne et de garder les emplois et décorations de Sa Majesté, en conservant tous ses droits de citoyen français.*

M. de Challambert crut qu'il avait demandé d'être fait citoyen français, et demanda à M. de Maistre des explications au nom du roi, en exprimant en son propre nom quelques soupçons absurdes et inconvenants. M. de Maistre riposta par un mémoire où il racontait les faits purement et simplement, ajoutant ceci :

Je n'en ai point parlé au comte de Challambert parce que cela ne m'est pas venu en tête. D'ailleurs, une radiation est une chose vulgaire en France comme la pluie et le beau temps.

De savoir pourquoi il a plu à M. Charles-Maurice de Talleyrand de faire de cela une affaire diplomatique, c'est ce que j'ignore. Ce pourrait bien être tout simplement une turlupinade française. — Puis, l'excellent comte de Challambert ne savait rien de la jurisprudence et des affaires françaises, il aurait mal vu la chose, et qui sait ce que j'aurais répondu ? Feu S. A. R. Mgr le duc de Montferrat dit un jour à mon frère Xavier, qu'il honorait de son estime : « Je vais demander à mon frère la croix de Saint-Maurice pour vous. » C'était après je ne sais quelle échauffourée militaire. Mon frère répondit : « Monseigneur, cette grâce fera des jaloux; je n'ai pas fait assez, permettez-moi de mériter davantage. » En cela il fit mal, car ces actes de modestie sont oubliés, et l'impudence vient ensuite, qui arrache souvent ce que la justice avait offert au mérite; mais enfin mon frère fit ainsi. Nos malheurs l'ayant porté en Russie, la chose changeait de face; cette distinction pouvait lui être utile : quelqu'un demanda la croix pour lui. Devinez quelle fut la réponse de M. de Challambert ? « *Le chevalier de Maistre,* » dit-il, « *c'est un déserteur.* » Et non content de ce premier mouvement, qui était déjà fort beau, lorsque la personne lui dit : « Comment, déserteur ! un homme qui est parti après l'expulsion du roi pour ne servir ni avec les Français qui nous opprimaient, ni avec les Autrichiens qui nous trahissaient; qui est parti avec le congé du roi, à la suite de Souwarow, avec son uniforme, son grade, ses appointements ! etc., etc. » — Challambert répliqua : « *Moi, je ne sais rien de tout cela.* » Supposons qu'il m'eût tenu quelque propos de ce genre, le roi aurait pu congédier le même jour deux fidèles sujets de son service.

En réponse à ses doutes, M. de Challambert reçut le billet doux suivant :

Saint-Pétersbourg, 24 juillet 1803.

Dites-moi, je vous prie, si vous ne lisez jamais de papiers français à Rome ? si vous savez ce que c'est qu'une radiation ?



si vous croyez qu'il y ait un ange délégué pour les apporter sans qu'on les demande ? ou si c'est peut-être un crime de les demander ? Le sérieux inconcevable de votre lettre du 21 juin m'arrache toutes ces questions. Comment n'avez-vous pas vu qu'il ne s'agissait là que d'une simple demande en radiation comme il y en a cent mille ? Je parie que c'est cette conservation des droits qui vous a effarouché. Hélas ! voilà comment nous sommes : toujours en arrière des autres et toujours étonnés de ce qui n'étonne personne. Vous sentez bien, monsieur, que si le gouvernement français convenait que je suis étranger, il saperait par sa base tout l'édifice de l'émigration et de la confiscation dans les départements réunis. Que fait-il donc lorsqu'il veut rendre justice ? Il déclare le sujet Français et lui conserve le droit de cité, ce qui doit être ainsi dans son système, puisqu'il efface une mort civile ; et cependant il le déclare libre de vivre où il voudra. Les officiers allemands de la rive gauche du Rhin, qui se trouvaient précisément dans le même cas que moi, sont venus en France pour obéir à la fameuse loi, et s'y sont déclarés Français au service de l'empereur d'Autriche. Ici, rien n'est plus commun. Le duc de Richelieu, par exemple, a été rayé de la liste et déclaré Français, et, comme tel, *jouissant de tous ses droits*, etc., avec liberté de rester au service de Sa Majesté Impériale ; et il est gouverneur de la Crimée. Soyez sûr, monsieur, que dans toute contrée de l'Europe où on lit le *Moniteur*, personne ne s'étonnera d'une chose aussi simple. Ce qui est vraiment surprenant, c'est que le gouvernement français m'ait rendu justice sur le mémoire que je lui ai adressé. Si vous l'aviez lu, vous m'auriez cru fou. J'ai obtenu justice lorsque je n'y pensais plus du tout, sans argent, sans intrigues, sans protections, et sans connaître même aucune des personnes qui se trouvaient mêlées dans l'affaire, car le mémoire n'était adressé à personne.

A présent, monsieur, j'ai une chose à vous dire. Dans une affaire qui touche la délicatesse, on n'écrit pas à un homme qui a un caractère et une réputation comme à un jeune commençant qui n'aurait ni l'un ni l'autre. Il y a pour cela des formules prescrites par la politesse et même par la justice. On dit, par

exemple : *Quoiqu'on soit bien éloigné d'avoir le moindre doute*, etc., et l'on n'ouvre pas une bouche étonnée comme si le oui et le non étaient également possibles. Qui lit votre lettre ne sait pas ce que vous pensez, et ce doute est contraire à l'idée que vous devez avoir de moi, à l'honneur de la Savoie et aux sentiments de considération que j'ai toujours eus pour vous. Je n'en suis pas moins, avec les mêmes sentiments, etc.

P.-S. Vous voyez que mes livres *contrà hostes fidei* ne déplaisent pas aux mécréants de Paris autant qu'aux délicieux chrétiens de Cagliari.


Google

CHAPITRE IV.

De Cagliari à Pétersbourg. — Débuts diplomatiques. — Le monde politique de Pétersbourg. — Alexandre Ier.

En septembre 1802, M. de Maistre reçut de Rome sa nomination d'envoyé extraordinaire, ministre plénipotentiaire du roi de Sardaigne à la cour de Russie. Cette mission l'emportait loin de sa famille et de sa chère vie patriarcale, et le jetait dans un monde inconnu, au milieu de circonstances fatales qui ne laissaient aucun espoir sérieux d'une réussite satisfaisante[1]. Il s'effraya, s'agita et hésita beaucoup, et finit enfin par se déterminer à partir, appuyé sur cette sorte de fatalisme religieux que formule si bien

[1] Le roi conservait peu d'illusions sur le patronage de l'Angleterre, et il était édifié suffisamment sur le compte de l'Autriche, qui l'avait toujours trahi. Restait la Russie. Alexandre, courbé sous le souvenir sanglant de l'assassinat de son père, regarderait-il comme un legs à respecter la protection efficace vouée par l'amitié de Paul Ier au roi de Sardaigne? On l'espérait; mais la reserve de la Russie donnait des inquiétudes. Lorsque le comte de Maistre demandait au chevalier Lizakevitz, envoyé russe, si l'empereur *traverserait* dans la question de l'indemnité du roi, le chevalier répondait évasivement.

la première page des *Considérations sur la France.* Le 12 février 1803, un bâtiment courrier le transporta à Naples,

A Naples, suivant ma coutume de mettre toujours mes affaires après mes plaisirs de tête, je visitai Herculanum, Pompéi, les bibliothèques, les musées, et le dernier jour, l'idée me vint d'aller chez l'ambassadeur de France, M. Alquier, pour savoir un peu ce qu'était devenue cette pièce [1]. Le ministre de France me fit beaucoup de politesses, loua mes sentiments, les raisonnements et le style de mon mémoire, et s'excusa assez mal de ne m'avoir pas répondu, en disant qu'il ne l'avait pas fait parce qu'il ne savait rien lui-même du succès. Mais je n'insistai nullement, parce que j'étais prévenu de cette idée : qu'un mémoire sans bassesse n'obtiendrait rien à Paris. Sa conversation s'étant engagée sur la politique, je lui dis entre autres choses : « Vous avez parfaitement bien fait, monsieur, d'abolir le mot de *monarchie* pour y substituer celui de *gouvernement d'un seul;* notre langue est assez riche, pourquoi emprunter du grec? » Il se mit à rire. J'ai toujours observé qu'on peut tout dire aux Français; la manière fait tout. Le temps et la force me manquent pour vous rapporter cette conversation en détail. Je dirai seulement qu'après que je l'eus secoué à ma manière, il s'écria deux ou trois fois : « Monsieur, qu'allez-vous faire à Pétersbourg? Allez dire ces raisons au premier Consul; jamais on ne les lui a dites, ou jamais on ne les a dites comme vous. » Je m'amusai de cette scène et n'attachai aucune importance à la chose, persuadé qu'il n'y avait point d'espérance.

Le lendemain de cette visite, le même bâtiment transporta M. de Maistre à Civita-Vecchia. A Rome, il vit la cour de Sardaigne et fut présenté au pape. Le roi lui fit ouvrir les bahuts de cette bibliothèque du Vatican, dont les salles

[1] La demande en radiation dont il a été parlé dans le chapitre précédent

ressemblent à un musée, et qui ne montre qu'à des élus les trésors de manuscrits ou d'imprimés curieux que recèlent ses merveilleuses armoires. M. Avogadro, des Avogadri de Verceil, son compagnon de voyage depuis Naples, visita avec lui la ville sacrée, pendant le mois que M. de Maistre passa à Rome.

Tout-à-coup les difficultés se compliquent; une note inquiétante, adressée de Paris à la Russie, est communiquée à la cour. Il faut partir sur-le-champ et brûler le pavé jusqu'à Pétersbourg, distance énorme pour ce temps.

Une dépêche du comte de Markoff, ambassadeur de Russie à Paris, datée du 22 janvier 1803, énonçait l'offre faite au roi par le premier Consul, de la principauté de Sienne et d'Orbitello. Le cabinet russe conseillait de l'accepter; ce qui signifiait assez clairement que, si Bonaparte venait à retirer sa proposition, la Russie ne tirerait pas l'épée dans le seul but de la faire maintenir. A cette offre du premier Consul était jointe celle d'une pension de 500,000 livres pour le roi, à condition qu'il renoncerait à ses anciens États; avec l'explication, néanmoins, de la part de la Russie, qu'elle n'entendait en aucune façon se mêler de cet arrangement, pour lequel Bonaparte pouvait négocier avec Victor-Emmanuel.

Il était facile de voir, d'après cela, que la Russie consentait à paraître dans l'acte d'indemnisation, où elle faisait, selon l'expression piémontaise, une figure convenable ; mais qu'elle voulait rester étrangère à la renonciation, qui dépossédait son protégé et prouvait la faiblesse de sa propre influence.

On sait que, dans le traité de paix d'Amiens, (1802) le pre-

mier Consul, enhardi par le silence de l'Angleterre à l'égard du roi de Sardaigne, se fondait sur les concessions faites aux Anglais, touchant le droit maritime, pour refuser à Alexandre la restitution du Piémont à son ancien maître. Après quelques discussions, on s'était enfin accordé en insérant au traité un article par lequel on s'engageait à s'occuper à l'amiable des intérêts du roi de Sardaigne, et à lui accorder *les égards compatibles avec l'état actuel des choses.* Ainsi, l'Angleterre sacrifiait son allié, qui avait été fidèle pendant dix ans de guerre, et qui lui avait ouvert ses ports alors que le Portugal et Naples même lui fermaient les leurs. L'Autriche, alliée du Piémont bien plus encore que l'Angleterre, l'avait aussi abandonné. Il n'y avait donc plus d'espoir que dans la Russie, et c'est en ces conjonctures que M. de Maistre fut envoyé. La mission était lourde.

Le ministre de Sa Majesté Sarde auprès d'Alexandre devait essayer de scinder la double proposition du premier Consul, c'est-à-dire, accepter l'indemnité territoriale, et refuser la pension en refusant la renonciation. Quoique les deux offres parussent séparées dans la note, c'était une mauvaise affaire. Il fallait, autant que possible, engager l'honneur de la Russie à faire éviter la renonciation, et, si l'acte fatal était inévitable, s'efforcer de faire réunir l'indemnisation et la renonciation en un seul acte, afin que la Russie, se trouvant impliquée dans notre humiliation, l'atténuât par quelques modifications.

L'*ultimatum* du roi était posé dans ses instructions autographes, qui disaient : « Si je pouvais obtenir une partie de mes anciens États, et que, pour m'assurer dans la partie qu'on me rendrait, on me donnât tout ou partie de la Ligurie, y compris Savone et Gênes, alors je serais disposé à faire une renonciation partielle. » Faute de cette satisfaction à sa dignité, le roi était ré-

solu à souffrir fièrement la spoliation en attendant les destinées.

Il fallait se hâter.

A Monsieur Gabet, secrétaire d'État de Sa Majesté Sarde, à Rome, palais Colonna.

Florence, 28 mars 1803.

. . . . . Les glaces s'embarrassaient avec les jalousies, la chaîne du sabot s'est rompue à la deuxième ou troisième fois qu'il a fallu enrayer; le timon s'est rompu au beau milieu d'un beau chemin, sans aucun effort, et l'inspection des morceaux nous a fait voir un bois vermoulu, vernissé pour tromper l'œil. Les moulures, attachées pour la forme, tombaient d'elles-mêmes; la caisse inférieure, qui contient ce que j'ai de plus précieux, n'était pas même soutenue par une armure de fer. Voilà, monsieur, la belle machine que le roi a payée 300 piastres. Le domestique russe m'a été infiniment utile. Avec des cordes, je pus arriver jusqu'à Ronciglione, et là, le voiturier me déclara *officiellement* que ma voiture ne pouvait aller jusqu'à Bologne. J'étais désespéré. Arrivé ici, j'ai fait une consultation dans toutes les règles; on m'a procuré un très-honnête et très-bon ouvrier, qui a décidé qu'avec les réparations nécessaires la voiture pouvait me porter à ma destination. Mais tout ne pouvait se faire au plus qu'en deux jours, et le dimanche étant arrivé, en voilà trois de perdus. Je vous demande, monsieur, s'il n'y a pas de quoi sauter aux nues? . . . . .

Au même.

Clagenfürth, 9 avril 1803.

Je n'ai passé à Venise que le temps absolument nécessaire à mes affaires. J'en repartis le 6, après dîner; j'allai coucher à Treviso. Craignant quelque nouvel inconvénient de la voiture,

j'ai fait quelques journées forcées pour arriver à Clagenfürth avant les fêtes, et en courant, sur la fin de ma traite, quarante-huit heures de suite sans dormir, j'ai pu arriver ce matin ici, où j'ai mis tout de suite les ouvriers en train. En ôtant les roues, on a vérifié que l'essieu était rompu : nouvelle perte de temps et nouvelle dépense. Demain, jour de Pâques, il n'y a pas d'inconvénient de s'arrêter, la chose est même convenable le matin. Les ouvriers assurent qu'ils auront la permission de travailler après dîner, et ils m'ont promis de me mettre en voiture le lendemain matin. Avant-hier, mon valet de chambre vit mon coffre ouvert et sonna l'alarme, me croyant volé : tous les fers s'étaient détachés des planches pourries, par le seul mouvement de la voiture.

(*En chiffres.*) Sur mon passe-port, messieurs de la police, à Vérone, ont écrit : « Bon pour se présenter au commandant général (Beliegarde), à Venise. » Le consul Bonamico, qui était allé le soir prendre le passe-port, se récria sur cette formule mise dans le passe-port d'un envoyé. Le comte allégua des formules imprimées, les mêmes pour tous, assurant, d'ailleurs, que je ne serais nullement obligé de me présenter. A la bonne heure! Mais il est cependant vrai qu'on n'aurait fait ni plus ni moins à l'égard de mon domestique. Les Autrichiens choquent, les oiseaux volent, c'est leur nature.

J'ai beaucoup conversé avec les deux généraux Bellegarde, à Padoue et à Venise. Le premier Consul caresse excessivement l'Autriche. Le général Murat se trouve en correspondance réglée avec le général Bellegarde. Il en est aux petits soins avec lui, il n'a qu'à parler. Ce sont des politesses ventre à terre. On ne craint pas moins qu'une alliance. Pour dire quelque chose, j'ai demandé ce qu'il en était du roi de Prusse ; on m'a répondu rondement : « Il s'enivre tous les jours. »

La route parcourue n'offrait que de tristes spectacles. En Toscane, c'était un roi maintenu par force sur le trône, malade et dévoré de chagrins. On l'avait entendu s'écrier

dans son délire : « Ah ! c'est la juste punition de l'usurpation ! » Le faible caractère des jeunes infants d'Espagne n'était pas assez soutenu par le général Clarke, que Napoléon leur avait donné pour tuteur lorsqu'il les avait appelés à régner sur ce beau duché. A Florence, on était extrêmement mécontent de la nouvelle cour, qui avait fait succéder la morgue et l'étiquette espagnoles à la popularité habile de Léopold. L'ignorance et l'inhabileté de l'Espagne en Étrurie égalaient celles de l'Autriche à Venise; les deux peuples étaient désespérés. A Venise, la misère était au comble. Le brigandage et la peur avaient succédé à la tranquillité dont on avait joui sous l'oligarchie. Les bourgeois n'ouvraient plus aux visiteurs, une fois la nuit venue. On vola son manteau à M. de Maistre, dans l'antichambre du premier ministre, pendant sa courte audience. Le nouveau gouvernement, qui était réputé pour la bonté de son système monétaire, s'oublia d'abord à Venise jusqu'à battre de la fausse monnaie ; mais bientôt le Levant refusa les sequins impériaux, et il fallut en frapper à l'ancien coin de la république. « Ils ont défait, » écrivait M. de Maistre, « et ne savent pas refaire... Quand voudra-t-on comprendre qu'en acquérant de nouveaux sujets, il n'y a rien à changer, qu'un nom à la tête des édits ? »

A Vienne, il fallut perdre trente-six heures pour la présentation à l'empereur, visite forcée dont l'envoyé de Sardaigne eût bien voulu pouvoir se dispenser. En attendant, dîners diplomatiques chez M. de Cobentzel et chez l'envoyé d'Angleterre. Tout ce monde se comprenait trop bien pour jamais parler d'affaires hors du cabinet. Quoique ces messieurs eussent cette qualité diplomatique désignée en Piémont par l'expression populaire : *faccia de tola* (face de fer-blanc), ils éprouvaient quelque gêne devant cet homme de cœur, dont le souverain s'était sacrifié à l'alliance che-

valeresque des souverains, c'est-à-dire à un mensonge des puissances, qui avait, depuis longtemps, laissé transparaître leur égoïsme, sinon leur trahison. Ce dernier mot était juste, en effet, au moins pour l'Autriche. L'empereur, qui passait le temps à chasser aux papillons, et que l'impératrice menait haut la main, fut lui-même, malgré cette sorte d'innocence, décontenancé devant le comte de Maistre. Celui-ci vit de mauvaises intentions dans cet embarras assez surprenant; peut être n'était-ce que de la vergogne[1]. L'audience fut courte.

C'était un mercredi, le 20 avril. La chaise attendait, et il monta en voiture en quittant l'empereur. Le 22, on fut à Olmütz, après une halte à Neustadt pour voir l'archiduc; le 29, on toucha à la frontière russe. M. de Maistre avait retrouvé à Vienne l'évêque de Nancy, l'un de ses compagnons dans ce terrible voyage fait à travers les glaces du Pô, en décembre 1798, et avait reçu de lui une recommandation auprès de M. de Langeron, émigré français, qui avait pris du service dans l'armée russe. Il rencontra cet officier sur la frontière, à Brescie, et reçut de lui des indications faute desquelles le reste du voyage eût pu être fort pénible.

Le 13 mai 1803, M. de Maistre arrive à Pétersbourg. Le 26, il est présenté à l'empereur et à l'impératrice.

Il n'existe certainement pas de plus beau couple royal en Europe. L'affabilité de ces deux grands personnages est au-delà de toute expression. Ils se plaisent à oublier leur grandeur et

[1] J'extrais ceci d'une lettre écrite d'Olmütz, le 22 avril 1803, au comte de Challambert :

« Je n'exagère nullement, monsieur le comte, en vous assurant que ce puissant potentat était embarrassé en ma présence comme je le serais moi-même devant le roi, si le roi me grondait. »

ne gênent personne. L'empereur sort souvent seul et sans domestiques. . . . .

Le 4 (16) mai il quitte l'auberge pour un petit appartement « commode et bien situé, » rue de l'Amirauté, maison Weber, 85.

Les usages du ministère de l'Empire n'étaient pas favorables à la manière piémontaise, qui ne procédait que par tâtonnements. L'empereur n'admettait jamais les ministres étrangers à lui parler d'affaires; le chancelier et le personnel des affaires étrangères étaient inabordables. Tout se passait officiellement, par notes ou audiences solennelles[1]. Le roi écrivait: « Essayez de savoir ce qu'on ferait... Faites entendre, sans écrire, qu'il se pourrait bien que... » Sur quoi, le malheureux envoyé adressait carrément une note quand il le jugeait à propos, ou se taisait. Puis, les instructions à demander à son souverain dans chaque difficulté, prétexte dont M. de Cobentzel fit un si bel usage pour ses tergiversations et ses temporisations à Lunéville, cette obligation de consulter le cabinet à tout propos, imposée par la chancellerie sarde, embarrassait extrêmement l'envoyé, car il fallait deux ou trois mois pour recevoir une réponse de Rome, et pendant ce temps, les choses changeaient de face.

Mon devoir ici est de saisir les moments au vol et de dire aux ministres ce qui convient alors. Un chasseur qui écrirait chez

[1] « Il n'y a qu'un cri dans tout le corps diplomatique : les ministres sont inabordables. Tâter le terrain est impossible. On est toujours censé être venu pour dire tout ce que l'on dit. »

lui pour savoir s'il faut tirer le gibier qui passe à tire d'aile, serait moins risible que moi, si j'attendais, pour présenter mes notes, des instructions de Rome ou de Londres. Je ne fais point de ceci un objet de vanité, mais bien de terreur; car je suis venu comme un homme qu'on mène au supplice. Je vous dirai même naïvement que si quelque chose me rassurait, c'était cette terreur; je me disais quelquefois : « Il faut que je ne sois pas tout-à-fait sot, puisque j'ai au moins l'esprit d'avoir peur. »

Le cabinet de Rome insistait.

Alors, avec sa plume vive, il ripostait que cette nécessité d'agir spontanément, lourde à sa propre responsabilité, était en réalité un grand bonheur pour le roi; car messieurs du conseil royal gâteraient tout, et mutileraient ce qu'ils voudraient corriger.

Pour dire que le roi est détrôné, que nous en sommes bien fâchés, que nous prions Sa Majesté Impériale de le reconduire sur son trône, on n'avait pas besoin de moi; mon valet de chambre suffisait. Je ne puis m'empêcher de hausser les épaules quand je vois toutes ces notes, tous ces mémoires à l'eau fraîche présentés par le passé en faveur de Sa Majesté. Mon système est diamétralement opposé à celui que nous décorions si libéralement du beau nom de prudence. Entre l'un et l'autre, il y a heureusement un juge infaillible : le résultat.

La position de M. de Maistre devant les Russes était assez délicate pour exiger toute l'adresse d'un homme d'esprit. Le roi étant décidé à soutenir jusqu'à l'extrémité des prétentions inadmissibles, même à ses propres yeux, afin d'obtenir du moins quelque chose, le devoir de son ministre était de ne pas céder, quant aux principes, un pouce d'un terrain perdu en réalité, afin de répondre à la confiance du roi dépouillé ; d'un autre côté, pour acquérir le crédit né-

cessaire à l'accomplissement de ce même devoir, il convenait qu'il ne fût pris ni pour un rêveur ni pour un insulaire de Sardaigne, et qu'il donnât à sa voix une apparence d'écho, un timbre étranger au sien, afin de montrer qu'il se doutait un peu de ce qui se passait en Europe, et de ne pas paraître absolument dérouté, si la politique du roi venait à changer par suite des événements.

Alexandre, dont j'esquisserai plus loin la curieuse physionomie, du point de vue de Joseph de Maistre, Alexandre était alors tout entier à la politique de ses trois jeunes amis, Czartoryski, Strogonoff et Novosiltzoff, modérés par les conseils d'un homme plus mûr, M. de Kotchubey. Cette jeunesse était généreuse et ardente comme le furent, en 1789, les jeunes nobles élèves de Rousseau, avant d'être arrivés à se battre contre la réalisation de leurs propres théories. Ce triumvirat, dont les deux premiers personnages étaient sérieux et instruits, souriait des règnes de Catherine et de Paul comme d'un système de vieillards et de barbares, aspirait à un patronage bienfaisant de la Russie sur l'Europe, et condamnait comme une infamie la guerre faite à la liberté française. Les projets fantastiques conçus par ces esprits inquiets s'agitaient sous le manteau du vieux chancelier Woronzoff, ancien ambassadeur auprès de Georges III, inspiré de la politique britannique, et qui laissait en réalité les pouvoirs de sa charge au prince Adam Czartoryski.

Celui-ci était donc le puissant du jour, à l'arrivée de M. de Maistre. Mais les projets de ce Polonais de race et de cœur l'obligeaient à masquer son pouvoir réel et à se dépouiller de toute influence apparente, jusqu'au jour où, réellement investi de la charge de grand chancelier, il pourrait braver les coteries énergiques et obstinées de ce vieux parti russe, qui s'est institué le perpétuel exécuteur testamentaire de Pierre le Grand.

Le prince Czartoryski voulait réaliser le rêve de sa famille : la reconstitution de la Pologne. Il avait même, pendant la vie de Paul Ier, fait promettre au grand-duc Alexandre qu'à son avénement il accomplirait cette grande œuvre. En 1803, le prince se tenait caché derrière le fantôme de M. de Woronzoff, attendant le moment de le remplacer, et jetant ses premières ancres dans le sol mouvant des affaires de l'empire.

Lorsque M. de Maistre fut le voir, il s'effraya de la froideur du prince, qui opposa une indifférence glaciale aux discours du malheureux envoyé. Cette contenance, ordinaire d'ailleurs et naturelle chez ce personnage, était motivée, dans son exagération actuelle, par l'intérêt qu'il avait, comme je viens de le dire, à se montrer étranger aux affaires ; il en fut tout autrement du jour où il devint chancelier en titre [1]. Mais aux premiers pas faits par le ministre sarde dans cette mission, où il s'agissait de sauver le roi, qui n'avait plus d'autre ami qu'Alexandre, tout effrayait son dévouement. « Nous n'intéressons personne, » se disait-il avec désespoir.

Il y a de belles possibilités; mais en attendant, les réalités me tourmentent. Si les affaires de Votre Majesté devaient mal tourner pendant que je suis ici, j'aimerais mieux être condamné à vendre, toute ma vie, du fruit dans une boutique; et si je devais, au contraire, signer sa restauration complète, à

[1] Il faut aussi faire la part de la difficulté qu'éprouvait le nouvel arrivé de Cagliari à se mettre au ton russe.

Du reste, voici ce qu'écrivait M. de Maistre sur lui-même :

« A mon âge, je dois avoir fait toutes les expériences convenables sur mon caractère. J'ai toujours vu qu'en abordant les hommes en place, je les crains, je demeure en observation. De peur de dire ce qu'il ne faut pas, je ne dis pas ce qu'il faut, et ma gêne gêne les autres. Mais ensuite je m'apprivoise et j'apprivoise. J'éprouve ici ce que j'ai éprouvé partout : je commence à gagner du terrain, et ne désire avancer que pour me rendre plus utile à Votre Majesté. »

la charge que mon bras tomberait sur la table d'abord après, je signerais avec la même tranquillité que j'écris à Votre Majesté.

Le chancelier Woronzoff paraissait, de son côté, peu disposé à entrer en explications. Il ne répondit pas d'abord à la première note du comte de Maistre; mais, s'étant trouvé à côté de lui à dîner chez M. de Strogonoff, il dut subir l'interrogatoire de l'opiniâtre Savoyard. Le chancelier laissa échapper une phrase sur laquelle il ne voulut pas donner d'éclaircissements, et qui laissait à entendre qu'une renonciation du roi de Sardaigne ne signifierait pas grand'chose contre ses droits, dans le cas d'événements plus favorables.— « Cela est vrai, si nous sommes seuls et sans protecteurs en face de Bonaparte ; le ridicule ôtera le danger. » Woronzoff ne répliqua pas à ce coup direct; il dit cependant : « Laissons faire Markoff, qui ne se laissera pas marcher sur le pied. » M. de Maistre se pencha vers l'oreille de son voisin le duc de Serra-Capriola : « En ce cas, lui dit-il, j'ai bien peur que Markoff ait la prudence de ne pas mettre le pied sur notre terrain. »

M. de Markoff, ambassadeur de Russie à Paris, peu aimé de Bonaparte à cause de sa morgue, était suspect à l'Autriche et aux Russes eux-mêmes. « C'est un grand traître, » avait dit M. de Cobentzel à M. de Maistre, lors de son passage à Vienne. — « Il est faux comme un jeton, » disait le vieux Strogonoff, un des restes de la cour de Catherine, et chez lequel M. de Maistre avait son couvert.

Ces dispositions peu enthousiastes des amis du roi imposaient au nouveau ministre une prudence et une réserve extrêmes. Une note autographe du roi, destinée à être lue par Alexandre, exprimait de l'étonnement sur les hésitations actuelles de la Russie, et rappelait une promesse formelle faite par l'empereur de procurer au roi une indemnité

sans renonciation. Le comte de Maistre ne remit pas la note. « Faites-moi savoir, » écrivit-il au comte de Challambert, « dans quelle pièce l'empereur de Russie a promis au roi qu'il lui ferait avoir une indemnité sans renonciation. Si la promesse a été faite, il me sera utile de pouvoir l'avancer dans l'occasion; mais si on s'avançait sans preuve écrite, on s'attirerait un désagrément amer... J'ai eu soin d'insérer dans ma note toute la substance de la lettre de Sa Majesté, et tout ce qu'on peut dire sans blesser, car il faut aller bride en main. »

Le ministre sarde, connu par ses *Considérations sur la France*, dont la réputation était européenne, fut satisfait de l'accueil qu'il reçut du corps diplomatique. Je ne parle pas de l'ambassadeur de France, car nous étions comme en guerre avec Bonaparte. Ce furent les ministres de Rome, de Suède et d'Espagne qui témoignèrent le plus de cordialité réelle au comte de Maistre, avec le duc de Serra-Capriola, ambassadeur de la cour des Deux-Siciles, qui fut bientôt son ami intime.

Mais les représentants de nos deux grands alliés, l'Autriche et l'Angleterre, furent froids devant le trop fidèle envoyé du roi.

Chez le comte de Stadion, c'est la morgue autrichienne dans toute sa pompe. La comtesse surtout est parfaite. Elle a fait un grand travail intérieur pour savoir de combien elle doit s'incliner sur sa chaise lorsque le ministre de Sardaigne entre. L'angle me paraît de deux degrés et demi, plus ou moins. Si jamais il se fixe, j'avertirai.

C'était bien à l'envoyé de Sardaigne que s'adressaient

ces dédains, et non pas au comte de Maistre, que ses distinctions personnelles faisaient rechercher des premières maisons de Pétersbourg.

Dans le brillant corps d'ambassade du comte de Stadion, on remarquait un très-jeune homme, d'une figure fine, hautaine et sensuelle, et dont les belles mains étaient fort remarquées; lorsqu'il parlait des affaires publiques, c'était avec le laisser-aller d'un grand seigneur qui fait de l'agriculture avec ses fermiers; on voyait que le jour où il deviendrait puissant, il marcherait sur les peuples à pas légers... et lourds, comme le marquis du poéte. En attendant, il faisait l'amour. Devant cette jeune diplomatie, vaine, corrompue et corruptrice, le pauvre de Maistre s'écriait: « Et ce vont être là les tabellions des souverains! »

Ce jeune homme s'appelait M. de Metternich.

L'ambassadeur anglais faisait duo avec le comte de Stadion, et ornait d'un luxe de froideur sa raideur nationale. Il est vrai que la conversation entre lui et le comte de Maistre était difficile : celui-ci ne savait l'anglais que par les livres, et l'ambassadeur n'entendait pas mieux le français que lord Cornwallis, qui ne le sut jamais, et qui fit cependant le traité d'Amiens. Le motif politique de cette réserve exagérée pouvait être le parti pris par l'Angleterre de ne point s'occuper de l'indemnisation du roi de Sardaigne. Cette puissance, en effet, se servait alors de notre alliance avec la France pour prendre le ton d'un protecteur qui pardonne une faute, et qui met ce qu'il daigne faire sur le compte d'une pure générosité. Peut-être la froideur de sir Warren eut-elle encore une autre cause. Dans les coalitions étrangères qui se formaient contre la République, un grand nombre d'influences tendaient au démembrement des provinces françaises, et ce projet, qui ne parvint qu'à surexciter l'héroïsme des quatorze armées, venait principalement

des Anglais. Or, le comte de Maistre avait eu, à Lausanne, des entretiens avec un agent anglais, sir Wickam, homme extrême et outré dans ses idées contre la France; le magistrat savoyard n'avait point déguisé devant lui son horreur pour ce qu'il appelait ironiquement *les manœuvres édifiantes* de Toulon et de Quiberon. « Comment! » disait le comte de Maistre, « après avoir aveuglé les sections de la ville de Toulon, après leur avoir tué Sevestre, un jacobin, il est vrai, mais un homme énergique, influent et aimant son pays; après avoir excité les habitants contre les officiers fidèles de la flotte, vous débarquez vos troupes, comme si Charles VI était sur le trône! Et à Quiberon, lorsque votre expédition voulait renouveler l'affaire de Toulon, non pas pour les Bourbons, mais pour le duc d'York, ne fûtes-vous pas la cause du massacre épouvantable des nôtres? Et quel nom donner à cette descente, si, comme on le dit, elle n'était pas sérieuse de votre part, et si cette fallacieuse expédition n'avait d'autre but que de pousser les Français à s'entre-tuer pour votre profit? »

Ces conversations, où M. de Maistre, n'ayant pas de caractère officiel, donnait libre carrière à son indignation, étaient naturellement allées en Angleterre par la voie de sir Wickam[1]. D'ailleurs, ses idées sur la politique anglaise étaient mises à découvert par les célèbres *Considérations sur la France*, où il était dit que le plan visible de la Providence était de châtier les Français et de sauver la France; que nulle coalition ne l'entamerait; que les critiques de cette monarchie n'étaient que des rêveries imaginées par l'antipathie anglaise; qu'enfin la France exerçait sur les autres nations une magistrature, une sorte de mo-

[1] Ce sir Wickam est le même qui s'employa à susciter et à tâcher de mener à erme la conspiration de Pichegru.

narchie active, dont elle se servirait un jour pour prêcher le bien au monde, comme elle s'en était servie pour prêcher le mal.

Sir Warren ne pouvait ignorer rien de tout cela ; il n'est donc pas surprenant qu'il ne considérât pas M. de Maistre comme un ami. Celui-ci s'en préoccupait beaucoup, car l'Angleterre était, bien après la Russie pourtant, un arbitre aussi de nos destinées.

Pour en finir avec sir Warren, citons un fragment écrit par l'envoyé de Sardaigne en novembre 1803 :

Je suis tout-à-fait arrivé en Angleterre par le moyen de la dame. Un vieux bonhomme de ministre disait un jour à un de mes amis : « *Souvenez-vous bien, monsieur, que dans toutes les affaires il y a une femme. Quelquefois on ne la voit pas, mais regardez bien, elle y est.* » Je crois qu'il avait raison. Pour moi, je les rencontre volontiers de temps en temps sur ma route, soit par une inclination naturelle pour ce bel animal (inclination dont souvent on ne se rend pas compte à soi même), soit que, dans certaines circonstances, elles soient réellement utiles pour adoucir les aspérités de l'autre sexe et faciliter les affaires, comme une espèce d'huile qui mouille les ressorts d'une machine politique pour les empêcher de s'échauffer et de crier. Au reste, Sa Majesté Britannique a bien mal fait de ne pas donner les lettres de créance à Madame.

Le comte de Maistre n'eut de rapports intimes avec Alexandre que durant la campagne de 1812, époque où il remplit auprès de lui les fonctions délicates de conseiller et de secrétaire de confiance. Néanmoins, l'empereur discerna, dès le commencement, ses hautes qualités, et lui témoigna une faveur particulière.

Alexandre Ier était un cœur ardent, une tête indécise, une âme vive et généreuse; passionné pour un projet idéal, trop impressionnable pour ne pas être arrêté dans sa marche par l'ingratitude ou l'inintelligence de ceux qu'il voulait régénérer, il commit, dans sa carrière politique, des fautes inévitables pour un esprit disposé au mysticisme et engagé dans les froids calculs de la vie réelle. Il eût réalisé la paix universelle de l'abbé de Saint-Pierre, si tous les souverains eussent ressemblé à cet Henri IV de la Russie. Il rêvait on ne sait quelle hiérarchie sacerdotale des souverains européens, fondée sur une solidarité morale des nations avec leurs chefs; et il se sentait assez grand pour en être le premier prêtre. Il formait le sublime projet de mettre la civilisation future sous la protection de l'arbitrage de la Russie, et de ressusciter ainsi la grande unité du moyen âge, ébauchée par Grégoire VII, et disparue depuis longtemps avec l'influence et le prestige de la papauté. Ce rêve grandiose ne lui fut pas inspiré par Mme de Krudener, quoiqu'on l'ait dit dans les histoires. Mme de Krudener ne le vit qu'en 1814, à Paris, où, dit-on, elle lui prédit le retour de Napoléon en France et sa seconde chute. Le rêve d'Alexandre fut le jet spontané, la manifestation imparfaite de la puissance d'amour dont il était doué; puissance qui resta inféconde par la solitude où le laissa l'esprit de son siècle. Ses défauts venaient de ses qualités. Sa dissimulation, dont on a tant parlé, venait d'une pudeur d'âme d'élite méconnue. Il avait pressenti le besoin, plus tard universel, d'un ordre nouveau, et s'était mis en avant de gens qui ne pouvaient le suivre. Les Français ont peu compris sa pensée, gâtée, du reste, par des actes inconséquents de ce songeur armé et couronné. Ils n'ont pas vu ce que l'influence du caractère à demi oriental de la race de Pierre-le-Grand pouvait donner de dignité, de véritable religion, de poésie

pratique aux gouvernements occidentaux, qui périssent faute de ces trois choses divines.

M. de Maistre était un esprit trop exact pour comprendre bien cet enfant organisé pour la passion comme une femme, et chez lequel une ardente faculté d'aimer, développée par de longues amours, s'était comme adoucie et estompée sous les mélancolies nuageuses du mysticisme suédois. Ce qu'il admirait en lui, c'était la gravité un peu triste de sa jeunesse, son enthousiasme des grandes choses, sa timidité gracieuse, sa sympathie admirative pour toutes les noblesses de cœur et les puissances d'esprit. La familiarité un peu démocratique particulière aux souverains de l'Orient, et que lui permettait, comme à un prêtre, sa domination sur l'Église russe, étonnait le sénateur piémontais.

On sait que les empereurs de Russie finissaient leurs lettres brusquement, sans employer les formules européennes, qui leur paraissaient trop hautaines. Alexandre avait porté plus loin encore cette humilité, qu'une nuance de fatalisme oriental rehaussait d'une dignité suprême et charmante. Un jour qu'on lui apportait des monnaies nouvelles, il s'écria : « Pourquoi ces médailles portent-elles mon nom ? Ceci n'est pas à moi, mais à mon peuple. » Après une revue : « Je vous remercie très-humblement, » dit-il à ses officiers d'état-major. — « Il n'a sûrement pas hérité cette formule de son père, » observait le comte de Maistre. Il n'appartient pas à toutes les royautés d'être grandes comme il l'était dans ces abaissements apparents ; le peuple, ce fin appréciateur des véritables noblesses, ne se trompe pas à ces abdications des vieilles formules et des étiquettes usées, pas plus qu'à l'usurpation des formes antiques dont certains parvenus essayent de masquer leur roture.

Les traces de l'éducation philosophique de La Harpe, qui se faisaient jour parfois en lui, choquaient un peu le comte

de Maistre; et pourtant, comme Alexandre n'avait pris du dix-huitième siècle que l'ardeur émancipatrice et en avait répudié les froideurs de critique, il apparut à l'écrivain des *Considérations* comme l'un de ces types étranges, aux allures de précurseurs, qui déroutèrent ses jugements dans les dernières années de sa vie; l'un des apôtres d'une religion future qui unirait les religions; l'un de ces éclectiques harmoniques à toutes les piétés, à toutes les passions nobles, qui brûlent de les réunir en leur apprenant à se comprendre, au lieu d'entretenir entre elles la fureur des conquêtes, des définitions et des excommunications.

Avec les préjugés qu'on apporte, surtout en France, dans le jugement de la politique russe, il est impossible d'apprécier les tendances généreusement novatrices d'Alexandre et ses efforts pour des affranchissements et des améliorations, auxquels se refusaient également et son peuple encore sauvage et l'abominable diplomatie des vieilles cours occidentales, dont le type fut, par malheur, M. de Metternich. C'est pour Alexandre que le mot *libéral*, qui avait un autre sens avant la Révolution, reçut sa signification actuelle, et l'on sait que cette modification procède de Mme de Staël par Benjamin Constant. Catherine II, qui était une autocrate philosophe, avait tenté d'établir en Russie des états-généraux; n'ayant pas réussi, elle fit davantage en confiant à La Harpe le jeune Alexandre. Le principe de liberté n'est dangereux que pour les natures peu aimantes; à celles-là, il faut les lisières de la règle, la domination des simulacres; mais une âme pleine de religion comme celle d'Alexandre — car l'amour est la première essence religieuse — avait besoin, pour embrasser les choses d'un regard plus large, d'avoir les yeux libres de visières et l'esprit affranchi des orthodoxies du passé. Enserrée par des

préjugés, son ardeur eût été funeste; livrée à elle-même, elle ne fit d'autre mal que de tenter une merveilleuse épopée incomprise et impraticable. M. de Maistre, au fond de son cœur, admirait cette jeune bonne volonté, si grande à côté des Gérontes de l'émigration. On m'a rapporté un mot charmant du comte à ce sujet. « Pour le modérer, » disait quelqu'un, « il faudrait sans cesse à ses côtés une tête blanche. » — « Sans poudre, » dit M. de Maistre.

Notre ministre avait cependant à Pétersbourg pour principaux amis les Russes du vieux parti, la noblesse de bâtisseurs créée par Pierre le Grand; ceux-là laissaient au menu peuple l'amour religieux et enthousiaste du pontife-empereur, et à la jeunesse qui avait voyagé à Paris et à Berlin la passion de la liberté, que ces natures primitives s'étaient assimilée dans toute sa grandeur. Dans ces cénacles, débris des cours de Catherine et de Paul, chez le vieux comte de Strogonoff, chez l'amiral Tchitchagoff, chez M. de Budberg, on s'effrayait de l'attraction qui portait l'empereur aux idées françaises. Pourtant, on n'aurait pas voulu le voir mourir, car le grand-duc Constantin, qui eût été appelé à lui succéder, n'était pas aimé.

On connaît l'amour constant d'Alexandre pour une femme d'une grande beauté, la princesse Maria-Antonia Narichskine. Le meilleur monde de Pétersbourg entourait d'attachement et de respect cette amie du jeune empereur. Les premiers dignitaires de l'empire s'empressaient à ses réceptions. Ce n'était pas une maîtresse vulgaire; son cœur était capable de dévouements. L'impératrice elle-même dut l'estimer, et donna des preuves d'affection à sa rivale; elle eut pour la fille des fautes de son mari les plus délicates attentions, et pleura cette enfant avec lui, lorsqu'il eut la grande douleur de la voir mourir.

La princesse Narichskine était l'une des personnes avec

lesquelles M. de Maistre devait, selon les ordres du roi, se tenir bien, quoiqu'elle n'eût jamais voulu avoir d'influence politique, résolution à laquelle elle dut peut-être la longue paix de ses amours. Il fut toujours reçu avec amitié dans cette maison, qui était assez bien hantée, puisque le grand-duc Constantin s'y rendait souvent à grand fracas, avec les personnages les plus importants de la cour. — Ces simples détails feront comprendre certains passages des lettres qu'on lira plus loin.

CHAPITRE V.

Correspondance de 1803 et 1804.

La rupture de la paix d'Amiens par les Anglais, au printemps de 1803, rendit l'espoir aux puissances déchues ; le roi de Sardaigne surtout ne pouvait que gagner à sortir de ce *statu quo* désespérant où les derniers événements l'avaient laissé. On savait bien que cette guerre était suscitée, presque sans prétextes honnêtes, par le haut commerce anglais, qui doit préférer naturellement à la libre concurrence, le monopole assuré par la guerre à ses produits; on se doutait bien que ce n'étaient pas les principes du parti tory et les sympathies pour l'émigration qui avaient déterminé la rupture, et qu'il n'y fallait voir que l'explosion d'une jalousie internationale, et surtout une haine de commerçants et d'industriels, haine implacable et inflexible comme les chiffres. Mais au milieu des agitations nouvelles, le droit et la justice, que les combattants n'avaient pas en

vue, pouvaient surgir par la force des choses. On espérait donc.

Voici quelques lettres écrites dans cette situation :

A M. Gabet, secrétaire d'État de S. M. le Roi de Sardaigne, à Rome, palais Colonna.

Sans date (1803).

Bonaparte ne perd pas la tête. Vous allez voir s'il craint la Russie : il avait fait arrêter je ne sais quel personnage (un bel espion dans le fond), qui était avoué par le comte de Markoff, comme vous l'avez vu dans les papiers publics. Celui-ci a présenté à cet égard une note impertinentissime. Bonaparte l'a envoyée ici à Hédouville, pour se plaindre et faire tapage, néanmoins avec cette singulière explication que, s'il voyait qu'on fût disposé à soutenir le comte de Markoff, il eût à retenir la note. Et il l'a retenue. Voyez ce qu'on aurait pu faire par une contenance fière dans le principe. Ne doutez pas un moment, monsieur, que la France ne fasse des propositions à la Russie, et si l'Angleterre ne se presse pas, l'empereur qui est extrêmement pacifique par caractère, prêtera l'oreille aux tentations du serpent, et la France enlèvera un grand allié à l'Angleterre. D'une manière ou d'une autre, le roi tirera son épingle du jeu. D'ailleurs, nous ne sommes ni au dernier acte ni au dernier mot. C'est en arrivant ici et après ma première visite au chancelier qu'il était permis de perdre la tête; aujourd'hui je suis fort éloigné du désespoir.

Bonaparte a amené avec lui d'Égypte un Copte nommé Élie Pharaon. C'est sûrement, comme vous pensez, un sujet du premier mérite. Tout-à-coup le sénat de Corfou a reçu une notification de la part du premier Consul, par laquelle les magistrats sont avertis qu'il a nommé Pharaon à la place de commissaire des relations commerciales de la république des *Sept-Iles*, à Marseille, aux appointements de 6,000 francs, que le sénat est requis de faire payer exactement audit

Copte. Jugez comme la chose a été prise ici. Voilà la république des Sept-Iles, huitième extravagance de Napoléon Ier en cinq ou six mois. Je voudrais aujourd'hui qu'il en fit cent.

L'Espagne balance fort entre la France et l'Angleterre. L'envoyé de cette cour, qui est un digne homme, me disait l'autre jour : « Le danger est égal. » Je répondis : « Mais non l'honneur. » Il en est bien d'accord.

Non datée (1803).

(*En chiffres.*) Je le redis avec une satisfaction inexprimable, la déclaration de guerre efface l'infâme traité d'Amiens. Sa Majesté est remise *in statu quo* et tout recommence. Je ne dis point qu'on soit sûr de rien, ce serait un enfantillage; je dis seulement qu'on peut tout espérer. D'abord, il est évident que la France a peur, et puisque Talleyrand se recommande formellement au *Dieu des armées*, il faut qu'il y ait bien du mal. Il y a mille signes de cette peur et de l'embarras de la France; je n'en voudrais pas d'autre que l'impétuosité de l'Angleterre, qui se tient évidemment sûre de frapper un grand coup. Les Anglais, qui manquent généralement de souplesse et d'amabilité, n'ont pas su prendre d'abord l'empereur de Russie ni ses ministres; aujourd'hui on se rapproche. Il faut aller doucement, car de la violence du précédent empereur nous sommes passés à un autre excès. — Croyez à Pitt qui a dit : « Cette guerre sera plus longue et plus terrible que la précédente. »

Le premier Consul a eu une violente scène avec Markoff, à propos des prisonniers anglais; il est allé jusqu'à des menaces (bravo!). L'affaire m'a été contée par l'ambassadeur anglais, en présence d'un certain chevalier O'Hard, Irlandais au service de la Russie. « Oh! combien je voudrais, » dit-il, « qu'il lui eût donné un soufflet! le comte Markoff le lui aurait rendu. » — « Dans ce cas, » dis-je, « le premier Consul l'aurait infailliblement tué. » — « Eh! tant mieux! morbleu! tant mieux! » reprit l'Irlandais. — Il avait parfaitement raison politiquement, et sauf le malheur de l'individu. Vous pouvez penser si l'on rit.

— En baisant la main de ces charmantes archiduchesses, mon cœur a fait un vœu bien.... [1] pour la famille royale. C'est là que doivent se tourner toutes nos vues, si le temps s'éclaircit. Si quelque motif de religion s'opposait à ces grandes vues, il suffirait de rappeler le tombeau de la princesse Belosesky, placé dans le cénotaphe de Turin avec la permission du cardinal Costa. Or, nul prêtre n'a le droit d'empêcher une femme d'entrer.................................. [2] morte dans son cimetière. « Vous me feriez bien tort, monsieur le comte, si vous preniez ceci pour une plaisanterie. Il ne faut pas se permettre une autre idée, et je voudrais bien savoir si, dans l'occasion, je pourrais jeter quelque mot [3]. »

P.-S. ..... En attendant les événements, nous voyons la guerre des manifestes et des pamphlets, où l'on peut observer, à la gloire des deux grandes nations, qu'en s'injuriant avec tant de vigueur et d'éloquence, elles ont toutes les deux parfaitement raison. Il en résulte pour les hommes d'État de l'Europe une grande vérité, c'est qu'il ne faudrait laisser faire ni

[1] On n'a pas pu déchiffrer le signe diplomatique.

[2] Voir la note suivante.

[3] Cette hardiesse ne plut pas à la chancellerie, qui raya les chiffres de façon à les rendre illisibles. Heureusement, une lettre postérieure du comte, écrite sans chiffres parce qu'elle était confiée à un courrier de confiance, rétablit la phrase. Voici cette lettre :

« 18 (30) août 1803.

» Vous me parlez encore très-obligeamment de ma chaleur de style. Je n'ajoute que ceci : On ne peut pas avoir mon style sans les défauts de mon style. Voulez-vous avoir un feu qui ne brûle pas et de l'eau qui ne mouille pas ?... Encore un mot sur une certaine ironie parisienne, pour laquelle j'ai un talent dont je puis abuser quelquefois. L'ironie, lorsqu'elle s'exerce sur des riens et tient de la place, est une très-sotte superfluité : il n'en est pas de même lorsqu'elle aiguise le raisonnement, et qu'elle fait, pour ainsi dire, le trou pour le faire passer, comme l'aiguille fait passer le fil. Je vous citerai sur ce point une de mes phrases qui tomba de ma plume avec la prestesse d'un éclair : « Nul prêtre n'a le droit d'empêcher une femme d'entrer » vivante dans mon lit, s'il la reçoit morte dans son cimetière. » On se tromperait beaucoup si l'on ne voyait là qu'une ironie ou un persiflage. Le raisonnement qu'on peut faire sur ce sujet y est tout entier, avec cette différence, que si je n'avais présenté que le raisonnement seul, on l'aurait oublié le lendemain, au lieu que, sous cette forme, il ne peut plus sortir de la mémoire... »

Google

l'une ni l'autre, et se servir seulement de leur haine réciproque pour abaisser l'une et l'autre.

(*En chiffres.*) J'écris ce *post-scriptum* sans chiffres, pour le cas où il prendrait fantaisie à M. de Woronzoff de le lire.

— Le général Hédouville, qui est fort assidu à faire sa cour à la parade, montrait, dimanche dernier, un peu d'embarras, à cause de la scène de Paris avec le comte Markoff. L'empereur lui dit : « Venez, venez, monsieur le général, je ne fais pas d'algarades comme on en fait à mes ministres à Paris. » Le général Hédouville se rapprocha très-modestement en lui disant : « Sire, on vous a sûrement fait un faux rapport. » — « Monsieur, » lui dit l'empereur, « ce que je vous ai dit était uniquement pour vous mettre à l'aise : du reste je ne veux point d'explication. »

A monsieur Gabet.

23 juin (5 juillet) 1803.

C'est un devoir de vous observer qu'à l'égard de l'empereur de Russie, Sa Majesté doit peu y compter. Il est bon, il est excellent, il est plein d'humanité, mais quant à la force du caractère, il y a beaucoup à désirer. L'un de ses chambellans m'a assuré l'avoir entendu parler en riant des affaires du roi et de la scélératesse des Français, comme d'un bon tour de passe-passe. Tout dépend des ministres. Faites surtout jouer tous les ressorts du comte Markoff.

Les choses, cependant, ont fait un pas immense depuis un mois. La glace du cabinet m'avait assommé à mon arrivée. Toutes les espérances pour un effort éclatant d'attachement personnel sont inhumées sans doute avec Paul Ier; mais il suffit, et c'est beaucoup, que toutes les espérances du roi renaissent.

Le comte Markoff a eu réellement une scène avec Bonaparte, mais bien différente de ce que m'avait dit l'ambassadeur anglais, qui se permet quelquefois de citer les gazettes. B. lui-même fit appeler Markoff, dans l'intention où il était de se

prévaloir des offres de l'empereur de Russie. Markoff lui dit rondement : « Vous renversez l'Europe ; tout le monde doit être contre vous, » et mille autres choses telles, que le premier Consul finit par lui dire : « Eh bien ! je me mets dans les mains de l'empereur de Russie; qu'il tranche comme il voudra. » (Grand, grand, grand mot.) Le duc de Serra-Capriola, le mieux informé de tout le corps diplomatique, ne doute pas qu'un courrier ait apporté avant-hier au général Hédouville de pleins pouvoirs pour s'entendre avec l'empereur. Il s'agit bien d'autre chose aujourd'hui, pour Sa Majesté, que d'éviter la renonciation. Mon cœur sort de ma poitrine.

A monsieur le comte de ...

17 (29) juillet 1803.

La Russie, prenant une attitude plus menaçante et une voix plus élevée, pourrait aisément rétablir un peu de l'équilibre; mais faites un peu entrer ces idées dans une tête façonnée par M. de La Harpe? L'empereur de Russie n'a que deux idées : paix et économie. Je sais que les vertus poussées à l'excès deviennent des défauts; mais je vous assure, monsieur le comte, que je ne puis m'empêcher d'adorer cette sagesse dans un jeune souverain environné de toutes les séductions imaginables. Ses dépenses sont fixées à tant par terme de quatre mois. S'il n'a plus rien à la fin du terme, il dit sérieusement : « Je n'ai plus d'argent, » et il emprunte. Il ne porte aucun bijou, pas une bague, pas même une montre. Il n'a point de suite. S'il rencontre quelqu'un sur un quai, il ne veut pas qu'on descende, il suffit de saluer. Malheureusement cette popularité, bonne peut-être pour des yeux méridionaux, qui savent lire la majesté à travers sa simplicité, ne semble pas faire le même effet sur des organes russes. La considération personnelle a beaucoup baissé. Toutes les nations ne peuvent pas supporter toutes les vertus. On doit cependant se prosterner devant un tel amour des hommes et de ses devoirs.

A monsieur le comte de Challambert, à Rome.

5 août 1803.

Monsieur le comte,

Ne vous courroucez point contre moi, si dans mes précédents numéros je vous ai donné chaud et froid ; tout le corps diplomatique a subi la même secousse. A la vue de la résolution extraordinaire de Bonaparte, qui se serait attendu à voir tout rentrer dans l'ordre? L'empereur de Russie propose : 1° l'évacuation de la Hollande ; 2° celle de la Suisse et de l'Italie ; 3° la restitution du Hanovre ; 4° l'indemnisation complète de Sa Majesté pour tout ce qu'elle a perdu depuis le premier traité ; 5° l'établissement à Malte d'une garnison russe pour dix ans. Les Anglais n'ont mis aucune dextérité dans leur négociation. Je leur passe Amiens; mais cette deuxième faiblesse est vilaine. L'ambassadeur anglais, serré sur ce point par le duc de Serra-Capriola, a répondu : « Nous n'avons pas cru devoir parler des pays réunis. » Dans ce cas, Bonaparte a bien mal fait de ne pas réunir l'Europe. Il y a de quoi gémir. Cependant, voyez où nous en sommes, et voyez où nous en étions lors de mes premières dépêches, il n'y aura plus qu'à se réjouir. L'empereur de Russie avait conçu le sublime projet de se porter lui-même en Allemagne, à la tête de cinquante mille hommes, en sa qualité de garant de l'établissement germanique. Il n'y a pas du La Harpe, là. Mais on l'a empêché, et voici en propres termes ce qui a été dit à cette occasion par un ministre : « Nous voulons le conserver ; s'il venait à périr, en voilà encore un qu'il faudrait assommer » (le grand duc Constantin). Ce sont ces traits qui font connaître les pays et les hommes.

18 (30) août 1803.

Des circonstances aussi critiques et aussi décisives me préoccupent au point que mes distractions naturelles s'en augmen-

tent. M. le duc de Serra-Capriola m'en a fait une guerre badine qui a beaucoup amusé. Un soir que j'étais absorbé dans mes méditations au point de ne savoir pas même où j'étais, une dame vint me demander brusquement : « *Qu'avez-vous ?* » Je lui répondis : « *Je suis amoureux* ; » et en effet, je ne mentais pas, car je brûle réellement d'amour pour la rivière de Gênes et pour d'autres dames encore.

Ce qui m'inquiète est la durée de la situation actuelle, dans un moment où les souverains, par un aveuglement inconcevable, honorent si peu l'auguste fraternité qui les unit, et peuvent en voir souffrir un sans souffrir eux-mêmes. Je ne me croirais pas Noble, si je pouvais refuser à un Noble tombé dans la disgrâce, non-seulement sans sa faute, mais encore par une suite de sa grandeur d'âme, le léger secours qui dépendrait de moi. Qu'en est-il donc d'un Roi envers un Roi ? Pour moi, je vous l'avoue, j'aurai l'honneur de mourir sans avoir jamais compris qu'un Roi puisse n'être pas royaliste.

— Les dépenses me font tourner la tête ; je n'entends rien à l'économie. De ma vie je n'ai su le prix de rien. Je sais bien que je n'ai pas mis en réserve un sequin de l'argent du roi ; mais je ne dis pas qu'un homme plus entendu que moi n'eût pu gagner quelque chose. Le duc de Serra-Capriola se ruine pour le roi son maître, qui ne lui envoie rien. Il a bien diminué les grandes dépenses, mais l'ordinaire d'ici est très-extraordinaire. La table seule est dévorante ; tous les vins, tous les fruits des pays étrangers sont sur toutes les tables. J'ai mangé un melon de six roubles, un pâté de France de trente, des huîtres d'Angleterre à douze roubles le cent. L'autre jour, dans un souper en petit comité, on but une bouteille de Champagne. « Combien vous coûte-t-il, princesse ? » demanda quelqu'un. — « A peu près dix francs de France. » J'avais la bouche ouverte pour dire : « *C'est boire assez chèrement,* » lorsqu'une dame s'écria, à côté de moi : « Mais c'est pour rien ! » Je vis que j'avais été sur le point de faire le Savoyard ; je me tus. Au reste, voici le résultat : parmi les fortunes énormes, tout le monde est ruiné, personne ne paye ses dettes, et il n'y a point de justice.

Au chevalier de Rossi, à Vienne.

20 septembre 1803.

La ministresse de France est une petite femelle impertinente dont on s'amuse beaucoup ici dans la bonne compagnie...

Pendant que le général Hédouville était aux manœuvres militaires dirigées par l'empereur, qui a donné ensuite un déjeuner où l'on a bu mille bouteilles de champagne — vive la joie! — la réponse du premier Consul est arrivée. Le général est revenu bien vite pour s'aboucher avec Woronzoff. Le premier Consul, qui était prêt à tout signer lorsqu'il avait peur, enhardi maintenant par la timidité des uns et la complaisance des autres, a bien eu le front de répondre sur le ton du mécontement, en se plaignant de ce que le projet de la Russie était trop partial pour l'Angleterre. Woronzoff a dit à Hédouville: « On voit que le premier Consul ne veut pas la paix. » Le ministre comte de Boutourlin m'a dit: « A la fin, nous le mettrons à la raison. » Je n'en voudrais pas jurer.

Ce qui m'inquiète et me tourmente, c'est que je ne vois pas autour du roi des têtes capables de mener la barque dans cette bourrasque. Ce que vous m'avez dit sur la Sardaigne et ce que je vous ai répondu moi-même est bien propre à vous faire partager les mêmes craintes. J'attends avec bien de l'empressement que vous m'appreniez quelque chose de plus sur les objets qui m'ont occupé si profondément et si vainement pendant trois ans entiers.

Bien entendu, monsieur, que mon intrigue avec Mme de Rossi ne nuira point à mon amitié pour vous. Au contraire, vous savez bien que c'est une règle de l'art.

Avec l'époux sur toute chose
Tenez-vous bien.

Je finis sur cette belle queue de rondeau, en vous renouvelant l'assurance, etc.

A monsieur Gabet.

17 (29) septembre 1803.

Woronzoff se retire à Moscou ; Czartoryski sera tout-puissant. Il est haut, dissimulé et passablement repoussant. Je doute qu'un Polonais qui avait des prétentions à la couronne puisse être bon Russe et véritablement ami des Français. Je ne le crois pas, d'ailleurs, fort amoureux de nous, et, par toutes ces raisons, le changement me déplaît fort. Le prince est jeune; il faut l'être à Pétersbourg, où les généraux ont vingt-cinq ans. Il a dit à quelqu'un : « Que nous importe à nous le roi de Sardaigne ? » — Il vous importe beaucoup, car il s'agit du droit des souverains et de l'honneur du vôtre en particulier. L'empereur ne meurt pas; Paul a promis, Alexandre doit tenir.

Une conversation avec le prince Beloseski nous ayant conduits à parler de Markoff, le prince de B... s'est exprimé sur son compte dans les termes les plus durs et les plus outrageants. — « Cependant, » lui ai-je dit pour le faire parler, « il est fort goûté par le comte de Woronzoff. » — « C'est qu'il y a entre eux, » m'a-t-il dit, « le lien de la scélératesse, car le chancelier lui-même n'est qu'un scélérat et un b... » (Excusez la rondeur des termes, c'est pour vous faire mieux connaître ces messieurs.) J'ai voulu avoir sur ce personnage l'avis de M. de Stedding [1], l'un des hommes que j'estime le plus; il m'a dit avec son beau sang-froid: « Je crois, en effet, que c'était un scélérat avant qu'il eut fait fortune; mais, depuis, je crois qu'il a suivi de meilleures maximes. » — Fiez-vous-y. Le comte Markoff est attaché depuis longtemps à une Mme Huss, jadis femme de théâtre, dont il a eu plusieurs enfants, quoiqu'elle soit mariée. Tous ces enfants sont morts, excepté une fille, que l'empereur a légitimée et titrée comtesse de Markoff. On n'est pas plus étonné

[1] L'ambassadeur de Suède, avec qui le comte de Maistre fut lié dès son arrivée. Nous le retrouverons plus loin.

Google

de ces sortes de choses ici que de voir lever et coucher le soleil. Si le comte de Markoff retourne à Paris, les espérances que nous y aurons doivent absolument se pendre aux jupons de cette femme. En cela, il n'y a rien contre les règles. Il faut offrir à chaque chancellerie l'appât qui lui convient; si l'on a besoin d'un corbeau, quel mal y a-t-il à lui présenter une charogne?

. . . . . Ne croyez point que je ne rende pas pleine justice aux Anglais. J'admire leur gouvernement (sans croire cependant, je ne dis pas qu'on *doive*, mais encore qu'on *puisse* le transporter ailleurs); je me prosterne devant leurs lois criminelles, leurs arts, leur science, leur esprit public, etc.; mais tout cela est gâté dans la vie politique extérieure par des préjugés nationaux insupportables et un orgueil sans mesure et sans prudence, qui révolte les autres nations et les empêche de s'unir pour la bonne cause. Je le dis un jour au baron de Stedding : « Savez-vous, » lui dis-je, « la grande difficulté de l'époque extraordinaire où nous vivons? C'est que la cause qu'on aime est défendue par la nation qu'on n'aime pas. » — « Vous l'avez dit, » me répondit-il en riant, « et la chose saute aux yeux. »

J'ai eu, l'autre jour, une longue conversation avec l'ambassadeur d'Angleterre et le secrétaire de la légation bavaroise. C'est la première fois que je suis entré avec eux dans la grande politique. « Tout honnête homme européen, » dis-je à l'ambassadeur, » doit être pour vous dans ce moment, précisément parce qu'il est Européen. Quand je serais souverain, quand je vous haïrais mortellement, quand je vous aurais combattu toute ma vie, aujourd'hui je serais pour vous, parce qu'il s'agit de l'Europe. Lorsque deux gentilshommes vont se battre pour une affaire d'honneur, s'ils sont assaillis par un ennemi commun, tout de suite ils deviennent amis et se défendent mutuellement de toutes leurs forces, sauf à se couper la gorge le lendemain. »

— « A merveille, » me dit-il, « mais il faudrait réunir les têtes; c'est là la difficulté. » — Je répondis : « Vous le pouvez,

Google

puisque Guillaume d'Orange le put dans une occasion semblable. Il s'empara de la confiance de tous les cabinets; il caressa, il apprivoisa l'orgueil étranger; avec sa main forte, il réunit tous les intérêts; il sut en faire un faisceau, et vous savez à quelle extrémité il réduisit Louis XIV. Vous pouvez très-bien réussir aussi bien que lui. »

Je tins ce discours pour lui faire savoir que si, par hasard, j'avais quelque chose dans le cœur contre son cabinet, ce sentiment n'influait pas du tout sur ma politique du moment, ce qui est parfaitement vrai.

Décembre 1803.

J'ose assurer Sa Majesté qu'il faut changer quelque chose à notre antique définition de la *prudence*. Plus d'une fois je me suis vu assiéger de plaisanteries même assez embarrassantes sur les pilotes que nous avons employés pendant la tempête. Dans une certaine cour, un certain ministre avait reçu de la sienne un ordre qui donna lieu à une note par laquelle il demandait quelque chose. Le ministre du lieu lui proposa sérieusement de changer sa note et de demander quelque autre chose qui était plus commode pour lui et pour son maître. « Fort bien, » dit le ministre étranger; « et même, si Votre Excellence le juge à propos, je la changerai ici, sur sa table. » Ce qui fut fait. Et vous pensez bien qu'on ne manqua pas de lui écrire, à quelque temps de là : « Le roi, monsieur, a fort agréé la *prudence*, » etc. A la cour dont il s'agit, on s'en fit gorge chaude, et le principal personnage du lieu ne s'est nullement gêné pour en rire avec un autre ministre étranger que j'ai rencontré dans le monde.

Vous me parliez de l'envoyé de Hollande. C'est un homme très-distingué de toute façon. Une fois par semaine, il donne à dîner au vieux marquis de la Ferté, le dernier agent de S. M. Louis XVIII auprès de cette cour. Plus on sera attaché à son souverain et à ses devoirs, et mieux on sera reçu chez lui. Vous l'avez cependant appelé fanatique. C'est qu'il l'est effecti-

vement sur un article : dès qu'on lui parle de l'Angleterre, il perd la tête et donne dans toutes sortes d'exagérations. Il faut l'entendre sur le compte de Sa Majesté : « C'est une honte, » dit-il, « c'est une infamie aux Anglais de l'avoir traité ainsi, » etc. Alors je réponds : « Permettez-moi de vous le dire, monsieur de Hogendorp, vous allez trop loin ; les Anglais sont de fort bons amis, mais souvent on ne fait pas ce qu'on veut, » etc. — C'est une scène délicieuse d'entendre l'envoyé batave qui fulmine contre les Anglais en faveur du roi de Sardaigne, et l'envoyé de Sardaigne qui les excuse. Peu de comédies valent celle-là.

A monsieur le chevalier de Rossi.

Sans date (1803).

La haine du premier Consul pour nous ne pourrait-elle pas s'adoucir ? Nous ne sommes pas plus forts que la Providence ; n'y aurait-il point un milieu qui conviendrait entre l'avilissement prussien et la roideur anglaise? Louis XIV, au faîte de la gloire, traita avec Cromwel.

Il n'y a que deux choses à faire : disposer les esprits et attendre. Le sortilége n'est pas fini encore. Que les écailles tombent de certains yeux et l'ordre se rétablira. Si la Prusse seulement voulait entendre raison, tout serait bientôt fini ; mais il n'y a rien de si corrompu que cette Prusse. J'en sais plusieurs anecdotes ; en voulez-vous une ? la voici. Un professeur de l'université d'Iéna s'avisa de composer un livre où il niait ouvertement l'existence de Dieu. Le sage électeur le chassa et fit supprimer le livre ; mais comme la chose était fort inutile si le livre pouvait être imprimé et vendu à Berlin, le digne prince fit passer un office à Berlin pour que cet abominable livre fût défendu. La note fut communiquée au synode, lequel fut d'avis unanime qu'il n'y avait pas lieu à répression. Un monsieur Zollner, chef du consistoire, ministre du saint Évangile, à qui on demanda si c'était vrai, répondit : — « Oui, sans doute, j'ai été de cet avis. Pour moi, je ne sais ce que c'est

qu'un Dieu qu'on ne peut attaquer. Il faut, au contraire, qu'on puisse dire tout ce qu'on veut contre lui. S'il existe, qu'est-ce que cela lui fait ? pas plus que de cracher en terre. » — Et il cracha noblement. N'est-ce pas qu'il doit y avoir une belle moralité dans un pays où les ecclésiastiques pensent ainsi ? J'en sais bien d'autres.

A monsieur le chevalier de Rossi, régent de la secrétairerie d'Etat de S. M. le roi de Sardaigne, a Rome.

29 novembre (11 décembre) 1803.

..... Ne craignez point pour mes secrets, car je n'en ai point. Quant à mes opinions, Dieu me garde de les cacher ; au contraire, c'est la clef dont je me sers pour entrer partout. Je me trouvai un jour assis dans une compagnie à côté du secrétaire de la légation française, M. de Rayneval ; la conversation roulait sur la Révolution française et tous les maux qu'elle a produits. Je lui dis : « De quoi pourriez-vous vous plaindre, je vous en prie ? N'avez-vous pas dit formellement à Dieu : « Nous ne voulons pas de vous, sortez de nos lois, de nos institutions, de notre éducation ? » Qu'a-t-il fait ? Il s'est retiré, et il vous a dit : « Faites. » Il en est résulté ce que vous avez vu, notamment l'aimable règne de Robespierre. Votre Révolution, monsieur, n'est qu'un grand et terrible sermon que la Providence a prêché aux hommes. Il est en deux points : *Ce sont les abus qui font les révolutions* ; c'est le premier point, et il s'adresse aux souverains. *Mais les abus valent infiniment mieux que les révolutions*, c'est le deuxième point, qui s'adresse aux peuples. Vous voyez que tout le monde a son lot. » — « Ma foi, monsieur, » me dit-il, « vous êtes véritablement philosophe. Au surplus, » ajouta-t-il, « nous ne sommes ici d'aucune nation, nous sommes cosmopolites. » Et tout de suite il se mit à parler de Bonaparte, de ses projets, de ses tics, de ses défauts, comme s'il avait parlé d'un personnage de l'histoire ancienne. Croiriez-vous, monsieur le chevalier, que j'aurais mieux fait de serrer

les lèvres et de laisser parler les autres? Il n'y a point d'hommes qu'on ne puisse gagner par des opinions mesurées. La vérité et la modération ne choquent jamais; je l'ai observé mille fois. Ce sont les passions qui se choquent comme des cailloux et qui font du feu. D'ailleurs, je n'emploie point dans les affaires *la* prudence, je n'y entends rien du tout, je vous assure; je ne me sers que de *ma* prudence, instrument beaucoup plus faible, sans doute, mais avec lequel je ne ferai peut-être pas de faux coups, parce que j'y suis habitué. Tout homme doit se connaître et agir comme il peut avec son caractère; il ne fait que des balourdises avec celui d'autrui. Quant à la révélation de ce qu'on appelle proprement *secrets*, si c'est un enfant qui s'en rend coupable, on le fouette; si c'est un homme, on lui coupe la tête.

La mort du duc d'Enghien vint tirer la Russie de sa fausse position de médiatrice. Elle n'avait pu obtenir aucune concession; l'Angleterre refusait d'évacuer Malte, et le premier Consul d'indemniser le roi de Piémont; Alexandre commençait à craindre de n'être pas pris au sérieux, et sa vanité blessée augmenta l'éclat de son indignation à la nouvelle de la mort du duc. Le lendemain de l'arrivée du courrier de France, un dimanche, la réception ordinaire n'eut pas lieu; la maison de l'empereur prit le deuil, et des billets de faire part furent envoyés à tout le corps diplomatique, même au général Hédouville. Alexandre s'emporta, malgré les sages conseils de Czartoryski, jusqu'à réclamer contre l'invasion du territoire de Baden par le détachement qui avait arrêté Condé, tandis qu'il n'avait rien à voir dans les affaires de l'Allemagne, et que l'Autriche, protectrice naturelle de la Confédération, ne disait mot, se souvenant de Marengo.

Le général Hédouville reçut aussitôt de Paris l'ordre de quitter Pétersbourg pour cause de santé ; M. de Rayneval resta comme chargé d'affaires. La discussion entre les deux cabinets commença avec une grande vivacité. Alexandre rappela que, depuis son avénement au trône, il avait insisté sur trois points : la liberté de l'Allemagne, l'évacuation du royaume de Naples, et l'indemnisation complète du roi de Sardaigne; que la médiation, qui avait suspendu les affaires, n'étant plus sur le tapis, il réitérait ses trois demandes, et qu'une rupture immédiate suivrait un refus de Napoléon. L'empereur ajoutait quelques mots vifs au sujet de la fin du jeune Condé. Napoléon répondit par une allusion mordante aux assassins de Paul Ier [1], et ne donna aucune satisfaction sur le reste. En septembre 1804, quatre mois après la proclamation de l'Empire à Saint-Cloud, M. d'Oubril, l'envoyé russe, quitta Paris, et M. de Rayneval Pétersbourg.

Février 1804.

Le prince de Czartoryski a aujourd'hui une aménité extraordinaire; c'est un curieux contraste avec Woronzoff, et avec ce qu'il était lui-même avant son avénement. Voici quelques phrases de ma conversation avec lui :

« . . . Il ne faut pas vous le cacher, mon prince, S. M. l'empereur, en approuvant tout ce qui s'est fait en Italie, déclare par sa signature B. empereur d'Occident. Les Français devenus maîtres de l'Italie, ils le sont de l'Espagne, de la Hollande, etc.; ne croyez pas qu'on les arrête avec une feuille de papier; il faut d'autres remparts et d'autres mesures. Pour se borner à l'Italie, tant qu'on n'aura pas établi une puissance respectable dans le nord de ce beau pays, on n'aura rien fait. Je vous parle comme Européen et point du tout comme sujet

[1] Voir la page 112.

du roi de Sardaigne. Il faut, d'ailleurs, que Votre Excellence se pénètre d'une vérité incontestable : c'est qu'une république détruite ne peut jamais se relever. Il n'en est pas de même de la monarchie, parce que c'est une chose simple ; mais la république est une monarchie très-compliquée : une fois détruite, c'est pour toujours. C'est comme si vous mettiez le pied sur une montre, jamais vous ne la remettriez en état. Si vous rendiez Venise et Gênes à elles-mêmes, elles tomberaient en pièces sans que personne s'en mêlât. Que voulez-vous faire de ces républiques faites ou refaites par la France? Elles n'ont qu'une fausse vie; elles ne vivent que par l'esprit de la France qui les anime. Laisserez-vous subsister cet esprit? La France alors demeure maîtresse. C'est à présent qu'il faut les détruire et s'en servir pour redonner une assiette à l'Italie et à l'Europe. Et peut-être que l'orgueil de B. résisterait bien moins qu'on ne croit. Les hommes sont conduits par les mots. Laissons subsister les républiques, mais donnons-leur un chef héréditaire. Pourquoi le roi de Sardaigne ne pourrait-il pas être aussi doge de Gênes? » etc.

12 (24) février 1804.

La maison de Savoie ne peut être rétablie que par la maison de France. Je vous fais le plus beau jeu possible : si la France est battue et obligée de signer un traité par lequel Sa Majesté serait établie dans ses États, c'est alors que j'aimerais mieux être roi des Iroquois. Sa Majesté se trouverait placée entre l'Autriche et la France telle qu'elle est, c'est-à dire entre deux puissances de premier ordre qui ne pourraient la souffrir, et qui s'entendraient d'abord pour l'insulter, ensuite pour la perdre. Aux tourments qui nous viendraient de l'extérieur se joindrait une opposition intérieure dont Sa Majesté n'a pas d'idée, car elle ne connaît pas le démon révolutionnaire. Elle ne l'a pas vu travailler de près : elle ne sait pas quelles métamorphoses il peut opérer, ni tout ce qui en peut résulter. Je savais bien ce que je disais lorsque je prenais la liberté, à tout

événement, de suggérer quelques précautions à cet égard. Il peut se faire quelquefois que, par de très bonnes raisons, je ne dise pas tout ce que je sais, mais je sais tout ce que je dis.

Ce que je puis avoir l'honneur de dire à Sa Majesté, qui m'a paru quelquefois ne pas agréer certaines descriptions de mœurs et de coutumes, c'est que si elle était ici ou si j'étais auprès d'elle, je lui présenterais une nouvelle preuve de ce qu'on dit si souvent : que *les extrêmes se touchent*. Ici, monsieur, sous un gouvernement absolu, un prince trouve plus d'opposition peut-être que dans une république [1].

22 mars (3 avril) 1804.

On rira beaucoup en Europe de la conjuration de Paris ; c'était cependant une machine bien montée. Hommes, argent, tout était prêt. Bonaparte devait être enlevé vivant et mené comme l'éclair, de poste en poste, jusqu'à la mer et à la flotte anglaise. On sait que le duc de Berri n'est plus à Paris, mais qui sait s'il est hors de France, et qui sait si Bonaparte ne l'a pas laissé sortir pour échapper au péril de frapper ou de ne pas frapper ? Un jacobin a tout perdu en trahissant le secret. Tous ces détails sont parfaitement vrais et apportés ici en courrier par un homme attaché à la légation. Je suis inconsolable du coup manqué. Ceux qui reprochaient aux princes français de ne pas se mettre en avant et de se tenir tranquilles pendant qu'on se battait avec eux, seront les premiers à crier : « Quelle imprudence ! quel enfantillage ! » et ceux qui leur reprochaient d'être implacables et de confondre les erreurs avec les crimes, diront aujourd'hui : « Ils l'ont bien mérité, jamais l'on ne doit se fier aux convertis. » Voilà comme sont bâtis les hommes [2].

[1] Il faut noter cette lettre, expression timide des idées de réforme qui préoccupaient Joseph de Maistre, et dont il sera parlé dans un chapitre suivant.

[2] Observons que le comte de Maistre ignore que la conspiration de George [illegible] our but la mort du premier Consul.

Google

29 mars (10 avril) 1804.

Vous venez de voir l'incroyable attentat de Bonaparte en Allemagne. Je supplie, je conjure Sa Majesté de prendre garde à elle. Il n'y a plus d'énergie que parmi les brigands. — Quant à votre question, si je pense qu'il n'y ait pas lieu de craindre, je réponds en deux mots, avant qu'il se présente une occasion d'entrer dans les détails, que je n'ai peur que de la peur, comme je ne hais que la haine.

Lorsque je lus dans un de vos numéros que le roi avait reçu X... avec les égards qu'il mérite, une voix intérieure me dit, avant toute réflexion : « Sa Majesté lui a donc donné des coups de pied ? »

Ceci soit dit en passant et avec pleine soumission au jugement contraire de Sa Majesté, d'autant plus qu'il n'est plus temps...

P.-S. Hier, je m'en allais chez M. le duc. Je vis venir l'empereur à cheval, suivi d'une seule personne. Je baissai la glace et m'inclinai suivant l'usage. Sa Majesté vint à moi et voulut bien m'entretenir quelque temps de la manière la plus aimable. Il n'y a rien de meilleur dans le monde.

L'empereur a contremandé deux fêtes à la cour pour ne pas recevoir le général Hédouville. Mais le *noble* empereur[1] a dit à Champagny, au cercle : « Je suis indigné de cette conspiration ; la cause du premier Consul est celle des souverains. »

Saint-Pétersbourg, 18 (30) avril 1804.

Enfin, la bombe éclate. Il était bien sûr que le premier Consul ne plierait pas devant les trois demandes péremptoires de la Russie ; mais l'exécution de l'infortuné duc d'Enghien hâtera beaucoup les événements, si je ne me trompe. L'indignation est au comble. Les bonnes impératrices ont pleuré. Le grand-

[1] D'Autriche, cela s'entend.

duc est furieux, et Sa Majesté Impériale n'est pas moins profondément affectée. On ne reçoit plus la légation de France, et même on ne lui parle plus. Le jour où l'on reçut l'affreuse nouvelle, Mme d'Hédouville eut le front de venir le soir chez le prince Beloseski, où se trouvaient plus de soixante personnes. Après une réception glaciale, on la laissa seule avec une cousine qui loge chez elle, sur un sofa solitaire dont personne n'approcha. C'était un bon spectacle. Enfin, après une assez longue séance, elle partit plus d'une heure avant le souper, en disant : « Allons-nous-en, je vois bien que nous sommes deux pestiférées. » Elles s'en allèrent sans que personne leur eût dit un mot. L'empereur a pris le deuil, et les billets d'avis pour un deuil de sept jours ont été envoyés à tout le corps diplomatique, au général Hédouville comme aux autres. Aujourd'hui on fait un service au prince dans l'église catholique. Plusieurs dames du pays y vont, *ainsi que l'ambassadeur d'Angleterre*. Je n'ai jamais vu d'opinion plus générale et plus décidée.

Sa Majesté Impériale m'a fait encore l'honneur de m'arrêter et de me parler, dans la principale rue de Pétersbourg. Je vous aurais voulu de tout mon cœur à une fenêtre, lors de la première conversation. Elle fut assez longue. « Comment avez-vous fait pour vous acclimater si vite ? » — « Sire, dans les serres de Votre Majesté, toutes les plantes de l'univers croient être chez elles. » Ensuite nous parlâmes de la Néva qui était sur le point de dégeler. L'empereur me dit que la police empêchait déjà de passer : « Autrement, » ajouta-t-il, « les imprudents s'exposeraient. » Je répondis : « Sire, vos sujets se moquent de l'eau comme du feu. » Tout cela se passa fort bien, je vous assure. Tout ce qui passait contemplait, arrêté et chapeau bas, *et beatissimum prædicabant*. Ils se trompaient étrangement.

17 (29) mai 1804.

Les grands changements du ministère anglais sont évidemment l'œuvre de l'héritier présomptif. Il n'y a pas de doute, au

reste, que M. Pitt ne soit un très-grand ministre anglais; la question est de savoir s'il est grand ministre, ce qui n'est pas absolument la même chose. Pour la tactique parlementaire et les opérations de finance, il n'a point d'égal; mais pour la guerre, qui ne laisse pas que d'être quelque chose dans ce moment, il a constamment fait regretter son père. Attendons cependant. S'il sait faire des alliances, il aura tout fait.

24 mai (5 juin) 1804.

Il est dit, dans une note remise au chancelier, que le premier Consul s'étonne fort que l'empereur se mêle des affaires de la France; que le premier Consul avait usé de son droit en punissant des conspirateurs; que si Alexandre voyait à deux milles de la frontière un des assassins de Paul Ier, il ne manquerait pas de le faire arrêter. Vous sentez ce coup. Pour la guerre, B. file doux; on ne craint point la guerre, cependant on ne la désire pas. B. a sûrement martel en tête; il craint d'attacher une guerre à son nouveau titre. Savez-vous un secret? le démon de la jalousie est dans la maison *impériale*. Louis prétend que le petit bambin a trop de droits à la succession; en conséquence, il dit: « Ce n'est pas moi. » J'ai vu sur cet article des brochures anglaises qui cassent les vitres. Je suis fort porté à croire que le tison s'est enflammé dans cette encre incendiaire. Lucien est aussi enragé pour je ne sais quoi. Nous ne sommes pas au bout.

J'ai vu avec un extrême plaisir que Sa Majesté préférait, à l'égard d'un certain pays [1], les idées libérales du vigoureux Bogino aux pensées étroites d'un homme à *corte* vue (excusez cette faute d'orthographe). Il est très-possible de faire le bien. Le mal est que, comme le disait fort bien un jour M. Pitt, « ce n'est pas le moment d'un ouragan qu'on peut choisir pour réparer sa maison. » — J'ai appris indirectement l'assemblée des *stamenti* en Sardaigne; on ne pouvait faire ni mieux ni au-

[1] L'île de Sardaigne.

trement. Je désire vivement qu'ils aient répondu parfaitement aux vues du roi.

L'envoyé prussien étant venu me voir l'autre jour, il me dit: « Croyez-vous que la cour de Berlin fit réellement plaisir à celle de Pétersbourg en donnant le subside? » Je vis, par cette question, qu'il avait avalé un des hameçons tendus dans mon mémoire, et qu'il me croyait d'accord avec le chancelier pour ramener l'affaire sans compromettre la Russie. Je répondis avec l'emphase nécessaire : « Je n'en doute pas un moment. » Et je le laissai dans cette erreur, sans montrer seulement l'apparence de l'avoir compris. Si la cour de Berlin venait à donner le subside pour faire plaisir à celle de Pétersbourg, qui n'y pense pas, ce serait une des bonnes comédies diplomatiques qu'on y joue dans l'année.

22 juin (3 juillet) 1804.

B., dans la nouvelle constitution impériale, renvoie à deux ans le serment de l'Empereur. Comme ce serment contient l'obligation de maintenir l'intégrité du territoire français, il est probable qu'il s'est donné cette marge pour traiter à son aise. Je crois qu'il faut le reconnaître, comme a fait tout le monde, excepté la Russie, l'Angleterre et l'Autriche; celles-ci ne tarderont pas à le reconnaître, si rien ne change, car la France est trop puissante pour qu'une longue suspension soit possible. La chance de B., c'est d'être chef de la première dynastie de l'univers ou d'être roué vif. Dans la première supposition, on aura fait prudemment; dans la deuxième, on n'aura rien fait.

28 juin (10 juillet) 1804.

L'Autriche adore Bélial. Elle reconnaît, pourvu que le titre impérial soit déclaré héréditaire dans la maison d'Autriche, que sa prééminence subsiste (pauvres gens!), qu'elle retiendra Salzbourg, que la Toscane sera restituée. Il est à craindre que

B., encouragé par tant de faiblesse, se refuse aux nobles instances de la Russie.

Les cinq officiers piémontais recommandés ici par Sa Majesté n'ont contre eux que la langue. Dans la société, il faut parler russe ou français. Ce qui vous étonnera, c'est que la langue étrangère qui a le moins de faveur ici, c'est l'italien. Récitez quelque chose ici dans cette langue avec le véritable accent, vous êtes sûr de faire rire. Quelqu'un ne me disait-il pas l'autre jour gravement, qu'il avait été fort surpris de voir que personne ne riait au sermon italien? « Comment donc, » lui dis-je, « je ne vous conçois pas, j'y étais moi-même et je vous assure que je n'avais pas envie de rire. » — « Vous en direz tout ce qu'il vous plaira, monsieur, » me répondit-il; « mais vous m'avouerez cependant que c'est une chose bien extraordinaire. » — Et puis, raisonnez tant qu'il vous plaira, c'est peine perdue. Enfin l'amiral Tchitchagoff, ayant besoin de quelqu'un pour l'artillerie de la marine, s'est chargé de l'un d'eux, le chevalier Tesco; si je ne me trompe, celui-là est bien placé; il lui sera aisé de se faufiler, d'autant qu'il jappe le français assez passablement et que je pourrai lui être utile auprès du ministre. Que ne donnerais-je pas pour que le bel ouvrage qu'il a écrit sur l'artillerie fût en français!

— J'ai bien peur que nous ne perdions sir Warren, et peut-être ce sera la faute de milady. C'est une maxime incontestable que pour être une femme infiniment respectable, il faut absolument être femme; cette condition, qui est de rigueur, produit par-ci par-là quelques petits inconvénients dont j'aurai l'honneur de vous entretenir une autre fois.

9 (21) août 1804.

Malgré tout ce qu'on me dit de beau sur l'Autriche, je me persuade difficilement qu'elle ne finisse pas par reconnaître. Très-décidément, elle a peur. D'ailleurs, elle manque de têtes faites pour concevoir cette époque et se conduire en conséquence. Nous ressemblons tous à des gens qui voudraient se

battre à l'arme blanche contre une puissance qui posséderait la poudre. Les balistes ne sont plus de saison devant les pièces de 22 ; mais on n'emprunte de la France que ses modes et ses opinions ridicules ou coupables ; on n'achète que ses livres, on n'enseigne que sa philosophie. En Espagne et en Allemagne, on s'amuse à faire des *concordats*. Têtes folles ! faites donc un concordat pour sauver le monde ! Mais on n'en fera rien.

Sa Majesté entendra probablement parler d'une abominable affaire de poison qui a éclaté à Varsovie, presque au moment du départ du roi de France. Il ne s'agissait pas moins que d'empoisonner toute la famille royale, et le coupable que désignent les apparences est un nommé Coulon, ancien soldat, homme particulièrement attaché à Madame la duchesse d'Angoulême, et qui paraissait un héros de fidélité. Il acheté des drogues chez un apothicaire, sur l'assurance donnée par un témoin connu qu'il ne s'agissait que de faire mourir des souris. Le témoin l'a dit, dans l'ivresse, à un autre qui l'a redit. Les drogues ont été trouvées entre les mains de Coulon, que les autorités ont refusé d'arrêter et d'examiner (notez ce trait caractéristique de l'esprit du pays). Le roi, avant de partir, s'en est plaint à Sa Majesté Prussienne d'une manière très-modérée. Toutes les pièces m'ont été communiquées, par ordre, autant que j'en puis juger; je penche à croire que toute cette affaire n'est qu'une infâme mystification fabriquée par ce Coulon pour se faire valoir. Il se peut aussi que ce soit un demi-scélérat, qui sera demeuré la main en l'air sur la casserole. Quoi qu'il en soit, la froideur des autorités prussiennes n'en est pas moins une infamie qui avertit le roi, à mon avis, de chercher gîte ailleurs. Cependant il paraît décidé à retourner à Varsovie. Rien ne me serre le cœur, après les malheurs de Sa Majesté, comme la malédiction qui poursuit cette famille auguste et lui fait tout faire à contre-sens. En attendant, B. va son train et enrôle l'ancienne noblesse pour sa cour. Le Piémont fournit aussi son contingent. Voilà de bons amis de Sa Majesté.

Hier, à la parade, les officiers piémontais ont été présentés à Sa Majesté Impériale par le général Suchtelen. L'empereur

passa d'abord en revue tous les présentés, qui étaient nombreux, et revint à ces messieurs, ce qui est une distinction remarquable. Elle leur dit les choses les plus obligeantes; ils ont très-bien répondu en français. Manfredi est en bon chemin auprès de l'amiral Tchitchagoff; je lui ai montré les écueils. L'amiral est Prussien, il a le vent en poupe, il n'y a pas de protecteur plus déterminé; mais il est emporté, bouillant, ce qui lui donne d'abord des ennemis. Il a d'ailleurs un ridicule insupportable : il ne vole point, et il ne permet pas qu'on vole dans son département, ce qui le fait détester. Prenez ceci au pied de la lettre sans la moindre ombre de plaisanterie. J'ai montré la carte au navigateur, c'est à lui de cingler prudemment.

Le départ de l'ambassadeur d'Angleterre est une très-grande perte pour moi. Il a demandé son rappel pour déplacer milady. C'est une excellente maison qui m'était ouverte et qui se ferme. Ses bons offices, son amitié et celle de milady m'ont été fort utiles indirectement, car tout se tient dans ce monde. C'est à cette dame, par exemple, que je dois la connaissance du ministre de la marine, l'amiral Tchitchagoff, qui fera la fortune de quelques sujets du roi. Milady, en partant, me fait héritier de ses livres; je la regrette plus que je ne saurais dire. Elle a quarante-deux ans.

13 (25) septembre 1804.

J'ai beaucoup engagé le comte d'Avaray à se livrer entièrement à la cour de Russie. Où le roi trouverait-il plus de grandeur, de puissance et de délicatesse? Je lui ai conseillé de déterminer son maître à se fixer en Russie; il y serait en sûreté. A Dieu ne plaise que je veuille jeter des soupçons injustes sur la cour de Prusse, mais elle est faible et à genoux devant l'usurpateur. La faiblesse fait toujours autant et plus de mal que la méchanceté. Voyez-vous un prétendu consul qui va se planter à côté du roi à Varsovie, où la France n'en a jamais eu, et qui en part subitement le lendemain de l'affaire du poison? Voyez-vous messieurs les présidents de Hoym et de

Tilly, qui refusent d'apposer leur sceau sur le bouchon d'une bouteille ? Les voyez-vous alléguer les *lois de la monarchie*, qui ne permettent pas d'arrêter un porteur de carottes bourrées d'arsenic et destinées à empoisonner toute une famille royale ? Fiez-vous à un tel pays. Un commissionnaire pourrait venir de Paris à Varsovie, brûler la cervelle au roi et s'en retourner tranquillement par la poste.

Au Roi.

22 octobre (3 novembre) 1804.

Sire,

. . . . . Lord Gower, successeur de sir Warren, est arrivé le 18 (30) de ce mois. Il est parent de Pitt, et de sa société intime; il ne doute de rien et croit que tout pliera devant son influence. Il a, dit-on, un parfait mépris politique pour B. Je ne pense pas tout à fait ainsi, mais j'aime ceux qui pensent ainsi; comme ceux qui ont peur la nuit, rien ne les rassure comme la voix d'un homme qui se moque d'eux.

Sir John Garlick me dit l'autre jour un singulier propos au sujet de Sa Majesté. Il me dit que les Anglais lui étaient fort attachés; « d'autant plus, » ajouta-t-il, « que sa maison est la plus proche appelée à la succession de la couronne d'Angleterre après la famille régnante; il est le plus proche parent par les Stuarts. » — Je vous avoue que je ne savais pas le mol de cette parenté. Au reste, grâce à Mme Fitz-Herbert et à milady Jerseys, le fidéicommis ne serait point chimérique.

— Quant au crédit de la grande dame[1] que Votre Majesté me fait l'honneur de me nommer, il est très-heureusement nul dans le sens direct et politique; mais une amitié aussi respectable ne peut jamais être parfaitement inutile dans le sens indirect, c'est-à-dire par la juste influence qu'elle peut avoir sur les dispositions d'un cœur qui à la fin disposera de nous. Je

[1] M. de Maistre parle de la reine de Prusse, dont il sera question plus loin.

crois donc que Votre Majesté est dans le cas de soutenir la correspondance comme par le passé, sans plus et sans moins.

25 novembre (7 décembre) 1804.

Le comte de Stadion ne s'est pas gêné pour dire l'autre jour devant moi que ce qui avait perdu l'Europe, c'était l'attention qu'on avait accordée aux puissances de second ordre; qu'il fallait, au contraire, mettre une grande puissance en état de faire équilibre à celle qui les menace toutes. L'idée n'est pas sotte. Ma contre-batterie, c'est que ce qu'on peut faire de plus mal pour le repos général, c'est de mettre de grandes puissances en contact; qu'il importe beaucoup qu'elles soient séparées par de moindres souverainetés, capables cependant de les tenir en repos en menaçant de se jeter de tel ou tel côté, etc. Sa Majesté pense bien que je ne resterai pas en arrière.

La Sardaigne est un de vos tourments. Il y aurait des remèdes. Il faudrait sortir de l'ornière, sans cependant la perdre de vue: *il ne faut rien innover;* c'est ce que j'appelais quelquefois en riant le *Turinisme,* et c'est en grande partie ce qui nous a mis où nous sommes. Quand on n'ose rien innover et que l'ennemi innove sans crainte et sans mesure, on est bientôt à terre...

. . . . . Que ne sommes-nous tous paysans, tranquilles dans nos chaumières avec nos femmes et nos enfants!...

Lorsque je passai à Rome, mon cicerone fut presque toujours il signor Carlo Antonini, *architetto camerale,* qui connaissait fort mon compagnon de voyage, le comte Avogadro. Il me fit voir un beau Corrége. Si je pouvais faire avoir un Corrége à l'empereur qui complète son immense collection de tableaux, je ferais très-bien ma cour. Si M. Antonini voulait l'envoyer, il a ma parole d'honneur que, s'il n'est pas original, il sera remis chez lui aux frais de l'empereur. Rien n'égale la grandeur, la foi, la délicatesse de l'administration actuelle.

Vous me dites, monsieur le chevalier, que vous avez écrit en Sardaigne pour régler mes intérêts et ceux de ma femme. Je

n'ai plus rien à faire avec la Sardaigne, et j'ai défendu expressément à mon beau-frère de demander ni de recevoir pour moi un seul écu dans ce noble pays. Si vous faites passer de l'argent à ma femme, ce sera une bonne spéculation pour vous et pour moi, car vous éviterez des frais de change énormes; mais je ne dois pas savoir d'où vient cet argent. J'en tiendrai compte avec la fidélité requise.

Au Roi.

25 février (9 mars) 1805.

Sire,

. . . . . Le comte de Kotchubey, ministre de l'intérieur, vient de publier son compte rendu, et l'a livré à M. Storch, pour être traduit en allemand et publié dans son journal, intitulé *la Russie sous Alexandre Ier*. Cette pièce est unique. Tout y est mis à découvert : le bien, le mal, et jusqu'à de petites insurrection partielles qui ont eu lieu pour cause de mécontentement; on y voit tout à nu. En même temps, le ministre publie un journal russe, dans lequel il imprime tous les mémoires présentés à l'empereur sur les différentes branches de l'administration intérieure, et toutes les lettres de Sa Majesté aux différents gouverneurs de province, qui sont absolument ce que furent jadis les satrapes en Perse. Pour mettre en train ce journal, l'empereur a avancé 6,000 roubles; la deuxième année, le journal a couvert ses frais et produit un surplus de 13,000 roubles. C'est ainsi que l'empereur, environné de ministres qui partagent ses opinions, poursuit infatigablement ses deux projets favoris : l'avancement de la civilisation et l'émancipation du peuple. Sous le règne de Catherine II (pas plus tôt), cette princesse ayant voulu faire imprimer la pièce la plus innocente sur la statistique de l'une de ses provinces, le prince Wiazemski, alors procureur général, courut chez l'impératrice et lui déclara que si cette pièce voyait le jour, il ne pourrait plus exercer sa charge : l'impératrice céda. Votre Majesté voit le chemin qu'on a fait ici. Qui sait s'il y a une tête humaine

capable de juger ces choses d'une manière sûre? Il n'y a qu'une chose incontestable, c'est que, d'*une manière ou d'une autre*, le règne d'Alexandre sera à jamais mémorable.

. . . . . Combien j'ai été fâché que M. Antonini n'ait pas répondu d'emblée sur le prix ! Quelle chienne de délicatesse ! elle nous retarde de quatre mois. Qu'il fasse le possible et l'impossible pour avoir cette peinture ; on s'embarrasse fort peu de quelques sequins de plus ou de moins. — Il faut aussi que M. le chevalier de Rossi ait l'œil sur cette belle personne qui demande 4,000 écus. Si elle devenait plus raisonnable, il faudrait m'avertir, et surtout ne pas penser que ce soit une petite affaire.

. . . . . Si Sa Majesté trouve quelque chose d'étrange dans l'affaire de Galaté[1], priez-la de se rappeler que dans toutes les occasions possibles il faut avoir égard aux mœurs, usages et systèmes des nations. Ici, les idées sur les femmes sont absolument orientales. C'est une marchandise comme le sucre et le café, et personne ne fait attention à ce qui nous frapperait beaucoup. L'homme d'honneur qui, au lieu de jeter un enfant à l'hôpital pour n'y plus penser, s'en charge, l'élève avec soin, et s'attache à la mère pour finir ensuite par l'épouser, est un héros, presque un saint. C'est sous ce point de vue que la chose doit être envisagée.

Au Roi.

29 mai (10 juin) 1805.

Sire,

. . . . . J'ai conservé, en communiquant la lettre de Votre Majesté, les propres paroles qu'elle a employées, mais je n'ai point jugé à propos de parler du gouvernement militaire. En effet, Sire, je pourrais bien, ayant l'honneur de parler ou d'écrire confidentiellement à Votre Majesté, l'entretenir ouverte-

[1] Officier piémontais, émigré en Russie, et engagé dans une aventure avec une Russe.

ment d'abus qui ont été poussés beaucoup plus loin qu'elle ne le sait et qu'elle ne le croit ; mais jamais je ne conviendrai avec un étranger d'aucun défaut dans le gouvernement de Votre Majesté.

En général, je ne sais pas comment exprimer à Votre Majesté combien je redoute la négociation. Buonaparte y conservera toute sa hauteur et toute sa prépondérance. Je ne vois pas un homme capable d'enfoncer son chapeau et de parler sur le ton convenable. Les puissances mêmes doutent encore d'elles-mêmes et ne s'approchent qu'avec crainte. D'ailleurs, l'Angleterre s'est fait, par le traité d'Amiens, un tort dont les suites se font sentir à présent. Elle a tout restitué, au lieu que Buonaparte a les mains garnies pour tenter et contenter tout le monde. Aujourd'hui, je ne sais si les Anglais espèrent faire la paix en retenant Malte, Ceylan et la Trinité. Cette espérance me paraîtrait chimérique. Il faudra céder quelque chose si l'on veut que Buonaparte cède de son côté. Qu'arrivera-t-il donc si ce méchant homme, qui nous déteste, mettait dans la balance l'intérêt de l'Angleterre et le nôtre, comme la chose serait très-aisée ? S'il veut se livrer à la haine qu'il nous a vouée, il peut contenter les grandes puissances et nous laisser à terre, en nous offrant quelque misère capable de mettre à couvert, jusqu'à un certain point, l'honneur des protecteurs. Si la guerre se déclare et qu'on la fasse à Buonaparte, nous avons de brillantes espérances. Si l'on se met de nouveau follement à la faire à la France, j'ose à peine contempler les suites. Espérons qu'enfin on saisira les vrais principes sur lesquels doit se faire cette guerre. Déjà les Anglais avaient commencé à prendre de l'ombrage contre les progrès des Russes ; ici même il a été dit, dans la légation anglaise, quelque chose d'assez marquant sur ce point, et dans le Levant, les Anglais parlaient de la Russie absolument comme les Français. C'était bien commencer, comme Votre Majesté voit ! Les choses se sont calmées ; mais ces jalousies nationales sont un feu qu'il n'est guère possible d'étouffer parfaitement.

Voilà encore l'amiral Nelson qui a laissé échapper la flotte de Toulon. S'il est heureux pour combattre l'ennemi, il n'est



Google

pas heureux pour le chercher. Le départ et la réunion des flottes française et espagnole sont des événements très-capables de produire de grands maux, en mettant dans les mains de Buonaparte de nouveaux gages pour faire la loi dans un traité. D'un autre côté, on ne saurait s'empêcher de voir que cet homme hardi joue la banque dans cette occasion, car il ne laisse pas un vaisseau dans les ports de France. Il ne serait pas sage de s'avancer plus loin dans le champ des conjectures.

Les orages du ministère anglais et la faiblesse de leur diplomatie sont encore des points qui me donnent beaucoup d'inquiétudes. Ils sont dans la crise la plus terrible et ils s'amusent à faire une guerre parlementaire, et ils ne peuvent organiser un ministère, et leurs ambassadeurs se prennent aux cheveux avec les ministres de leurs plus puissants alliés ! M. Paget insulte M. de Cobentzel ; il se brouille avec M. de Razumowski, et maintenant ils se tournent le dos dans le monde. A-t-on jamais rien vu d'égal ? Qu'est-ce que M. Paget fait là ? Les Anglais manquent absolument de cette dextérité, de ce liant, de cette souplesse que font réussir les négociations. Leur politique ressemble à leur galanterie, ils ne savent qu'offrir de l'argent. Il ne gâte rien, sans doute ; cependant il vaudrait mieux faire l'amour.

J'eus occasion, l'autre jour, d'entendre les plaintes de l'envoyé de Prusse au sujet de la lettre du roi de Suède. « Le roi, » me dit-il, « a envoyé promener ce petit roi qui s'en repentira. » Je ne répondis rien, la matière est trop délicate ; mais, suivant les apparences, le roi de Suède n'ira point se promener et ne se repentira point ; il est approuvé ici *in petto*. L'ambassadeur de Suède m'a dit ; « Parlez-moi franchement, que pensez-vous de cette affaire ? » Je lui répondis franchement comme il le voulait : « Il peut se faire qu'il y ait là un peu d'exaltation chevaleresque, mais la démarche tient à un principe infiniment noble et élevé. Dans le siècle de la pusillanimité et de la bassesse, on a besoin de pareils exemples, quand même ils ne seraient pas strictement conformes aux règles d'une politique cauteleuse. Si le fils de Votre Seigneurie avait une affaire d'hon-

neur, et qu'il vînt à pousser les choses un peu trop vivement, vous pourriez l'en reprendre; mais dans le cœur, vous diriez : *le sang est bon*, et vous seriez enchanté. Croyez-moi, monsieur l'ambassadeur, cette affaire n'empêchera aucun roi d'épouser la fille du vôtre. »

Novosiltzoff part demain, 30 (11) juin. L'opinion n'est pas pour cette mission, et il me l'a dit lui-même. On dit que l'empereur s'abaisse en s'avançant ainsi; on pourrait dire une infinité de choses sur cet article, je me borne à une phrase : Si M. de Novosiltzoff va demander la paix, sa mission est vile; s'il va offrir la paix ou la guerre, elle est noble. Il faudrait donc savoir ce qu'on a déterminé ici. En voyant une puissance aussi soupçonneuse que l'Angleterre remettre ses intérêts entre les mains d'une autre dont elle se défie visiblement, j'ai peine à croire qu'elle compte sérieusement sur un traité où le négociateur russe stipulera pour l'Angleterre. La négociation n'aboutira à rien; Novosiltzoff me l'a dit sans détour, et le prince Czartoryski plus ouvertement encore s'il est possible. Il m'a ajouté : « *Il y a beaucoup de gâchis*, » en voulant parler des jalousies qui commencent. En effet, Sire, non-seulement les Anglais ont conçu sur l'introduction des Russes dans la Méditerranée des craintes qu'ils n'ont pas su dissimuler, mais ce sentiment a gagné même les Bourbons. Qui pourrait le croire ? et cependant rien n'est plus vrai. Beau commencement ! Le prince m'a ajouté : « L'empereur cependant ne se décourage point. » La haine pour l'Angleterre est encore un singulier phénomène du moment, et qui peut nuire infiniment au succès de la cause qu'ils défendent. J'observe, j'écoute, et je vois avec terreur qu'ils ne sont aimés que d'eux-mêmes. Quelquefois je voudrais être puissant pour leur dire : « Mais au nom de Dieu, messieurs, soyez aimables ! écoutez un peu le bon sens étranger; on ne traite pas les cabinets comme vous traitez les filles; au lieu d'offrir de l'argent avec un air rustique, faites l'amour ! » etc. mais je ne suis pas fait pour prêcher sur ce ton. J'ai même rompu fort inutilement plusieurs lances en leur faveur. Je m'étonne sans cesse que des hommes si supérieurs

à plusieurs égards soient si inhabiles dans l'art de gagner les esprits. Telles sont les contradictions de notre pauvre nature. Londres est le séjour des talents et des préjugés, comme Paris est la patrie de l'esprit et de la bêtise.

.... Le roi de France a écrit au roi de Prusse une lettre des plus vives. M. de Blacas lui-même, à son grand étonnement, en ignore la date et le sujet; mais M. le général Zastroff a dit ici qu'elle avait agité le roi au point de lui en faire perdre le sommeil. M. de Blacas n'allait plus chez l'envoyé de Prusse; hier ils se rencontrèrent à la campagne. Le comte de Goltz aborda lui-même amicalement l'autre, l'attire dans un tête-à-tête de promenade, et débute par lui dire: « Vous ne sauriez croire, mon cher comte, combien je suis fâché que vous nous ayez abandonnés. » Blacas croit qu'il s'agit de lui, point du tout. « J'entends combien je suis fâché que nous ne possédions plus votre maître à Varsovie. » Le comte de Blacas saisit ce texte et lui parle de Sa Majesté Prussienne, et surtout de l'affaire du poison, avec une liberté évangélique, et le comte de Goltz, en revanche, lui fit les protestations les plus tendres. « Bientôt, Sa Majesté Très-Chrétienne verrait que le roi de Prusse était, de tous les princes, celui qui lui était le plus attaché. *Buonaparte ne pouvait durer*; la guerre et une seconde coalition étaient certaines. A la vérité, on ne pouvait agir ensemble (toujours la crainte, comme Votre Majesté voit); mais chacun devait agir de son côté, et l'on verrait que le roi son maître serait le souverain le plus actif de la nouvelle croisade. » Blacas tomba des nues, et me fit part de cette conversation sous le plus grand secret, en ma qualité de jacobin invariable. Il m'a dit qu'au ton de l'envoyé prussien, on ne pouvait que regarder son maître comme absolument décidé. Dans ce cas, Sa Majesté Impériale a fait un chef-d'œuvre, et nous avons beau jeu.

Personne n'a compris encore comment il faut traiter avec Bonaparte. On ne l'aborde qu'avec précaution et terreur, et cependant on ne peut le vaincre que par audace. Votre Majesté verra qu'après avoir laissé perdre les moments les plus

heureux, on l'attaquera enfin mal à propos, après lui avoir laissé prendre tous ses avantages, surtout on doit dire : « On se bat pour les Bourbons et contre Bonaparte, et on ne touchera point aux confins de Lunéville. » Les Français entendent le français. Je ne vois point l'homme qui serait nécessaire pour renverser Napoléon. S'il existait, la conscience universelle le nommerait ; tout le monde dirait : « Le voilà ! » Au surplus, il est bien possible qu'une femmelette l'expédie lorsqu'il aura parfaitement reconstruit la monarchie française ; car sur cet article on doit lui rendre justice, il est unique, et jamais Sa Majesté Très-Chrétienne n'aurait pu faire ce qu'il a fait. Une voix intérieure me dit que la chose ira ainsi.

Google

CHAPITRE VI.

Déclaration de Louis XVIII en 1804. — Affaires du pape. — Lettres sur le couronnement de Napoléon.

Au commencement de juillet 1804, M. de Maistre reçut de Louis XVIII la lettre publiée dans les *Lettres et Opuscules* (I, p. 515). Cette missive introduisait auprès de lui une lettre fort caresssante du comte d'Avaray, l'ancien ami du comte de Provence, laquelle priait M. de Maistre de rédiger la déclaration que le prétendant voulait publier pour protester contre Napoléon. Le duc de Serra-Capriola, ami intime de l'envoyé sarde, battit des mains et fut enchanté; mais celui-ci le calma de suite. Ce n'est plus, en effet, le temps où il avait écrit les *Considérations sur la France*. En publiant jadis ce premier ouvrage, il n'avait exposé que sa propre personne; aujourd'hui, son caractère de ministre du roi Victor-Emmanuel lui interdisait une participation aussi directe aux menées du parti royaliste français. Il y avait encore d'autres motifs de s'abstenir; ces motifs, les lettres écrites par lui à ce sujet à la chancellerie de Cagliari les laissent deviner. L'émigration lui paraissait ne commettre que des sottises et tout faire à contre-sens :

il n'était pas friand de l'honneur de participer à l'une de ses incartades. Du reste, s'il était permis à un particulier de plaider en faveur du prince, quel homme pouvait se déterminer à le faire parler, à lui dicter ce langage souverain, si beau dans les hommes vraiment doués de royauté, qu'ils soient sur le trône ou en exil, mais si ridicule lorsqu'il n'est pas rehaussé d'un noble caractère? Les principaux du parti royaliste eux-mêmes lui préféraient le comte d'Artois. M. de Maistre joignit donc à sa lettre de compliment pour le roi (3 (15) juillet 1804) une épître plus libre pour M. d'Avaray, lui donnant, pour la rédaction de la déclaration, des conseils qu'autorisait et que demandait même l'*alter ego* de ce dernier, mais refusant de la rédiger.

Vous parlez de secret, monsieur le comte; depuis l'âge de vingt ans je n'y crois plus. On est trahi par tout: par la haine, par l'amitié, par la finesse, par la balourdise, par les circonstances. Que sais-je? Enfin, il n'y a point de secret... d'ailleurs, monsieur le comte, il y a une sorte de danger que je ne me permettrai jamais d'affronter : c'est celui de mon style qui est trop connu. Certainement, je n'entends pas me vanter, car il n'y a rien de commun entre *meilleur* et *différent*, mais le fait est qu'il diffère sans qu'il m'ait jamais été possible de comprendre moi-même ce que c'est que cet espèce de timbre qui me trahit toujours. Dernièrement encore, une oreille allemande a reconnu à la seconde ligne un mémoire insipide sur la pluie et le beau temps. Enfin autant vaudrait y mettre mon nom.

l est démontré pour moi (et pour beaucoup d'autres, n'en doutez pas) que cette pièce ne doit pas avoir plus de deux pages. — Style royal, qui n'a rien de commun avec les autres, et que Sa Majesté entend mieux que personne. — Laconisme exquis. — Point d'esprit. — Protestation simple contre le passé et le futur. — Point de personnalités. — *Usurpation* plutôt qu'*usurpateur*. — Bonté, amour, foi dans le peuple français. —

Il reviendra et les bras du père seront toujours ouverts. — Et puis, monsieur le comte, et puis, — *punctum*, — pas un mot de plus. Le roi ne peut rien promettre, attendu que ses promesses, dans ce moment, prêteraient au ridicule qu'on ne laisserait sûrement pas échapper. Le roi ne doit point discuter, point argumenter, point attaquer surtout, car ce n'est pas son rôle. S'il entrait dans les détails, s'il ouvrait une thèse de politique, les premières plumes de Paris répondraient. Toutes les presses, toutes les trompettes de la renommée seraient pour le mauvais parti.

Mais quoique le roi ne puisse se permettre un certain genre de polémique, il n'en est pas de même des personnes qui lui sont dévouées; et je crois qu'immédiatement après l'apparition du manifeste que Sa Majesté se propose de publier, il serait bon de le faire appuyer par un ouvrage qui serait intitulé : *Adresse aux Français*, ou autrement, dans lequel l'auteur épuiserait toutes les ressources de la logique et même du sentiment pour faire triompher une cause qui n'a contre elle qu'une fatalité inexplicable. L'auteur éviterait les expressions insultantes, pour éviter la tache de la passion, qui nuit toujours plus ou moins, mais il ne passerait rien sous silence, et il aurait l'art de présenter les faits les plus odieux avec une *modération épouvantable* qui en ferait ressortir la noirceur. Il saurait par cœur toutes ces archives de bêtises périodiquement vomies contre la famille royale : « Elle n'a pas su retenir le sceptre; elle a fui une monarchie constitutionnelle; elle a appelé la guerre sur la France; elle ne pardonnerait à personne; elle livrerait la France à une poignée de favoris; elle recommencerait la Révolution; elle n'a pas voulu partager les dangers de ses amis; elle n'a pas su faire la guerre, » etc. On pulvériserait aisément tout cet échafaudage de cartes, et chemin faisant on éclaircirait de belles vérités. Vous ne sauriez croire, monsieur le comte, combien il se présente à mon esprit d'idées fortes, vives, pénétrantes, mémorables. Malheureusement je ne puis rien dans ce genre; une seule ligne de moi pourrait avoir des suites funestes pour le roi mon maître.

L'auteur devra être d'accord avec Sa Majesté sur tous les points de cet écrit, car il faudra toucher des cordes délicates. Au fond, monsieur le comte, je crois que le livre le plus utile à consulter, avant de mettre la main à l'œuvre, c'est l'almanach; car, si l'on oubliait un moment que nous sommes en 1804, l'ouvrage serait manqué.

Ces lignes sont remarquablement sages, quoiqu'on puisse sourire des illusions de cet homme juste, qui connaissait peu les choses de son temps. Ces quelques reproches que cite M. de Maistre, l'histoire les a justifiés en racontant les fautes des Bourbons après la Restauration.

M. de Maistre rêvait une monarchie idéale, solidifiée contre le dehors plutôt qu'imposée à l'intérieur par le grand principe de la légitimité. « Le roi, avec la même constitution, peut donner aux Français un régime tout différent, » avait-il écrit dans ses *Considérations;* et, en éprouvant autant que personne le besoin d'un changement de régime, M. de Maistre ne redoutait que le *régime anglais*, comme on appelait alors le système constitutionnel, parce que, sur ce pied, la tête et surtout la langue vive des Français devaient sans cesse les conduire au désordre social. S'il eut un génie trop hardi, trop absolu pour comprendre les exigences de cette époque de transition où se trouvent les âmes depuis le seizième siècle, les intelligences depuis le dix-huitième, les sociétés depuis la Révolution ; s'il fut comme un pont jeté d'une période historique à une autre, d'une organisation expirante à celle qui devait survenir ; si enfin, dans cette fable du phénix renaissant, il ne vit que les deux créations vivantes et n'étudia pas cette poussière intermédiaire dont parlait Napoléon, à qui la faute ? A son cœur, qui s'abandonna toujours à

des superstitions de vertu [1], afin de mieux accomplir le devoir ; à son cœur, que le besoin profond d'une communion hiérarchique rattacha sans cesse aux héritiers dégénérés de l'autorité féodale, en qui pourtant, il le sentait avec douleur, l'esprit de vie n'était plus [2].

Au reste, M. de Maistre sut au moins juger les hommes autour de lui. Il était frappé de la froideur de la noblesse envers Louis XVIII, et irrité des maladresses de ce dernier, dont toutes les actions, — cela arrive toujours aux condamnés de la destinée, — tournaient contre sa cause. Voici encore un passage de la même lettre à M. d'Avaray ; le reste est insignifiant.

J'avais imaginé de mon propre mouvement un mémoire sur les mesures que Sa Majesté serait dans le cas de prendre pour se mettre en garde contre les coups qu'on lui porte, tourner l'opinion en sa faveur, et préparer le changement que nous désirons ; mais une foule d'occupations, et, plus que tout cela, une certaine défiance dont je ne suis pas maître, m'avaient retenu jusqu'à présent. Tant de gens se mêlent de donner des conseils aux princes, et les conseils en apparence les plus sages sont si souvent ridiculisés par les événements, que j'ai pris à guignon les conseils et les conseillers. Cependant, monsieur le

[1] « L'honneur, c'est la superstition de la vertu. » (*Soirées*, X[e] entretien.)

[2] « Non seulement ils (les émigrés) ne réussissent pas, mais tout ce qu'ils entreprennent est marqué d'un tel caractère d'impuissance et de nullité, que l'opinion est enfin accoutumée à les regarder comme des hommes qui s'obstinent à défendre un parti proscrit ; ce qui jette sur eux une défaveur dont leurs amis même s'aperçoivent.

» Et cette défaveur surprendra peu les hommes qui pensent que la civilisation française a pour cause principale la dégradation de la noblesse.

» M. de Saint-Pierre a observé quelque part que si l'on compare la figure des nobles français à celles de leurs ancêtres, dont la peinture et la sculpture nous ont transmis les traits, on voit à l'évidence que ces races ont dégénéré.

» On peut le croire sur ce point mieux que sur les fusions polaires et sur la figure de la terre. »

(*Consid. sur la France*, ch. X.)

comte, comme la demande expresse de Sa Majesté ôte de la chose au moins l'impertinence, je ne refuserai point d'essayer quelque chose dans ce genre. Ce tribut de respect, de dévouement (Sa Majesté me permettra-t-elle d'ajouter : d'*attachement?*), n'a rien de contraire à mes devoirs. Je croirai même servir mon souverain en servant le vôtre; mais je proteste solennellement que je n'attache aux feuilles que vous recevrez d'autre prix que celui de l'obéissance. La Révolution française est trop grande pour la tête d'un homme. Au commencement, j'ai battu la campagne comme tous les autres, mais j'ai été peut-être moins sot que les autres, en ce que je me suis douté plus tôt que je l'étais; depuis que j'ai commencé à comprendre de quoi il s'agissait, je suis devenu timide et j'ai appris à me défier de tous nos petits calculs. Ainsi, monsieur le comte, lors même que le ton serait très-décidé, ce qui m'arrive lorsque je suis ce qu'on appelle *en train*, croyez que les pensées sont très-modestes et très-soumises aux pensées de ceux qui pensent mieux.

Il y a pour la critique tout un secret à surprendre dans ces dernières lignes, qui ne sont point une formule d'homme de cour, car M. de Maistre ne se gênait point avec M. d'Avaray, comme on peut le voir par leur correspondance (*Lettres et Opuscules*, I, p. 18 et 21).

Louis XVIII, poursuivant une ancienne idée, voulait réunir tous les émigrés autour de lui, afin que sa déclaration fût appuyée par l'assemblée de la noblesse française. Il demanda à Alexandre la permission de réunir tout ce monde à Grodno, et s'achemina sans attendre la réponse de l'empereur. Celui-ci désapprouva ce projet de réunion, et, dans une lettre un peu sévère, refusa son aquiescement; la permission, s'il l'eût donnée, eût pu l'embarrasser dans ses rapports avec Napoléon, et il ne se portait pas garant du prince prétendant, sachant bien que celui-ci avait de l'esprit de plusieurs sortes, mais qu'il manquait d'esprit de

conduite. Le refus de prêter Grodno arrêta le roi de France, qui était déjà en chemin. Sur-le-champ, il écrivit à Alexandre qu'il allait droit à Riga, pour s'y embarquer sur une frégate russe que l'empereur accorderait sans doute, et rejoindre les princes français, qu'il convoquait de rechef à Colmar. Et il se remit en route, sans savoir, plus que la première fois, si on lui accorderait ce qu'il voulait, et comptant sur la réunion un peu problématique des princes à Colmar. Il croyait que cette assemblée pourrait représenter la France, aussi bien que l'assemblée de Noyon qui acclama Hugues Capet. A part les maladresses d'exécution, l'idée en soi était sotte, et M. de Maistre en dit sa façon de penser à M. d'Avaray, qui n'en tint compte. On s'embarqua enfin à Riga, sur un vaisseau marchand russe, après avoir dépêché auprès d'Alexandre M. de Blacas, avec des commissions pour l'empereur et un pli pour M. de Maistre. Ce pli contenait un projet de déclaration, élaboré avec le roi et d'Avaray, et une lettre de ce dernier, qui disait : « Taillez, tranchez, il n'y a rien là contre votre devoir, le roi n'a que vous, » etc.

Je n'ai pas eu la force de refuser quelques coups de plume au chef de la maison de Bourbon, auquel, d'ailleurs, je suis redevable personnellement. Cette prudence politique de tourner le dos aux princes malheureux m'a toujours semblé bien brutale. Enfin, j'ai corrigé l'ouvrage. Si, cependant, Sa Majesté notre maître était à portée, je ne l'aurais pas fait sans permission. La pièce sera datée de la Baltique, pour ne compromettre personne. Je n'ai rien dit de cette affaire, même au duc. Je n'ai pas même porté un billet au comte de Blacas, et lui, de son côté, ne m'est venu voir que la nuit et seul. Je n'ai pas livré une seule correction de ma main.

A Colmar, suivant les prévisions de M. de Maistre,

Louis XVIII ne trouva personne, pas même le prince de Condé. Les Anglais avaient empêché l'émigration de quitter l'Angleterre, disant que la démarche était imprudente, en ce qu'elle pouvait faire entendre au peuple anglais une chose dont il ne devait pas avoir le moindre soupçon, c'est-à-dire qu'on fît la guerre pour les Bourbons. On voulait bien, en effet, se battre contre la France, mais non pas pour une maison française.

Quelque temps après ces contre-marches, qui ne furent pas les dernières, M. de Maistre reçut, avec une lettre de d'Avaray, la lettre suivante de Louis XVIII, toute confite de bel esprit classique :

Blakenfeld, 29 décembre 1804.

Mon ami, M. le comte d'Avaray me laisse ici un si beau texte que je ne puis me refuser d'ajouter quelques mots à sa lettre. Je pourrois dire, comme Etienne de la Boëtie : « C'étoit lui, c'étoit moi, » etc. (Suivent quelques phrases très-honorables pour le comte d'Avaray, après quoi Sa Majesté continue) [1].

Il faut absolument que je vous parle encore de cette éternelle déclaration. Je l'envoie au duc de Serra-Capriola telle que je l'ai définitivement arrêtée ; et vous sentirez facilement le motif qui me porte à ce qu'elle voie le jour sans aucun délai. En mon âme et conscience, je la crois bien ; mais je connois et je ne vous cache pas que je redoute pour elle *nostræ fastidia Romæ*. Je voudrois bien l'en défendre, et je présume assez de votre amitié pour vous la confier en quelque sorte. Si votre jugement lui est favorable à Pétersbourg, elle n'aura guère de détracteurs ; et voyant son berceau si bien protégé, je lui appliquerai cet autre mot d'Horace :

Non sine dis animosus infans.

[1] La parenthèse est de M. de Maistre. Je reproduis telle quelle une copie faite de sa main.

Je n'allongerai pas cette lettre en vous parlant des sentiments dont je viens, à ce que je crois, de vous donner des preuves.

LOUIS.

La réponse de M. de Maistre contenait cette phrase : « Sur les questions de style et de rédaction où j'ai le malheur de me trouver en opposition avec Votre Majesté, je ne puis dire qu'un mot : *Je désire avoir tort*. Très-certainement, Sire, je désire avoir tort, autant que la vanité la plus intraitable a jamais pu désirer d'avoir raison. » On voit que les corrections proposées par lui n'avaient pas été toutes adoptées. Il écrivait le même jour au comte d'Avaray :

La pièce, telle que vous me l'avez adressée originairement, était celle d'un militaire instruit que sa position n'a pas condamné à aligner des phrases; style que j'estime plus que vous ne pourriez l'imaginer, et qu'on ne peut guère chicaner qu'à l'imprimerie. Mais la pièce a subi ce grand anathème qui pèse invariablement depuis la création du monde sur l'ouvrage de plusieurs mains. Ce n'est ni votre style ni le mien, les phrases se sont gâtées en se pénétrant mutuellement, et je doute qu'il en reste une irréprochable.

. . . . . Il en est de certains traits comme des gravelures. Tout se dit quand on le veut absolument, il ne s'agit que de gazer. On croira que Sa Majesté garde quelque arrière-pensée sur les biens nationaux. . . . . (*La copie écrite par le comte de Maistre n'est pas finie.*)

Cette arrière-pensée si redoutée était celle de respecter les acquisitions des biens nationaux. M. de Maistre n'insista cependant pas sur la question de conscience, sachant qu'on pouvait répondre de bonnes choses sur celle de nécessité. Mais il eût voulu que la déclaration dît sur ce point quelques paroles habiles, propres à concilier au roi la confiance des émigrés dépossédés.

Pour achever l'histoire de cette malencontreuse déclaration, disons encore qu'Alexandre, qui d'abord avait paru disposé à la recevoir comme il avait reçu le contrat dotal de la duchesse d'Angoulême, se décida ensuite à lui refuser son adhésion. On la renvoya à Londres, où le cabinet anglais, au grand étonnement de l'émigration, en défendit l'impression. Il y avait eu dans cette affaire une autre maladresse de Louis XVIII. Dans le moment où le cabinet russe était disposé à adopter la déclaration, le roi témoigna la volonté de ne pas y faire les changements qu'on pourrait désirer à Pétersbourg. Une lettre de M. de Maistre (*Lettres et Opuscules*, 1, p. 20) exprime la crainte qu'il avait d'une pareille détermination, et, en effet, le roi perdit une belle occasion d'engager le cabinet russe, en le rendant collaborateur du manifeste.

La déclaration finit par être publiée, comme on le sait.

Les affaires du pape n'étaient pas celles qui préoccupaient le moins la tête vive de Joseph de Maistre.

Dans les premiers jours de 1804, le premier Consul fit demander à la cour de Rome l'arrestation immédiate et l'extradition d'un émigré, nommé Vernègues, qui avait été envoyé par les Bourbons en mission à la cour de Naples, et se trouvait alors à Rome, où il prenait la qualité de sujet russe [1].

Le pape prétendit qu'il ne pouvait consentir à l'extradi-

[1] C'est par erreur que M. Thiers parle de cette affaire comme d'une mesure prise à l'occasion de la conspiration de Georges. Il était déjà question, en janvier 1804, à Pétersbourg, de cette extradition.

tion sans avoir consulté le cabinet de Saint-Pétersbourg, dont Vernègues demandait l'intervention, en affirmant de nouveau qu'il était sujet russe.

L'empereur approuve la conduite du pape dans l'affaire du chevalier de Vernègues, et le rend juge de l'affaire. Sa Sainteté est priée de nommer des juges intègres, qui en prendront connaissance, et le pape est laissé maître de faire exécuter la sentence ou d'envoyer ici les informations. J'admire cette décision, c'est une véritable élégance diplomatique. Figurez-vous l'embarras du cardinal Fesch pour articuler les accusations. Au reste, le cardinal secrétaire d'État est assez rudement souffleté dans la dépêche. *Pax tibi, frater !*

Le pape, se trouvant dans le cas embarrassant de faire juger si c'était un crime d'être émigré et de servir les Bourbons, fit quelques raisonements d'avocat pour tâcher de ne pas se brouiller avec Alexandre, et livra M. de Vernègues au premier Consul. On chargea l'envoyé du pape à Pétersbourg d'arranger l'affaire.

L'empereur est absent, et l'ambassadeur de Sa Sainteté n'a pas obtenu de réponse sur la malheureuse affaire du chevalier de Vernègues. La remise du chevalier a été fort mal prise ici. On reproche surtout au pape d'argumenter à la française, au lieu de plier simplement la tête en homme forcé. L'ambassadeur de Rome soutient ici que l'émigré déclaré mort civilement en France et naturalisé ailleurs peut toujours être considéré comme Français. Cela s'appelle dormir profondément. Il y a, au reste, une grande erreur dans la cour de Rome : Sa Sainteté se croit souverain, puis pape. C'est tout le contraire.

La faiblesse extrême de la papauté attristait par-dessus toute chose le parti royaliste. Chacune des concessions

Google

faites de mauvaise grâce par Pie VII l'exposait aux reproches violents des émigrés, sans lui être d'une grande utilité auprès de Bonaparte. Il était évident qu'il ne savait plus où donner de la tête.

29 février (9 mars) 1804.

. . . . . Il paraît, par des relations incontestables, qu'on est fort mécontent à Paris. Comme le pape donne des chapelets, et que tout est mode en France, on fait à Paris une mode des chapelets. Chaque fille de joie a le sien. Les Français étaient, au mois de janvier, couleur pistache, qu'on prononçait : *Pie se tache*. On s'y moque assez joliment du bonhomme, qui, en effet, n'est que cela, soit dit à sa gloire ; mais ce n'est pas moins une très-grande calamité publique qu'un bonhomme dans une place et à une époque qui exigerait un grand homme.

Les relations du saint-siége avec la cour de Russie ne pouvaient manquer de se gâter ; c'est ce qui arriva en juin 1804 : l'ambassadeur quitta Pétersbourg. Il lui fut permis cependant d'y laisser son auditeur, condescendance insignifiante du cabinet russe, qui voulut adoucir les formes de la rupture. Quelques mois après, l'auditeur partit également.

. . . . . Je ne sais trop si nous nous sommes quittés bons amis. Il voulait me faire avaler l'autre jour ses maximes chez l'ambassadeur de Suède ; je les rejetai avec quelques nausées. Il a beaucoup nui ici à ses affaires et au parti catholique, qui demeure à la merci de son plus grand ennemi, l'archevêque *catholique* de Mohilow. Cet apôtre (bon apôtre) a été jadis hussard protestant, et se ressent beaucoup de cet excellent noviciat. Tout tient, sous ce rapport, aux jésuites, qui mènent supérieurement leur barque. Je m'étonne souvent, avec le père général, de leur existence, qui est un véritable problème dans ce pays.

Quant à l'ambassadeur de Rome, il n'a pas fini à Pétersbourg aussi bien qu'il avait commencé. Il a voulu employer dans les affaires je ne sais quelle petite politique romaine qui n'a pas cours ici. Ces gens-là vont toujours *per cuniculos*: ce n'est pas la manière du pays, du moins de la part des étrangers. Ce qu'on peut faire ici de moins fin, c'est de vouloir être fin; aussi ne me trouve-t-on jamais que dans la grande route.

Ce fut bien autre chose, lorsqu'il fut question de couronnement : M. de Maistre écrivit à Rome, pour représenter au pape tout le mal qu'il allait faire, et tout le bien qu'il ferait, selon la politique catholique, en résistant aux obsessions de Napoléon. Alexandre Ier l'avait, en outre, autorisé à faire sentir combien un refus énergique lui serait agréable, et quels avantages il en pourrait résulter pour la situation des catholiques en Russie. Cette lettre, écrite en latin, énergiquement conçue, et contenant des conseils longuement motivés, resta dans quelque bureau de poste et ne parvint jamais à sa destination.

A la nouvelle de la résolution prise par le pape de se rendre à Paris, M. de Maistre ne se contient plus. Les fragments qu'on va lire sont reproduits textuellement, d'après les originaux et dans toute leur intégrité. Ils sont courts; on voit que M. de Maistre se roidit contre sa propre colère, et s'arrête de peur de trop dire.

Le voyage du pape et le couronnement sont dans ce moment le sujet de toutes les conversations. L'ambassadeur du pape est fort heureux, je vous l'assure, d'être parti d'ici. Toute la politesse imaginable ne l'empêcherait pas d'entendre des choses désagréables. Tout est miraculeusement mauvais dans la Révolution française; mais, pour le coup, c'est le *nec plus ultrà*. Les forfaits d'un Alexandre VI sont moins révoltants que cette hideuse apostasie de son faible successeur. Le comte de Stro-

gonoff me demanda l'autre jour, chez lui, ce que je pensais du pape? Je lui répondis : « Monsieur le comte, permettez-moi de marcher à reculons pour lui jeter le manteau ; je ne veux pas commettre le crime de Cham. » C'est ce que je pus trouver de plus ministériel ; car, si Noé entend qu'on nie son ivresse, il peut s'adresser à d'autres qu'à moi.

Sans date.

Un mauvais génie plane sur l'Europe et tourne toutes les têtes. Vous me dites, monsieur le chevalier, que le cardinal G... se croit *perdu*. Je souhaite qu'il ne se trompe pas, et qu'il soit réellement *perdu* avec tous les détestables conseillers qui lui ressemblent. Je n'ai point de termes pour vous peindre le chagrin que me cause la démarche que va faire le pape. S'il doit l'accomplir, je lui souhaite de tout mon cœur la mort, de la même manière et par la même raison que je la souhaiterais aujourd'hui à mon père, s'il devait se déshonorer demain. (Cette phrase, quoique très-juste, peut paraître trop violente ; ôtez-la, monsieur, si vous voulez.) On serait tenté de croire que tout est perdu ; mais il arrivera des choses auxquelles personne ne s'attend.

2 (14) février 1805.

Je suis porté à croire que l'Autriche et la Russie ont déjà signé quelque chose. Nous verrons ce que produiront les nouvelles scènes d'Italie. Buonaparte, dit-on, y porte le pape en croupe pour sacrer son frère. Je voudrais de tout mon cœur que le malheureux pontife s'en allât à Saint-Domingue pour sacrer Dessalines. Quand une fois un homme de son rang et de son caractère oublie à ce point l'un et l'autre, ce qu'on doit souhaiter ensuite, c'est qu'il achève de se dégrader jusqu'à n'être plus qu'un polichinelle sans conséquence. Quand je vois le rôle qu'il joue et celui qu'il a manqué, je suis réellement furieux. Jamais on n'a laissé échapper une plus belle occasion de s'illustrer et d'avancer le catholicisme.

Google

Ainsi, Joseph de Maistre, qui a donné la formule la plus absolue, la plus rigide, la plus extrême (la moins vivante, par toutes ces raisons) de l'autorité, a subi le premier la grande loi de la réaction contre une fonction trop exagérée de sa vie morale. La liberté et l'autorité, ces deux pôles, manquant d'équilibre et d'harmonie dans le monde intellectuel qu'il s'était fait, le premier réagit violemment sur le second dès que l'autorité cessa d'être une expression complète de ses aspirations spontanées. Ici, l'on voit une puissance de critique assez semblable à celle de Voltaire, dont Joseph de Maistre se rapproche du reste par sa manière dans la controverse, surgir et se développer en lui, refoulant l'oppression de l'infaillibilité politique du souverain pontife ; le rêveur de la suzeraineté papale est terrassé par sa propre liberté. C'est un curieux phénomène moral.

Du reste, quoiqu'on ait fait dire à Joseph de Maistre que le libre examen est mauvais même en politique, ce n'était pas sa pensée. S'il est inutile que les *gouvernés* pensent, comme un ambassadeur d'Autriche l'a dit de très-bonne foi dans un salon de Turin, après 1848, il faut avouer que M. de Maistre ne reconnaissait pas cette vérité, au moins en pratique[1].

Quelles sont les conséquence, dans l'appréciation du livre *Du Pape*, des fragments inédits qu'on vient de lire? Ce n'est pas ici le lieu de les déterminer. Je dois seulement offrir des éléments plus complets à la critique sage qui jugera ce philosophe, mal connu jusqu'ici. Pour cela il faut que je rappelle dans quelles circonstances s'est développée sa conviction à l'égard du pape.

[1] Dans le système autrichien, il y a des gouvernants et des gouvernés, et pas autre chose. La personnalité humaine n'y peut être considérée que comme un moyen de gouvernement ou un obstacle au gouvernement. Cela simplifie singulièrement ce que la science juridique appelle le droit des personnes.

On sait qu'après la mort de Pie VI, prisonnier du Directoire, l'Autriche, à force de s'être fait prier, accorda enfin aux cardinaux la permission de s'assembler à Venise pour élire le nouveau pape. L'un des candidats les plus estimés, le cardinal Gerdil, fut écarté du siége de Saint-Pierre par l'Autriche qui abhorrait également la France et le Piémont, deux pays auxquels ce Savoyard appartenait par sa naissance. Monseigneur Bellisoni, évêque de Césène, ayant réuni les deux tiers des voix, ce choix fut soumis à la décision de l'Autriche : celle-ci fit attendre pendant un mois sa réponse au nouveau vicaire de Jésus-Christ, lequel ne savait si l'Empereur lui permettrait de prendre les clefs de saint Pierre. Pendant ce temps, les voix et les opinions se divisèrent. Alors le cardinal Consalvi se jeta au milieu de la mêlée pour rallier les indécis, et appuyé de troupes fraîches par le cardinal Maury qui disposait de six voix, il proposa un ami de la France, Chiaramonti, évêque d'Imola. Monseigneur Consalvi était un homme éclairé, ami intime de Canova, et musicien passionné. Il parla pour la France comme aurait pu faire Joseph de Maistre, avec plus de libéralité dans les vues. Il démontra qu'elle était depuis Charlemagne la protectrice la moins gênante et la plus utile pour le saint-siége ; que Napoléon se tournait sensiblement vers une restauration religieuse, etc. Ainsi fut élu Pie VII, en dépit de l'Autriche dupée par ses propres manœuvres, et à la grande joie de ceux qui voyaient dans la pensée française, sinon dans la France constituée de l'époque, le véritable salut de l'Europe. Joseph de Maistre était de ceux-là. Vienne, pour se consoler, se donna le plaisir de refuser la permission de sacrer le pape à Saint-Marc ; Naples ne voulant pas lui rendre Rome, le saint-père dut aller s'établir à Ancône pour négocier. A l'exception de l'Autriche, qui n'était pas certaine de voir sa proie papale, échappée de

ses mains, lui revenir aussi liée qu'il arriva depuis, tout le monde était donc à peu près satisfait.

Vint le concordat, dont les principes ne parurent pas à Joseph de Maistre beaucoup plus mauvais que ceux de la déclaration de 1682, à part les concessions de détail exigées par la tolérance des cultes dissidents et les changements de la législation civile : or Bossuet, bien qu'un peu protestant, avait toujours paru tolérable, même aux plus purs catholiques. Au sortir de la révolution, on n'avait du reste pas le droit d'être trop exigeant. Les cardinaux Gerdil, Antonelli et Cavandini, les plus savants du Collége romain, étaient chargés de rédiger le projet du concordat. Le ministre de France était M. de Cacault, homme sage et spirituel, qui se trouva en relation avec M. de Maistre, lorsqu'il eut été envoyé au poste de Naples pour faire place au cardinal Fesch. Ces Romains et ces Français s'entendaient assez bien, et s'efforçaient de concilier Pie VII avec Napoléon, interposant leur modération dans les contestations trop vives. Il y avait alors une influence visible de la France sur Rome ; mais cette influence n'allait pas jusqu'au despotisme. Cela devait arriver pourtant, et cela arriva en effet ; le pape devint, selon le mot de l'émigration, le chapelain de Napoléon, comme il avait été presque le serviteur de Joseph II et comme il est aujourd'hui serré dans un étau par la France et l'Autriche. Cette dépendance du pape révoltait Joseph de Maistre. Quelle en était l'origine ?

En cessant peu à peu de représenter, surtout dans sa lutte contre la maison d'Autriche, l'effort résistant de la démocratie évangélique contre les envahissements despotiques de César, la papauté avait vu croître en Europe un peuple prédestiné ; chacune des armes qu'elle ne pouvait plus porter, affaiblie par l'ébranlement du seizième siècle, ce peuple les recueillait : c'était d'abord la science, puis l'esprit de prosélytisme,

puis cette influence étrange sur les destinées universelles, si longtemps exercée par Rome. La France ainsi marchait ardemment vers le but que les vieux papes timorés commençaient à perdre de vue : l'émancipation des opprimés. Ces deux mouvements de croissance d'un côté, de dépérissement de l'autre, étaient corrélatifs et simultanés, si bien que peu à peu le pouvoir régénérateur passa en France, et que les Français devinrent les Guelfes des nouvelles indépendances, les semeurs d'idées, les ouvriers des civilisations commencées. La papauté, disposée à regarder comme dirigé contre elle ce qui s'accomplissait hors d'elle, exagérant son autorité, regrettant le temps passé comme font toutes les vieillesses, la papauté resta morne, inactive, impuissante à concevoir comme à lutter; elle s'isola de plus en plus dans le dogmatisme pur, et laissant à d'autres l'élaboration des nouveaux dogmes sociaux, elle vit avec stupeur que l'idée de Grégoire VII n'était pas le dernier mot de l'humanité. Peut-être était-il providentiel qu'elle fût neutre au moment du paroxysme de la guerre entre la liberté et l'autorité, afin qu'elle apparût plus tard, au moment nécessaire de la réconciliation, prête à les embrasser, agrandies toutes deux par la loi du progrès et par un combat purificateur, dans un christianisme agrandi lui-même.

Quoi qu'il en soit, depuis Calvin, l'influence papale diminue sensiblement. Au temps de Joseph II, le prestige spirituel est à peu près évanoui; les princes sont philosophes, et le successeur de Pierre, qui avait vu jadis Charlemagne venir se prosterner à ses pieds, entreprend humblement un voyage à Vienne, stérile en résultats. Survient la révolution, qui met en péril la puissance temporelle du pontife romain; et Pie VII fait pour sauver son trône ce que son prédécesseur avait fait pour sauver l'Église, avec un insuccès égal. La question de la monarchie romaine,

brûlante de difficultés actuelles, absorbe le malheureux prêtre; loin d'être une garantie d'indépendance, le patrimoine de Saint-Pierre le force à confier son sort à la puissance catholique qui se trouve la plus forte, et par conséquent à osciller alternativement entre la France et l'Autriche. Le sacre de Napoléon par Pie VII représente l'une de ces oscillations; ce n'est pas le nouvel ordre de choses que va consacrer ce vieillard, c'est le soldat qui peut d'un seul coup écraser la mitre blanche du Vatican et le trône du Quirinal, le satin et le sapin. Sa Sainteté, comme l'a dit Joseph de Maistre, se croit souverain, puis pape; c'est tout le contraire. Le souverain a trop d'affaires pour que le pape puisse songer; la question religieuse est étouffée dans cet axiome intéressé, que la monarchie est le meilleur gouvernement possible, et l'on agit de telle sorte que les peuples commencent à confondre le catholicisme avec l'absolutisme politique, car on les présente comme inséparables. Le pape a peur de la liberté à l'intérieur, et peur de la conquête de l'étranger. Dans l'espoir de dominer ces deux périls, il se met, pour le dire encore une fois, à la merci du plus fort, car la neutralité d'un petit État est aussi funeste au souverain qui le gouverne, que l'impartialité est obligatoire au sacerdoce. Ainsi voilà la papauté aux bras de Napoléon, et Joseph de Maistre s'indigne, et la noblesse entière éclate en reproches et en dédains contre le *chapelain de Napoléon*, qui retombera bientôt sous la protection dévorante et mortelle de l'Autriche. Et par suite de l'instabilité des choses en France, depuis la Révolution, le suzerain inévitable du pape, le maître absolu du pasteur des catholiques, c'est l'immobile, l'implacable cabinet autrichien.

Maintenant, si nous examinons chez Joseph de Maistre sa juste tendance à considérer les rapports étroits qui lient la

religion à la politique, et à regarder dans l'histoire la traduction des principes en faits et des faits en principes; si nous nous demandons quelle influence pouvait avoir à ses yeux, sur l'élaboration des formules religieuses, l'immobilité étouffante, le mutisme systématique, la castration intellectuelle du génie gouvernemental autrichien, quelle sera la réponse?

Il faut s'arrêter devant ce formidable problème.

Le livre *du Pape*, dans ses abstractions unitaires, dans ses aspirations de sentiment vers l'association universelle des esprits, est un fait énorme dans l'histoire psychologique du dix-neuvième siècle. C'est comme une transformation idéale de la République universelle des carbonari, ou, du moins, il se manifeste dans ces deux rêves une certaine similitude de besoins. Mais dans les vues purement politiques du livre, on ne trouvera peut-être que l'expression d'une réclamation énergique et passionnée contre l'impersonnalité complète du pape de nos jours. Il est impossible à quiconque examinera sérieusement la haine de principes que M. de Maistre professait contre l'Autriche, de croire qu'il ait consenti de bon cœur à ce joug imposé depuis la Restauration au pontife romain. Bien des catholiques ont vu dans Vienne le salut de Rome; M. le comte Rodolphe de Maistre, dans sa notice sur la vie de son père, a même dit, en 1851, que l'empereur d'Autriche et le roi de Naples sont les seuls souverains qui sachent appliquer le vrai remède au mal qui agite l'Europe. — Mais si ce mal est un enfantement?... — L'homme est si faible devant ses propres sympathies, le cœur est si justement le guide et le dominateur de l'esprit, qu'il ne faut pas s'étonner de la droiture optimiste de ceux qui voient dans les concordats, par exemple, un acte de dévotion des politiques de Vienne. Par malheur, la lueur implacable de l'histoire éclaire le but sous le moyen,

l'abrutissement sous le gouvernement, l'enchaînement de la pensée sous l'adoption des index romains. Sans doute, c'est pour d'autres causes que Joseph de Maistre détestait Joseph II ; mais qu'on y prenne garde, si c'est pour des motifs différents, ce n'est pas pour des motifs contraires : c'est toujours l'abaissement et l'opression du pape qu'il déplore, et il meurt, en 1821, dans le désespoir de sa cause politique, voyant, c'est son mot, la cause qu'on aime confiée à ceux qu'on n'aime pas, et prédisant qu'en dépit de la solidité autrichienne la révolution n'a fait que commencer. Il n'a nulle confiance dans la protection impériale, et la repousse, au contraire, de toutes ses forces; on le verra plus loin.

Pourquoi donc le livre *du Pape*, qui s'est prononcé si vivement contre l'Eglise gallicane, n'a-t-il rien dit de l'Autriche? Pourquoi n'a-t-il pas dévoilé les secrets de ce revirement par lequel, sans changer de politique ni de but, ce cabinet passa des moyens philosophiques employés par Joseph II aux moyens catholiques qu'inaugura l'esprit plus sceptique et moins scrupuleux de M. de Metternich? L'histoire en donne la raison. Publié en 1817, le livre devait se taire sur ces sombres questions, parce que le danger ne s'était pas révélé avec assez d'imminence pour motiver le jet d'un brandon de discorde entre Rome et Vienne ; puis, e c'est là le grand secret, les traités de 1815, en exposant le pauvre roi de Sardaigne aux serres menaçantes de l'aigle autrichienne, interdisaient toute parole imprudente au serviteur d'un roi qui n'était pas encore bien sûr d'être solidement assis sur son trône restauré. Voilà ce qui a ôté au livre sa valeur pratique, ce qui même l'a défiguré, en empêchant les esprits peu réfléchis de pénétrer le but de ce magnifique plaidoyer. On a pris pour le roman d'un revenant du temps de la reine Berthe l'expression tronquée d'un

merveilleuse pensée. Et si l'on m'accuse de détourner moi-même ici le sens naturel de ce livre fameux, je demande d'abord s'il n'est pas évident pour la critique, que toutes les idées de ce théoricien se tiennent et se correspondent logiquement; je prends ensuite la liberté de renvoyer le lecteur aux pages suivantes de ce livre, où des lettres de Joseph de Maistre formulent nettement le principe de l'indépendance italienne, assurée par la maison de Savoie; et je crois pouvoir conclure, en rapprochant cette idée du rôle souhaité par lui au pape, que rien, dans cette grandiose conception, n'est dénué de vues pratiques. Qu'on imagine en effet, dans l'Italie septentrionale, l'établissement du roi de Sardaigne devenu assez puissant pour se faire respecter de l'Autriche et de la France, fortifié à l'intérieur par des institutions plus détachées du pouvoir militaire et plus généreuses, comme en voulait le comte de Maistre, et rattaché enfin à la religion par le caractère naturellement sérieux de ses peuples; quels magnifiques développements parallèles de l'autorité et de la liberté dans la religion ne pourrait pas rêver le philosophe enthousiasmé?

Google

CHAPITRE VII

Difficultés avec la cour de Sardaigne. — Démission offerte et refusée.

J'entre dans un récit difficile et délicat, celui des souffrances que causa à M. de Maistre le cabinet peu intelligent et peu sympathique dont il dépendait; rien n'a été connu jusqu'ici de ces fières douleurs d'un cœur froissé dans ses abnégations, méconnu dans ses dévouements. Sa famille a gardé le silence par un sentiment de délicatesse et de juste dignité; mais je sens que le respect de la mémoire de Joseph de Maistre, loin de m'interdir, à moi simple narrateur, d'étudier son grand caractère dans ses intimes abandons, m'encourage au contraire à présenter de si beaux exemples de grandeur d'âme à une génération qui ne sait plus en offrir de semblables.

D'abord, le cabinet sarde et l'écrivain des *Considérations* n'étaient pas faits pour s'entendre. Le Savoyard avait, dans son sang chaud et vigoureux, le principe d'enthousiasme et de générosité particulier à la race gauloise, qui vit toujours dans les femmes quelque chose de divin. A cette ardeur naturelle de cœur, le génie et un isolement qui l'avait

tenu dans une contemplation obstinée du vrai et du beau absolu, avaient joint une rapidité souveraine de pensée et une certaine impatience de n'être pas compris, assez ordinaire aux grands esprits, et plus apparente chez ceux qui sont dépaysés moralement, comme le comte de Maistre l'avait longtemps été. Ainsi, tolérant et aimable avec Mme de Staël, même avec les Français de l'école de Jean-Jacques, avec ceux enfin dont l'esprit avait un essor et embrassait les choses du regard de la pensée, le philosophe était impitoyable pour les paperassiers de Rome, puis de Gaëte, puis de Cagliari ; il sautait sur son fauteuil en lisant les dépêches de ces honnêtes secrétaires d'État, d'autant plus entichés de leurs fonctions qu'ils étaient moins capables de les remplir, et articulant chaque idée, de la voix ou de la plume, avec des tics d'infaillibilité militaire qui changeaient les instructions en consignes, selon le vieil et funeste usage du gouvernement des commandants. Cette petite cour procédait par petits pas, traitait avec une gravité méticuleuse les moindres affaires, manquait d'hommes de tête, et ne sut voir dans la Révolution qu'une question entre les jacobins et les soldats royaux. La politique extérieure reposait sur un principe malheureux de prudence universelle, consistant à ne jamais se brouiller avec personne, à ne rien faire qui eût des inconvénients, ce qui revenait naturellement à n'avoir point d'amis et à tout faire mal. La seule idée qui dominât cette politique était une horreur profonde pour la France même antérieure à la Révolution, une frayeur féroce de la pensée, de la parole, enfin du dix-huitième siècle. M. de Maistre, véritable Voltaire du catholicisme et de la monarchie, M. de Maistre, l'ennemi de tout séquestre d'une thèse, prenant en main les armes des encyclopédistes, la pure raison, pour les combattre, devait être suspect et inquiétant, et se fit en effet à la cour fugitive une

belle et bonne réputation de jacobin[1]; on n'était rassuré que par sa fidélité, trempée aux torrents de la montagneuse Savoie. Puis, la hardiesse de sa parole, la vigueur accentuée de son style, sculpté comme le *Moïse* de Michel-Ange, son penser énergique et net comme celui de Sénèque, étonnaient les bureaux des chancelleries royales, dont la gravité raisonnable ouvrait alors de grands yeux. Or ces messieurs étaient de cette classe peu soucieuse d'art et très-bourgeoise qui ne supporte pas d'être étonnée, et pour laquelle le nouveau est absurde. Tout peut-être se fût arrangé, si le comte de Maistre eût été bien connu personnellement du roi ; mais il n'avait jamais vu la cour qu'en passant, et n'avait pu essayer sur le roi, bien supérieur en réalité à ses ministres, ce don de séduction qu'il portait en lui et qui séduisit Mme de Staël, Haller, Alexandre Ier, Lamennais, et tant d'autres. Il ne fut jugé du roi que par des lettres écrites pour la plupart dans l'agitation de situations extrêmes, dans la ruine de la maison de Savoie et de sa propre maison liée par un pur dévouement, sans récompense ni consolations, à l'infortune royale. Peut-être son origine à demi française fut-elle une des causes de la malveillance de l'entourage du roi. A coup sûr, les préventions du pauvre souverain, aigri par les humiliations, et aussi incertain dans sa manière d'apprécier les hommes que dans ses vues politiques, furent entretenues et dirigées contre M. de Maistre par les gens de cour, ennemis nés des gens de robe qui formaient le seul corps qui leur pût résister, comme ceux-

[1] Pour donner une idée de l'esprit de la chancellerie sarde, il suffira de dire que M. de Maistre fut grondé pour avoir parlé dans une lettre de la popularité des anciens maîtres de la Toscane, et qu'il dut s'expliquer là-dessus.

« Je ne vois pas ce qu'il y a à reprendre dans cette phrase. *Popularité*, en français, réunit les idées de bonté, de simplicité, d'affabilité. Je ne vois pas quel venin il y a dans ce mot qui désigne la qualité d'un grand qui parle et agit avec bonté à l'égard de son inférieur. »

ci détestaient les gens de guerre, qui exerçaient à côté d'eux une juridiction abusive. Ainsi, là comme dans la petite cour du prétendant français, les vieilles jalousies survivaient au régime évanoui. Telle est l'histoire de ces deux prêtres réfugiés à Londres, qui se détestaient et s'évitaient à cause d'une querelle de jansénisme.

Les négociations du comte de Maistre à Pétersbourg avaient tout le succès que les circonstances rendaient possible. Le résultat fut trop souvent peu satisfaisant; mais cette mission pouvait-elle faire autre chose que représenter le droit violé, sous l'empire déjà puissant en Russie de Napoléon, la personnification de la force? M. de Maistre était à Pétersbourg une protestation vivante, ou, en termes de jurisprudence, un empêchement à la prescription. Dans des négociations moins impraticables, le comte de Maistre obtint tout ce qu'on pouvait espérer. Ainsi, Alexandre accorda sur ses instances, au roi de Sardaigne, un subside égal à celui qu'il donnait à Louis XVIII; et, après une année de nouvelles démarches de notre ministre, une somme annuelle de 37,000 roubles fut ajoutée au premier subside. De plus, son zèle diplomatique plein de goût et de convenance, son attitude digne et fière, lui concilièrent l'estime et l'admiration d'Alexandre, avant même que des rapports particuliers avec l'empereur eussent fait connaître à celui-ci la grandeur de ce génie. Les correspondances diplomatiques où j'ai puisé une partie de mes documents m'ont donné la conviction que c'est grâce à M. de Maistre que le roi de Sardaigne trouva dans Alexandre ce protecteur constant qui modéra autant qu'il put, en 1815, les prétentions incroyables que l'Autriche élevait à nos dépens. Je crois n'être pas dominé en ceci par le désir de grandir mon héros [1].

[1] Ces faits, du reste, qui pourront être exposés plus tard, n'appartiennent pas à ce livre, qui s'arrête à 1810.

Mais le roi n'était pas satisfait. « Faites-mieux, » disait-il par une triste politique, même lorsque son attente était dépassée, comme si ce noble serviteur, le vrai type de la *domesticité* du moyen âge, avait eu besoin d'être stimulé par la crainte d'être grondé ; comme si les natures supérieures ne se réconfortaient pas, au contraire, par l'approbation.

Sa Majesté me semble exiger quelque chose de moi que je ne saurais comprendre, ce qui me tient dans une peine extrême. Citez-moi un cas possible que je n'aie pas prévu et touché dans mes notes et conversations officielles, et j'enverrai ma démission. Il est fort inutile d'examiner s'il y avait moyen de prévenir nos désastres, puisque le passé n'est plus à nous. L'équité de Sa Majesté considérera que j'ai été appelé trop tard aux grandes affaires, et que je suis obligé de les prendre dans l'état où elles sont. Vous pouvez penser, monsieur, si j'ai été surpris l'autre jour (puisqu'il faut être impudent) : Le chancelier Woronzoff, qui n'est pas extrêmement complimenteur, comme vous savez, m'a dit, après m'avoir entendu quelque temps : « Le roi de Sardaigne est bien heureux d'avoir ici un homme comme vous. » Si je n'étais qu'un fat, je pourrais être content ; mais quelle approbation peut consoler un honnête homme de manquer de celle de son souverain ?

En 1804, M. de Maistre, prévoyant une baisse des fonds publics, se hâta d'envoyer au roi une partie du subside. Sans cette mesure, en effet, on aurait perdu 18 p. 100. Néanmoins, *pour la règle*, selon le principe militaire, et pour ne pas autoriser des irrégularités, on lui reprocha d'avoir fait perdre l'intérêt de 1,000 roubles pendant un mois ; et cette sottise fut dite solennellement à la chancellerie sarde un mois après l'événement, lorsqu'il était devenu palpable que l'idée du comte de Maistre avait été des plus heureuses.



. On affectait de le mettre sous la tutelle des conseils et des instructions du comte de Front, ministre du roi à Londres. Le motif de cette grande confiance accordée par la cour au jeune M. de Front était par lui-même une cause de nombreux dissentiments entre les deux envoyés ; car le ministre sarde à Londres s'était pénétré d'une idée anglaise qui attachait le nom de jacobin à tous ceux qui aimaient la monarchie française, s'ils aimaient aussi la France comme France; et c'était en qualité de jacobin qu'on soumettait le comte de Maistre à l'orthodoxe M. de Front. Les Anglais de haut bord donnaient volontiers aux émigrés français, même les plus opiniâtres, le nom de *pourris*, fait par Napoléon pour Barras; on préparait ainsi les puissances étrangères à une mesure plus anti-française que la restauration des Bourbons, c'est-à-dire à la division de la France, rêve qui fut longtemps sérieux à Londres. Cette mystification de l'opinion avait parfaitement réussi auprès du cabinet sarde ; M. de Maistre était donc un jacobin dangereux. Qui s'en douterait aujourd'hui, à lire ses livres?

M. de Front, qu'on avait englué à Londres, passait à la cour de Sardaigne pour un homme sage. Il ne réussissait pourtant pas mieux dans sa mission que M. de Maistre à Pétersbourg. Sans doute, il faut se garder d'imputer à un ministre la tiédeur plus ou moins prononcée du gouvernement auprès duquel il réside, surtout s'il s'agit de celui d'Angleterre, le moins impressionnable peut-être de tous. Je puis cependant faire observer que dans les conditions de paix posées, en 1804, à Napoléon, l'Angleterre n'avait pas daigné exigé l'indemnité *entière* du roi, comme avait fait la Russie; elle s'était bornée à parler simplement, et même légèrement, d'indemnisation. « N'importe, *suivez toutes les instructions du comte de Front,* » ordonnaient les dépêches de Rome. Celui-ci, heureux d'avoir à régenter un

homme dont il sentait la supériorité, traitait de haut en bas le comte de Maistre.

Les satellites de la France, m'écrit M. de Front, *ne cessent de souffler vous et moi.* — J'ai trop étudié les têtes humaines pour ne pas savoir que ce sont des instruments qu'on n'accorde pas si aisément. Quand elles marchent toutes sagement vers le même but, on est trop heureux ; par le même chemin, c'est impossible. Que chacun suive le sien, pourvu qu'il arrive. La différence entre le comte de Front et moi est que j'ai assez de philosophie pour ne pas condamner la sienne, et qu'il manque de cette philosophie à mon égard. Il me regarde, au pied de la lettre, comme un jeune homme entre les mains de femmes de mauvaise vie. J'ai répondu à M. de Front à peu près ce que je viens d'avoir l'honneur de vous dire. J'ai même répandu sur ma lettre un très-léger vernis de gaieté, pour exclure jusqu'au soupçon du mécontentement. Au fond, pourquoi serais-je mécontent? J'ai *tapé* du pied dans le moment, mais bientôt j'en ai eu pris mon parti : mes rages ne durent guère.

La situation arrivait au comique lorsque le cabinet s'inquiétait de savoir si M. de Maistre ne *manquait* pas d'instructions de Londres.

A part le plaisir de recevoir des lettres de M. de Front, je suis sur ce retard du calme le plus philosophique, car je ne me fais pas illusion sur mes correspondances et crois qu'il n'y a pas de lettres nécessaires, excepté celles de créance. Quant aux conseils, tout le monde en a besoin, et celui qui croit pouvoir s'en passer montre précisément qu'il en a plus besoin qu'un autre. J'en recevrai donc comme j'en donnerai. Nous devons mettre en commun, pour le service de Sa Majesté, toutes nos pensées et toutes nos affections ; je ne réclame que l'égalité.

Ces soupçons des royautés déchues contre leurs fidèles

et malheureux serviteurs furent une de leurs plus fatales maladresses. Les querelles acrimonieuses qui divisaient l'émigration et affaiblissaient le parti royaliste eurent souvent pour origine les défiances des princes émigrés, qu'un excès d'infortune avait rendus ombrageux. M. de Maistre s'efforçait de ramener au bon sens les tendances royales.

Les soupçons ont fait des maux infinis; toujours ils sont connus des personnes qui en sont l'objet, et ce sont des hommes aliénés et perdus pour toujours. C'est le prodige, c'est le tour de force de la fidélité de résister au soupçon. A cette époque extraordinaire, il ne suffit pas à la monarchie d'avoir des sujets, il lui faut des amis; et quand je songe à ceux qu'elle a perdus en croyant seulement se mettre en garde !... Les plus funestes apostasies viennent de là. Si des soupçons portés trop loin ont fait de si grands maux, ils n'en préviennent aucun. J'ai vu plusieurs pays, plusieurs régimes différents, plusieurs manières de surveiller les hommes; j'ai toujours vu que la plus modérée était la meilleure. Il ne faut pas fermer les yeux et commettre des imprudences, mais ne faut pas s'exposer à recevoir des coups réels en voulant en paror d'imaginaires.

Il est vrai que jamais plaidoyer ne fut écrit pour un client plus innocent de la faute reprochée. Il s'agissait d'un jeune émigré nommé Venanson, qui n'était pas précisément un jacobin enragé, si l'on en juge par le fait suivant :

J'ai dîné, l'autre jour, chez le duc de Serra-Capriola, avec M. V..., dont vous m'avez parlé dans une de vos lettres. On parlait de la fameuse descente en Angleterre, qui a déjà tant fait parler dans le monde, et chacun opinait à sa manière. Quant à lui, il disait que tout son désir était de voir réussir le débarquement, parce que c'est tout ce qui pourrait arriver de

plus malheureux aux Français, comme le succès de l'entreprise serait tout ce qui pourrait arriver de plus malheureux pour le monde. M. Buys, ci-devant envoyé batave, et maintenant retiré pour cause de santé, était à table. C'est un homme qui n'a pas moins d'esprit que de modération. « Vous ne faites pas attention, monsieur, » lui dit-il, « que les Français, une fois arrivés en Angleterre, y feraient des maux infinis, quand même ils en seraient chassés. » — « Eh ! qu'est-ce que cela me ferait, à moi, repartit vivement Venanson, « qu'on brûlât la moitié de l'Angleterre, pourvu qu'on tuât cinq cent mille Français ? » Je me promis *in petto* de vous rapporter cette phrase modérée qui fit rire aux éclats. Je pourrais en ajouter d'autres moins originales, si je ne croyais tout cela parfaitement superflu dans les circonstances présentes.

Une autre fois, c'était le baron de Stedding, ambassadeur de Suède, qu'on soupçonnait de jacobinisme.

C'est comme si l'on parlait des principes calvinistes de Pie VII. On craint qu'il ne colporte mes secrets chez le ministre de France. Vous savez, monsieur le chevalier, que le baron de Stedding a toujours traité assez lestement le général Hédouville, et que dans ce moment il est à peu près brouillé avec lui à cause des politesses de cœur qu'il fait ici, sans se gêner le moins du monde, à la comtesse Diane de Polignac, qui a retrouvé chez lui, dans le malheur, l'ami de 1780. C'est un homme, comme vous voyez, absolument dévoué *à la France*.

M. de Stedding, qui était fort avant dans les bonnes grâces de l'impératrice régnante, était l'un des meilleurs amis du comte de Maistre. Mais celui-ci avait une âme si singulièrement généreuse, qu'il prenait fait et cause tout aussi vivement pour les nobles à demi fidèles restés en Piémont et en Savoie, quoique plusieurs d'entre eux n'eussent pas agi en

tout selon la conscience, et qu'il pût craindre d'être assez mal vu de ceux-là, précisément à cause de sa conduite si différente.

Lorsqu'il s'agit de juger une de ces familles qui ont tout quitté et tout perdu pour la bonne cause et qui se sont vues forcées, par les malheurs de leur souverain, à passer sous la domination de la France, on ne saurait y regarder de trop près. Dans tous les siècles, il y a une accusation à la mode qu'on se jette à la tête avec une facilité surprenante. Aujourd'hui, on est *jacobin*, et ce mot se prononce avec une aisance admirable. Ainsi, celui qui a dîné avec un officier français, ou que la peur a forcé de monter la garde une fois avec une cocarde tricolore à son chapeau, est *jacobin* comme celui qui aurait voulu empoisonner le roi. Pour m'en tenir à ces familles dont je vous parlais, comme elles ont donné primitivement des signes décisifs de fidélité, l'équité exige qu'on ne les accuse d'avoir changé de système que sur des preuves incontestables. Ainsi, par exemple, les marques extérieures de politesse et de déférence qu'elles pourraient donner aux autorités du lieu ne prouvent absolument rien contre elles. En effet, quand on est dans un pays, on dépend de celui qui commande; c'est lui qu'il faut voir, c'est à lui qu'il faut s'adresser, quel qu'il soit, et en entrant dans sa chambre, on ne se jette point du tout *dans ses bras*. Je ne connais point ces messieurs, mais comme je sens qu'il n'y a rien d'aussi malheureux que d'être soupçonné par le gouvernement dont on a suivi le sort, je leur rends, en parlant pour eux, le service que je voudrais qu'un honnête homme me rendît en pareille occasion.

Après ces digressions, auxquelles je me laisse souvent aller parce que le cœur s'y sent à l'aise, je reviens aux démêlés du comte de Maistre avec le cabinet sarde.

La question d'argent n'était pas la moins grave de ces difficultés.

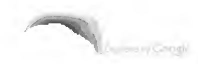
Peu de mois après son installation à Pétersbourg, on lui


Digitized by Google

avait écrit que les finances allant de mal en pis en Sardaigne (nul employé n'avait été payé depuis 1802), et que si sa famille n'avait d'autres ressources que le traitement arriéré du comte, elle aurait beaucoup à souffrir. M. de Saint-Réal, son beau-frère, chargé alors de la distribution des appointements, devait être, par délicatesse, moins large encore pour lui-même et pour ses parents que pour les autres créanciers, la convenance l'obligeant à s'acquitter d'abord envers les étrangers. Il était donc impossible que Mme de Maistre, qui en était à vendre son argenterie, pût être secourue par le payement de ce qui était dû à son mari, si un ordre du roi ne venait pas mettre à couvert les honorables scrupules de M. de Saint-Réal, en lui ordonnant de payer régulièrement l'envoyé extraordinaire. Cet ordre ne fut pas donné. Le traitement de régent de la grande chancellerie, dont il pouvait épargner le quart en vivant à Cagliari, devenait un morceau de pain à Pétersbourg.

« La dépense forcenée de cette ville ne peut être comprise par qui ne la voit pas. Avec mes 6,800 roubles et mon habit vert, je suis ici comme les trois enfants dans la fournaise : *Misericordiâ Domini quia non sumus consumpti.* Je ne puis sortir à pied, car je n'ai que la pelisse grossière du carrosse. »

Et il faut observer que la Prusse, l'État qui payait le moins ses ministres, leur donnait 35,000 roubles, et qu'il fallait de toute nécessité qu'avec le cinquième de cette somme, M. de Maistre fît face aux exigences du cérémonial, qui triplaient la dépense normale d'un homme de condition. De plus, contre l'usage, les frais du voyage, montant à près de 6,000 livres, ne lui furent pas comptés ; ces charges s'aggravaient des frais de poste, assez considérables dans une correspondance fréquente. Il lui arriva


Digitized by Google

une fois de ne pouvoir sortir, faute de ruban pour porter sa croix; il ne pouvait décemment en demander aux chevaliers russes, et les marchands ne voulaient pas en fabriquer pour moins de 150 roubles; il fallut attendre que le ruban demandé au roi fût arrivé. Avec les fameuses 20,000 livres, il fallait encore qu'il entretînt sa famille : la comtesse était fixée à Turin, où elle pouvait, avec 5,000 livres par an, suffire aux convenances et faire élever dignement ses enfants; le comte ne pouvait faire venir ces trois êtres aimés à Pétersbourg, le voyage eût coûté 10 ou 12,000 livres, et le surplus des dépenses après l'arrivée eût excédé les ressources communes.

2 (14) août 1803.

C'est avec le plus profond déplaisir que je reviens encore sur le triste chapitre des finances, mais j'y suis conduit nécessairement. Jamais on ne m'a dit, jamais on ne m'a pu dire: « Vous » irez à Pétersbourg, gouffre unique en Europe de luxe et de » dépense; vous y irez dans une charrette qui ne pourra pas » même porter un coffre, c'est-à-dire sans aucune espèce d'équi- » page; là vous achèterez tout ce que la décence rendra indis- » pensable, depuis le carrosse jusqu'à la décrottoire; vous achè- » terez surtout des pelisses pour vous et pour vos gens. En même » temps, vous monterez une autre maison à Turin, et cela sur » vos appointements ordinaires. » Il m'est dû 4,500 livres; il faut trouver cette somme extraordinaire ou quitter la partie. Voici ce qui est arrivé. J'ai mangé 700 roubles de mon argent. Les dernières fêtes ont exigé un habit. J'ai dû sortir de mon appartement, je n'en ai point trouvé au-dessous de 1,300 roubles, il a fallu aller à l'auberge. Les officiers piémontais sont arrivés là-dessus; l'un d'eux est très-dangereusement malade; je doute qu'il s'en tire; j'ai reçu son testament. Que fallait-il faire? J'aimerais mieux me faire moine que de voir des Piémontais crever à l'auberge sans les secourir; j'ai retiré 350 roubles sur l'argent que j'avais pris par anticipation et je les ai

remis à ces messieurs. Le sort est déchaîné contre moi. Je prends le parti, monsieur le chevalier, de vous envoyer tout uniment une feuille de mon livre de compte tel qu'il est griffonné par mon valet de chambre. Lisez cette belle pièce, vous y admirerez surtout le prix du peu de repas que je prends chez moi ; il vous annonce une soupe et quelquefois un poulet maigre. Enfin, monsieur le chevalier, amusez-vous avec la noble lecture que je vous procure, je ne vois pas d'autre moyen de me mettre en règle.

Dernièrement, une couturière s'excusait auprès d'une dame de ma connaissance, de n'être pas venue au jour marqué, disant que son mari avait eu besoin de la voiture, et *qu'ils n'en avaient qu'une*. Pauvres gens ! L'appartement que je quitte me fut cédé par un dentiste ; celui que je prends est quitté par un chanteur de l'Opéra. Vous voyez que je ne *chante* pas très-haut.

Je partage, je déplore les souffrances du roi ; mais que puis-je contre l'impossible ? Qu'est-ce que le sentiment fait au prix des choses ? Vous me direz que j'ai l'espoir d'être payé en Sardaigne ; mais qu'est-ce que ma femme peut acheter avec un *espoir ?* Je ne veux plus rien avoir à faire avec la Sardaigne. Je connais ce pays à fond : M. le comte de Casazza ne fera pas de l'or avec un signe de croix, comme l'abbé Sisternes fait de l'eau bénite. D'ailleurs, je les entends d'ici : *Est il naturel que l'argent des Sardes sorte pour payer un étranger ?* Jamais un Sarde ne s'élèvera au-dessus de cela. Et permettez-moi de vous le dire, s'il y avait dans ce pays une ombre de délicatesse et de véritable amour pour Sa Majesté, je ne vous écrirais pas cette lettre. Comment voulez-vous me forcer à quereller toute l'année pour cette somme, à disputer, à mendier ? Cela est horrible et insupportable. J'en ai honte comme si j'avais tort. Si Sa Majesté y consent, j'emprunterai de l'argent pour me tirer d'embarras, je ferai comme les autres, et je verrai s'il est possible à l'avenir de me tenir à flot. Dans le cas contraire, je prendrai conseil du désespoir. J'ai mangé tout ce que je possédais à moi ; malgré ce sacrifice, je ne puis atteindre au mois

de février. Il faut donc absolument laisser ici de quoi me tirer d'embarras [1], j'enverrai sans délai le reste. Je ne me passe ici aucun plaisir. On avait cru d'abord que les ambassadeurs seuls étaient invités aux grandes revues; il y avait même eu du bruit à ce sujet parmi les envoyés extraordinaires, qui en avaient écrit. Le tout était un malentendu. On nous a fait savoir que tous ceux qui voudraient y aller trouveraient des appartements et une table chez l'empereur. En conséquence, tous sont allés, excepté moi. Il faudrait faire de grandes dépenses en chevaux, en habits, en étrennes, etc. Je reste chez moi. Ce sont là des pilules difficiles à avaler.

Si quid mihi exciderit, où vous trouviez par hasard trop de chaleur, excusez-moi, je vous prie, vous savez bien que toute cette chaleur est dans le tuyau de ma plume. D'ailleurs, vous voyez ma situation. Lorsque je pense à ma famille, lorsque je me vois deux maisons sur les bras, dont une à Pétersbourg, avec 8,000 roubles, et que je porte les yeux sur l'avenir, il est des moments où la tête me tourne. Je cours alors chez le duc, qui est ruiné aussi, et qui me console un peu avec son rire napolitain.

Voici la fin de cette triste histoire des 4,500 livres.

Dans un moment de détresse où la comtesse perdait courage, il lui envoya 3,400 livres tournois sur le subside dont le payement avait été anticipé au roi. Quoique en réalité le roi lui dût une somme plus forte encore, il se repentit bientôt d'une action qui lui parut contraire aux règles strictes du respect, et écrivit qu'il ne voulait pas se servir par ses propres mains, ajoutant qu'il priait le roi de lui donner ou de lui refuser lui-même cette somme.

Si l'on veut bien se rappeler que rien n'est plus incontestablement dû, qu'il n'y a aucun moyen imaginable pour suppléer

[1] Il s'agissait d'être autorisé à prendre sur les fonds du subside de la Russie la somme que lui devait le roi.

à cette somme, et que ce sacrifice, après tous les autres, me tuerait, au pied de la lettre, je vous prie d'écrire à ma femme que la lettre de créance qu'elle a reçue, en date du 25 de ce mois, au montant de la somme susdite, est à sa disposition. Dans le cas contraire, ayez la bonté de tirer une lettre de change sur elle, qu'il sera bon de faire signer par M. Gabet, dont elle connaît la personne et l'écriture. La lettre sera acquittée sur-le-champ. C'est le sang de ses enfants; mais ce sang est encore au roi, et il me convient de finir ainsi.

On voit, par ces dernières paroles, qu'il songeait à donner sa démission, et qu'il était à bout de forces [1].

La lettre de change fut tirée sur *Mme Maistre-Morand*, et adressée à Mme Juste Valin, négociante, rue de Pô, à côté de l'ancienne université. La comtesse paya sur-le-champ les 3,400 livres qui lui appartenaient, avec de grands frais de change et de commission. M. de Maistre ne se plaignit pas et n'en reparla jamais [2].

En vérité, cette race d'hommes n'est plus.

La fière et douloureuse pauvreté du serviteur eût pu être adoucie par de justes satisfactions données à la dignité du ministre. Cette dignité n'était-elle pas, au fond, celle du roi lui-même? Le comte n'avait que la petite croix de l'ordre des Saints Maurice et Lazare. « Est-ce la grand'croix? » lui demanda un soir, à la cour, le chancelier Woronzoff. Il était dur de répondre : Non. Le roi avait écrit de sa main : « Je sais que le bien de mon service exigerait que vous

[1] Dans la dépêche qui suivit celle-là, M. de Maistre ajoutait :

« Mme de Maistre ne sait rien de l'affaire, sinon qu'elle doit payer quand elle recevra une lettre de change de tant, les dames ne devant point se mêler des affaires. »

Cette ironie délicate n'est-elle pas un trait d'esprit admirable?

[2] La vérité, aussi bien que le devoir de mettre à couvert la délicatesse de la famille de Maistre, m'engagent à déclarer ici qu'elle est absolument étrangère à la publication de ces détails, puisés du reste à des sources authentiques.

Digitized by Google

fussiez plus décoré. » La phrase était étrange. M. de Maistre répondit au comte de Challambert :

C'est-à-dire, très-évidemment, que l'aversion est plus forte que ce qu'il y a de plus fort dans l'univers, la raison d'État. Après cela, il n'y a plus qu'un vilain sans tête et sans cœur qui puisse s'obstiner au service. Dernièrement, un homme de ce pays me disait avec une belle naïveté : « Il faut avouer que s vous jouissez ici d'une grande considération, ce n'est pas aux frais de votre maître. » Ah! je ne veux plus entendre de pareils discours.

Un jour, le duc de Serra-Capriola lui dit : « Pourquoi n'avez-vous pas l'habit de chambellan qui est dû au titre d'envoyé extraordinaire? » — « C'est qu'apparemment Sa Majesté a pensé que le grand uniforme de Saint-Maurice était suffisant. » — « Cela ne va pas, » reprit le duc. Celui-ci demanda au roi, pour le comte, la grand'croix de Saint-Maurice. Le roi fit cette réponse incroyable : « Qu'il ne le pouvait, étant dépossédé de ses États. » Comme s'il n'était pas roi de Sardaigne et en Sardaigne! Comme s'il n'avait pas des ministres à Londres, à Vienne, à Pétersbourg! M. de Maistre s'écria : « Je sais bien que le duc d'Yorck ne peut pas donner l'ordre de la Jarretière, mais le roi croit-il en être là? »

M. de Maistre s'échauffa à ces incompréhensibles duretés d'un souverain à qui il avait sacrifié sa famille.

Sa Majesté peut m'envoyer à la mort, je suis tout prêt; mais au ridicule, non : pour cela, je suis poltron. Le duc a eu la bonté d'être affligé de la lettre de Sa Majesté. La grâce accordée à son frère lui a causé un nouveau chagrin, parce qu'il l'a envisagée comme une espèce de compensation du refus. Il m'a chargé expressément de vous écrire pour vous témoigner com-

bien il en avait été *peiné* (c'est son mot). Que voulez-vous que j'y fasse? Je suis résolu à présenter ma démission à Sa Majesté. Je crois qu'il m'en coûterait moins de mourir; mais il n'y a plus moyen de faire autrement. Du moment que j'eus connaissance de ma destination et que je vis le système pris de réunir sur ma tête l'éclat du poste et l'humiliation de la personne, je regardai ma perte comme assurée. Je la prédis, elle est arrivée. Jamais je ne surmonterai l'opposition que j'ai contre moi; les humiliations de tout genre se succéderont et je resterai en butte aux ricaneurs. Ma position devenant chaque jour plus intolérable, il faut prendre un parti. Il est irrévocablement pris.

Croyant être aux yeux des Russes un pis-aller envoyé par le roi faute de mieux, épouvanté du ridicule terrible d'un zèle désavoué, atteint d'une maladie d'yeux, suite d'un travail d'écriture dépassant de beaucoup ce qu'on pouvait raisonnablement exiger d'un ministre sans secrétaire, effrayé enfin de la ruine de ses enfants, qui devenait de jour en jour plus inévitable, il s'abandonna au désespoir et envoya sa démission.

MÉMOIRE.

Lorsque je reçus de Sardaigne la nouvelle de ma destination à Pétersbourg, je fus d'abord extrêmement frappé de trouver dans le paquet mes lettres de créance et mes instructions. C'était me prier assez clairement de partir sans voir la cour; car pourquoi exposer ces pièces, si je devais passer à Rome? Je crus cependant, après y avoir bien songé, que je pouvais faire semblant de n'avoir pas aperçu cela, et c'est ce que je fis, mais il restait bien d'autres difficultés. Je passe sur ce qui a été changé, pour rappeler seulement qu'afin de m'ôter la liberté de délibérer, on eut soin de me cacher le traitement dont je devais jouir. En effet, si l'on m'avait annoncé 20,000 livres et les frais de poste à ma charge, non-seulement j'aurais refusé sans

balancer, mais je n'aurais pu accepter en conscience; car un père de famille qui a tout perdu n'a pas le droit de disposer de l'existence de sa famille. Je me plaignis de cette finesse qui ne me paraissait pas loyale; on me répondit qu'*on ne pouvait hasarder de semblables détails sur mer*; mais il n'y avait pas la moindre difficulté *de hasarder sur mer* mes lettres de créance et mes instructions en toutes lettres! Tout cela est écrit et ne peut s'effacer.

J'étais sur les épines, d'autant plus que je ne voyais pas moins de difficulté du côté de l'honneur. J'écrivis sur moi-même comme j'aurais écris sur un autre. Je fis voir que je n'étais pas assez décoré; qu'on m'exposait ici, qu'on ne pouvait, sans exposer même le service du roi, me priver tout à la fois et d'argent et d'honneurs. Je proposai la grand'croix : si l'on y voyait des difficultés, il me vint une autre idée. Je savais combien on aime, dans le Nord, les distinctions féodales; je savais qu'en Russie, où j'allais, on n'a pas même l'idée d'une noblesse sans terre. Je proposai donc de me donner un titre en Sardaigne; ou si, enfin, on ne voulait rien faire pour moi, je mandai que j'étais prêt à aller, sans aucun titre quelconque de noblesse ni de légation, comme un simple docteur de l'université de Turin. Je fis part de ma réponse à S. A. R. Mgr le duc de Genevois, qui me répondit : *Il n'y a rien de plus raisonnable*. Je ne crois pas, en effet, que ma demande eût été refusée à un bourgeois du faubourg de Ballon. Quant à moi, je fus refusé sur tous les points, et, en conséquence, je ne voulais pas partir, lorsque je reçus une de ces lettres confidentielles auxquelles un homme d'honneur ne sait pas résister. Je partis avec le bandeau sur les yeux; à mon arrivée, on me signifia les 20,000 livres de traitement : c'était m'ôter 5 ou 6,000 livres de rente et condamner ma famille à l'indigence absolue; mais que faire? J'étais venu, il fallait continuer ma route. Je crus au moins que ma demande ne trouverait pas de difficulté; mais je fus refusé directement par Sa Majesté, de sorte qu'il ne me fut pas possible de mettre tout sur le compte du ministre, comme j'avais aimé à le faire.

Digitized by Google

J'anticipe sur les événements pour observer qu'ayant renouvelé cette demande d'ici, après quelques mois de travaux assez heureux, j'ai été renvoyé *à la paix*. Il faut certainement et malheureusement qu'on ait, à Rome, une idée bien basse de moi, si l'on m'y croit assez vil pour accepter cette récompense à la paix. Il y a des refus qui sont insupportables à l'honneur, même la première fois; à la seconde ou à la troisième, on ne sait plus comment s'expliquer. — Je reviens.

Les revenus de mon emploi m'étaient solennellement promis pour ma famille. Sans me parler, sans me prévenir, sans me dire un seul mot de simple civilité, on écrit dans mes nouvelles lettres de créance : *ci-devant régent*. Je me plains; on gratte le papier pour écrire de fort mauvaise grâce, à la place de *ci-devant, actuellement*. Je reçois une voiture que j'ai vendue ici 60 roubles, après avoir cherché et marchandé pendant six mois. Pour gagner le temps qu'elle me faisait perdre, j'ai fait ce que très-peu de gens auraient fait. Je suis venu de Vienne ici sans sortir de ma voiture, ne me couchant jamais et vivant de quelques aliments secs que je portais avec moi. J'en ai contracté une incommodité qui m'a fort effrayé, ici, pendant quelques jours, mais que mon heureux tempérament a heureusement surmontée. Enfin, avec ma qualité de ministre et deux domestiques (indispensables à cause des langues), je n'ai dépensé précisément que la somme qu'on alloue à un courrier napolitain, homme du peuple, qui vient ici seul dans sa petite charrette. En récompense, on me condamne à faire tous les frais de mon établissement à Pétersbourg, à me procurer carrosse, meubles, linge, garde-robe, pelisses surtout, pour moi, et pour mes gens, et, enfin, à monter la maison de ma femme, à Turin, avec 6,800 roubles, traitement de la première année. Bientôt je perds mon emploi sans être averti d'aucune manière (espèce de douceur qui coûtait cependant bien peu), et je me trouve privé de tout rang décidé dans l'État. Mon prédécesseur obtint sans difficulté 10,000 livres pour quitter le service de Sa Majesté et ramener sa femme dans la République; la mienne, dont je n'ai point encore parlé dans un certain sens par pure

délicatesse, attend encore, au bout d'une année, le payement d'une légère somme solennellement promise, et me tient habituellement dans une peine mortelle. C'est en vain que je voudrais me faire illusion; je suis forcé de voir dans cet enchaînement de faits, non une de ces rigueurs passagères dont nul bon sujet ne doit se plaindre, d'autant plus que souvent on les mérite, mais une défaveur soutenue, un *non* en permanence, un système suivi et manifeste d'employer le zèle et la fidélité, qui sont heureusement incontestables, le talent même, si par hasard il s'en trouve quelque étincelle, mais de proscrire la personne. Le chagrin me ronge. Je vois clairement que je déplais à Sa Majesté.

Un homme du rang et du caractère le plus distingué, et qui connaît parfaitement ce pays, prend la plume par pure amitié et demande pour moi à Sa Majesté ce que la voix publique demande de même. Elle demeure inébranlable.

Dans plus d'une lettre, et même de vive voix, j'ai fait sentir que le succès des demandes nullement indiscrètes que je portais au pied du trône pouvait influer sur le bien-être de ma famille. Je n'ai pas dit davantage; mais Sa Majesté, dont les refus m'ont fait déjà bien plus de mal qu'elle ne croit, pouvait supposer ce qu'elle voulait.

Cette famille, l'une des plus nombreuses de ses États, l'a servie fidèlement de sa tête et de son bras, dans des circonstances difficiles; et, dans la lutte terrible qui a terminé le dernier siècle, elle a perdu une partie de son sang et toute sa fortune. Certainement, elle n'a fait que son devoir; et elle serait prête à recommencer; cependant on est convenu qu'il y a quelquefois quelque mérite à faire son devoir; mais cette considération n'a pas mieux touché le roi qu'il ne l'avait été par les autres.

Je vois donc que la bonté, la bienfaisance, l'humanité de Sa Majesté sont gênées à mon égard, tout comme sa justice. Or, quand un sujet en est venu au point d'embarrasser ainsi les vertus de son maître, il est clair qu'il doit se retirer, puisque cette gêne annonce un obstacle insurmontable.


Digitized by Google

Et comment pourrais-je balancer, puisqu'une main auguste m'assure elle-même que rien ne peut me tirer de la foule; que, quels que soient mes succès auprès d'une cour qui est tout pour nous, jamais je ne serai traité autrement que *toutes les autres personnes*; bien plus, que l'*étranger*, qui n'a jamais eû le bonheur de la servir, qui n'en est pas connu peut-être, sera récompensé ou décoré en même temps que moi, autant que moi, et peut-être plus que moi?

L'époque que Sa Majesté daigne assigner à ce bienfait est celle de sa restauration, dont le moment ne sera sûrement pas celui que fixerait notre désir. En attendant, que puis-je répondre à des questions qui se renouvellent trop? Faut-il dire que le roi *ne peut* accorder aucune décoration à ses ministres, jusqu'à ce que les affaires soient rétablies en Europe? Je n'obtiendrais que de justes éclats de rire. Faut-il dire les vraies raisons? Je ne crois pas. Je demeurerai donc ici en butte au ridicule; on me montrera au doigt; on dira: « Voilà le phénix de l'humiliation, l'exception à toutes les anciennes règles de sa cour, le ministre *unique* pour qui son maître a créé un déshonneur tout exprès. » — J'aime mieux la mendicité, j'aime mieux la mort qu'une telle humiliation.

Il s'est formé ici une opinion qu'on ne peut ni tromper ni contredire. Il y a ici des sujets du roi; il y a des étrangers qui ont été à Turin et qui connaissent parfaitement nos usages; on a fait cent questions; tout le monde a dit: « *C'est une affaire de six mois.* » Moi-même, je l'avoue, je n'ai point pris un ton avantageux ni fixé de terme; mais j'ai bien moins supposé ce qui m'arrive. J'ai répondu naturellement: « *Je crois bien que je serai traité comme les autres.* »

Le refus d'une somme extraordinaire pour m'établir et le retard indéfini du payement de Sardaigne m'ont condamné ici à la vie la plus dure et la plus mortifiante. Je me refuse les plaisirs les plus innocents, jusqu'à une tasse de café. Cependant, toutes les privations pourraient être adoucies et même embellies par la faveur royale; mais se voir d'un côté exposé à toutes les humiliations de la détresse, et récompensé de l'autre

par toutes celles de l'honneur, c'est ce qui passe absolument les bornes de la force humaine. Sa Majesté n'a pas voulu considérer dans sa bonté que l'obéissance, toute sacrée qu'elle est, ne peut s'étendre jusqu'à anéantir l'homme dans l'homme. Jamais aucun fondateur d'ordre n'ordonna à ses religieux une abnégation et une impassibilité telles que Sa Majesté a voulu me les imposer. Car il est bien plus aisé d'ensevelir toutes les affections humaines dans le fond d'un cloître que de les anéantir au milieu du monde et de la cour. Lorsque Sa Majesté a daigné m'envoyer souper à l'*Hermitage*, j'avais l'honneur d'être connu d'elle : sûrement elle n'a pu penser que je consentirais à y faire mauvaise figure.

Enfin, je dirai mon dernier secret. Ce qu'il y a de plus insupportable dans les révolutions, c'est d'être dédaigné par le parti qu'on a suivi même avec éclat. L'autre parti me regarde; je ne puis supporter ses risées à la place où je suis; j'aime mieux descendre et me cacher.

Comme homme, comme père, comme ministre, je suis poussé à bout. Il est visible que je déplais ; il est visible que je suis proscrit; il n'y a donc plus qu'un parti à prendre.

Je supplie très-humblement Sa Majesté de vouloir bien me permettre de lui présenter ma démission et de chercher le repos où j'ai déjà trouvé l'estime.

Si Sa Majesté daigne peser ce mémoire dans sa sagesse, elle n'y trouvera certainement ni orgueil déplacé ni chaleur de tête. C'est la colère de l'amour qui l'a dicté, et c'est la froide raison qui l'a écrit.

Je désire surtout que Sa Majesté n'y voie point une manière détournée de parvenir à mes fins. J'ai bien d'autres idées de la souveraineté. Dès que le roi a pris son parti à mon égard, je n'ai rien à dire. Tant pis pour le sujet qui se trouve dans cette position désolante ; c'est à lui de périr, et sans se plaindre, s'il a du cœur.

En quittant le service de Sa Majesté, je proteste solennellement que je n'ai jamais eu une pensée ni un sentiment qui n'aient été pour elle. Je passe légèrement sur ce qui a pu me

nuiro; à cet égard, je n'ai que deux devoirs : le premier est envers les hommes, c'est de me taire; le second est envers Dieu, c'est de pardonner.

Sa Majesté ne verra non plus aucune désobéissance, aucun esprit moderne de révolte dans la démarche que je fais. Dès que le point d'honneur s'empare de l'homme, il n'est plus libre. Je suis mortellement fâché de quitter le service du roi; jusqu'à mon dernier moment je lui demeurerai attaché ; si j'obtenais de l'influence ailleurs, je l'emploierais toute pour lui. Je le remercie très-humblement de ce qu'il a fait pour moi. Tout mon désir aurait été de lui consacrer à jamais tout mon zèle et toutes mes forces; mais je suis compromis d'une manière que nul homme ne peut tolérer, s'il a un cœur et une tête. L'honneur parle, il faut partir. Le *roi*, le *souverain*, me condamnera peut-être; et j'en doute même. En tout cas, j'en appelle avec confiance à Victor-Emmanuel, au grand juge de l'honneur, au trente-sixième descendant de Bérold. Il sentira que j'obéis à une force invincible, et que si j'abandonne son service, ce n'est que pour conserver son estime, le seul bien du monde que je préfère à ses faveurs.

Le roi répondit qu'il avait besoin des services du comte de Maistre, et envoya la grand'croix. Alors ce noble cœur eut un remords d'avoir paru la solliciter, bien que le droit de la porter lui fût, dans de pareilles circonstances, aussi nécessaire que celui d'avoir un habit. Car il faudrait plaindre celui qui ne saurait voir dans ce désir que la sotte vanité qui inspire souvent de pareilles démarches.

Qui sait si ce ne sera point un tort? Si cela était, il faut avouer que cette grand'croix serait une grande croix.

Tranquille désormais sur le plus essentiel de l'honneur, j'irai en avant, et m'étourdirai sur le reste tant qu'il y aura moyen

d'exister. Les circonstances sont épouvantables pour tout le monde, et quand je vois ce qu'il en coûte à Sa Majesté, je sens que je ne dois ni espérer ni demander d'être mieux dans ma sphère. Mais je puis avoir l'honneur de l'assurer que je ne me suis dépité que contre l'impossibilité. Il y a des extrémités si dures qu'elles font perdre la tête. J'emploierai toutes mes forces pour soutenir les intérêts de Sa Majesté ; mais le ciel m'est témoin que les plus terribles soupçons qui m'ont dévoré n'ont jamais ralenti mon zèle. A cet égard, je ne puis promettre d'augmentation.

Le roi s'était un peu étonné de la chaude vivacité de son beau style, et le secrétaire d'État avait donné à entendre que Sa Majesté aimait qu'on écrivît avec calme.

Je sens fort bien ce que vous me dites sur cet article, mais malheureusement je n'y vois pas trop de remède. Lorsque j'écris, j'obéis à une espèce d'inspiration ou de transport, car je suis réellement transporté. L'expression qui rend le plus vivement ma pensée est toujours celle que je choisis : ou plutôt je ne choisis rien, les expressions se précipitent : *Monte decurrens velut amnis*. Quand la pièce est terminée, que voulez-vous que je fasse ? Sans doute, si je devais faire imprimer, je prendrais la lime ; mais pour une lettre autographe qui doit être copiée à la presse anglaise et mise incessamment à la poste, que faire ? Effacer, n'est-ce pas ? Eh ! mon Dieu ! effacez vous-même. Je vous donne pour cela toute procuration et toute promesse *de rato*. Vous avez de moi des lettres de toute espèce, des traités, des mémoires. Vous ne voyez guère de ratures que celles qui résultent d'une certaine anticipation d'idées, lorsque la pensée précède la plume. Combien de personnages mielleux auront eu l'honneur d'entretenir Sa Majesté en lui disant les plus belles choses du monde, et dont les pensées l'auraient fait reculer d'horreur, si une puissance surnaturelle l'avait fait lire dans leurs cœurs ! Quant à moi, c'est bien différent. Telle ou telle pensée peut déplaire à Sa Majesté ; c'est un malheur,

Digitized by Google

sans doute, mais elle voit tout, et dans un café de Londres je ne dirais rien de plus. Ceci mérite attention, si je ne me trompe : et ce n'est pas une chose méprisable qu'un homme que le roi peut employer avec la certitude parfaite qu'il n'est pas plus mauvais qu'il ne paraît.

6 (18) août 1803.

. . . . . Ne prenez jamais tout ce que contiennent mes lettres que comme des choses hypothétiques auxquelles je ne tiens que jusqu'au moment où je sais que Sa Majesté en a jugé autrement. Et puisque l'occasion s'en présente, il faut que je vous dise deux mots sur mon système d'écriture en général. En fait de lettres importantes et surtout officielles, voici ma manière, ou du moins celle que je voudrais employer : j'écris d'abord dans un livre registre, je laisse aller ma plume sans me refroidir par le travail de la lime. Comme je conçois les choses vivement et que mon premier mouvement a toujours beaucoup de force, il m'arrive souvent dans mes lettres ce qui arrive à un homme qui s'est donné un grand élan : il saute plus loin qu'il n'était nécessaire. C'est pourquoi je reviens de sang-froid sur mon écriture ; je la corrige, je l'abrége presque toujours, et je copie ou je fais copier. Aujourd'hui, malheureusement, vous avez toujours le premier jet ; c'est un assez petit inconvénient, dont il suffit de faire mention une fois pour toutes. Souvenez-vous, d'ailleurs, que lorsqu'il faut agir, je passe à l'extrême prudence, et même à la timidité.

Digitized by Google

CHAPITRE VIII

Troisième coalition. — De la politique autrichienne en Italie.

On lit, dans ce qui a été publié de la correspondance de Joseph de Maistre, trois lettres écrites de Lausanne, en 1794, au baron Vignet des Etoles, et qui respirent de fortes sympathies pour la France et une aversion profonde pour l'Autriche. J'ai rassemblé, dans le deuxième chapitre de ce livre, quelques documents qui complètent l'exposition de sa pensée sur le rôle joué par l'Autriche dans la première phase de la période révolutionnaire. Il faut maintenant poursuivre l'histoire à peu près inconnue des envahissements autrichiens en Italie, et juger, les lettres du catholique Maistre en main, les faits et gestes de l'apostolique Autriche, qui ont été reconnus comme bases des traités de 1815, et que la consécration du temps et des accords diplomatiques rendrait aujourd'hui respectables, si Dieu n'avait gravé dans la conscience universelle un droit naturel des nations.

Digitized by Google

En 1805, Alexandre, voyant sa médiation repoussée par Napoléon, revint à son plan d'arbitrage européen.

Un Italien, l'abbé Piatoli, homme de beaucoup d'esprit, joua un rôle peu connu et assez important dans l'élaboration de cette idée du cabinet russe. Attaché jadis au dernier roi de Pologne, il avait élevé le prince Czartoryski; telle était la raison de l'influence mystérieuse qu'il exerçait sur le ministère. Il avait communiqué à Alexandre un long mémoire sur les moyens à prendre pour conquérir un ascendant moral sur les puissances européennes, et l'empereur avait, comme ses jeunes amis, adopté ses plans. En ce qui concernait le roi de Sardaigne, on voulait laisser à la France le Rhin et les Alpes, c'est-à-dire consacrer la réunion de la Savoie; le Piémont devait être restitué, et l'Italie devenir indépendante. On voit de quelles illusions se berçait Alexandre. L'Autriche, loin d'abdiquer son pouvoir sur Venise, voulait Milan. Alexandre espérait néanmoins donner à la maison de Savoie le Piémont d'abord, puis Milan, Venise et même Gênes; cette monarchie devait former ainsi la colonne de l'indépendance italienne[1]. Le dédommagement de l'Autriche devait être la Moldavie et la Valachie. Quant à la restauration des Bourbons, elle ne pouvait évidemment se réaliser que si les Français se lassaient d'un gouvernement belliqueux; alors, on aurait plus de liberté dans la distribution des territoires, parce que les Bourbons réinstallés se contenteraient d'un Etat moins considérable.

Hélas ! ce qui est resté de ces plans, après dix ans de victoires françaises, une fois le moment du triomphe arrivé, n'a été qu'un arrangement inique et désastreux pour l'ordre

[1] Cette idée en particulier avait été adoptée par Alexandre à la suite des conseils réitérés de M. de Maistre dans ce sens. Je regrette que la longueur peut-être excessive de ce chapitre ne me permette pas d'entrer dans les détails de ces curieuses négociations.

Digitized by Google

européen. L'Autriche empêcha la reconstitution de l'Italie; la Pologne, qu'Alexandre voulut réorganiser et doter d'institutions indépendantes, resta ruinée; et grâce aux Anglais, le grand code du droit des gens, pour la rédaction duquel on avait demandé des mémoires à tous les savants de l'Europe, cette œuvre gigantesque et magnifique ne put même être essayée.

M. Thiers, préoccupé des absurdités introduites en 1815 dans la réalisation tronquée et méconnaissable de ce grand projet, a ridiculisé ce rêve généreux de quelques jeunes têtes. Sans doute, la grande alliance devait aboutir à des coalitions qui mettraient l'Europe sur les bras de la France. Mais à qui la faute, sinon aux ruses de Pitt, qui, après avoir accueilli avec une bienveillance narquoise ceux qui lui proposaient ces plans, s'efforça toujours, à l'abri derrière la mer, de susciter l'embrasement continental? A qui la faute, surtout, sinon à la duplicité rapace de l'Autriche, dernier ennemi aujourd'hui de la paix et de la civilisation générales?

Dans ces négociations, la Russie entra naturellement en pourparlers spéciaux avec l'Autriche. M. de Maistre se mit à réveiller plus vivement que jamais le roi de Sardaigne, qui allait courir grand danger, puisque l'Autriche entrait en scène. Il fallait le décider à se séparer de ce mauvais allié.

Saint-Pétersbourg, 1805.

La malédiction céleste qui est sur notre cabinet consiste à ne vouloire rien faire de ce qui peut avoir des inconvénients, ce qui revient absolument à ne rien faire; car dans ces sortes d'époques terribles, comment enfiler un chemin qui n'ait point de danger? Nous ne voulons pas nous guérir du système de ménager tous les partis; c'est cependant le moyen de les choquer tous. Voulez-vous contempler une merveille dans ce



genre? C'est la déclaration faite à la rade de Cagliari, en l'année 1789, avec un tel talent que les Français nous la reprochèrent comme une déclaration de guerre, tandis que les Autrichiens la faisaient réimprimer par malice à Venise (j'y étais) comme une adhésion à la France. Voilà les monstres amphibies que la peur sait produire.

Certes, monsieur le chevalier, il n'y a pas eu de moment plus dangereux pour nous que celui du rapprochement des deux cours impériales. J'ai vu le danger à sa naissance, je l'ai combattu de toutes mes forces, et le résultat a passé mes espérances. Si l'empereur de Russie n'avait pas expliqué ses intentions à l'autre à notre sujet, *nous aurions eu peur* qu'il ne nous laissât à la merci du prince; mais, comme il les a expliquées très-énergiquement, *nous avons peur* qu'il ne l'ait irrité. Ainsi, nous avons peur du chaud et du froid, du oui et du non, du jour et la nuit, de tout, en un mot, tandis qu'il ne faudrait avoir peur de rien; car, encore une fois, tout est bien pour Sa Majesté autant que tout peut être bien dans l'ordre de choses actuel.

Je suis tenté de croire que Sa Majesté a pris son parti et qu'elle est parfaitement résignée à voir la maison d'Autriche dominer de Venise à Pavie. Dans ce cas, c'en est fait de la maison de Savoie : *VIXIT.* Il ne nous reste plus qu'à demander garnison française, comme le prince de Monaco. Et nous appelons cela de la prudence!

Cette monarchie des princes de Savoie en Italie ne devait pas être tyrannique ni absolue. On lira plus loin une conversation assez libérale de M. de Maistre avec le prince Czartoryski sur l'annexion de Gênes au Piémont. Voici un fragment dans cet esprit[1] :

[1] Le prince Czartoryski avait été envoyé comme ministre à la cour de Sardaigne par Paul Ier, qui avait voulu rompre ainsi l'intimité du prince avec le grand-duc Alexandre. Il avait donc pu juger par lui-même combien le vieux système piémontais était incompatible avec les besoins nouveaux.

Digitized by Google

Ma conversation avec le prince Czartoryski vous aura sans doute donné beaucoup à penser. Depuis, il a dit à l'ambassadeur d'Angleterre, qui me l'a redit : « Après la secousse que les esprits ont reçue par cette grande révolution, il est impossible de gouverner les hommes comme auparavant. » Sa Majesté sera étonnée de trouver de telles idées dans une telle tête ; mais je vous étonnerais bien davantage, si je vous montrais jusqu'où elles s'élèvent.

... Vous pensez bien, monsieur le chevalier, que je suis plus intéressé qu'un autre au système des peines et des récompenses. Mais tout cela est renvoyé à l'autre monde. Dans celui-ci, il faudra que Sa Majesté emploie tout le monde, ne se venge de personne et néglige même ses amis. Lorsqu'on présenta à Charles II la formule portant *oubli et amnistie* pour tout le monde, il dit en souriant : « *J'entends : oubli pour mes amis, amnistie pour mes ennemis* [1]. » C'est ce qui arrive après toutes les révolutions ; autrement ce serait en recommencer une nouvelle et allumer dans l'intérieur des haines qui tiendraient de la guerre civile.

Par malheur, M. de Maistre ne fut ministre ni en France ni en Piémont à la Restauration, et l'on se souvient de ce que les Français appelèrent la terreur blanche.

Le principal obstacle que le cabinet russe voyait au rétablissement du roi, c'est qu'il n'était pas assez favorable à un gouvernement constitutionnel. « Il serait bien singulier, avait dit le prince Adam Czartoryski, qu'on ne voulût pas régner aux mêmes conditions que le roi d'Angleterre.

Et M. de Maistre écrivait à Cagliari .

Je crois que sur tout ce qu'on a nommé dans nos temps modernes le *pouvoir exécutif*, la guerre, la paix, la haute protec-

[1] Une note des *Considérations sur la France* exprime la même idée et rappelle le même fait.

tion de l'Eglise, la collation des emplois, la monnaie, etc., Votre Majesté devrait avoir les bras parfaitement libres et indépendants.

Quant au pouvoir législatif exclusif, et au droit d'imposer *ad libitum*, on obtiendra difficilement ces deux points.

Il saisit cette occasion pour insister sur l'abolition du régime militaire.

Parmi les pièces écrites avec l'espoir de triompher des craintes d'Alexandre, qui était intimidé par l'opposition de l'Autriche, je trouve le mémoire suivant :

Mémoire à S. A. le prince Czartoryski.

4 (16) septembre 1805.

On commence par observer comme un fait incontestable que le peuple piémontais est le plus belliqueux, pour ne pas dire le seul belliqueux de l'Italie. Il est, de plus, connu par une fidélité obstinée que rien n'a pu séduire ni ébranler. Il n'y a donc rien de si important pour le succès de la cause commune que de mettre à profit l'énergie et la fidélité de ce peuple. Or, il faut le dire, cette fidélité serait inutile si les Autrichiens se rendaient maîtres du Piémont; il n'est rien de si connu que l'antipathie des deux nations; ce triste sujet n'est que trop connu. Le soussigné aime à se persuader que les opinions ont changé avec le temps, et que des procédés contraires de la part des plus puissants procureraient un rapprochement; mais pour les peuples comme pour les individus, l'injure d'hier ne s'oublie point aujourd'hui...

L'envie manifestée par les Autrichiens de posséder le Piémont ne peut être fondée que sur deux motifs : celui de le retenir, ou celui d'en tirer parti. Sur le premier article, le soussigné ose se flatter que Sa Majesté son maître peut s'en reposer sur

les bons et puissants offices de Sa Majesté Impériale. S'il s'agit d'en tirer parti, surtout sous le rapport des finances, le soussigné entend à merveille que les sommes immenses que le Piémont est en état de fournir, même dans son épuisement actuel, seraient un objet fort à la bienséance de celui qui s'emparerait de ce pays. Mais les convenances ne donnent point de droit. Le plateau septentrional de l'Italie, depuis les lagunes jusqu'au Tessin, est un assez beau terrain à exploiter, sans qu'il faille encore y joindre le Piémont. Ce pays, qui payait sous une puissance paternelle environ 25 millions tournois par an, en a rendu plus de 80 à d'autres maîtres. Le soussigné a prouvé, par des pièces officielles, qu'en neuf mois de l'année 1799, on a levé sur le Piémont 40 millions d'extraordinaire; il serait bien dur que le Piémont, tourmenté depuis par toutes les inventions du génie fiscal, n'échappât à ce régime oppresseur que pour passer sous une administration à la fois militaire et financière qui, par sa nature même, ne pourrait jouir qu'en usufruitaire passager et indépendant, c'est-à-dire sans miséricorde.

Enfin, et c'est ici un article de la plus haute importance, en supposant que le Piémont arraché aux Français dût, pour de fortes considérations politiques, demeurer quelque temps sous une domination étrangère, il ne s'ensuit nullement que le roi légitime dût être parfaitement oublié et qu'on dût voir encore le scandale de 1799, où le roi, relégué et retenu à Florence par une influence connue, y vivait sans autre espoir que les subsides des cours amies, tandis que les possesseurs de ses États y levaient, en paix avec le souverain, des sommes énormes.

Mais le plus précieux document qui soit resté de ces négociations est un mémoire très-long, ayant les proportions d'un livre, et dans lequel l'écrivain des *Considérations sur la France* expose les raisons historiques et philosophiques de sa haine de principes contre l'Autriche. Cet écrit ne fut pas imprimé, mais plusieurs copies en furent répandues

dans le monde politique de Pétersbourg, et le comte de Maistre informe, en 1805, la chancellerie sarde que son mémoire a un succès énorme. Peut-être ce curieux écrit sera-t-il publié quelque jour.

En voici la table des matières, écrite familièrement par M. de Maistre et jointe à une lettre confidentielle :

Summa Capita.

§ 1. Que l'état de puissance où se trouve l'Autriche ne détourne pas les grandes puissances ; au contraire, c'est une preuve qu'elle touche au moment de l'humiliation. — Preuves tirées du raisonnement. — Preuves tirées de l'histoire.

§ 2. Avis à la Russie, que l'univers désigne pour mener le branle.

§ 3. Le plus grand de tous les malheurs serait de commencer sans savoir distinctement où l'on doit arriver.

§ 4. Détails politiques et géographiques sur les Alpes et le Piémont.

§ 5. Il faut absolument donner à Sa Majesté les Alpes et le Piémont, avec la corniche depuis Savone.

§ 6. Mais il faut avant tout forcer l'Autriche à dire quelles sont ses vues sur la république italienne.

§ 7. Elle convoite cette république, et même l'Italie entière. Anecdote.

§ 8. Développement de sa politique la plus secrète.

§ 9. Acquisition de Venise. Révélation complète de ce brigandage.

§ 10. Même marche à l'égard du pape. Anecdotes curieuses, qu'on n'oublie pas quand on les a lues.

§ 11. Même marche à l'égard de la maison de Savoie.

§ 12. Raison de sa haine contre cette maison.

§ 13. Détail circonstancié et minutieux de la conduite de cette puissance à notre égard, depuis la convention de Pilnitz.

Digitized by Google

Mention amère du traité de Valenciennes, signé par un homme *prudent*.

§ 14. Fautes accumulées des généraux autrichiens.

§ 15. Preuves que jamais ils n'ont voulu nous défendre.

§ 16. Bonne foi constante du roi. Contraste.

§ 17. Invasion de la Savoie. Siége de Lyon. Anecdotes inconnues.

§ 18. C'est l'Autriche qui a perdu le roi, et maintenant encore il est puni de sa fidélité à l'Autriche. Détails saillants.

§ 19. Exposition de l'accroissement de puissance résultant pour l'Autriche de l'acquisition du Lombard-Vénitien.

§ 20. On ne doit pas lui permettre de faire un pas de plus en Italie.

§ 21. Exposition des maux qui en résulteraient.

§ 22. Observations géographiques sur l'Italie.

§ 23. On ne saurait permettre à l'Autriche de s'agrandir en Italie sans agrandir proportionnellement Sa Majesté. Tirez par exemple une ligne de Vérone à Modène, et une autre de Modène à la mer près de Lucques, etc.

§ 24. Différence essentielle de la monarchie et de la république. La première se relève aisément, la seconde jamais.

§ 25. On peut donc faire un roi de Ligurie ou de Lombardie, sans nuire à personne.

§ 26. Beaux compliments à l'Autriche, belles protestations sucrées sur la médecine.

Encore une citation avant de discuter la portée de ces documents. Je désire que mes lecteurs jugent avec connaissance de cause, et je cherche à ne laisser aux erreurs que je pourrais commettre aucun refuge d'obscurité ; heureux si j'éclaircis un peu cette question, plus heureux si cet écrit peut décider quelques hommes de plus de science et de talent à me réfuter en élucidant davantage ce sombre problème.

Saint-Pétersbourg, 9 (21) avril 1812.

Toutes les *maisons* sont également respectables, quelles que soient leurs dimensions; mais, quant aux *cabinets*, c'est autre chose; je me résorve la liberté d'en juger sans la moindre gêne. Il y a douze ans environ que l'excellent empereur François II disait à un sujet distingué de Sa Majesté : *Comment a-t-on pu croire que je voulais m'approprier quelques possessions du roi de Sardaigne? Qui? moi?* — Certaines personnes auront pu rire avec irrévérence de cette phrase; mais, pour moi, je ne suis pas si méchant, ni si impertinent, ni si injuste. Je crois à la bonne foi qui les prononçait comme je crois vous écrire. Mais c'est la *maison* qui disait cela; qu'est-ce que cela fait au *cabinet*, qui est plus fort que la maison, qui la mène et qui la flétrira même, s'il y trouve son profit? C'est avec les maisons que subsistent les alliances, les parentés, les amitiés, la justice, la reconnaissance et la bonne foi. Les cabinets n'ont ni foi, ni loi, ni honneur, ni délicatesse, ni parents, ni amis; rien n'empêche de les voir et de les juger tels qu'ils sont. Je vous ai dit déjà quels principes atroces ont tout mené par rapport à nous : *Laissons chasser le roi de Sardaigne, nous reprendrons ses possessions aux Français*. — QUI? MOI?

Et lorsqu'un ministre étranger, de ma connaissance particulière et fort attaché à nos augustes maîtres, disait à M. Gherardini : « Mais à quoi pensez-vous donc de défendre aussi mal ce pays? » — Le ministre *de famille* répondait : — « Laissez, laissez-les faire, mon cher! lorsqu'ils auront conquis, nous tomberons dessus et nous reprendrons tout » (pour nous).

Par une suite du même principe, on volait Bologne au chef de la chrétienté, qui n'est en guerre avec personne, et qui est véritablement *le prince de la paix*. Mais Bologne avait été pris la veille par les Français, donc, etc. Cela saute aux yeux.

Et lorsque les Vénitiens écrivent à l'archiduc : « Monseigneur, B. s'est trop avancé, il est perdu si vous voulez; nous sommes derrière lui avec toutes les forces de l'État. Voulez-vous agir

de concert ? L'Europe est sauvée. » Ce prince envoie la dépêche au cabinet, et le cabinet l'envoie à B., en lui disant : « Voilà ce qu'on projette contre vous ; voulez-vous partager avec nous la République ? » Et l'on fait un traité où l'on dit : « La République française consent que l'empereur prenne Venise et son territoire (article 1er) ; et l'empereur consent que la République française prenne le reste (article 2). » *Pulito !*

Vous parlerai-je de l'épouvantable énigme du 23 mai 1794 [1], chef-d'œuvre de politique délicate, de vues profondes, d'élégante clarté ? — QUI ? MOI ?

Et lorsqu'on demande à Sa Majesté, pour le loyer d'une prison en Toscane, Alexandrie et ses environs, avec des confins dont l'énonciation pouvait fort bien englober le Japon ?

Et lorsque Souwaroff, debout encore à Augsbourg, avec les restes de son armée diminuée mais invaincue, et son immense réputation, disait au cabinet : « Voulez-vous replacer le roi de Sardaigne ? voilà la dépêche de mon maître qui, non-seulement me permet de m'arrêter, mais qui s'engage d'envoyer sur-le-champ une seconde armée ? » — Non. — Est-ce la maison ou le cabinet qui prononçait si distinctement ce consciencieux monosyllabe ?

Et lorsqu'un plénipotentiaire français (tenez ceci pour aussi sûr que si vous l'aviez ouï) disait, aux conférences de Lunéville : « Il faudra cependant penser à placer le roi de Sardaigne de quelque manière ; » et qu'un plénipotentiaire du *cabinet* répondait : « Et quelle nécessité qu'il y ait un roi de Sardaigne ? » Dieu nous préserve de soupçonner que la maison entre pour quelque chose dans cette pensée aimable ! — QUI ? MOI ?

Je ne dis rien du grand Joseph II ; car ceci deviendrait personnel, et je ne permets point à la critique ni même à l'indignation de violer le respect.

Mais que dirons-nous du pape dépouillé d'abord sur la terre ferme, puis amené à Venise par le *cabinet apostolique*, sous le

[1] Le traité de Valenciennes.

prétexte plausible de la plus auguste hospitalité; puis requis, là, de livrer ses États; boudé ensuite et exclu des terres de l'empire parce qu'il avait pris la liberté de se refuser à cette proposition catholique?

Et que dirons-nous, enfin, de cette alliance signée à Paris contre l'unique puissance qui demeure debout sur le continent, c'est-à-dire contre l'unique espérance du monde; alliance méditée et conclue dans le plus profond silence, pendant que cette cour était cajolée et trompée par un homme *fait exprès, envoyé exprès* et *trompé exprès*[1]?

N'est-ce pas, monsieur le chevalier, que ce petit tableau, quoique simple miniature, ne laisse pas que d'être joli? Mais songez donc que tout cela n'est rien; que je ne vous cite que les *jeux* du cabinet, et que je n'ai pas entamé ses *exploits.* J'espère donc qu'après avoir établi solidement ma distinction fondamentale entre la *maison* et le *cabinet,* fondée sur les règles les plus pures de l'architecture, et après avoir protesté de mon sincère et profond respect pour la maison, Sa Majesté daignera ne point se fâcher, quelles que soient ses liaisons avec elle, si, lorsque je rencontre le cabinet sur ma route, il m'arrive de lui donner quelques coups de ma plume pointue. J'aurai toujours soin de l'essuyer.

Si la distinction soigneusement établie par M. de Maistre est sérieuse, que signifient les plaisanteries faites par les absolutistes sur la royauté constitutionnelle? D'un côté, l'empereur d'Autriche, figure inanimée et impuissante, sert de masque à un cabinet dont les actes dans la Péninsule sont, selon le comte de Maistre, des brigandages; de l'autre,

[1] M. de Maistre parle de la mission en Russie de ce malheureux et honnête comte de Saint-Julien que l'Autriche employa plusieurs fois pour tromper ses dupes, désavouant ce diplomate lorsqu'il le fallait, et le laissant dans tous les cas dans la situation ridicule d'une complicité involontaire.

le roi de Sardaigne prend loyalement son peuple pour coadjuteur dans l'œuvre nationale de l'indépendance de l'Italie. Où est l'action, où est la vie, où est la véritable souveraineté?

Hélas! après une longue et terrible expérience, il faut dire aujourd'hui ce que M. de Maistre disait jadis: « *Cette maison d'Autriche est une grande ennemie du genre humain.* »

Heureux celui qui peut mettre un bras fort au service de son amour pour la patrie. Heureux celui qui peut, dans le conseil, à la tribune, rallier les esprits à la cause sainte. Heureux celui qui peut, comme Timon, verser dans l'oreille du peuple une parole féconde. Je n'ai rien de tout cela; mais une grande joie m'est donnée en ma tâche obscure, c'est de trouver dans ce grand cœur, dans ce grand esprit auquel ces pages sont consacrées, un précurseur de la résurrection de la commune patrie italienne.

Car ce qu'il a maudit, ce n'est pas M. de Kaunitz et M. de Thugut seulement; ce n'est pas Joseph II, cet accident; ce n'est pas Léopold, cet éphémère.

Ce n'est pas parce que l'ambition autrichienne s'était faite un instant émancipatrice et un peu voltairienne, que M. de Maistre voyait dans le triomphe de cette ambition *le germe de deux siècles de massacre, et l'abrutissement irrévocable de l'espèce humaine*, et qu'il s'écriait: « Tant qu'il me restera de la respiration, je répéterai que l'Autriche est l'ennemi naturel et éternel de Sa Majesté. »

Et ailleurs: « Si la maison d'Autriche domine de Venise à Pavie, c'en est fait de la maison de Savoie: VIXIT. »

C'en eût été fait réellement, sans l'énorme puissance morale qu'engendre la liberté, sans l'intervention du droit national dans cette querelle de monarques. Mais aussi cette puissance et cette intervention, depuis dix ans, ont tellement changé la face des choses, qu'aujourd'hui (1858)

c'est l'archiduc qui pâlit, et qui ne sait, pauvre innocent, quel brûlot on lui a cloué au flanc, en le dotant d'une vice-royauté italienne. D'ailleurs, étudiez l'opinion de l'Europe.

Que dirait aujourd'hui M. de Maistre? Certes, nous ne demandons point à cette figure antique des paroles de liberté. Restons sur le terrain diplomatique, sur la question de *maisons et de cabinets.*

Il est évident que le catholicisme politique s'est laissé prendre à l'un de ces grands piéges que tendent parfois les diplomaties [1]. La situation actuelle du pape est identique à celle du roi de Sardaigne lors de la révolution : terreur d'un ennemi facile à se concilier, excitation de cette terreur par les manœuvres d'un protecteur intéressé, rien n'y manque, pas même cette occupation de territoire à laquelle la maison de Savoie dut autrefois sa chute.

Trompée par les larmes de crocodile du guetteur de l'Italie, la papauté lui a confié la guérison de ses plaies. Ainsi, toutes les interventions apostoliques de l'Autriche dans les affaires du pape, jusqu'à l'occupation de Ferrare en 1847, conquête à peine déguisée, jusqu'aux concordats récents [2], moyens accessoires de répression dans un grand système de décollation intellectuelle, tout cela est le résultat d'une fleur de dévotion des disciples de M. de Metternich.

Faut-il rire de cette monstrueuse comédie? Faut-il pleurer toutes ses larmes de chrétien en voyant l'épouse de Jésus-Christ aux bras de ces dissolus?

Comment songer à convaincre ceux qui ne pensent pas que le danger soit là? Il est des sourds aux enseignements de l'histoire. Disons cependant en quelques mots comment

[1] Je rappelle le § 10 du sommaire qu'on a lu plus haut.

[2] « En Espagne et en Allemagne, on s'amuse à faire des concordats. Têtes folles, faites donc un concordat pour sauver le monde ! » (P. 115.)

l'Autriche fardée de piété de la Restauration fut aussi odieuse au clairvoyant comte de Maistre que l'émancipatrice des lois léopoldines et la sceptique indifférente du temps de l'empire français.

Depuis qu'il n'est plus question de Guelfes et de Gibelins, ou, si l'on veut, depuis la grande révolution religieuse du seizième siècle, l'Autriche n'a jamais cessé de songer à s'introniser en Italie. Le génie de Joseph II avait bien vu que le vent était à ce qu'on a appelé depuis, en mauvaise part, *la philosophie* ; il se servit donc de cette arme pour amoindrir davantage encore le pape, pôle spirituel de l'Italie, comme il s'efforçait de refouler vers les Alpes le roi de Sardaigne, qui en était le pôle matériel.

Vint la révolution française, suivie bientôt de la révolution européenne suscitée par Napoléon. Pendant tout le temps des agitations, l'Autriche louvoya, caressa et trahit tour à tour le nouvel empereur et la coalition, et parvint enfin, moyennant patience et longueur de temps, à s'adjuger la meilleure part du gâteau en 1815.

Ce fut la part du lion, moins le lion.

Exemples, apportés par M. de Maistre, de la contenance autrichienne au temps de Napoléon :

6 (18) septembre 1804.

Le comte de Stadion est rigoureusement convaincu d'avoir menti officiellement ici. Voici comment s'est opérée la reconnaissance de la part de l'Autriche : Cobentzel relevant des difficultés, Bonaparte lui dit enfin : — « Connaissez-vous la lettre de votre maître que j'ai dans ma poche ? » — Et il lui montra une lettre autographe de l'empereur, par laquelle, immédiatement après l'horrible exécution du duc d'Enghien, il le félicitait sur le danger auquel il venait d'échapper, le comblant d'ailleurs d'expressions honorables et de vœux pour sa conservation.


Digitized by Google

L'impératrice, fille de la reine de Naples, avait dit d'ailleurs : « Non-seulement nous le reconnaîtrons, mais nous lui élèverons des autels, pourvu qu'il nous laisse tranquilles. » Sur cela, on envoie un courrier, et la reconnaissance suivit sans délai. C'est l'*exacte* vérité. Maintenant j'espère que si Sa Majesté croit apercevoir de ma part un peu trop d'aversion pour cette puissance, elle me pardonnera. Souvent, d'ailleurs, vous avez vu que j'ai été mis à même, par certaines circonstances de caractère et de position, de connaître différentes particularités sur les manœuvres cachées de nos ennemis des Alpes à l'Adriatique. Je sais ce que Vienne a dit de Turin : ma rancune est invincible. Je n'oublierai cependant pas un instant les lois de la prudence extérieure. Informez-vous, si vous voulez, de la manière dont je vis ici avec le comte de Stadion, quoique je n'estime politiquement et moralement rien de ce qui appartient à ce cabinet.

C'est à cette école excellente que le jeune M. de Metternich prenait des leçons de morale politique. De là est sorti le système que l'Autriche actuelle ne peut abandonner, et que l'absolutisme de ce ministre commença d'infliger au peuple de l'univers le plus apte peut-être aux spéculations intellectuelles.

Cette amitié subite pour la France de 1804 était sœur de celle qui lia l'Autriche à la Russie dans la campagne de Friedland, et à propos de laquelle je trouve cette note volante de la main de M. de Maistre :

Admirez l'idée profonde des Autrichiens : laisser un peu fatiguer les Russes avant de les secourir.

En 1815, le cabinet autrichien avait compris que la Révolution avait porté la question hors des termes où Joseph II l'avait trouvée. Sa Majesté Impériale Apostolique, en serrant la main à la papauté, lui avait tâté le pouls, et l'avait

trouvée si faible, qu'il ne fallait vraiment plus s'inquiéter de précipiter sa chute. De plus on pressentait que l'esprit *philosophique* pourrait bien saper Vienne comme Rome, et, un calme absolu étant nécessaire à la stabilité des nouveaux établissements autrichiens en Italie, on inaugura le dogme du *statu quo;* l'on posa sur l'empire un bloc de lourde et silencieuse immobilité, et là-dessus s'assit le gouvernement, pour veiller, avec la tendresse d'un héritier, au chevet du saint-père.

Tout cela, au dix-neuvième siècle, et dans un pays où la première révolution des peuples qui se civilisent, — celle par laquelle le pouvoir central dissout les pouvoirs particuliers et fonde l'unité, — n'est pas encore achevée.

Cet état de choses est une plaie en Europe, et une plaie qui ronge le catholicisme plus qu'elle ne nuit à la liberté, car il y a des protections fatales. Cela ne peut, grâce à Dieu, gagner du terrain, car la répulsion universelle est formidable; mais c'est une nuit locale, une paralysie, une négation, un obstacle partiel à la vie morale de l'humanité.

C'est pour elle-même, c'est contre, plutôt que pour le pape, que l'Autriche s'est faite théocratique, catholique, apostolique, et... bolonaise, en attendant qu'elle soit romaine de la façon qu'elle l'entend.

M. de Maistre le savait, et son indignation devant cette trahison masquée était d'autant plus forte, que les saintes choses dont il avait pris la défense se pénétraient de cruauté, de duplicité, d'impiété antifraternelle, sous la protection impérieuse du cabinet autrichien, maître du sol italien de par les traités de 1815, et maître des hommes de par Mantoue et le Spielberg. Je me représente, avec une grave et respectueuse pitié, l'ancien envoyé diplomatique, devenu ministre d'État à Turin, en 1818. Il avait écrit son livre du *Pape*, dont les principes répudient une domination autri-

chienne plus encore qu'un schisme gallican, puisque M. de Maistre aimait le génie français autant qu'il abhorrait l'idée autrichienne ; seulement, les circonstances n'avaient point permis qu'il parlât contre une puissance redoutable, comme on l'a vu plus haut (page 146). Et voilà que cette Autriche sans foi, sans mission et sans amour, cette Autriche de M. de Metternich, jouait un tel rôle, que les irréfléchis pouvaient prendre M. de Maistre pour un auxiliaire du gendre de M. de Kaunitz ! La voilà envoûtant, selon une belle expression de la vieille science des maléfices, et le pape et le roi de Sardaigne, si bien que la papauté cheminait de façon à n'être plus suivie des cœurs généreux, et que l'honnête Charles-Félix disait plus tard avec naïveté : *Mes soldats, à moi, sont à Vienne!*

Prétendrait-on que le comte de Maistre était du nombre des dupes ? On va voir le contraire.

Après la chute de Napoléon, l'Autriche projeta une ligne entre elle et les princes italiens. M. de Metternich fut choisi pour la faire accepter des diverses cours de la péninsule. M. de Maistre disait là-dessus, en rappelant la Sainte-Alliance :

Après s'être alliés en Jésus-Christ notre Sauveur, pourquoi et à quel propos s'allier en Metternich ?

Il écrivait en même temps au comte de Nesselrode, au nom de Victor-Emmanuel Ier :

La ligue qui nous est proposée par l'Autriche accroît les embarras et les périls. Mon maître ne recourt pas seulement à l'empereur de toutes les Russies en sa qualité de roi de Sardaigne, mais il parle comme prince italien, comme membre de la souveraineté européenne, comme défenseur de la justice générale. Il n'y a plus d'équilibre, il n'y a plus d'égalité politique ; l'Italie s'éclipse ; tous les princes italiens ne sont plus que les vassaux

de l'Autriche, et bientôt ils n'existeront plus. Le roi de Sardaigne est menacé le premier, et cela est bien naturel; depuis le temps qu'on a formé le dessein d'assujettir toute l'Italie, il n'y a pas d'ennemi plus constant que lui de ce projet, ni de plus puissant en Italie.

Le roi, on le voit, luttait encore, quoique faiblement.

1821 vit succomber les dernières résistances de la royauté piémontaise. L'Autriche, agitant le fantôme du carbonarisme, eut autant de succès avec cet épouvantail qu'elle en avait eu avec le jacobinisme au traité de Valenciennes. L'absorption du Piémont par l'Autriche devint de jour en jour plus sensible. Chose incroyable, avant 1848, l'esprit, la physionomie, les manières de notre police et de nos gouvernements militaires, étaient exactement les mêmes que ceux des sbires de Milan ou de Venise : il y avait eu infiltration. Ce fait d'observation est incontestable.

Ainsi, lorsque Joseph de Maistre mourut, il vit son ennemi mortel, l'Autrichien, installé au cœur de cette Italie qui était doublement sa patrie, et de par le roi et de par le pape. Il vit, derrière cette brute et fruste muraille, obstacle dérisoire et vermoulu, les révolutions sanglantes de l'avenir s'amonceler, s'approcher, sombres et incessantes comme les vagues de la mer.

Ah! je comprends ce cri de désespoir, ce cri suprême : « Je meurs avec l'Europe. »

Mais la liberté ne meurt pas. Sous sa lumière, l'Europe renaît, une Europe jeune, ardente, généreuse; et chose étrange, comte de Maistre, vous que la restauration du vieil ordre de choses a démenti et laissé désespéré, c'est cette jeune liberté, après trente ans, qui vous glorifie; c'est à elle que vous devrez cette transfiguration où l'on admirera désormais le philosophe de bonne foi et l'amant

Digitized by Google

de sa patrie, dégagé de tous les servages officiels de la naissance et de l'honneur.

L'Autriche est châtiée par sa propre iniquité, car sa domination sur l'Italie ne peut subsister que grâce au régime absurde qui la mine visiblement elle même. Dans sa condition présente, elle ne peut plus faire un mouvement sans tomber en poussière. Les progrès par lesquels la vie se manifeste lui sont interdits. Son *statu quo*, que l'on prend pour de l'habileté, est une nécessité. Elle est immobile parce qu'elle meurt, qu'elle est en proie à une dissolution intérieure évidente à tous les yeux, et que le jugement des consciences droites l'a mise, pour ses atrocités, hors la loi internationale.

M. de Maistre a ouvert ce chapitre; M. de Montalembert va le fermer, en prononçant, lui aussi, son réquisitoire :

« Tout ce sang, toutes ces larmes, toutes ces malédictions sont montés vers le trône du vengeur éternel. Ils en retomberont en pluie de feu sur les trônes d'ici-bas. Car enfin il est temps d'en finir : l'inexprimable angoisse des peuples a duré trop longtemps; l'âme de chaque homme de bien s'est trop souvent et trop douloureusement soulevée... Les entrailles de ces monstrueux systèmes ont été mises à nu, et le monde en les contemplant a reculé d'épouvante : il sait maintenant où on le conduit... Voyez tous ces indignes souverains de l'Italie qui ont réussi à faire un enfer politique et intellectuel de ce paradis des nations. Voyez enfin l'Autriche, cette grande prêtresse de l'oppression, l'Autriche qui a ouvert dans son sein ces affreuses prisons où languit toute une population de martyrs... Et ce qu'il y a de plus hideux dans ce raffinement de cruauté et de tyrannie, c'est que ces violateurs de tout ce qu'il y a de saint dans cette vie et dans l'autre se font une parure de la religion. » (Avant-propos du *Livre des Pèlerins polonais.*)

CHAPITRE IX.

Correspondance sur Austerlitz. — Coup d'œil rétrospectif sur les affaires diplomatiques précédemment traitées par le comte de Maistre.

Au Roi.

(Commencée à la fin de décembre 1805, achevée le 19 (31) janvier 1806.)

Sire,

C'est avec le plus profond chagrin qu'après avoir été si longtemps privé de la possibilité de correspondre avec Votre Majesté, je puis enfin reprendre la plume, non pour lui *annoncer*, car elle n'en est déjà que trop instruite, mais pour déplorer avec elle nos derniers malheurs.

C'est encore le génie autrichien qui nous a jetés dans cet abîme. Contre toutes les règles de la prudence et de la politique, les Autrichiens voulurent entrer en Bavière au commencement d'octobre. Il était expressément convenu qu'ils ne traverseraient point l'Inn avant l'arrivée des Russes, et, dans leur marche timorée, ils ne cessaient eux-mêmes, depuis le commencement des négociations, de demander qu'on n'exigeât d'eux aucun mouvement avant la réunion. L'orgueil, l'avidité,

Digitized by Google

l'ambition aveugle l'emportèrent sur la politique, sur le bon sens et même sur la peur. Pour écouler leurs billets de banque, pour avoir le plaisir de posséder cette Bavière tant convoitée et d'en fouler les habitants suivant le *rit autrichien*, ils entrèrent en Bavière, et, ce qu'il y a de bien étrange, c'est que leur conduite militaire et politique se trouva bientôt en contradiction directe avec les intentions de leur souverain, manifestées dans sa correspondance particulière avec l'électeur de Bavière, que Votre Majesté a sans doute lue. C'est une nouvelle preuve ajoutée à mille autres, de la nullité absolue d'un souverain bon et loyal, mais dont les volontés toujours droites et respectables plient constamment devant l'esprit de son cabinet et de sa nation. Je passe sur les funestes événements d'octobre, Votre Majesté les connaît trop. L'histoire militaire ne présente rien d'égal. Le général Kutusoff, arrivé depuis quelque temps à Braunau, sur l'Inn, se trouvait exposé par ces incroyables défaites, et il fallut songer à la retraite. Il la fit dans le meilleur ordre et dans l'espace de quarante jours environ, toujours harcelé par les Français et toujours combattant. Il arriva enfin à Brünn, où il put se réunir aux premières colonnes russes qui arrivaient. Le général Kutusoff a livré dans cette retraite cinq combats remarquables : le premier sur l'Ems, le 16 octobre; le second à Lambach, le 19; le troisième entre Strenberg et Altesten, le 24; le quatrième à Crems, sur le Danube, le 12 novembre; et le cinquième, le 15 du même mois, sur la route de Crems à Brunn. Ces deux derniers furent les plus considérables. A Crems, le général Kutusoff extermina une colonne française qui le mettait dans le plus grand danger; et dans celui du 15, le prince Bagration, enveloppé avec quatre mille cinq cents hommes par trente mille ennemis et volontairement sacrifié par le général en chef au salut de l'armée, se fit jour à la baïonnette et rejoignit le général, au prix de quinze cents morts. Votre Majesté aura appris l'étonnante anecdote du général autrichien Nostiz, qui refusa de se battre sur une simple lettre du maréchal Soult qui lui faisait part d'un prétendu armistice. Précédemment, le

prince de Auesperg, chargé do détruire les ponts de Vienne, se laissait amuser par Murat sur le principal de ces ponts au milieu des matières combustibles assemblées pour le brûler, et pendant que celui-ci l'entretenait d'armistice et de paix, les Français passaient le Danube plus bas et couraient se jeter entre Kutusoff et Bagration. Alors le corps russe de quatre mille cinq cents hommes se trouvant totalement enveloppé, Murat proposa au prince Bagration une capitulation honorable. Celui-ci envoya les propositions à son général, qui envoya à son tour l'adjudant de Sa Majesté Impériale, le baron de Wintzingerode, au camp des Français pour signer la capitulation *sub spe rati*, ce qui fut fait; et Murat, de son côté, réserva l'approbation de son beau-frère. Un corps russe commandé par un compagnon de Souvaroff mettant bas les armes devant les armées françaises était un spectacle trop délicieux pour n'en pas faire jouir le maître de la France. Buonaparte, averti par Murat, accourut donc en grande hâte pour recevoir l'épée du prince Bagration ; mais Kutusoff, ayant gagné vingt heures, s'en était servi pour mettre l'armée russe à couvert, et mit la capitulation dans sa poche. Cependant, les Français, voyant qu'on n'en finissait pas, avait donné au prince Bagration un terme péremptoire de quatre heures pour se décider. Sur ces entrefaites Buonaparte arriva, et, furieux de voir ainsi ses espérances frustrées, il fit attaquer avant l'expiration du terme. Mais la valeur des Russes les tira de ce pas difficile. Le comte de Galaté, sujet de Votre Majesté, s'est fort distingué sur l'Ems et sur l'Altesten, où il a été blessé à la tête en chargeant les Français à la baïonnette ; il a échappé à la mort par une de ces combinaisons extraordinaires qui ressemblent à des miracles. L'empereur, l'ayant rencontré à Olmütz, lui toucha la main. Galaté mit un genon en terre pour baiser celle du souverain, contre les usages du pays. L'empereur le releva et l'embrassa publiquement. On a beaucoup célébré ici ces différents succès de retraite, et même, pour avoir l'honneur de le dire confidemment à Votre Majesté, on s'est donné quelque ridicule en les célébrant trop.

La bataille du 2 décembre nous a jetés fort loin des réjouissances. Ce malheur a été préparé, comme tous les autres, par le cabinet d'Autriche. L'empereur de Russie est la bonté même. Son caractère n'a rien de cette roideur et de cette fière prépondérance qui se met toujours à la première place et fait reculer les autres. D'ailleurs, son extrême prudence lui faisant contempler sans cesse le danger de régenter les Autrichiens, il les laissait faire, de peur de dissoudre la coalition. Ceux-ci, profitant des circonstances pour déployer à l'aise tous les vices nationaux, s'étaient emparés de la conduite de la guerre et faisaient tout à leur gré. *Nous voulons tant de soldats, nous n'en voulons pas davantage ; nous les voulons là et pas ailleurs ; nous n'en voulons pas en Italie ; nous ne voulons pas de Cosaques*, etc. Ils s'étaient mis en possession de faire tous les plans, qu'ils faisaient traduire en russe et distribuer quelques heures avant qu'on ne les exécutât. Le général Van-Suchtelen et tout son corps, abîmés de dégoûts et d'amertumes, ne se mêlaient pas plus que moi du plan de campagne. Votre Majesté se formera difficilement une idée de l'esprit détestable qui régnait dans l'armée autrichienne. Le soldat était mécontent de ses officiers, les officiers de leurs généraux, et les généraux étaient divisés entre eux. Tous cependant étaient d'accord sur un seul point : Personne ne voulait la guerre. Avant de quitter Vienne, tous les généraux avaient protesté contre la résolution de l'empereur et demandé qu'on fît la paix à tout prix aux portes de Vienne. Le peuple irrité par la masse des impôts, et surtout par le dernier, qui égalait le cinquième de tous les capitaux, avait pris la guerre en horreur. L'armée en particulier renfermait tous les germes possibles de dissolution : haine de partis, haines de cœurs, haines de conditions, haines de nations, rien n'y manquait. Pour réunir et faire marcher ensemble tant d'éléments discordants, que pouvait une seule main, juste à la vérité, et infiniment respectable, mais faible, timide, et constamment embarrassée dans celle d'une femme ? Le premier symptôme de la grande catastrophe se développa à Ulm, où Votre Majesté aura vu avec le plus grand étonne-

Digitized by Google

ment qu'il n'y avait point de général, ou qu'il y en avait deux, ce qui revient au même. L'un avait le droit de s'en aller, l'autre celui de rester. On voit avec une parfaite évidence, comme si on avait lu les commissions émanées du bureau de Vienne, que la cour n'avait pas eu la force de décider clairement entre l'archiduc Ferdinand et le général Mack, de manière que chacun d'eux avait de bonnes raisons pour se croire le supérieur de l'autre.

M. le comte de Razumowski me paraît toucher à une disgrâce inévitable, pour avoir commis dans cette circonstance importante deux fautes qui ne paraissent réellement pas susceptibles d'excuse. D'abord, il n'a point averti la cour des dispositions intérieures de l'Autriche en général et de l'armée en particulier, et il a fait pire encore, en négligeant de protester solennellement contre le passage de l'Inn, exécuté avant le temps, contre un article exprès du traité d'alliance entre les deux nations. Je prendrai la liberté d'arrêter ici un instant Votre Majesté, pour lui faire observer une de ces contradictions extraordinaires qu'on rencontre chez les nations comme chez les individus. S'il y a une cour en ce monde jalouse et soupçonneuse en politique, c'est celle de Russie. Elle éclaire tous nos pas; elle décachette toutes nos lettres; elle nous écarte d'elle avec une affectation marquée; si quelque agent des affaires étrangères s'avisait de nous faire visite, il serait irrémissiblement perdu. Et cette même cour souffre que ses ministres vieillissent près des cours étrangères, qu'ils y deviennent propriétaires, s'y marient, et que leurs dettes (ceci est curieux) y soient payées par le souverain du lieu, enfin qu'ils y soient complétement naturalisés par le fait. M. le comte de Razumowski dépensait des millions à Vienne en propriétés foncières, et il avait fini par construire, à ses frais, un pont sur le Danube. Voilà, il faut l'avouer, un singulier inquisiteur contre la faiblesse, les erreurs et les manœuvres machiavéliques de l'Autriche. Il en est de même, quoique avec moins de danger en ce moment, à Berlin et à Londres.

Je ne sais quand cette cour voudra avoir les yeux sur un

système aussi dangereux. Je reviens à Olmütz dont cette digression m'avait écarté.

Le général Kutusoff, parti avec cinquante mille hommes *sur le papier*, c'est-à-dire quarante-cinq mille combattants au plus, en avait perdu ou laissé en arrière deux mille au moins, lorsqu'il arriva sur l'Inn. Que Votre Majesté daigne réfléchir sur une retraite de près de quatre-vingt-dix lieues de France, pendant quarante jours de souffrances et de combat, et à la détermination prise par le général en chef de sacrifier le prince Bagration pour sauver le reste de l'armée; elle se convaincra qu'on n'exagérerait nullement en soutenant que le premier n'avait peut-être pas ramené à Brünn vingt-cinq mille combattants effectifs.

Quoi qu'il en soit, la réunion des premières colonnes russes appartenant au corps du général Buxhaven portèrent l'armée à quarante-huit mille hommes. Les Autrichiens en avaient trente mille ; du moins c'est ce que j'ai pu savoir de plus certain : car, sur ce point, les seuls qui sachent la vérité ne la disent jamais. Ces mêmes assertions, qui fixent ainsi le nombre des alliés, portent celui des Français à quatre-vingt-seize mille. Je suis tenté de croire qu'un juge équitable pourrait diminuer ce dernier nombre et augmenter l'autre de manière à supposer l'égalité ou à peu près. Plusieurs considérations défendaient de livrer une bataille, surtout la certitude de recevoir sous peu de jours un renfort de quinze mille hommes qui n'étaient plus qu'à quelques marches. Le général Kutusoff ne voulait point la bataille ; mais les Autrichiens la voulaient et la firent vouloir. La famine leur servit par-dessus tout à déterminer les Russes ; on en était au point que l'empereur de Russie partagea une oie avec vingt officiers, et que le soldat russe n'avait pas mangé depuis deux jours, lorsque la bataille fut résolue.

Les chevaux, encore plus exténués que les hommes, refusaient le service ou n'avançaient qu'à force de coups. Les Autrichiens déclarèrent aux Russes qu'il fallait prendre les magasins ennemis ou mourir de faim. Une autre influence

Digitized by Google

s'en mêla peut-être[1]. Enfin, *ce qui est écrit est écrit.* La bataille commença le 2 décembre, vers six heures du matin, et dura plus de treize heures. Je l'appelle la bataille d'Olmütz, jusqu'à ce qu'il plaise aux Français de lui donner un autre nom. Les Russes combattirent avec leur intrépidité ordinaire; mais du côté de la science et de l'expérience, tout me porte à croire que la partie était fort inégale, et que l'homme qui doit être opposé à Buonaparte n'existe pas plus ici qu'ailleurs, ou ne se montre point encore. J'ai cru comprendre que les Russes, fonçant sur les Français à leur manière, ont été fort désorientés par la manœuvre de ceux-ci qui disparaissaient à droite et à gauche comme des mouches, découvrant par cette fuite savante des batteries qui foudroyaient les Russes, et retournant ensuite à la charge lorsqu'ils les voyaient en désordre. D'ailleurs, toute la valeur possible devait être inutile dès que les Autrichiens la contrariaient au lieu de la seconder. Presque sans résistance, on les vit s'ouvrir devant les Français, céder le terrain de toutes parts pour jeter leurs armes, et enfin tirer eux-mêmes sur les Russes. Ceci paraît fabuleux, Sire, cependant il n'y a qu'une voix sur la vérité de ce fait; on ajoute que le régiment de chasseurs de la garde, indigné de cette infamie, se rua sur le corps autrichien dont il avait souffert la décharge et le mit en pièces. Des autorités très-respectables attestent encore cette circonstance, mais je me défie infiniment des haines internationales, et je crois qu'il est permis de douter. Si la chose est vraie, ce sera, je crois, la première fois qu'on aura vu des alliés s'égorger sur le champ de bataille. Personne ne doute ici que le plan de la bataille n'ait été communiqué à Buonaparte. Je sens qu'on peut et qu'on doit même ici se défier encore des préjugés nationaux, mais j'ai lu, dans la lettre d'un officier étranger bien informé et nullement suspect, ces propres mots: *On a rarement des preuves directes d'une trahison, mais il faut avouer que tout s'est passé précisément comme s'il y en avait eu une.*

[1] Allusion à la jeune et belle reine de Prusse, qui aimait Alexandre et lui avait inspiré une admiration chevaleresque lors de leur entrevue à Memel.

Digitized by Google

Plusieurs indices viennent à l'appui de ce jugement parfaitement conforme à la voix publique. Il paraît certain qu'on avait résolu, du côté de l'Autriche, de forcer par des revers le brave empereur à faire la paix. Votre Majesté n'apprendra pas sans une extrême indignation qu'à la distance de quatre ou cinq lieues du champ de bataille on a trouvé des provisions en abondance pour toute l'armée qui se retirait. Le jeune et vaillant empereur a fait dans cette grande occasion non pas seulement tout ce qu'il devait, mais plus peut-être que ne le permettait sa haute qualité. Il s'est exposé d'une manière qui nous fait encore trembler : une grenade est venue blesser un officier tout près de lui; il s'est jeté à deux ou trois reprises au milieu des Autrichiens et n'a rien oublié pour les animer et les réunir, mais tous ses efforts ne lui ont valu que la gloire; il a eu le chagrin de les voir en un clin d'œil jeter armes, chapeaux, bandoulières, et tendre les mains aux Français en demandant grâce. Il fallut céder, sans qu'on puisse dire, à parler exactement, que les Russes aient été vaincus. Un très-grand mal est la perte de l'artillerie qui n'a cependant point été l'ouvrage de l'ennemi. Un pont fabriqué par l'impéritie ou par la malveillance (car on veut encore chercher ici du mystère) s'est abîmé sous le premier canon et a fait perdre tout le reste. Votre Majesté sent assez que les papiers français, en racontant cet événement, n'oublieront que le pont. L'empereur est revenu sur-le-champ à Pétersbourg sans s'arrêter nulle part. Que n'a-t-on pas dit, Sire, sur ce retour! Il est certain que par cette démarche l'empereur pouvait paraître convenir de sa défaite, abandonner la partie et dégoûter les troupes. Néanmoins, en oubliant même pour un instant, s'il est possible, le respect que j'ai pour sa personne, je n'aurai pas la force de le blâmer. J'avais l'honneur de l'écrire l'autre jour à M. le comte de Front, et je crois que rien n'est plus vrai. Plus âgé, plus accoutumé aux scélératesses des hommes et aux scènes de carnage, l'empereur serait resté. Tel qu'il est, il est revenu. Que Votre Majesté daigne se représenter un souverain excessivement bon, humain et compatissant, voyant la guerre pour la première fois et se trou-

vant au milieu des monceaux de cadavres; trompé d'ailleurs dans ses espérances les plus douces et justement irrité par le spectacle de la lâcheté et de la trahison; je me persuade qu'elle ne sera nullement surprise de le voir partir, dans le premier accès de l'indignation. Avant de partir cependant, il pourvoyait à tout en envoyant son propre frère, accompagné du prince Dolgoroucky, à Berlin, et le comte Paul de Strogonoff à Londres. La précaution était surtout nécessaire envers la Prusse, car le roi commençait à s'alarmer; il envoyait des aides de camp l'un après l'autre et s'étonnait surtout qu'on eût fait sans lui paix ou armistice après les engagements communs pris à Berlin. Il ne doutait pas un moment que l'empereur de Russie n'eût signé quelque convention avec Buonaparte, mais il se trompait : celui d'Autriche seul avait souscrit. Ayant totalement perdu courage, il était venu, le jour de la bataille, supplier, au pied de la lettre, l'empereur de Russie de trouver bon qu'il s'accordât à tout prix (lui François II) avec le vainqueur. L'empereur Alexandre lui dit : « *Faites comme vous l'entendez, mais ne m'y mêlez d'aucune manière.* » Buonaparte ayant exigé que l'infortuné souverain vînt s'aboucher avec lui, François II s'est cru forcé d'obéir. Quelles conditions lui a-t-on dictées, c'est ce que j'ignore encore au moment où j'ai l'honneur de tracer ces lignes à Votre Majesté.

Buonaparte avait une extrême envie de s'aboucher aussi avec l'empereur Alexandre déjà avant la bataille; il lui avait fait des avances que j'aurai l'honneur de faire connaître à Votre Majesté par une communication à part, car je crains que la multitude des objets ne jette de l'embarras dans ma narration.

Après le combat, son aide de camp Savary, qui avait été porteur des premières paroles, retourna auprès de l'empereur pour lui demander une entrevue. L'empereur ne jugea point à propos d'accepter la proposition; il dit à Savary qu'il envoyait le prince Pierre Dolgorouky, auquel *le chef de la nation française* pourrait parler comme à l'empereur lui-même. Buonaparte reçut le prince en plein champ et environné de sa garde; au moment où le Russe approcha, Napoléon fit un signe impéra-

tif, s'il n'était pas impérial, qui fit écarter sa garde. On entra en conversation. Le prince lui dit que son maître ne pouvait concevoir quel pourrait être l'objet de l'entrevue proposée. « C'est la paix, » dit Buonaparte; « je ne conçois pas pourquoi votre maître ne veut pas s'entendre avec moi, je ne demande qu'à le voir et à lui présenter une feuille blanche signée : *Napoléon*, sur laquelle il écrira lui-même les conditions de la paix. »

A ces beaux discours, il se mêla cependant quelques grains de jactance; il dit *que ce serait peut-être au vainqueur à dicter les lois, mais que cependant*, etc. Le prince Dolgoroucky répliqua que les intentions de Sa Majesté Impériale étant connues, elle ne voyait pas la nécessité d'une entrevue. Quelques personnes ont vu dans ces démarches de Buonaparte un piége tendu à l'empereur de Russie pour l'engager dans quelque démarche précipitée et se donner au moins le plaisir de faire écrire dans les gazettes françaises *que l'empereur de Russie s'était rendu chez celui des Français.* Je crois bien que l'intention de Buonaparte était de tirer parti de l'entrevue, si elle avait été accordée : rien de plus naturel; mais je crois aussi qu'il eût été moins difficile qu'on ne le croit sur les conditions qu'on aurait pu proposer, et que surtout il n'aurait fait aucune difficulté sur le *Puntiglio.* Je ne doute pas un moment qu'il ne se fût rendu lui-même chez l'empereur de Russie ou qu'il n'eût fait volontiers la moitié du chemin. Cette représentation entrait dans ses vues, et sûrement il n'aurait pas été fâché de finir d'une manière sûre et honorable. Mais enfin l'empereur n'a pas voulu de cette conversation, ni faire dans cette circonstance d'autre proposition. Il est, au reste, le prince le plus fait pour adresser la parole à l'heureux usurpateur. Il n'y a entre eux aucune aigreur de caractère, de circonstance ou de nation. La puissance d'Alexandre, ses vertus personnelles et la loyauté de sa conduite font une grande impression sur l'esprit des Français et en particulier sur celui de Buonaparte, qui affecte même à son égard des procédés chevaleresques. Savary dit à l'empereur, après la bataille, les choses les plus délicates, entre autres *que les Français ne l'avaient jamais perdu de vue sur le champ*

de bataille, qu'il avait changé deux fois de cheval, et qu'à tel moment et à tel endroit il montait un cheval bai. (Vrai ou faux, on ne peut rien dire de plus agréable.) L'empereur, ayant trouvé le soir sur son chemin sept officiers français qu'on menait prisonniers, leur rendit sur-le-champ la liberté, et Buonaparte, piqué d'honneur, a renvoyé tous les prisonniers. Le fait est sûr quant aux officiers, mais je ne puis assurer si la courtoisie s'est étendue, comme on l'assure jusqu'aux soldats. — Tout se réduit aux officiers de la garde [1].

La bataille d'Olmütz ou d'Austerlitz s'appelle déjà, en Allemagne, la bataille des empereurs, *Kaiserschlacht*. C'est dommage que celui dont le sort était décidé par ce fameux combat ait fait nombre et rien de plus. Je voudrais être en état d'apprendre à Votre Majesté quelque chose de certain sur les pertes réciproques, mais rien n'est plus difficile. La *Gazette de Berlin*, la mieux placée peut-être pour savoir la vérité, dit formellement que cette bataille a été *la plus sanglante dont l'histoire fasse mention*, et que la perte de part et d'autre, en morts et en blessés, passe trente-six mille hommes. Ce que je puis avoir l'honneur d'assurer à Votre Majesté, c'est qu'aucun homme instruit dans ce pays ne m'a supposé le nombre des morts au-dessous de huit à neuf mille hommes; or ce nombre de morts suppose peut-être le triple de blessés, et de ce dernier nombre un tiers au moins sera perdu pour l'État. Il paraît, par les aveux mêmes des prisonniers français, que la perte de leur côté a été sans comparaison plus forte. Votre Majesté peut juger de la boucherie. Pour la Russie, c'est une goutte de sang; mais les suites politiques de la bataille sont incalculables. Voilà donc cette fameuse maison d'Autriche renversée et pour toujours. Après une lutte terrible de trois siècles, le génie de la France l'emporte irrévocablement. Quand même le roi légitime remonterait sur le trône, il n'aurait pas, je crois, la bonté de replacer sa rivale sur son piédestal. Qu'arrivera-t-il de l'immense patrimoine de l'Autriche? Comment sera-t-il morcelé, dépecé,

[1] Écrit à quelques jours d'intervalle.


Digitized by Google

aliéné ? Je l'ignore, mais c'est une époque à jamais fa mense, et le commencement d'un nouveau droit public en Europe. Je ne vois plus dans cette partie du monde que quatre puissances : la France, la Russie, l'Angleterre, et la Prusse, qui jouera entre les deux premières, toute proportion gardée, le rôle qui nous appartient entre la France et l'Autriche. L'électeur de Bavière, premier vassal de Buonaparte, recevra une couronne idéale qu'il payera sur-le-champ en donnant sa fille à Beauharnais. Ce pas fait, voilà la famille de l'usurpateur unie aux maisons souveraines, et bientôt d'autres princes seront tentés ou forcés. Il serait bien à désirer que quelque événement inattendu vînt s'opposer à la suite des conséquences qu'il est permis d'envisager ; mais cet événement ne se voit point dans la liste des choses naturelles et ordinaires. S'il existe dans le sein de l'avenir, il n'est pas dans la sphère de la prévoyance humaine. Nombre de gens s'amusent encore avec l'idée de la Prusse qui est intacte, mais je confesse à Votre Majesté que je compte fort peu sur cette puissance. Le caractère du souverain, les maximes du cabinet, et même l'esprit national semblent interdire l'espérance d'une grande conception. C'est la Prusse qui vient de perdre l'Europe une seconde fois en envoyant ses misérables orateurs à Buonaparte au lieu de faire marcher une armée. Bernadotte, qui s'est vu libre, est allé flanquer son maître à Olmütz et l'a fait vaincre. *Nous n'étions pas prêts,* disent les Prussiens, *il faut du temps ;* fort bien, mais quand on n'a pas un cheval de trait, il ne faut pas faire continuellement retentir l'Europe des trois cent mille hommes prêts à marcher ; et la Prusse, dans les circonstances actuelles, n'est pas excusable de n'avoir pas eu cinquante mille hommes de disponibles à la minute. Au reste, Sire, je n'assure rien, mais je crois mes craintes fondées. L'empereur, comme j'avais l'honneur de le dire, n'a rien oublié pour s'attacher la Prusse et pour lui inspirer les sentiments qui l'animent lui-même. Le 26 de ce mois, il a accordé une très-longue audience au ministre de cette puissance, auquel il a manifesté la persuasion intime qu'une paix ou du moins une paix sûre avec Buonaparte était impossible, si elle n'était ob-

Digitized by Google

tenue les armes à la main. Il a promis à la Prusse une assistance sans bornes et sans délai. Tout cela est à merveille et bien digne de Sa Majesté Impériale, mais la grandeur d'âme, chassée de tous les coins de notre malheureux continent, ne se *réfugie* guère dans un cabinet mené par des *réfugiés*. Il faut cependant que la Prusse prenne garde à elle : jamais puissance ne se trouva engagée dans un pas plus difficile ; placée entre deux puissances formidables, vulnérable de toutes parts, mais surtout par la Pologne, le parti qu'elle prendra peut décider de son existence. Le plus dangereux sera celui de tergiverser, et c'est probablement celui qu'elle choisira. On peut croire que l'unique moyen de la mettre dans la bonne voie et de l'y retenir, c'est de l'acheter tout uniment comme on achète le travail d'un ouvrier. C'est à l'inépuisable Angleterre qu'il appartient de faire cette opération, qui est véritablement majeure.

J'avais conduit jusqu'ici cette dépêche, lorsque l'arrivée d'un grand personnage m'a mis à portée d'obtenir de nouvelles connaissances. Je prie donc Votre Majesté de vouloir bien agréer les explications et rectifications suivantes :

1. Ce ne fut point après, mais bien avant la bataille, que Buonaparte demanda l'entrevue. Il paraît que le prince Pierre Dolgoroucky n'était pas l'homme le plus propre à la mission qui lui fut confiée, et qu'il cassa un peu trop les vitres, suivant l'expression vulgaire [1].

Buonaparte, en terminant sa conversation, qui fut sans doute très-vive, dit : « Eh bien !... nous nous battrons ; qu'on m'amène un cheval. » Il demeure néanmoins toujours certain, à ce qui me paraît, que Savary se présenta de nouveau à l'empereur après le combat. Dans le courant de la conversation, Buonaparte avait dit au prince : « Je sais que les Russes et les Anglais ont

[1] Le prince s'est justifié depuis dans une lettre très-intéressante imprimée à Berlin, mais que je ne puis envoyer. Je lui ai parlé à lui-même. Il est faux qu'il ait demandé la couronne d'Italie pour Votre Majesté, comme on l'a imprimé à Paris. Le nom même du Piémont n'a jamais été prononcé, mais seulement celui d'indemnité. — 19 février.

(*Note du comte de Maistre.*)



débarqué dans le royaume de Naples ; j'envoie trente mille hommes pour les battre. »

2. Il est très-sûr que le même prince Dolgoroucky a contribué infiniment à déterminer cette funeste bataille, et que l'ardeur du jeune et vaillant souverain s'est trop laissé séduire par l'appât d'une brillante victoire. L'empereur d'Autriche le pressait de son côté en lui disant : « *Vos troupes sont excellentes, il faut donner la bataille.* » Les officiers autrichiens soutenaient ce système et préparèrent tout. Le plan fut donné par le chef de leur état-major, M. Weirotter, qu'on assure être une tête légère ; et le bon général Suchtelen, qui arriva au moment même d'une décision prise sans sa participation, en fut surpris et attristé. Le général en chef et les autres officiers supérieurs étaient de même contre la bataille ; et cependant elle fut donnée !

Pour comble de malheur, on ne savait pas que Bernadotte était arrivé avec son corps, et que le général d'Essen, avec le sien, était sur le point de joindre les Russes. Votre Majesté apercevra ici de tristes erreurs ; néanmoins, s'il avait été possible de s'entendre, la bataille aurait été décisive en faveur des alliés ; mais elle ne fut pour eux qu'une véritable mêlée. Les ordres furent ou mal donnés ou mal compris. Les corps n'arrivèrent point à temps, et l'on se massacra comme des sauvages. C'est un miracle que les Russes s'en soient tirés comme ils l'ont fait. Votre Majesté aura peut-être remarqué que les papiers prussiens leur donnent constamment la victoire. Il peut se faire que dans le moment ce soit un style d'ami.

3. Je puis maintenant assurer Votre Majesté que l'armée, en rentrant aux frontières, avait perdu quinze mille hommes en tout comptant, ce qui donne au moins dix mille pour le champ de bataille.

4. Les prisonniers renvoyés se réduisent aux officiers et soldats du régiment aux gardes. C'est un de ces régiments embarrassants dont la valeur ne compense pas les prétentions. Les parents des officiers ne veulent pas croire qu'il soit permis de les tuer, et je crois qu'on finira par les rappeler dans la capitale pour se délivrer des hurlement des dames.

Digitized by Google

5. La bataille a été donnée sans raison, car la Prusse, qui venait de se joindre à la coalition, faisait marcher cent mille hommes sur la frontière de Bohême.

6. Les troupes autrichiennes étaient de la pire espèce, composées en grande partie de jeunes recrues sans expérience militaire.

7. L'armistice avec l'empereur d'Autriche étant impossible ou inutile, tant que celui de Russie tenait la campagne, Buonaparte écrivit une deuxième lettre à ce dernier après la bataille. Cette lettre, apportée encore par Savary, n'a pas été rendue publique, mais il est permis de la lire (sauf le style) dans la retraite des troupes russes qui commença immédiatemont par la Hongrie.

8. Ce que j'ai dit plus haut sur la chute d'un pont est un de ces contes dont on n'est jamais avare dans les occasions de ce genre. L'artillerie avait été laissée sur les derrières de l'armée du côté de Wischnau, apparemment comme meuble inutile. Elle n'était pas même attelée, et les Français la prirent paisiblement après la bataille, tandis que les Russes so retiraient sur la droite du côté de la Hongrie. Il y avait cinquante pièces de canon, dont on n'avait pas même jugé à propos d'essayer l'usage. En un mot, Sire, il semble qu'on pourrait appeler cette bataille : *un grand suicide !* Lorsqu'on a voulu en demander la relation au général Kutusoff, il a répondu qu'il ne voulait point donner la relation d'une bataille livrée malgré lui, et qu'il fallait s'adresser aux Autrichiens qui l'avaient donnée. Ces détails sont désespérants et font bien sentir l'*irrévocable destinée qui nous entraîne*. Tout arrive contre toutes les lois du bon sens et de la possibilité, et tous los calculs sont déroutés. L'infamie d'Ulm force le bravo archiduc Charles à quittor l'Italie. Cette retraite rendra inutile et peut-être funeste lo débarquement anglo-russe fait à Naples. La bataille d'Austerlitz se perd parce qu'on veut absolument la perdre, et nous achève. Le doigt divin est si profondément marqué dans tous ces événements, que je deviens, en un sens, fataliste, et que j'ose à peine me servir do ma raison.

Digitized by Google

Tout a été perdu à Austerlitz; je ne puis penser à cette bataille sans me rappeler une phrase fameuse de Tacite : « *Jamais il ne fut plus évident que les dieux, très-peu soucieux de notre bonheur, ne le sont que de leur vengeance.* » C'est une magie, c'est un miracle. Comment le prince le plus sage, le plus défiant surtout de ses propres lumières (car c'est ce point qui est le plus étrange), comment, dis-je, un tel prince s'est-il déterminé à donner une bataille contre l'avis de tous ses généraux, sur l'avis de quelques jeunes courtisans? A quelques pas derrière lui il avait une armée qui venait le rejoindre, et des vivres à quelques werstes. On ne pouvait que gagner au retard; mais non, il faut se battre. *Ce que j'ai écrit est écrit.* On se bat, vous savez avec quel succès. Deux jours après l'un des archiducs est vainqueur en Bohême, et l'autre arrive avec soixante mille hommes de Vienne. Il y a de quoi perdre la tête. Les suites de la bataille sont encore plus inconcevables que la bataille même. Si l'empereur avait tenu bon, au moins sur la frontière, si surtout il avait couru à son armée de Sibérie pour raffermir l'opinion et la Prusse, on pouvait encore réparer le mal, mais... n'importe, jamais je ne pourrai cesser de l'aimer. Le peuple a bien rendu justice à ses intentions en le recevant, on peut dire avec amour. Du reste, qu'est-ce qu'une bataille perdue par la Russie hors de chez elle? Mais à cette époque l'opinion, comme tout le reste, ne ressemble à rien.

En chiffres. — On dit que les deux plus beaux yeux de ..... y sont pour quelque chose. Cela se peut sans qu'il le sache, on ne voit pas dans son cœur.

Note mal déchiffrée par la chancellerie sarde[1].

15 (27) février 1806.

Il est certain que si l'empereur n'était pas allé à l'armée, B. serait assez fort embrouillé et peut-être perdu. — Lui et la reine de Prusse sont chacun à leur place des personnages souve-

[1] M. de Maistre chiffra la plupart de ses dépêches jusqu'en 1802. Après

rains respectables; s'ils so rapprochent, c'ost un jeune homme, et c'est une jeune femme aimable. La veille de la bataille d'Austerlitz, ..., qui avait commission de partir à midi à la volonté de l'empereur de Russie, malheureusement décidé pour la bataille, entra chez le grand maréchal Tolstoï, le pria d'user de toute son influence auprès du maître pour l'empêcher de se mettre en bataille qui tournerait mal; Tolstoï s'impatienta vivement, qu'il se mêlait de poulardes, du vin, que c'était au général à se mêler de la guerre. . . . .

. . . .

La France ne peut être attaquée qu'à Berlin. L'empereur de Russie a cru qu'on pouvait faire à B. une guerre de chevaliers; il s'est trompé noblement, mais il s'est trompé. Il fallait l'attaquer avec ses propres armes et commencer par la Prusse. Rien de plus noble, de plus vrai, de plus loyal que les transactions personnelles qui ont eu lieu entre l'empereur et le roi de Prusse, mais la volonté du roi de Prusse est la chose du monde la plus nulle en Prusse. Les meneurs se sont bien gardés de s'opposer de front à l'enthousiasme passager excité par la grandeur d'âme et les grâces personnelles d'Alexandre; ils savent trop bien leur métier. Ils ont laissé passer ce feu de paille, et par la seule mission de Hangwitz et compagnie, ils ont annulé tous les actes de l'empereur, dégagé Bernadotte, et perdu l'Europe.

J'ai vu la lettre écrite le 25 janvier par Sa Majesté Prussienne au baron de Jacobi, son ministre à Hanovre, au sujet de l'occu-

Austerlitz, la chancellerie sarde ayant conçu des inquiétudes sur le secret de sa vieille méthode de chiffrement et ne sachant comment en inventer une autre, les envoyés du roi durent ne plus confier leurs dépêches qu'aux courriers exprès des puissances amies. Plus tard, on se défia des estafettes allemandes et des capitaines anglais. Alors M. de Maistre n'eut plus de moyen sûr de transmission, pour les papiers importants, que dans les courriers siciliens. La poste russe allait jusqu'à prendre à la presse anglaise l'empreinte des lettres dont les interlignes étaient écrits à l'encre sympathique, et à faire ressortir l'écriture sur l'empreinte; la partie intéressante des correspondances des ministres étrangers était copiée sur un registre, et présentée chaque jour à l'empereur, qui s'y intéressait beaucoup plus qu'aux gazettes publiques.

pation de l'électorat par l'armée prussienne. C'est une pièce curieuse. Le roi dit que la paix du 28 décembre faite par l'Autriche ne lui laissait, à lui roi de Prusse, que *trois alternatives* (jamais je n'ai vu cette expression, mais il ne s'agit pas de grammaire) : d'empêcher les Français de s'emparer de l'électorat, de leur permettre de s'en emparer tranquillement, ou d'en prendre possession lui-même jusqu'à la paix. Notez que la convention signée par le comte de Hangwitz est du 13; ainsi on a fait signer à sa Majesté Prussienne qu'un événement arrivé le 28 l'avait forcée d'agir le 18. Après cela on a grand tort à Berlin de rire des prophéties.

La bataille d'Austerlitz n'est pour la Russie qu'un coup frappé sur la tête d'un homme robuste, et dont il ne résulte qu'un étourdissement passager. Que nous a-t-il manqué pour qu'il n'en soit résulté aucun mal? Ce qui manque toujours : *un homme*. Un homme à côté de l'empereur qui lui dit : « Où allez-vous donc, sire? Tout ceci n'est que du bruit et *pièce pour pièce ;* nous recommencerons demain. » L'empereur, brave comme son épée, n'avait besoin que d'être tenu en place. La guerre est un métier comme les autres, il faut l'apprendre; laissez finir l'étourdissement et tout recommencera. « *Reposez-vous, mes enfants, jusqu'à ce que nous recommencions,* » a dit l'archiduc Charles à son armée.

La cour d'Angleterre a prié celle-ci de dire si elle voulait ou non agir. L'empereur demeure suspendu. Hélas ! il a été plus vaincu que son armée à Austerlitz. On a eu le courage de lui dire : « Sire, avec votre parade, vous perdez vous, la Russie et l'Europe. » L'empereur n'en va pas moins son train; il exerce sa garde en personne; on a inventé un nouveau tambour qui fait un bruit terrible; tout le monde rit, mais surtout les officiers, ce qui est grand mal. Si cette pédanterie militaire, absolument contraire au génie russe, dure encore, personne ne peut répondre de l'armée ; il faut connaître le peuple. On commence à manquer d'officiers dans les gardes; les uns s'en vont, les autres ne viennent pas.

L'empereur se croit inutile à son peuple parce qu'il n'est pas

en état de commander les armées, et c'est un grand chagrin pour lui. C'est cependant tout comme s'il pleurait de n'être pas astronome. Le premier de tous les talents est celui de régner, il les emploie tous et les surpasse tous. Philippe II et Louis XIV n'étaient pas, je crois, des automates; mais bientôt nous allons voir que le roi d'Angleterre devra commander ses flottes en personne, sous peine d'être déclaré inutile.

Au moment même de la grossesse de l'impératrice, la plus belle dame de Pétersbourg[1] s'est trouvée incommodée et s'en est allée en Allemagne pour prendre les eaux. J'espère qu'elle guérira.

24 septembre (6 octobre) 1806.

B. entame sa grande affaire d'Allemagne, qu'il veut fédéraliser et détacher de la maison d'Autriche. Les princes allemands ainsi pressés pressent à leur tour le roi de Prusse, qui est très-bon défenseur de l'Allemagne tant qu'il ne s'agit pas de remuer. Il a voulu parler à Paris, et on l'a envoyé promener. Le parti français à Berlin a voulu le détacher de la reine qui a le sang chaud et noble; on a cherché à lui donner une maîtresse. Il en est résulté un enfant, mais pas davantage, et sans aucun attachement. La reine d'ailleurs s'est conduite à merveille. Ces belles anecdotes me viennent à l'instant par un canal très-sûr.

M. de Meerfeld se présente un sous jour très-favorable, mais vous savez qu'il faut du temps pour juger un homme. A son arrivée ici il n'a fait aucune attention à moi et je le lui ai rendu parfaitement. Ce jeu a duré assez longtemps. Insensiblement nous nous sommes rapprochés; les conversations se sont liées, et jamais je ne lui ai parlé qu'art militaire; outre la partie historique qui appartient à tout le monde, il y a dans ce grand art un côté philosophique sur lequel j'ai beaucoup médité, de manière que j'avais de l'étoffe pour l'entretenir. Enfin il m'a cru

[1] La princesse Narischskine. Le rapprochement des époux ne dura pas longtemps.


Digitized by Google

militaire, et il l'a cru pendant quatre ou cinq mois. Il y a peu de temps que je l'ai détrompé *multo non sine risu.* Dernièrement nous dînions ensemble chez l'ambassadeur de Suède; comme ambassadeur il devait passer le premier, et comme seulement ministre je passais le deuxième; il me présenta le bras très-poliment en me disant : Voulez-vous être ma dame? — Sur quoi je passai tout de suite mon bras dans le sien que je pressai légèrement, et je lui dis : « Monsieur le comte, je me crois parfaitement appuyé. » — Cette galanterie, dont je répondrai sans doute devant Dieu, fut payée d'une autre, et tout se passa on ne peut plus tendrement.

— La défaite d'Austerlitz rendait plus impossible que jamais l'établissement du roi de Sardaigne sur un point quelconque de l'Italie. La défection de la Prusse porta un dernier coup aux espérances de la coalition. Pour comble, Pitt mourut. Napoléon fut placé aussitôt par l'opinion au-dessus de toutes les puissances de l'Europe. M. de Maistre fit un dernier effort pour amener les cabinets de Russie et d'Angleterre à procurer au roi un établissement, quel qu'il fût, de leur chef et sans le concours de la France, et par conséquent avant le traité de paix définitif; il parla de Malte; cette tentative commencée sans beaucoup d'espoir n'aboutit, en effet, à rien.

Le roi, à cette époque, se retire en Sardaigne: dès lors les ministres sardes auprès des cours étrangères l'informent des événements plutôt qu'ils n'agissent pour lui; cette royauté disparaît de la scène politique, et avec elle sa diplomatie, qui recommencera à s'agiter à l'approche de la chute de l'empire.

Jetons un coup d'œil sur l'ensemble des questions principales qui avaient été mises sur le tapis pendant ces trois premières années, les plus laborieuses qu'ait traversées en Russie l'activité de notre envoyé.

Digitized by Google

Au départ du comte de Maistre, l'offre sèche de *Sienne ou rien*, faite par Bonaparte, semblait admise par la Russie comme une extrémité à laquelle le roi devait se résoudre. Il avait été question de Lucques, qui devait appartenir plus tard à la belle Pauline Borghèse, au modèle de la Vénus *vincitrice* de Canova. Lucques en ce moment montrait une grande antipathie contre le roi, tandis que Sienne eût été enchantée de devenir capitale. « Acceptez Sienne, » écrivait le comte de Maistre, « car si vous refusez, Bonaparte, qui est changeant et quinteux, retirera son offre, et vous n'aurez rien. » Cette prévision devait se réaliser, mais la fierté du roi ne voulut pas accepter une si faible indemnité, d'autant plus que cette situation le mettait en petite guerre avec ses voisins d'Étrurie, les infants d'Espagne, installés par Bonaparte à Florence. Déjà la sotte cour d'Espagne, à l'instigation du prince de la Paix, avait mal traité dans ses réceptions le chevalier Balbo, notre ministre à Madrid, parce qu'elle avait ouï dire que l'empereur de Russie parlait de faire donner l'Étrurie au roi de Sardaigne [1]. En effet, peu de temps après l'affront fait au chevalier Balbo, Alexandre écrivit de sa main, à Paris et à Madrid, que tant qu'on n'aurait pas rendu justice au roi de Sardaigne, il ne reconnaîtrait rien de ce qui s'était fait en Italie. Et il avait refusé de reconnaître le roi d'Étrurie. L'Espagne venait donc ajouter des complications à une situation déjà embarrassante. Le roi recula devant ces petites difficultés, et espérant d'ailleurs obtenir davantage, il ne se décida pas à accepter Sienne.

« Juin 1803.

[1] « Le comte de Woronzoff, instruit de l'affaire du chevalier Balbo, m'en demanda la raison. Je voulus parler par hypothèse du refus de la médiation : — « Non, dit-il, je ne crois pas l'Espagne si amoureuse de la France. Il s'agit bien plutôt de l'Étrurie. » — Ce trait me fait penser qu'on a fortement agité la question ici. »



Lorsque la troisième coalition mit l'Europe en feu, Alexandre fit offrir au roi un asile digne de lui à Odessa, ville neuve qui s'était accrue avec une si grande rapidité, que le nom n'en était pas encore gravé sur les cartes, bien qu'elle fût déjà considérable. Aux yeux de M. de Maistre, qui s'occupait avant tout de l'indépendance du roi, et qui avait ses raisons pour ne pas regarder la Sardaigne comme un paradis terrestre, Odessa était préférable à une autre résidence plus rapprochée de Napoléon. La dignité du roi ne lui semblait pas sauve à Rome ; « Sa Majesté y dépend doublement d'un gouvernement *faible* dans tout le sens du mot, et d'un ministre bonnet rouge qui signerait, si Bonaparte le lui ordonnait, qu'il n'y a que deux personnes dans la Trinité. » A l'objection de la trop grande distance d'Odessa à la Sardaigne, il répondait : « Est-ce que le roi d'Espagne n'est pas roi à Luçon et à Mexico, et le roi d'Angleterre à Botany-Bay? Les Français n'ont point souci de la Sardaigne. Et quand ils la prendraient rien que pour chagriner Sa Majesté, ce serait un bien petit malheur, qu'une nation puissante et même presque révolutionnaire s'empare de ce pays et passe son rouleau sur ses extravagantes institutions ; tant mieux. Nous n'avons pas ce qu'il faut pour tirer parti de ce pays · le *pouvoir*, le *savoir* et le *vouloir*. Voici un axiome à l'égard de la Sardaigne : « Tant que le roi n'y est pas, c'est un royaume. Dès qu'il y met le pied, ce n'est rien. »

Il est clair qu'ici l'ancien régent de la grande chancellerie de Cagliari montre un bout d'oreille. Car avec tous les inconvénients administratifs possibles, l'île, dernier refuge de cette royauté submergée, était pour elle la plus sûre, la plus digne, la plus royale résidence. Sans examiner même si le roi ne se devait pas aux derniers sujets qui lui restaient, aller bouder à Odessa au lieu d'at-

tendre superbement sur un rocher le dernier coup du géant corse, n'était pas digne d'un descendant de ces comtes, ducs et rois de la maison de Savoie, suite singulière de nobles et fières figures historiques. Aussi le roi n'en voulut pas.

Et si le roi n'était pas allé directement à Cagliari, après la chute de son trône, c'est que dans l'illusion qu'il conservait sur l'instabilité de la conquête du Piémont, il voulait être sur le continent pour profiter du premier mouvement heureux des affaires; tandis que, dans l'île, le peu de respect gardé par les puissances envers la liberté des mers, et les hasards de la navigation si lente de ce temps, l'exposaient à manquer l'heure propice. C'est dans cette vue qu'avant de se résoudre à s'embarquer pour la Sardaigne, tant que l'espoir lui resta et qu'il ne vit pas les Français de trop près, il habita Rome, puis Gaëte.

En 1804, le roi voulut demander à Alexandre le commandement d'une armée et se battre lui-même. Le vieux sang des aïeux se réveillait, fouetté par les désastres. Mais Alexandre voulait commander lui-même, et commanda en effet à Austerlitz.

Venise ou Gênes étaient sans contredit les plus belles compensations qu'on pût obtenir; mais Venise serait-elle cédée par l'Autriche? Il ne fallait pas y songer. Restait Gênes. De ce côté les espérances étaient plus fondées, et M. de Maistre manœuvre dans ce sens à Pétersbourg.

Je parlais hier de Gênes au prince Czartoryski. Il me dit : « Mais, vu la haine contre les Piémontais, le roi ne pourrait guère gouverner ce pays. » — « Non, sans doute, » repris-je, « avec des Piémontais et des maximes piémontaises, mais avec des Génois et des maximes génoises, parfaitement bien. Si le roi acquérait un Etat étranger, je serais le premier, moi qui vous parle, à prier le roi de ne pas m'employer. » — « Cela s'appelle

parler, » dit le prince ; « voilà les véritables principes. » Je poursuivis : « Prince, j'ai vu moi-même l'ignorance autrichienne à Venise et l'ignorance espagnole à Florence ; j'en ai rendu compte franchement à Sa Majesté. » — « Vous avez bien fait, » dit le prince ; « ces peuples sont désespérés. »

Sous l'Autriche, désespérés depuis 1815 !

N'y a-t-il pas quelque chose de noble et de magnifique dans ce respect du droit de nationalité, proclamé par un homme qui avait de la souveraineté une idée si forte et si haute, et qui, bien plus, parlait en ce moment pour les ambitions légitimes de son roi ?

— Notons ici un trait de perspicacité. Lorsqu'en 1805 Gênes est réuni au Piémont, et par conséquent à la France, par Napoléon, M. de Maistre se réjouit : « Avoir à détruire des puissances légitimes eût été fatal. Nous profiterons de ce qu'il a fait. *Hoc erat in votis.* »

A cette reconnaissance de la personnalité nationale des peuples, que j'ai indiquée plus haut à propos de Gênes, j'ajoute les paroles suivantes, au sujet d'une indemnité éventuelle en Grèce :

La religion n'est pas une objection ; elle ne gêne que ceux qui la gênent. Elle ressemble à la poudre : comprimez-la, elle soulèvera les Alpes ; laissez-la brûler au grand air, elle ne produira que de la lumière. Il est bien entendu que si le prince voulait chanter du latin et faire la procession du Corps de Dieu dans les rues de Salonique, il s'exposerait à tout, mais il l'aurait bien voulu. Ce qu'il pourrait faire de mieux, ce serait de se pénétrer de cette vérité assez simple, savoir, que *Dieu sait le grec*, et maintenir, même pour son usage, le rite grec. Le peuple s'apprivoiserait bien vite.

Autant M. de Maistre s'efforçait de faire la leçon au roi, autant, en face de la Russie, il grandissait la personne

royale et insistait sur l'inviolabilité de ses droits. L'envoyé sarde ne négligeait aucune des ressources que présentaient les circonstances. Il avait étudié à fond la célèbre géographie de Pinkerton, sur laquelle se basaient les cabinets pour évaluer les territoires et les populations, et en tirait tout le parti possible pour l'indemnité à accorder au roi. Il faisait remarquer, entre autres choses, que le Piémont ayant été sous son gouvernement le moins imposé de tous les pays monarchiques, et que les Français et les Autrichiens en ayant tiré, pendant le temps où ils l'avaient occupé, le triple à peu près de ce qu'il payait jadis, il était bien juste qu'on eût égard à cette modération dans l'évaluation de l'indemnité, et que l'on considérât moins ce que les prédécesseurs du roi retiraient effectivement que ce qu'ils auraient pu en retirer. Enfin, en cas de restauration, il tenait pour l'indépendance complète du roi quant aux nouvelles lois à introduire dans le gouvernement, ne voulant pas qu'une amélioration même fût imposée par l'étranger, mais travaillant de son côté à disposer l'esprit du prince à ces améliorations nécessaires.

Digitized by Google

CHAPITRE X

Madame de Maistre. — Nouvelles souffrances.

Dans l'été de 1805, la pensée d'une guerre prochaine entrait profondément dans le cœur de M. de Maistre. Il avait à Turin un enfant de seize ans, menacé par la prochaine conscription française, et exposé à se battre contre la cause du roi, faute de pouvoir payer un remplaçant de 10,000 francs.

Madame de Maistre était fixée à Turin, où elle faisait donner à ses enfants une excellente éducation, que le haut prix exigé par les maîtres eût rendue impossible en Russie. Elle menait une vie retirée, boudant consciencieusement le gouvernement français, et cela en assez nombreuse compagnie dans les premiers temps de l'occupation. Elle écrivit une fois à son mari pour savoir ce qu'elle devait faire quand elle était invitée aux bals que donnaient les généraux français pendant le carnaval. Le comte répondit que pour les bals qui se donnaient dans les maisons particulières, il n'y avait pas lieu de se singulariser ; mais que si l'on en

donnait dans le palais royal, il fallait refuser : « D'autant plus, » disait-il, « que vous ne risquez pas davantage que telle et telle famille que vous me nommez qui ont refusé. » Mais ces familles se résignèrent bientôt à aller au bal, le groupe des boudeurs s'éclaircit, et madame de Maistre se trouva bientôt presque seule et fort remarquée ; dès lors le général Menou, qui la voyait dans quelques salons et lui faisait force civilités, cessa de lui parler.

M. de Maistre demanda au roi de lui envoyer son fils comme secrétaire de légation, avec un grade, sans lequel on ne pouvait se présenter nulle part à Pétersbourg. « Ne donnez pas à mon fils, avec son grade quelconque, le titre de... au régiment de Turin ou de Mondovi : cela ferait rire. Mettez *aux gardes* ou *aux dragons de Sardaigne.* »

Mme de Maistre, après mille résistances de mère, mit son fils en voiture le 22 juin 1805. Le roi lui donnait le titre de secrétaire de légation, mais sans grade, scindant ainsi la demande du comte contre les règles de la jurisprudence, sinon contre celles de la délicatesse. Celui-ci s'emporta à cette nouvelle, et avant l'arrivée de Rodolphe, tout chaud de colère, écrivit ceci :

A Monsieur le chevalier de Rossi, à Cagliari.

11 (22) juin 1805.

Que voulez-vous que je dise à ce pauvre enfant quand il m'arrivera ? — Il ne te reste plus rien dans l'univers ; les petites économies que j'ai partagées avec ta mère sont fondues, et pour me consoler d'un veuvage éternel, ton maître ne te juge pas digne d'un grade idéal dans un régiment de sauvages.



Tout est rang ici. Il n'y a pas d'autre classification; celle de la naissance même à peine sensible. L'empire est divisé en seize classes; celui qui n'appartient à aucune est esclave. Envoyer ici le fils d'un ministre plénipotentiaire, gentilhomme de légation, sans grade, c'est à peu près comme si on m'ordonnait de le présenter en chemise un jour de gala. D'ailleurs, monsieur le chevalier, je vous l'avoue franchement, l'aversion de Sa Majesté pour les choses qui peuvent adoucir pour moi les plus terribles privations est devenue quelque chose de tellement sinistre que je ne sais plus où j'en suis, et que probablement cela finira de quelque manière extraordinaire. Ce nouveau refus m'a jeté dans un tel embarras que je n'en puis plus sortir que par une faute. La méthode adoptée avec moi est commode, c'est de ne pas répondre. J'ai écrit à ma femme par tous les courriers pour arrêter mon fils; s'il arrive je l'habillerai moi-même et lui donnerai son grade. Je ferai les choses décemment, comme il convient à un homme de la deuxième classe; après quoi je me mettrai dans les mains de Sa Majesté, qui fera de moi et de mon fils tout ce qu'elle jugera à propos. Couvert de meurtrissures depuis que je suis ici, j'ai perdu le sentiment; on ne peut plus frapper que sur un paralytique. Si j'allais dire ici les difficultés que j'éprouve de la part de ma cour, on croirait dans celle-ci que je suis un polisson ramassé dans une antichambre, ou que Sa Majesté n'a jamais entendu parler de la Russie. Il faut cependant bien que Sa Majesté se prête jusqu'à un certain point aux idées d'un pays qui est tout pour nous. Dans ce moment, il est bien égal que mon fils soit fait sergent ou colonel, puisque nous sommes à bas. Le roi, en pensant à la restauration, a-t-il peur que les familles qui ont suivi son sort prennent quelque avantage sur celles qui se sont tranquilisées et que cependant il préfère? C'est ce qu'il serait également triste et utile de savoir.

Deux mois après, Rodolphe de Maistre arrivait auprès de son père. Presque en même temps survenait une lettre

par laquelle le roi accordait au secrétaire de légation la croix de Saint-Maurice avec dispense d'âge, et 400 sequins de pension. Les convenances étaient ainsi à peine sauvées, car il n'y avait qu'un grade qui pût donner une existence civile en Russie.

Le comte était consolé par les égards distingués dont il était comblé par la cour de Pétersbourg. Les réceptions presque intimes de l'Ermitage admettaient le jeune Rodolphe, inscrit par la main d'Alexandre sur la liste des élus[1]. Cette faveur fut trouvée inouïe, mais M. de Maistre était fort aimé de l'empereur, qui lui demandait souvent des mémoires sur certaines questions, des critiques de certains ouvrages. Souvent les impératrices, après avoir reçu les révérences du corps diplomatique, en parcourant les salons, revenaient sur leurs pas pour causer avec le comte, faveur que l'usage ne permettait cependant d'accorder qu'aux ambassadeurs. L'empereur essaya plusieurs fois d'engager le comte de Maistre à son service, en proposant de faire auprès du roi toutes les démarches exigées par la délicatesse. Il lui offrit une position élevée et opulente auprès de lui. « Je veux vous demander à votre maître, » disait-il. Le comte refusait toujours.

Ces propositions se renouvelèrent en 1806 avec tant d'instance, que l'envoyé du roi, ruiné pour une cause à laquelle les défiances du roi rendaient souvent son ministère inutile, découragé par le triste sort que promettait à son enfant le service du roi, agité par mille ressentiments, demanda une seconde fois sa démission.

Les particularités que je publie sur ces incidents ne prouvent rien contre le roi, qui croyait peut-être agir sage-

[1] L'impératrice avait rayé Rodolphe de Maistre de la liste dressée par le grand maître des cérémonies. Mais Alexandre écrivit après le nom de M. de Maistre : *Et son fils.*

ment en étalant, dans la personne de son représentant, sa propre indigence et ses humiliations; d'ailleurs le souverain était assez malheureux pour qu'on excuse son cœur d'avoir méconnu un homme séparé de lui par des idées plus avancées, comme on dit aujourd'hui, et plus larges qu'il n'en pouvait avoir lui-même. C'est une grande erreur, quand on juge les hommes et les choses, de ne pas se placer dans l'atmosphère qui les a entourés; car il y a une véritable réfraction des images historiques à travers les milieux divers traversés par l'humanité. La cour de Sardaigne avec ses fidèles était, à l'époque dont je parle, un reste curieux de la vieille hiérarchie du moyen âge; la fidélité y prenait des proportions dogmatiques; des compromis qui seraient très-naturels de nos jours eussent été abominables aux yeux de ces vieux serviteurs. Rompue par la violence révolutionnaire, la chaîne s'était reformée, non par l'attraction mutuelle de ses débris, mais par leur tendance altière à se rattacher à l'anneau le plus haut, le plus voisin de Dieu, le roi. C'était étrange et magnifique, peut-être parce que c'était moins social. Tous les devoirs se dirigeaient de bas en haut, tous les droits s'imposaient de haut en bas. Victor-Emmanuel fut, pendant l'empire, tout semblable à ces émigrés qui remercièrent sans étonnement, à la restauration, les fermiers fabuleux qui leur rendirent leurs biens achetés à l'Etat et conservés par leurs soins, et à ces nobles qui voyaient dans leurs vieux domestiques devenus notaires des serviteurs prêts à obéir sans discuter, et habillés incidemment en tabellions. Ne vit-on pas quelques-uns de ces fermiers et de ces notaires se tenir pour tels que leurs maîtres les voyaient? Ce fut une magnifique survie du vieux régime parmi les petitesses d'une époque où le culte un peu scolastique de l'*idée* et le génie de la spéculation matérielle remplacent seuls l'esprit de hiérarchie vivante qui a disparu avec le règne de

Digitized by Google

l'aristocratie selon la naissance. Ces vieillards gardaient donc le dépôt sacré de l'enthousiasme et des générosités antiques. Entre tous ces personnages de tapisserie de haute lisse, il régnait une solidarité acceptée de souffrances et de dévouements dans l'infortune, et dans les relations d'inférieurs à supérieurs, la conscience du devoir rendait naturels tous les sacrifices, simples tous les héroïsmes. Si le roi ne remerciait et ne récompensait pas, les hommes d'honneur, — il y en avait en ce temps, — n'avaient besoin de remercîments ni de récompenses. Si le roi était injuste ou ingrat, souffrir par le roi, c'est souffrir pour le roi, disait M. de Maistre ; c'est le devoir.

Ici, cependant, le roi n'avait pas affaire seulement à un sujet dévoué, mais encore à un grand esprit justement célèbre, à un homme qui avait eu la fortune extraordinaire de se rendre presque nécessaire à l'empereur de Russie, et d'en être hautement apprécié. C'est ce dont le roi ne se douta jamais, grâce à la proscription prononcée contre le comte par ceux qui conseillaient Victor-Emmanuel ; M. de Maistre reçut toujours de ce maître, qu'il servait avec une fidélite et un désintéressement qui sembleront exagérés aux hommes d'aujourd'hui, autant de déboires et d'affronts qu'il fut honoré et admiré de tous ceux qui le connurent. En novembre 1806, sa patience fut lassée une seconde fois[1].

[1] Je trouve dans des papiers du comte cette note écrite de sa main :

« Connaître mes appointements avant de partir, pour ma règle. — Non. — Me décharger des frais de poste. — Non. — Cette voiture ne peut me mener à la troisième poste, donnez-moi l'autre qui a deux essieux de fer. — Non. — Je pars sans équipage, allouez-moi une somme pour acheter un lit, une table et une chaise. — Non. — Donnez-moi un titre en Sardaigne pour avoir au moins une certaine apparence extérieure. — Non. — J'ai vendu mon argenterie pour nourrir ma famille, à qui l'on n'a pas tenu parole : voilà des morceaux de l'argenterie de la légation, permettez-moi de leur donner une forme utile, le roi n'y perdra pas une once d'argent. — Non. — La croix pour être égal à mes collègues. — Non. — Un grade à mon fils pour qu'il ait un uniforme exigé ici. — Non. — Etc., etc.

A M. le chevalier de Rossi, à Cagliari.

1806.

...Quand je voulus une première fois quitter cette mission, un ami se jeta à la traverse : il fit mal.

Dans les derniers temps de mon séjour en Sardaigne, les tempêtes avaient cessé ; j'avais perdu jusqu'à l'idée de faire le bien ; je vivais chez moi et ne me mêlais de rien, de sorte qu'il était fort possible de me laisser là. Loin d'ambitionner une commission étrangère, je la redoutais à l'excès. Il ne fallut pas moins partir. Certes, monsieur le chevalier, personne n'a de plus hautes idées que moi de la puissance royale; cependant il est certain qu'elle a, comme la puissance paternelle, des bornes qu'elle se donne elle-même, et l'une de ces bornes est de ne pas employer les hommes comme la pierre et le bois ; elle daigne se rappeler (à moins qu'il ne s'agisse d'un proscrit qu'il faut châtier) que ce sont des êtres sensibles qui ont une tête, un cœur et des entrailles. Quant à moi, je suis évidemment dans la parenthèse.

Voici la quintessence de toutes les lettres de votre prédécesseur [1] en quelques lignes : « Partez, monsieur, et quoiqu'on n'ose pas vous le dire bien clairement, partez sur-le-champ et sans voir la cour. C'est pour cela qu'on vous envoie vos instructions et même vos passe-ports ; peut-être que vous entendez le français. Vous avez perdu vos biens, ce n'est point un mérite, et vous n'avez fait que votre devoir. Quittez l'aisance et la tranquillité et prenez un autre état sans connaître vos appointements. Quittez votre femme et vos enfants pour un an, pour deux, pour quatre, pour dix, etc. Il se peut que vous rencontriez les embarras les plus cruels, la misère, l'humiliation ;

[1] Le comte de Challambert.

Digitized by Google

mais on n'a besoin que de vos services, le reste n'est rien. »

Ce que j'ai souffert ne peut s'exprimer. Mais rien ne m'a été plus sensible que le soupçon épouvantable qu'on a laissé tomber sur moi. Réduit par la volonté du roi à la dernière détresse, plutôt que de toucher à ses fonds sans sa permission, j'emploie les miens; j'en fais part en toute vérité, comme je fais toujours. —Un silence accusateur de près de deux ans me charge d'avoir voulu voler Sa Majesté. — Grand Dieu! est-il possible? Je crois que c'est la dernière idée que j'aurai en mourant.

Je dois vous présenter, avant d'aller plus loin, une observation : c'est que les Savoyards ont, parmi leurs défauts, une impatience terrible, incoërcible. L'incertitude, les lenteurs nous tuent : le silence nous outrage plus que l'outrage, et si l'on veut nous pousser à des excès extravagants, il n'y a qu'à ne pas nous répondre.

Tous mes actes de soumission et de dévouement ont été suivis de rigueurs inouïes; on forçait ma femme à vendre ses meubles pour vivre, on tirait une lettre de change sur le pain qu'elle mange.

Vous savez ce que la grand'croix m'a coûté. Je ne l'ai jamais portée sur ma poitrine sans une espèce de remords. La même chose s'est répétée à l'égard de mon fils. Je n'obtiens rien sans me rendre presque coupable.

Je suis le chef d'une famille, peut-être la plus nombreuse de Savoie, ou plutôt de trois familles qui n'en faisaient qu'une, d'une douzaine de frères, beaux-frères ou cousins germains, tous tués, estropiés, ruinés dans cette guerre; aucun des survivants n'a pris encore, au moment où je vous écris, le moindre service en France. Où me conduit cette route de l'honneur invariablement suivie par moi et par tout ce qui m'appartient? au comble de l'avilissement. Tous les agréments dont je jouis ici me viennent d'un prince étranger; toutes les peines, de mon maître.

L'état où Sa Majesté m'a laissé à mon arrivée était corrigé par l'espérance très-peu fondée d'une fin prochaine. Mais aujourd'hui où tout annonce une longue prolongation des convul-

sions de l'Europe, voyez ma position ! Qu'est-ce qu'un ministre sans cuiller, sans fourchette, qui est traîné dans une charrette, et qui n'a pas une modeste cuisinière ! L'intérêt qu'il excite en arrivant devient bientôt de la pitié, et il n'y a malheureusement pas plus de distance entre la pitié et le mépris qu'entre une poire molle et une poire pourrie.

Certes, je ne demandais pas mieux que de mettre de la chevalerie et de l'enthousiasme dans cette affaire. S j'avais lu une fois en quatre ans : *J'ai pitié de vous*, si j'avais pu obtenir la moindre confiance, le plus léger intérêt personnel, je ne sais quel terme j'aurais pu mettre à mes sacrifices.

La vieillesse avance, je vais employer les années qui me restent à procurer à ma famille un toit et le droit d'habitation sur un point quelconque du globe ; c'est ce que Sa Majesté m'a refusé, mais peut-être que je l'obtiendrai de Sa Majesté Impériale. Je dis peut-être, car si j'avais eu la bassesse de m'en informer, je mériterais la Sibérie.

Lorsque pour la première fois j'entendis parler de cette légation en Sardaigne, on m'écrivit *qu'il n'était pas possible* (car tout est impossible à mon égard, même ce qui se fait le lendemain) de me donner le titre d'envoyé extraordinaire, parce qu'il supposait celui de gentilhomme de la chambre, et que ma noblesse n'était point encore assez ancienne pour cette dernière dignité. Qu'est-il arrivé de cet objet? que j'ai dû à une influence ou plutôt à une pointillerie étrangère ce qu'il m'eût été doux d'obtenir de la bonté du roi. J'étais affamé de reconnaissance. Il me semblait que dans ces temps horribles de révolutions, le lien entre le souverain et les familles fidèles se resserre d'une manière particulière, et que l'affection augmente à l'infini sans nuire au respect. — J'ai cruellement rêvé. — Quels éclats de rire ferait notre ami Napoléon s'il voyait le roi mutiler son ministre auprès de la cour dont il attend tout, et cela de peur de s'écarter le plus légèrement d'un ordre de choses aussi impossible à rétablir que les murs de Babylone ! D'ailleurs mon nom est au service du roi depuis la fin de l'avant-dernier siècle ; on l'a prononcé quelquefois à la guerre et dans le

cabinet, ma femme a été légalement admise à la cour. Au reste, je n'ai jamais pensé à un titre de cour pour moi. Je n'aurais même jamais insisté sur la grand'croix si j'avais pu m'en dispenser sans flétrissure. J'ai demandé d'être naturalisé et titré en Sardaigne et de faire mes pas au service du roi, afin de paraître ici non pas comme un vain commissionnaire ramassé dans la rue, mais comme un sujet de confiance revêtu de tel état, de tel emploi, de telle considération. Je venais de subir une confiscation générale; je suis placé au milieu de Pétersbourg dans mon habit; et pour corriger une situation qui ne s'est jamais vue, Sa Majesté me dépouille de toute marque extérieure de confiance, et prend même visiblement contre moi les précautions les plus humiliantes pour l'honneur et les plus terribles pour la tendresse paternelle.

Il ne me reste que la considération étrangère. Le mal que m'a fait Sa Majesté avec ses refus constants et sans exception est incalculable et irrémissible. Je ne songe pas sans une profonde terreur à cette aversion qui suit jusqu'au bout du monde une malheureuse famille pour achever de l'y perdre. Grand Dieu ! qu'avons-nous donc fait à Sa Majesté? Comment notre ruine absolue et notre humiliation sont-elles nécessaires au salut de la couronne? Pour moi, j'ai beau me tourner de tous côtés, je ne vois que la haine des personnes.

L'empereur de Russie est, comme vous le savez, un homme assez puissant ici. Fâché lui-même contre l'empire des grades, il imagina l'année dernière de supporter sans grade un Anglais qui le sert dans le département de la marine; son protégé s'est vu méprisé, coudoyé, repoussé par tout le monde, et Sa Majesté Impériale a plié devant le grade. Mon fils en arrivant a été reçu comme le fils d'un ministre. L'admission à l'Ermitage lui a donné toute l'existence dont il était susceptible *in statu quo*. Mais chaque jour ajouté à sa vie diminue cette considération, et il faudra qu'il tombe malgré l'empereur. Le roi, en me l'envoyant sans me croire sur rien, lui a donné un coup sur la tête et me l'a livré mort. Pour le ressusciter, il faut que je le fasse Russe, sans perdre un instant. Le roi, invariable dans son sys-

tème d'éviter tout ce qui est héréditaire et vraiment utile à ma famille (c'est-à-dire tout ce que je désirerais), a donné à mon fils la croix et une pension, parce que cette grâce ne donnait ni droit ni rang, et encore par une autre raison que j'ai parfaitement sentie. J'ai cependant remercié comme si je n'avais rien compris.

Sa Majesté m'a traité sans miséricorde. Le plan adopté à mon égard et suivi avec une constance vraiment terrible a deux buts très-évidents; le premier, de me présenter aux amis de Sa Majesté comme un pis-aller; le second, de prévenir toute élévation de moi ou de ma famille à l'époque de la restauration. Le roi m'a très-clairement exclu du nombre de ses sujets; car on ne peut être sujet que par le domicile, par le vasselage ou par les exploits; je ne le suis d'aucune de ces manières. Reste l'affection : il n'en fut jamais de plus vraie ni de plus trompée. N'employez pas de papier pour me convaincre que je me trompe, que Sa Majesté est très-contente. Les gens qui souffrent n'aiment pas les railleries.

Je ne vois que ma perte au bout de ma carrière. Il ne me reste qu'une consolation, c'est que Sa Majesté, considérant dans l'avenir l'inflexible rigueur qu'elle a déployée sur la seule famille savoyarde qui ait suivi sa cause dans la révolution, et *toute*, et *toujours*, et *sans intérêts*, et *contre ses intérêts*, et considérant de l'autre l'affection vive et filiale avec laquelle je l'ai servie, elle me fera le sublime honneur de m'accorder un léger regret. Mon ambition s'élève jusque-là et j'ose croire qu'elle n'est pas insolente; car puisque Dieu a dit : *Pœnitet me fecisse*, pourquoi un souverain, son image, ne pourrait-il pas dire le contraire [1] ? J'aurais bien une autre ambition, mais celle-là ne peut jamais être satisfaite; c'est que le roi pût lire dans mon cœur, et y voir la nature du sentiment qui me détermine; elle y ver-

[1] Ce non-sens, tombé d'une plume rapide, témoigne que M. de Maistre ne relisait pas toujours ses lettres avec attention. Il est précieux de surprendre ainsi cet esprit original dans l'impétuosité de son premier mouvement. — Du reste, il était évidemment fort ému en écrivant ceci.

Digitized by Google

rait de quoi j'aurais été capable si ma personne eût été agréée; mais troquer l'existence de ma famille contre le mépris et même l'outrage, c'est le marché d'un insensé. Mon devoir de père n'était que le deuxième, il devient le premier. A la fin le désespoir s'empare de moi. Au reste, nous ne devons point aimer le roi parce qu'il nous aime, mais parce qu'il est le roi et notre maître; et sur ce point je ne me fais aucun reproche. J'ai souffert cruellement depuis cinq ans; jamais la tristesse ne s'est exaspérée chez moi jusqu'à l'aigreur. J'oublierai dans quelque bicoque obscure les rigueurs de Sa Majesté, jamais sa personne, sa royale maison, ni ses intérêts.

Mon heure est venue; disons comme un condamné à mort: « Partons » Tous mes plans sont brisés, toutes mes espérances éteintes. Quoi que je puisse imaginer pour tenir ma famille à flot, je trouverai toujours la volonté de Sa Majesté sur mon chemin. « Partons, et qu'on tire vite! » Je ne désespère pas qu'un jour Sa Majesté, en revenant sur ses propres jugements, ne les trouvent trop inexorables. Quel que soit mon crime que j'ignore parfaitement, quatre ans de silence mortel m'ont fait souffrir tout ce que je puis souffrir suivant mon caractère; qu'elle daigne ajouter les refus de tout genre et les épouvantables marques de son aversion tant de fois déclarée par des signes si clairs que la parole les aurait affaiblis! comment le plus heureux des princes ne serait-il pas satisfait?

Assurez, je vous prie, à Sa Majesté, qu'en m'éloignant d'elle je ne possède dans l'univers qu'un service de déjeuner de 400 roubles dont je dois la moitié.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le chevalier,

votre très-humble et très-obéissant serviteur,

MAISTRE.

Aussitôt cette lettre envoyée, M. de Maistre offrit son fils à l'empereur.



Voici les propres paroles du baron de Budberg [1] : « L'empereur me charge de vous dire qu'il agrée non-seulement sans difficulté, mais avec le plus grand plaisir, la demande que vous lui avez faite. Il accepte votre fils dans le premier corps de sa garde (les chevaliers-gardes) et le reçoit tout de suite au grade de cornette (capitaine dans l'armée). Si le roi votre maître lui avait donné quelque grade supérieur à celui-là, Sa Majesté Impériale y aurait eu égard pour élever davantage votre fils (les propres paroles, sur tout ce qu'il y a de plus sacré); mais elle ne peut le traiter mieux que ses propres chambellans, qu'elle ne fait que cornettes. Au reste, vous ne devez pas être en peine d'un jeune homme qui a pour protecteur Alexandre Ier. » Si j'étais Russe, je me serais évanoui de joie.

Il était d'usage que les jeunes gens qu'on admettait dans les chevaliers-gardes, la troupe sacrée, fussent d'abord incorporés à un autre régiment, et qu'après ce service ils entrassent comme bas officiers dans le corps d'élite des chevaliers-gardes. C'était donc une haute faveur accordée au comte de Maistre que le grade de cornette donné à son fils dans cette troupe choisie. Rodolphe de Maistre fit dans cette arme la campagne de 1807, celle de 1808 en Finlande, et celles de 1812, 1813 et 1814.

Pendant le temps où la demande de congé de M. de Maistre s'acheminait vers Cagliari, il en reçut une lettre singulière qui ne diminua pas l'agitation où il se trouvait. Le roi l'autorisait à appeler la comtesse auprès de lui [2]. Il répond le jour même :

Le roi consent donc que je fasse venir ma femme, pourvu qu'il ne s'en mêle nullement La plaisanterie est un peu cruelle

[1] Chancelier de l'empire.

[2] Les derniers meubles de Mme de Maistre pouvaient être vendus par les huissiers, car elle était responsable, à Turin, du conscrit Rodolphe, réfractaire selon la loi française.

et prouve bien que je suis hors la loi. Quand je pense que mon souverain m'a refusé comme quelque chose un grade idéal dans les milices de Sardaigne (car j'étais descendu jusque-là), et que l'empereur de Russie lui[1] a donné ce même grade dans le premier corps de sa garde, j'éprouve un sentiment qui n'a point de nom. Cela me console. Vous prendrez ce mot pour une ironie, et c'est le dernier tort qui me sera fait.

Soyez bien persuadé que la manière dont ma personne est envisagée m'était connue deux ou trois mois après mon départ comme à présent. Que ma femme fût d'ailleurs emprisonnée comme d'autres l'ont été; que ma fille fût demandée en mariage par un mameluck; que mon fils eût été enrôlé par force, obligé de servir contre sa conscience, contre son père, contre son roi, et tué à Austerlitz ou à Pultusk par une balle sortie du fusil de son oncle (car tout cela était possible), tout cela, j'en suis très-sûr, était parfaitement indifférent. Si le roi était rétabli demain, un autre viendrait signer mon œuvre; on m'offrirait la place de président de quelque tribunal, et je refuserais hautement; alors toute la question roulerait sur la pension de retraite, et elle serait vite décidée : je n'ai jamais été que sénateur dans le temps où j'avais l'honneur d'exercer des emplois au service de Sa Majesté. (Je conserve soigneusement la lettre par laquelle on me refuse le titre de président.) Ainsi, si l'on doublait en ma faveur l'ancienne paye de douze cents livres, c'est tout ce qu'une saine politique pourrait permettre à l'égard d'un sujet aussi vulgaire.

Et de réitérer son offre de démission, cette deuxième lettre courant après la première.

Le roi répondit simplement que le service du comte de Maistre lui plaisait et qu'il eût à le continuer.

Joseph de Maistre obéit.

[1] Encore une négligence de mots causée par une grande précipitation. Je reproduis avec exactitude.

Digitized by Google

CHAPITRE XI.

Xavier de Maistre.

Xavier de Maistre était de neuf ans plus jeune que son frère Joseph, et lui portait une affection presque filiale.

Lorsqu'il eut à Turin cette affaire d'honneur qui le fit mettre aux arrêts et qui le força, pour le bonheur futur de tous les gens de goût, à voyager autour de sa chambre, Xavier était un officier oisif et étourdi, et songeait à tout autre chose qu'à devenir écrivain. Il pensait que les feuilles écrites pendant cette captivité de quarante-deux jours n'avaient guère plus d'importance que cet autre voyage qu'il avait fait dans la première montgolfière qu'on vit en Savoie.

En 1794, il passa à Lausanne, et montra à son frère aîné ces pages charmantes; Joseph, son parrain devant l'Église, voulut être son parrain littéraire, et envoya bientôt à Xavier, qui n'y songeait presque plus, l'ouvrage imprimé.

Xavier, enchanté de son premier succès, se mit tout de suite à écrire son *Expédition nocturne;* mais Joseph s'y opposa.

Digitized by Google

« Il m'écrivit, a dit Xavier, que je détruisais tout le prix que pourrait avoir cette bluette en la continuant; il parla d'un proverbe espagnol qui dit que les secondes parties sont mauvaises, et me conseilla de chercher quelque autre sujet; je n'y pensai plus. »

L'*Expédition* fut cependant achevée à Pétersbourg; l'exil avait répandu sur cette âme gracieuse une mélancolie qui respire dans ce deuxième ouvrage; on sent qu'elle est toujours aussi jeune, mais qu'elle a souffert déjà.

Xavier de Maistre, après la chute du roi, s'engagea dans l'armée de Souwaroff, et fit avec lui la brillante campagne d'Italie. Le maréchal se lia avec lui d'une amitié de frère d'armes.

Arrivé en Russie avec l'illustre vainqueur de Zurich, Xavier de Maistre, à la nouvelle de la disgrâce prononcée par le fantasque Paul Ier contre son ami, déclara qu'il ne le quitterait pas, et le suivit à Moscou, la ville des boudeurs. Peu de temps après Souwaroff mourut dans les bras de l'auteur du *Voyage autour de ma chambre*, qui était un cœur fervent aussi bien qu'un aimable et incomparable esprit.

A sa première apparition à Pétersbourg, Xavier de Maistre avait entièrement négligé de faire connaître sa qualité; c'est à peine si l'on savait son nom, et on ne l'appelait partout que *le capitaine Xavier*. Lorsqu'il voulut donner sa démission pour rester avec Souwaroff, ses amis de Moscou l'avertirent de prendre garde à la manière dont il donnerait son nom, et lui firent observer que cette démission étant le premier signe de vie publique qu'il donnait en Russie, elle déterminerait en quelque sorte son état civil : or il n'y avait en Russie aucun titre de noblesse spécial pour les cadets; tous les membres d'une famille, même

les femmes, se titraient comme le chef; si donc Xavier de Maistre ne se qualifiait pas de comte, ainsi que l'usage russe l'y autorisait, il risquait de n'être plus qu'un *Gospodin*, quelque chose comme un *monsù* de Piémont. Le capitaine *Poco-curante*, comme l'appelait son frère Joseph, remercia ses amis, leur exprima combien tout cela lui était indifférent, et promit de faire comme ils voulaient. Pour tout concilier, il écrivit au ministre de la guerre, le prince Dolgoroucky, qui s'était pris d'affection pour lui, et lui demandant sa démission, il déclara qu'il s'appelait Maistre, et qu'il était le quatrième fils d'un comte de ce nom, président jadis au sénat de Savoie. Le prince lui envoya sa démission, avec un brevet de major qui le qualifiait de comte: Xavier mit le brevet dans sa poche, et continua à s'accommoder fort bien du simple nom de Xavier qu'on s'obstinait à lui donner. En même temps, comme il fallait vivre, et que celle de ses deux sœurs qu'il aimait le plus se trouvait sur les grandes routes avec un mari et cinq enfants, sans avoir pu arracher un morceau de terre à la révolution, il prit le parti d'utiliser son talent de peintre. Il se déclara donc artiste forcé, ouvrit un atelier avec grand sang-froid, et fut riche en un clin d'œil. Et avec tout cela, il n'avait jamais cessé d'être reçu dans les meilleures maisons de Moscou, ce qui parut au roi de Sardaigne, informé de ces détails, un phénomène invraisemblable.

En même temps que Joseph de Maistre apprenait à Cagliari que son *petit frère* s'était résolu à brosser de la toile comme un vilain, on informait Xavier que son noble aîné était glorieusement nommé ministre plénipotentiaire à Pétersbourg. Ce fut de part et d'autre une grande inquiétude. Joseph avait peur que sa nouvelle dignité n'engageât Xavier à abandonner une position où il faisait fortune et assurait le sort de leur sœur ; Xavier, de son côté, craignait

que son *métier* ne nuisît à son frère ; pourtant il ne pouvait sacrifier une sœur aux prudes exigences de dame Diplomatie. Pour comble d'embarras, le roi présente son nouvel envoyé à Alexandre avec une certaine timidité qui semblait vouloir dire : « Je vous demande pardon de vous adresser cet homme. » Le comte arrive sans argent, sans cordons, ce qui était inouï à Pétersbourg, et débute dans un galetas, n'ayant ni meubles, ni équipage, ni gens, sauf un malheureux paysan grelottant à la porte en guise de laquais, d'huissier et de valet de chambre à la fois. Cette situation pouvait convenir à un roi déchu et fugitif, mais non à un ministre, dont la dignité ne pouvait se passer de quelque grandeur extérieure. Les deux Maistre avaient donc une partie difficile à jouer pour se faire respecter des Russes, si amoureux d'insignes reluisants.

En 1806, l'amiral Tchitchagoff, dont Joseph de Maistre avait conquis l'amitié, lui offrit sans préambule de placer son frère le peintre. Sur la proposition de l'amiral, l'artiste de Moscou fut nommé directeur du département de l'amirauté, que l'on venait de réorganiser et d'augmenter d'un cabinet de physique, d'une bibliothèque, d'un dépôt de cartes, d'un musée, etc. Pour qu'il ne se crût point forcé d'accepter, Alexandre lui avait fait donner le choix entre ses nouvelles fonctions et le grade de lieutenant-colonel s'il préférait rester dans la vie civile. L'on sait que le grade constituait en Russie un rang indépendant de tout service actif dans l'armée. Xavier préféra continuer sa carrière militaire, où il gardait son ancienneté en raison de ses anciens services dans les troupes du roi de Sardaigne : délicate attention d'Alexandre, et aussi gracieuse pour le roi qu'il traitait ainsi en frère, que pour Xavier de Maistre, en qui il récompensait, à part le mérite de l'officier, « le dévouement sans bornes » avec lequel l'envoyé de Sardaigne

servait son maître; ce furent les propres termes de la lettre écrite par Alexandre en réponse au remercîment de Joseph de Maistre. Comme la paye de général-major était jointe aux appointements de directeur de l'amirauté, Xavier put suffire aux exigences énormes de la vie de Pétersbourg et aux besoins de sa sœur ; il n'y avait plus de disproportion choquante entre les situations sociales des deux frères. Grâce à l'empereur, tout était roses. Mais il y avait une épine.

Xavier de Maistre, titré officiellement de comte, était aussi embarrassé que peut l'être un homme d'esprit exposé au soupçon d'avoir usurpé un titre auquel il n'a pas droit. Il consulta Joseph. Le frère aîné dit qu'on devait se conformer aux usages du pays, et brusquer solennellement ceux qui le trouveraient mauvais. Le duc de Serra-Capriola, présent à l'entretien, prétendit qu'il fallait demander le titre au roi pour se mettre en règle, et prenant du papier sur une table, se mit à griffonner séance tenante, dans le cabinet où se tenait ce conseil de famille, une supplique à Sa Majesté. Xavier arrêta le duc, et affirma que si jamais il retournait en Piémont, il lui serait égal de perdre la qualité dont le décorait la Russie. Le duc insista vivement. Enfin le ministre, chef de la famille, déclara que « si, à la vérité, il était inconvenant que l'on fît demander par un ami une faveur que l'on ne voulait pas solliciter soi-même, on n'avait pas non plus le droit d'empêcher cette démarche officieuse ; » il laissa donc faire le duc, en l'avertissant qu'il s'exposerait à un refus, et en lui recommandant d'exclure tout indice d'une participation de lui, Joseph de Maistre, à cette demande. Il écrivit de son côté au roi :

Sire,

... Ce que je puis avoir l'honneur de demander moi-même à Votre Majesté sans déroger de la réserve que je me suis im-

posée, c'est que je ne puisse aucunement nuire à mon frère. Je prends la liberté de répéter que j'ai souvent examiné très-sévèrement ce sentiment qui fait que je n'oserai jamais demander une grâce à Votre Majesté. Quelquefois j'y trouve de la mutinerie et je le condamne fort; d'autres fois, il me paraît naturel et innocent. Quel qu'il soit, je suis bien fâché qu'il soit dans mon cœur, car d'une manière comme d'une autre il doit avoir une origine malheureuse pour moi. Je suis au moins sûr qu'il n'influe aucunement sur ceux que je dois à Votre Majesté et qui dureront autant que moi. J'ose me flatter même qu'elle n'a jamais eu la moindre raison d'en douter. Dans cette douce espérance, je la supplie d'agréer avec sa bonté ordinaire l'hommage du dévouement sans bornes et du très-profond respect avec lesquels je suis,

Sire,

de Votre Majesté

Le très-humble, très-obéissant, très-dévoué serviteur et sujet,

MAISTRE.

Xavier haussait les épaules, s'écriait, et eût jeté beaucoup d'argent par les fenêtres pour qu'il n'eût jamais été question de cette ridicule affaire.

Mais la demande du duc n'avait précédé que de quelques jours, à Cagliari, une lettre d'un sujet sarde, M. de G...., engagé au service militaire de la Russie. Cet officier venait protester contre le titre donné dans le monde au cadet des Maistre. Il faut dire que M. de G... avait lui-même sollicité du roi, deux ans auparavant, la qualité de comte, qui eût facilité son avancement dans l'armée russe; et cette faveur avait été refusée, malgré l'appui énergique de Joseph de Maistre, qui s'était même fait gronder pour la chaleur qu'il avait mise à parler pour son compatriote. Le roi, déjà mal disposé envers les Maistre, comme on a pu le voir, s'émut

donc de la requête de l'envoyé des Deux-Siciles, et ne songeant pas à la convenance d'accorder de bonne grâce ce léger signe d'affection à des sujets jetés malgré eux dans cet embarras, il demanda sèchement pourquoi le capitaine Maistre s'appelait en Russie autrement que chez son souverain. Son souverain! Si Xavier en avait un, c'était à coup sûr Alexandre, et l'empereur de Russie pouvait bien appliquer à un étranger sans patrie, entré à son service, le droit public de son empire, de même que lorsqu'un roi de France qualifiait l'un de ses sujets en lui adressant la parole, nul ne contestait plus ce titre, eût-il même été donné par mégarde. Mais un esprit d'exactitude prussienne, un rigorisme de soldat était le vice invétéré du pauvre roi. Il avait donc pris au sérieux les informations peu charitables de M. de G..., d'autant plus que l'officier avait touché à la corde sensible du monarque abandonné, en insinuant que l'envoyé de Sardaigne paraissait se détacher complétement de son maître, et ne s'occuper que de fixer avantageusement sa famille en Russie. Les sottises vont loin, disait Joseph de Maistre, quand elles prennent des ailes de papier.

Il était résulté de tout cela un silence absolu envers le duc de Serra-Capriola, qui se mit dès lors à regarder M. de G... avec des yeux farouches. Celui-ci se trouva un jour à dîner en nombreuse compagnie, en face de l'envoyé de Sicile. On vint à parler du grand mouvement qui se faisait remarquer dans toutes les chancelleries d'Europe, à propos des plans médités par la Russie pour l'organisation internationale du continent. Je rappelle que c'était en 1805. Le ministre sarde n'assistant pas à ce dîner, quelqu'un cita en riant un trait de formalisme scrupuleux de la cour de Sardaigne.

« Le roi n'écrit que sur du papier réglé, » dit M. de G..., » il ne perd pas la tramontane. »

Le duc répondit très-haut, de façon à être entendu de tout le monde :

« La tramontane, monsieur, est un mauvais vent pour qui veut aller de Cagliari à Gênes. »

Le mot portait juste.

M. de Maistre, qui fût mort plutôt que de se plaindre du roi, se soulageait un peu en se plaignant au roi ; il écrivait donc à M. de Rossi, à chaque nouveau sujet de plainte, un sommaire de ses griefs antérieurs. Cette fois les récriminations furent longues, car il s'agissait du cher Xavier.

Voici la fin de cette lettre :

« Qui sait ce qui peut vous revenir ? On peut (car tout est possible) nous prêter le projet de séparer nos intérêts de ceux de Sa Majesté et de nous procurer des distinctions indépendantes de sa volonté. Aujourd'hui nous le pourrions sans crime, mais jamais nous n'y avons pensé. Nous avons prouvé de mille manières et aux dépens de ce que nous avons de plus cher, que nous la préférons à tout ; que nous aimons mieux, dans le naufrage universel, flotter à ses côtés sur un bris de navire, que de dormir sur l'édredon dans un vaisseau de cent pièces cinglant pompeusement toutes les voiles dehors. Tout a été inutile ; toutes les fois que je me montrerai seul, que personne ne parlera pour moi, et que les circonstances n'exigeront rien de Sa Majesté, je serai sûr de n'en rien obtenir. Mon frère, de son côté, a été insulté (absent, comme vous le sentez bien) à côté du roi et chez le roi d'une manière horrible[1]. Je l'ai fait savoir : Sa Majesté n'a pas daigné me donner le plus léger signe d'y avoir fait attention. Jugez, monsieur le chevalier, comment j'aurais été reçu si j'avais fait quelque demande pour lui.

Que dire à tout cela ? Ce que nous avons toujours dit : VIVE LE ROI !

1 M. de Challambert l'avait traité de déserteur parce qu'il avait suivi Souwaroff.

Dans la suite ces mêmes sujets sardes se plaignirent de l'avancement extraordinaire de Xavier de Maistre. Voici une lettre du comte à ce sujet.

C'est sans doute une étrange idée que celle de se fâcher dans l'état général d'une promotion dans le département de l'amirauté. Cette colère a fort mal réussi auprès des personnes qui en ont eu connaissance ; car il n'y a rien de plus connu que mon zèle pour ces officiers, et mes bureaux sont pleins de mes mémoires en leur faveur. Et qui me forçait de me donner cette peine ? Du moment que ces messieurs avaient revêtu l'uniforme russe, je n'avais plus rien à dire. C'est moi qui me suis mis volontairement en avant et qui ai obtenu insensiblement de Sa Majesté impériale la permission d'être leur procureur. J'ai fait pour eux l'imaginable et l'inimaginable; il m'est arrivé d'aller jusqu'à l'imprudence, et je ne sais pas trop si je puis ajouter *exclusivement*. Je ne sais comment on peut l'oublier, ou si l'on prétend que je refuse les grâces de l'empereur qui viennent me chercher. Qu'il me soit permis d'ajouter, monsieur le chevalier, que lorsqu'on s'est vu réduit à l'extrémité de peindre pour vivre, sans perdre sa place dans la plus haute société, lorsqu'on est tout à la fois militaire, physicien, chimiste, écrivain brillant, dessinateur du premier ordre, etc., on peut bien obtenir quelque chose. Celui qui envoie des chansons aux dames et des mémoires à l'Académie des sciences sortira nécessairement des rangs. Enfin le cap des tempêtes est doublé, et nous sommes plantés dans le pays assez bien pour qu'il ne soit pas du tout sûr de nous attaquer sans raison. Au reste, comme tous n'ont pas pensé, parlé ou écrit dans cette occasion de la même manière, et que d'ailleurs je déteste les accusations et les personnalités, je m'en tiens à cette page générale que la prudence rend nécessaire, à tout événement. J'ajouterai seulement qu'une vengeance me paraissait indispensable. J'ai profité d'une occasion où j'ai rencontré le grand maréchal chez sa femme, à la campagne (car je ne le cherche plus directement pour quelques bonnes raisons de politique.) J'en ai profité, dis-

je, pour recommander de nouveau et très-chaudement MM. les officiers piémontais à la bonté de Sa Majesté Impériale. Ensuite j'ai répété la même recommandation à M. le comte de Romanzoff : l'un et l'autre m'ont paru fort surpris de la mauvaise humeur de ces messieurs. « La coutume invariable du pays, » m'ont-ils dit, « est que l'empereur avance les officiers pour raison de services distingués et sans égards à l'ancienneté : jamais l'empereur ne se départira de cette règle, et toujours l'officier qui se bat passera avant celui qui se repose. » — Je répliquai. — « J'admets volontiers cette règle contre le jeune petit-maître qui fait l'amour pendant qu'on se bat ; mais je crois qu'elle ne vaut pas contre le vieux militaire qui a fait ses preuves, contre le comte de Galaté, par exemple, qui s'est bien battu, qui a été blessé, qui est triste et malade, etc., etc. » Ces deux grands personnages ne m'ont pas paru aussi convaincus que je l'aurais désiré ; mais j'ai fait tout ce qui dépendait de moi.

En quittant M. le comte de Romanzoff, après l'avoir prié de mettre mes remercîments aux pieds de Leurs Majestés Impériales, j'ajoutai : « Je vous prie, monsieur le comte, de vouloir bien donner à Sa Majesté Impériale ma parole d'honneur qui n'a trompé personne jusqu'ici, que jamais nous n'avons prononcé, ni mon frère ni moi, le mot *grade* chez son ministre, et que nous n'y avons jamais pensé, puisque nous étions persuadés l'un et l'autre qu'il y avait dans ce moment contre les sujets de Sa Majesté une petite loi de suspension que nous respections autant que nous le devions. »

C'est la vérité pure, mais il faut la répéter ; car il y a des personnes qui ne peuvent se résoudre à croire à la franchise.

Je dois, au reste, ne plus croire à cette proscription momentanée, puisque M. de Zundeler vient d'être fait major : j'espère que lorsqu'une certaine petite rancune sera évaporée, les autres seront aussi avancés : mais la promotion de mon fils au grade de lieutenant s'avance assez rapidement, alors il sera capitaine dans l'armée, et son premier pas sera celui de lieutenant-colonel ; jugez si j'attends ce moment. Quelques événements ont fait nommer avantageusement ce jeune homme, mais

tandis que nous conduisions ici notre barque avec quelque bonheur, mon nom y était arrivé par une voie dont je ne me doutais guère. Le baron de Strogonoff, neveu du comte et du prince Belozesky, qui a couru tout le monde pour rattraper la santé, qui n'a pas voulu en entendre parler, est revenu de ses voyages depuis quelque temps. Il a laissé beaucoup d'amis à Genève, dont l'un lui écrit : « *Il ne s'agit plus ici de différence de religion ni de préjugés de naissance. Nous possédons un abbé dont l'éloquence nous ravit, tout le monde y court*, etc. » C'est mon frère, ancien grand vicaire de Tarentaise, qui fait grand bruit à Genève ; il m'est arrivé nombre de lettres dans ce sens ; mais celle du baron de Strogonoff est fort citée et ne gâte rien à notre attitude. Quelle bizarrerie ! Il y a plus de protestants que de catholiques dans l'église qui nous appartient à Genève : les ministres même sont fort assidus, mais l'auditeur le plus curieux est Mme de Staël, qui n'a jamais quitté mon frère ni à l'église ni dans le monde. C'est dommage que la gloriole de famille soit fort gâtée par le sentiment de ce qu'elle nous coûte.

Vous ai-je dit, monsieur le chevalier, que les officiers russes prisonniers en Angleterre sont enfin arrivés ? M. le chevalier de Manfredi est du nombre. J'espère que cette longue et pénible campagne lui sera favorable pour l'argent et pour les grades. Il a perdu l'amiral Tchitchagoff, auprès duquel je l'avais si bien établi ; mais il a gagné totalement, à ce qui me semble, l'estime de l'amiral Sevanin, qui ne lui sera peut-être pas moins utile ; et il a gagné de plus la langue russe, autant qu'il faut pour entendre et se faire entendre. C'est assez, mais c'est la condition *sinè quâ non*, du moins pour le service militaire. Voici l'ordre des docteurs en langue russe parmi les sujets de Sa Majesté, suivant l'ordre de la science. Mon fils, Venanson, Manfredi, et mon frère. Zundeler commence à pouvoir commander l'exercice. Les autres n'en savent pas plus que moi, c'est-à-dire rien. Cependant que faire sans la langue ? On peut se faire tuer à sa place, mais on ne peut faire un pas dans le chemin de la fortune. J'ai eu l'honneur, je crois, de vous dire

que M. de Zundeler avait obtenu la croix militaire de Saint-Wladimir. Aujourd'hui le voilà major : ce qui lui donne par an 400 roubles de plus dont il avait grand besoin. Je crois qu'il obtiendra encore quelque gratification. Il est un peu lent et ses discours sont faits en spirales; mais il est fort sur son métier, très-appliqué et d'une probité *a null'altra seconda*. Il a été chargé de dresser des batteries à Cronstadt, dont on a été fort content.

La règle principale pour un étranger dans ce pays étant d'oublier le sien, je n'ai rien négligé pour faire dégorger à ces messieurs l'air natal. J'ai réussi *cosi, cosi*. Quelques-uns cependant commencent à comprendre la Russie. Je vous amuserais beaucoup, monsieur le chevalier, et peut-être même j'amuserais Sa Majesté, en vous racontant l'histoire du chevalier Manfredi, qui pensa se perdre au début pour s'être cru chez lui. Il s'agissait de donner son avis raisonné au ministre de la marine sur un instrument de mathématiques présenté par un officier danois. Manfredi le trouva mauvais et fit cependant un rapport normand pour ne choquer personne; puis il vint me dire : « *I m' son tenume li ti*, » avec le geste que je me rappelle avoir essayé de vous décrire. — « Qu'avez-vous fait, malheureux ? vous venez de vous couper le cou. « — Je me pressai d'aller chez le ministre; il était furieux : » Le chevalier de Manfredi croit-il donc que je l'ai choisi pour m'apprendre à douter ? » Cette affaire s'arrangea.

Digitized by Google

CHAPITRE XII

Correspondance de 1807. Mémoire sur la situation de l'Europe.

3 janvier 1807.

Le maréchal Kaminskoï a fait précisément le contraire de ce qu'on attendait : il a perdu la tête, ou bien on la lui a fait perdre ; car pour certains tours de main nous ne sommes tous que des enfants en comparaison des Russes. Quoi qu'il en soit, il paraît que le maréchal a entravé les opérations au lieu de les avancer. Bonaparte avait passé la Vistule à Thorn et à Plosk et porté son quartier général à Plonsk. Le général Beningsen était campé sur deux lignes à Pultusk. Bonaparte voulait percer sur Grodno où sont les magasins russes; le 11, le 12 et le 13 (23, 24 et 25) décembre, il a attaqué ceux-ci avec plus ou moins d'avantage, et leur prit cinq canons. Le 14 (26), il fit mettre le feu à un village pour que la fumée cachât ses mouvements aux Russes qui étaient sous le vent, et il prépara une grande attaque à sa manière; mais le général Beningsen, profitant de cette même fumée, forma brusquement sa deuxième ligne en colonne, et se jeta sur le centre des Français, tandis que sa première ligne chargeant de front agissait sur les ailes,

Digitized by Google

Les Français furent enfoncés, et pour la première fois depuis Saint-Jean d'Acre Bonaparte s'est vu repoussé en personne. Les Russes ont poursuivi les Français l'espace de douze ou quinze werstes, après quoi chacun a repris son poste. Le général Beningsen a dit très-clairement qu'il aurait remporté une victoire complète si le maréchal ne l'avait pas arrêté. Il est sûr que ce dernier n'a pas agi et s'est tenu à Odalinska, mais il est malade. Il a écrit à l'empereur une lettre ridicule et même indécente. Il est attaqué d'une hernie que le cheval rend beaucoup plus grave. Il a fait dans sa lettre une description topographique de son incommodité, et même il a laissé tomber de sa plume un monosyllabe étrange dans une lettre écrite à l'empereur. Enfin le maréchal a été rappelé pour cause de santé; Buxhœven l'est aussi; Bagration mort et enterré ressuscite et commande avec le comte de Tolstoï sous les ordres de Beningsen.

Kutusoff est disgracié pour un crime bien singulier lorsqu'il est imputé par la toute-puissance : pour avoir été courtisan au lieu d'être général, le 1er décembre 1805. La veille de la bataille d'Austerlitz, résolue par Sa Majesté Impériale, Kutuzoff, après avoir pris les derniers ordres de l'empereur à deux heures du matin, passa dans la chambre du grand maréchal Tolstoï, frère du général, et lui dit : « Vous devriez bien détourner l'empereur de donner la bataille, car sûrement nous la perdrons. » Le maréchal, qui est emporté, sauta aux nues. « Je ne me mêle, dit-il, que des sauces ou des rôtis; la guerre est votre affaire, faites-la, » etc. Le général est aujourd'hui en pénitence pour n'avoir pas osé dire la vérité.

L'empereur lève six cent douze mille hommes contre la France.

Enfin, le saint-synode s'en est mêlé, et il a été publié un mandement adressé à tout le peuple chrétien, qui n'est au fond qu'un manifeste christianisé, car c'est l'empereur qui est le patriarche, et les évêques ne sont que des paysans mitrés.

Digitized by Google

Février 1807.

M. de Beningsen était campé à Wartenbourg avec toute son armée, forte de cent mille hommes à peu près. Bonaparte a marché sur lui par Allenstein avec une armée au moins égale, après avoir appelé à lui tous ses généraux, Mortier, Masséna, Augereau, etc. Beningsen, qui se trouvait dans un pays coupé peu propre à la cavalerie (en quoi il était plus fort que les Français), s'est retiré devant Bonaparte et ne lui a opposé qu'une arrière-garde de dix mille hommes commandés par le prince Bagration et par le général Barclay de Tolly. Ces deux messieurs ont fait merveille, et disputé le terrain à quarante mille hommes, tandis que Beningsen dégageait son armée des défilés et la campait avantageusement dans les plaines d'Eylau. C'est là que Bonaparte l'a suivi et que la bataille s'est engagée le 26 janvier (7 février), vers trois heures après midi. On s'est battu avec le dernier acharnement, et le combat, interrompu par la nuit, a recommencé à trois heures du matin avec une nouvelle fureur; il a duré jusqu'à la nuit. Deux cent mille hommes se sont battus pendant deux jours; enfin les Russes l'ont emporté et le champ de bataille leur est resté. Les Français, ne vivant depuis quelques jours que de pommes de terre, abîmés de froid, mal vêtus, ne s'en sont pourtant pas moins battus pour l'usurpateur qui les menait à la boucherie comme ils l'auraient fait pour la bonne cause. A la fin cependant les soldats ne voulaient plus avancer. Bonaparte furieux s'est mis à la tête de ses troupes d'élite avec ses premiers généraux, Davoust, Augereau, Soult, Ney et Bessières qui commandait les gardes. Le massacre est tombé sur ces derniers; de ce fameux régiment appelé les grenadiers de la garde impériale, il est resté treize hommes et un officier. L'empereur, qui est la bonté même, a vu avec chagrin ce carnage des gardes; mais il fallait payer le pont d'Austerlitz, et les Russes sont reconnaissants.

Digitized by Google

A M. le chevalier de Rossi, à Cagliari.

Saint-Pétersbourg, mars 1807.

Monsieur le chevalier,

Il y a deux sortes de batailles importantes; les unes le sont par ce qu'elles opèrent, et les autres par ce qu'elles empêchent. Celle de Pressich-Eylau est de la dernière espèce. Ces sortes de batailles frappent moins l'imagination; cependant elles ne sont pas moins décisives dans un sens. Il s'agissait de l'honneur, et peut-être de l'existence de la Russie; il s'agissait de voir la capitale de l'empire honteusement abandonnée, etc. A Pultusk, l'étoile de Bonaparte commença à pâlir; elle s'est considérablement obscurcie à Pressich-Eylau. Vous savez, monsieur le chevalier, qu'on est bien longtemps à savoir les détails d'une grande bataille, et même on ne les connaît jamais complétement. La dernière fois que je vous écrivis, j'étais fort éloigné (et tout le monde l'était autant que moi) d'avoir des notions exactes sur ce grand événement. C'est une bataille vraiment *historique*. Je vous ai parlé de huit mille morts d'un côté et de douze mille de l'autre : doublez, monsieur le chevalier, et ce ne sera point encore assez. Je ne doute pas que cette terrible bataille n'ait coûté cinquante mille vies, dont trente mille à peu près du côté des Français; ils ont laissé huit mille cadavres de chevaux : par cet échantillon jugez du reste. Voici comment les choses se passèrent. En premier lieu, jamais Buonaparte ne s'était montré plus audacieux charlatan que dans cette occasion. Il dit à ses soldats que la bataille qu'il allait livrer était la dernière, qu'il distribuerait cent millions aux soldats qui allaient la livrer, et qu'il leur accordait le sac de Kœnisberg pendant quatre heures, *avec ordre cependant de conserver la ville, parce qu'il voulait y passer l'hiver*. Après ces belles promesses, il marcha, le 7 février, comme je vous l'ai dit, sur Pressich-Eylau qui était occupé par les Russes, et la bataille commença. Eylau fut pris par les Fran-

Digitized by Google

çais, repris par les Russes, et repris de nouveau par les Français, qui s'y établirent. On se battit dans les rues, dans les maisons mêmes : enfin, ce beau village composé de huit cents maisons fut totalement détruit. Le lendemain les Français recommencèrent l'action (car c'est toujours eux qui ont attaqué); Beningsen avait rangé son corps d'armée en échelons, tournant le dos à Kœnigsberg. Entre ses lignes il avait une artillerie formidable, et sa cavalerie était jetée sur ses deux ailes. Les Français profitèrent, pour attaquer, d'une neige épaisse que le vent poussait dans les yeux des Russes, de manière qu'on fut très-près avant de se voir. Il était alors entre quatre et cinq heures du matin. D'abord l'aile gauche des Russes fut forcée de plier; mais le général Beningsen y envoya des secours et le combat se rétablit. Le grand massacre eut lieu depuis dix heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi. On fit des merveilles de part et d'autre, mais le champ de bataille demeura aux Russes. Il est très-aisé de présenter cette action sous un faux jour. En effet, les Français n'ont été ni *défaits* ni même *vaincus*. *Repousser* et *vaincre* ne sont pas du tout des mots synonymes. D'ailleurs, M. Beningsen s'étant retiré deux jours après la bataille sous Kœnigsberg, et les Français, qui avaient quitté le champ de bataille en bon ordre sans perdre un canon, étant venus l'occuper de nouveau, on ne sait pas trop que penser au premier coup d'œil; mais quand on y regarde de près, on voit que Buonaparte a reçu un coup terrible. D'abord la perte des hommes est épouvantable; il a commencé la campagne avec deux cent mille hommes au moins, il lui en reste à peine quatre-vingt millo (du moins c'est ce qu'on dit; pour moi jo compte sur quatre-vingt-dix mille). Il combat les quatre éléments, le fer, et la désertion qui se fait par bandes. Pour n'avoir pas voulu écouter ses généraux et ses ministres qui s'opposaient à ce passage extravagant de la Vistule, il s'est mis dans un extrême danger, car il ne peut plus se soutenir sans forcer l'impôt et la conscription, et il ne peut forcer l'un et l'autre sans s'exposer à l'excès. Sa fougue barbare et son délire orgueilleux sont nos deux meilleurs

alliés. S'il avait voulu se tenir à Berlin et dicter là ses lois, il aurait disposé de l'Europe. *Quos Jupiter vult perdere priùs dementat.* C'est toute notre espérance. Il est devenu furieux comme un sanglier acculé, et il n'y a plus moyen de lui parler. Pendant la bataille, il s'est tenu constamment à Eylau. Cependant il sortait de temps en temps de la maison qu'il avait choisie pour se rendre à cheval sur le cimetière, qui est un lieu élevé d'où il jetait les yeux sur le champ de bataille : durant l'une de ces stations, un boulet qui avait de fort bonnes intentions, mais peu de justesse, est venu briser la tête de son cheval et tuer un ou deux mamelucks qui étaient debout tout à côté. Je m'étais d'abord inscrit en faux contre ce fait; mais comme il est mandé au ministre de Prusse par l'officier municipal de Pressich-Eylau qui a tout vu, je crois pouvoir le mander à mon tour. Tenez-le pour aussi sûr que peut l'être un fait attesté par un témoin oculaire — prussien.

Buonaparte a demandé trois fois de suite au général Beningsen un armistice qui lui a été refusé; enfin il est parti vers le 12 février et s'est retiré, je ne sais pas trop vous dire de quel côté, au moment où je vous écris. Il a laissé ses malades et quinze cents chevaux à peu près morts de faim, sur lesquels les Russes en ont trouvé soixante en état de servir; le reste a été tué ou donné aux paysans. Les cadavres d'hommes et de chevaux ont excessivement embarrassé. Le préjugé des Russes défend de brûler : d'ailleurs, où prendre le bois nécessaire? La terre étant gelée, on ne pourrait l'ouvrir aisément. On a fait ce qu'on a pu; mais à présent que le dégel est venu, les cadavres fermentent et sortent de la terre. Imaginez, monsieur le chevalier, qu'il faut les déterrer dans cet état pour les renterrer. Quelle opération! on craint la peste. Voilà les *droits de l'homme*, monsieur, si bien esquissés par les avocats de Paris en 1790, et très-heureusement sanctionnés dans la Pologne prussienne et ailleurs. Platoff, avec ses Cosaques, poursuit les Français et leur fait beaucoup de mal; mais Beningsen s'est tenu tranquille à Kœnigsberg et ne s'est ébranlé que le 22 février. On a beaucoup parlé de ce repos; mais je le crois très-motivé. Les enfants

Digitized by Google

mêmes savent dans ce moment que les Russes ont été pris au dépourvu sur tous les points ; qu'ils manquaient d'hommes, de magasins et surtout d'armes (quelle honte !). Le roi de Suède a offert deux cents pièces de canon et cent cinquante mille fusils, qu'on a refusés très-probablement par orgueil. Je vous dirai en passant, monsieur le chevalier, que l'empereur s'étant avisé de donner des récompenses même honorifiques aux directeurs de certaines caisses qui avaient fait des économies, tout de suite on s'est mis à suivre cette manière commode d'obtenir des grades et des cordons en économisant sur le nécessaire. On a traité les armes comme le reste ; et voilà comment une idée saine du monarque a été tournée contre lui. L'ordre de ce pays, c'est le désordre, et le grand talent de l'homme d'État est de connaître le degré de désordre qui doit être permis. — Je reviens. — Beningsen sait ce qu'il a souffert; il connaît le nombre de ses soldats que nous ignorons. Il ne veut point donner de bataille sans avoir une armée de réserve derrière lui ; il sait que le temps est un ennemi mortel des Français ; il veut *limer* Buonaparte. Il ne faut pas se presser de blâmer de telles idées. Je ne voudrais pas d'autre preuve du manque d'hommes que le départ de la *troupe sacrée* et la célérité de sa marche : elle fait cinquante werstes par jour sur des chariots et des traîneaux. Le départ des gardes était bien, à ce qu'on m'a dit, la plus belle chose qu'il fût possible de voir. Pour moi, j'y étais trop intéressé, je me suis tenu chez moi. Mais on m'a parlé d'autre chose : les plus beaux hommes de l'empire, les plus beaux chevaux, les plus beaux habits, les plus belles armes. L'empereur a parcouru les rangs : il a dit aux soldats : *Frères !* (bratsi) *faites-vous honneur; adieu.* Il s'est élevé un cri formidable qui a fait grande impression. « *Nous ferons tout ce qui sera possible ; adieu, seigneur !* » On a bien défendu toute sorte d'équipage, c'est-à-dire que chaque cornette est réduit à trois chevaux (les autres à proportion) et que les officiers ne peuvent avoir qu'un chariot entre trois. La défense est cependant toujours bonne pour borner le désir russe, qui, de sa nature, n'a point de bornes. Dans la guerre

contre les Suédois, sous Catherine II, on avait oublié de restreindre les équipages : les officiers aux gardes emportèrent, entre autres effets militaires, des perroquets et des canaris en cage. Cette année, il n'y a ni perroquets ni canaris; mais les hommes se perfectionnant toujours, le comte Stanislas Potoski a fait porter à sa suite, le jour du départ, cinquante coqs d'Inde, cinquante poulardes, quatre-vingt kilogrammes pesant de bouillon en tablettes, un énorme flacon de vin de Bordeaux, etc. On dit que les dindes étaient vivants et qu'ils se sont fort distigués en criant aussi haut que les soldats, apparemment *vive l'empereur!* Enfin, monsieur le chevalier, ces enfants gâtés de la fortune peuvent rire à l'aise, grâce aux quarante mille cadavres étendus à Pultusk et à Pressich-Eylau. Le corps des gardes Semeanousky est particulièrement cher à S. M. l'impératrice mère, parce que son auguste fils en 'a été colonel. Les officiers ont eu l'honneur de prendre congé d'elle en partant et de lui baiser la main. Sa Majesté, en songeant qu'il était possible qu'ils ne revinssent pas tous, a daigné verser des larmes. Vous observerez en passant, monsieur le chevalier, qu'il n'y a pas une femme à Saint-Pétersbourg, depuis l'impératrice jusqu'à la couturière, qui puisse se persuader que l'ennemi peut tuer un officier aux gardes; c'est une indécence qu'elles ne conçoivent pas. Il est parti d'ici vingt-cinq mille hommes environ; on dit que les gardes camperont à Riga. Si elles continuent leur route, c'est une preuve incontestable que l'empereur doit partir et qu'il a de grandes espérances. Qui sait ce qui se prépare? Il est arrivé ici un personnage mystérieux qui se fait appeler *Mithridate*. Arrivé ici publiquement le 12 février, il s'est rendu chez le ministre de l'intérieur (le comte de Kotchubey) et a demande à voir l'empereur. Sur la réponse que la chose n'était pas possible, il lui a écrit une lettre qui a été fort approuvée. Il loge à l'hôtel de la police et ne voit personne. D'un autre côté, je crois être sûr que le général français Ferrier, grièvement et sans la moindre raison insulté par Buonaparte, s'est sauvé en Russie. Les époques combinent, ne serait-ce point le même homme? D'autres assurent

que ce *Mithridate* est tout bonnement le Français qui s'est présenté à Vienne au comte de Raznmowsky et dont le chevalier Ganières vous aura probablement parlé. — Enfin, c'est quelqu'un; mais la preuve claire qu'il y a quelque chose sur le tapis, c'est qu'enfin on commence à jeter les yeux sur le roi de France. Le comte de Blacas est traité absolument comme un ministre. C'est à lui qu'on s'est adressé pour retenir ou renvoyer les Français, conformément à la loi que je vous ai envoyée. Enfin, il a mis le sceau l'autre jour sur les effets d'un certain chevalier de Watrouville, qui est mort; de manière qu'il est reconnu et son maître ne l'est pas, ce qui est assez curieux. Il fait réimprimer, avec permission, la déclaration du roi du 2 décembre 1804, que j'ai eu l'honneur aussi de faire parvenir à Sa Majesté. On la fera parvenir partout où besoin sera, même aux armées; mais voici une épouvantable anicroche : le ministère veut une nouvelle déclaration en quelques lignes, par laquelle le roi de France *donnera* tous les biens nationaux, comme le pape a donné tous les biens ecclésiastiques; et Sa Majesté n'en fera rien, pas même quand il s'agirait de perdre de nouveau sa couronne. Je me chargerais plutôt de faire comprendre le binôme de Newton aux dindes du comte Potosky, que de faire comprendre ce scrupule à une tête protestante (ce qui soit dit sans comparaison et sauf respect). Je ne crois pas que le général de Budberg veuille démordre; nous verrons ce qui arrivera. Ce qui fait qu'on tient si fort à cette déclaration du roi, c'est qu'on ne peut se défaire du préjugé absurde que sa restauration dépend d'une délibération des Français. Il n'y a rien de si faux ni de si fou. J'espère pouvoir joindre à ce paquet quelques exemplaires de l'ancienne déclaration réduite en miniature. Il n'y a guère dans cette pièce que deux ou trois phrases entièrement de moi; le reste est le résultat d'une espèce de lutte qui a tout mêlé, tout confondu, et qui a considérablement gâté la pièce, à mon avis. Telle qu'elle est cependant, c'est une bonne chose. Parmi les choses qui m'appartiennent, il y a un mot qui est anecdote. Sa Majesté disait : « *parce que ses efforts ont eu constamment pour objet*

Digitized by Google

la liberté du peuple et l'indépendance du monarque. » — J'ajoutai : « *premier élément de cette liberté.* » Cette correction fut approuvée; *manco male.* A tout prendre, monsieur le chevalier, sans adopter dans toute leur étendue les espérances russes, qui vont un peu vite, il est certain que l'état des affaires s'est considérablement amélioré. Ce que nous devons souhaiter par-dessus tout, c'est que Buonaparte s'obstine sur la Vistule (et son caractère inflexible rend cette supposition assez probable). Peut-on comprendre la folie de cet homme, qui vient donner une frontière à la Russie et conduire à ses frais deux cent mille Français au delà de la Vistule, sous le fer des Russes, qui seraient absolument incapables de venir les chercher sur le Rhin ? Nous allons voir ce qu'il fera ; mais tant que les Français consentiront à se faire tuer pour lui, la tragédie ne saurait finir : il lassera, et peut-être il vaincra tout le monde.

L'Autriche est toujours immobile et en veut peut-être moins à la France qu'à la Russie et à la Prusse. L'Angleterre ne pense qu'à l'Égypte, *comme vous voyez.* La Prusse vient d'être tentée de nouveau. Le général Bertrand est venu offrir au roi les plus belles conditions (c'est-à-dire la restitution de tous ses États), s'il voulait faire la paix et se détacher de la Russie; mais il a tenu bon. A présent qu'il est à Memel, séparé des mauvaises influences, il est ferme comme un roc ; car le *courage* ne l'abandonne *ni jour ni nuit.* La part que ses troupes ont prise à la bataille de Pressich-Eylau est une grande affaire. Si l'on entend les Prussiens, c'est eux ou peu s'en faut qui l'ont décidée. Il est bien vrai que le général Lestoc, à la tête d'un corps de quinze mille hommes (plus ou moins), se porta, le 8, à la droite de l'armée russe et combattit les Français, mais à quelle heure et avec quel succès ? C'est sur quoi on parle très-diversement. Les Prussiens parlent de ce mouvement en termes magnifiques, et il ne tient pas à eux qu'on ne croie que le succès de la bataille est en grande partie leur ouvrage. Les Russes, au contraire (et je le tiens du ministre même) prétendent que le général Lestoc, en passant de la

Digitized by Google

droite à la gauche, leur jeta Bernadotte sur les bras, qui leur donna beaucoup d'embarras; qu'il n'arriva qu'à cinq heures du soir, lorsque le gain de la bataille était décidé, et qu'il ne tira que quelques coups de canon. Sur ce point, comme sur tant d'autres, la vérité est difficile à saisir. L'empereur, qui est particulièrement ami de S. M. le roi de Prusse, s'est plu à rehausser les services rendus par les Prussiens; il a embrassé le comte de Gotz, la première fois qu'il le vit à la cour, après l'arrivée de la nouvelle. Ce dernier en pleurait de joie. Tout cela n'empêche pas qu'on ne rie assez haut des *invincibles Prussiens.* Dans la *Gazette de Kœnigsberg*, on ne manque jamais de dire les *armées combinées*, ce qui inspire ici assez de pitié pour dispenser de la colère. Mais la vanité prussienne s'était permis précédemment une niaiserie qui passait toute mesure. A la fin de sa déclaration, publiée après avoir refusé les offres de la France, le roi de Prusse disait « *qu'il était déterminé à demeurer invariablement attaché à son grand ami l'empereur de Russie, et à vaincre ou périr avec lui.* » On a supprimé ce trait dans la *Gazette officielle* de Pétersbourg, point du tout par fatuité, mais par pudeur. — Soyons justes cependant : on doit infiniment aux Prussiens, et peut-être tout, car on leur doit — le pain. Sa Majesté avait rassemblé de grands magasins dans la Prusse royale. Lestoc les a défendus; il a fort bien chamaillé avec douze ou quinze mille hommes, jusqu'à ce que les Russes soient venus manger et vaincre. Vous ne pouvez vous faire une idée de l'incurie, de l'imprévoyance des Russes. Ils pousseront en avant cent, deux cent mille hommes, et, s'ils arrivent, ils frapperont un coup terrible, voilà tout. De savoir ensuite comment ces hommes seront nourris et vêtus, c'est une petite question qui ne les inquiète guère, et, pour vous dire la vérité, ils l'entendent fort peu. Bonaparte le sait bien; de là sa terrible obstination pour arriver à Kœnigsberg. S'il avait conquis le pain, je n'ose pas penser à ce qui serait arrivé. Au moment où je vous écris, il serait à Memel; le roi de France aurait été chassé de Mittau par son ignoble rival, etc. Je vous répète, monsieur le cheva-

lier, je n'ose pas y penser. Mais quel sentiment on éprouve lorsqu'on est sur les lieux et qu'on voit, comme moi, à quoi les choses ont tenu, et jusqu'à quel point les intrigues ont exposé le sort de l'Europe. Beningsen est étranger, c'est un grand anathème. *Nec tecum possum vivere, nec sine te.* C'est ce que je vous ai dit, je crois, à propos d'un peuple un peu moins important dans le monde; mais c'est absolument la même chose ici; les dimensions seules sont différentes. Un certain général Knorrink s'est mis en tête de ne pas obéir à Beningsen, parce qu'il est plus ancien. Ce Knorrink appartient au génie; il fut déjà sur le point, l'année dernière, de désarçonner le bon général Suchtelen, et n'est connu, au demeurant, comme la plupart des intrigants, par aucun service distingué. Les choses ont été portées au point que les deux généraux étaient sur le point de se couper la gorge, et que le jour était pris pour un duel. D'un autre côté, le comte Pierre Tolstoï, qui était à cette armée, ne pouvait pardonner à un étranger des succès qui allaient retentir dans toute l'Europe. Le baron de Beckendorf, beau-frère du comte de Lieven, arrive tout à coup ici de l'armée en courrier, quatre ou cinq jours après la bataille, et il est public qu'il n'est point envoyé par le baron Beningsen. A Mittau, il commence à déprimer si fort la bataille, qu'il ne tient pas à lui qu'on ne la regarde comme une défaite. Le roi de France en est effrayé et en écrit ici à son ministre. Beckendorf arrive dans la capitale, et il est regardé publiquement comme un envoyé du comte Pierre. Il parle on ne peut pas plus défavorablement du général et de la bataille. Enfin, monsieur le chevalier, nous avons vu le moment où Beningsen était perdu pour avoir sauvé l'honneur russe; heureusement l'empereur a pris la chose du bon côté. On m'a dit que comme le choix de Beningsen appartient exclusivement à Sa Majesté impériale, elle a regardé l'attaque faite sur le général comme une impertinence faite à elle-même. Quoi qu'il en soit, M. de Beckendorf a été fort mal reçu : l'empereur lui a dit en propres termes : « *Vous vous êtes chargé d'une fort vilaine commission.* » Il l'a renvoyé à l'armée et l'a rendu porteur du cordon bleu et du

brevet de 12,000 roubles de pension envoyés au général Beningsen. Ce qui n'a pas empêché le baron de Beckendorf de recevoir un grade, au grand étonnement de beaucoup de gens.

Le comte Pierre Tolstoï a été transporté à l'armée d'Essen, où il commande un corps considérable (il était ce qu'on appelle ici *général de jour* auprès de Beningsen). Ce d'Essen est encore un homme excessivement médiocre, qui passe aussi pour avoir désobéi au baron de Beningsen; il a cependant remporté, ou plutôt une partie de son armée, commandée par un prince Wolkonsky, a remporté le 5 (17) de février, un avantage très-considérable sur les Français. Les Russes leur ont tué 3,000 hommes; ils ont fait 500 prisonniers et se sont avancés d'Ostrolenka sur la Narew, où l'affaire a eu lieu, jusqu'à Pultusk, qu'ils ont pris de vive force et où ils se sont établis. Mais jugez de notre étonnement lorsque nous avons vu cette affaire parfaitement étouffée et passée sous silence dans la *Gazette de Pétersbourg*. Bientôt les *intenditori* ont compris les raisons de ce silence : 1° d'Essen avait déplu antérieurement pour sa conduite militaire; 2° il a déplu nouvellement pour avoir fait part directement de son succès sans passer par le général en chef; 3° le comte Pierre Tolstoï se trouve violemment compromis dans cette affaire; il est accusé d'avoir désobéi et compromis par là le prince Wolkonsky, qui s'est vu exposé à être pris avec 5,000 hommes. Or, le grand crédit des Tolstoï ne permet pas qu'on parle ouvertement de ces fautes. Ils gagnent peu cependant à toutes ces précautions. Vous voyez, monsieur le chevalier, comment vont les choses, et comment tout est en l'air. Au reste, tant qu'il y aura des hommes, on fera des fautes : il n'est pas moins vrai qu'en général la fortune paraît faire un demi-tour à droite. B. a perdu aumoins 80,000 hommes depuis l'ouverture de la campagne; comment les remplacera-t-il? Son sénat est bien vil et les Français sont bien patients; cependant, après avoir demandé et obtenu une conscription anticipée de 80,000 soldats, comment en proposer une nouvelle?

D'ailleurs, monsieur le chevalier, en réunissant ce que vous

avez lu plus haut à d'autres notions qui me sont parvenues depuis, je me crois sûr qu'il y a de grandes espérances de ce côté, et probablement même des *conversions commencées*; il y en a mille signes; je n'en voudrais pas d'autre que le *Journal du Nord*, projeté pendant un siècle, toujours suspendu par la crainte, et dont les deux premiers numéros viennent enfin de paraître. L'auteur est ou devait être le marquis de Mermon, ancien brigadier des armées, et qui est fort de mes amis; mais le censeur, le supérieur, l'inspecteur (ou comme il vous plaira de l'appeler) est le comte Jean Potoski, attaché aux affaires étrangères pour toutes les affaires de l'Asie, et fort adonné aux sciences. Le *prospertus* et les deux premiers numéros sont de lui. Buonaparte n'y est plus que Buonaparte; on s'y moque ouvertement de lui, de sa naissance, de ses princes, etc., etc. On a passablement ri de cette phrase : « Lorsqu'il dit *ma dynastie*, on croit entendre un homme qui plante des glands et qui dit : *ma forêt*. » Certainement, monsieur le chevalier, on ne se permettrait pas ces traits, si l'on ne croyait pas que le colosse a perdu son aplomb. Je sais, d'ailleurs, à n'en pas douter, qu'une lettre partie du milieu de la Vendée, et signée en toutes lettres par l'un des principaux chefs, s'est trouvée, on ne sait comment, sur le bureau de Sa Majesté impériale. D'abord, on voulait répondre par la voie des gazettes; mais, enfin, on n'en a rien fait. Je ne sais ce que l'affaire est devenue; mais d'autres personnes ont bien trouvé moyen de faire savoir à celui qui a écrit la lettre, qu'elle était parvenue. Ajoutez les démarches (inouïes jusqu'à ce jour) faites auprès de Sa Majesté Très-Chrétienne, et vous ne douterez pas qu'il n'y ait quelque chose d'important sur le tapis. Je n'ai rien négligé dans ma petite sphère pour faire valoir les bons principes, et j'en ai trouvé plus d'une fois l'occasion.

Le 22 février, nous avons vu arriver de l'armée du général de Beningsen le prince Bagration, et d'abord après l'avoir vu, l'empereur a laissé voir une joie extraordinaire. Que venait faire un général de cette importance? S'il n'était question que de nouvelles, un jeune aide de camp suffisait. Quatre ou cinq

Digitized by Google

jours auparavant. M. de Novosiltzoff était parti pour une mission secrète. Il devait toucher à Memel; mais il paraît que la mission est pour Kœnigsberg, — nouvel indice qu'il se trame quelque chose d'important. Maintenant, on dit que M. de Novosiltzoff retarde son départ pour attendre celui de l'empereur, mais je n'en crois rien; d'ailleurs ce serait fort inutilement, car ce départ a été résolu hier, 8 mars (24 février). Il y a une opposition terrible contre ce voyage, et l'impératrice mère surtout en est, dit-on, inconsolable. Certainement, monsieur le chevalier, on ne manque nullement de respect aux souverains en observant que les cours sont des foyers d'intrigues; c'est la nature même des choses, et il est impossible que les passions humaines ne soient pas concentrées et agitées violemment autour de la puissance. Si ce foyer d'intrigues se transporte à l'armée, dans l'instant elle est désorganisée ou notablement affaiblie. Par bonheur, il arrive communément que ces opérations de cour ont lieu de part et d'autre, de manière que le tout, en fin de compte, tourne au profit du genre humain; car c'est un grand bien de faire mal la guerre, pourvu que ce soit des deux côtés; mais si d'une part, il y a un souverain légitime avec sa cour, et de l'autre, un casse-cou tout-puissant, un aventurier qui a bien des valets, mais point de cour; qui ne dépend de personne, qui n'écoute personne, et qui réunit la puissance absolue à l'ivresse des succès et à cette connaissance pratique des hommes et des choses qui ne peut appartenir qu'à un particulier, je dis qu'un souverain qui vient se mesurer en champ clos avec un tel homme est véritablement suicide. Ces vérités sont simples, et je les dirais à l'empereur même s'il me mettait sur la voie. Mais, d'un autre côté, comment savons-nous que Sa Majesté impériale part réellement *pour faire la guerre?* Ne s'agit-il point d'autre chose? et n'y a-t-il pas des occasions où la personne du souverain est indispensable, et où son nom doit paraître à la tête des armées comme un drapeau? Supposons, par exemple, qu'il y eût un soulèvement général en Italie, qui doute que Sa Majesté impériale ne dût monter à cheval dans ses États comme notre au-

Digitized by Google

guste maître dans les siens? Or, qui sait ce que va faire l'empereur? S'il s'agissait, par exemple, d'écouter certaines propositions, de présenter un roi détrôné à ses sujets, etc., je le trouverais fort bien placé; mais nul homme sensé ne lui conseillera de présenter le collet à MM. Masséna, Lannes et compagnie; il ne pourrait arriver certainement rien de plus malheureux à lui et à l'Europe. Voilà, monsieur le chevalier, la manière dont j'envisage cette affaire, et je ne la crois pas tout à fait dépourvue de fondement. Pendant qu'on disserte, les vingt-cinq mille hommes sortis de cette capitale s'avancent rapidement vers la *sanglante arène*; la garde à pied est menée en poste; il y a dix-sept cents chevaux sur chaque station, et mon fils me mande que la garde à cheval fait jusqu'à 40 werstes par jour. Jamais l'empereur ne marche sans la garde, et réciproquement; je crois que le départ de la garde annonce celui de l'empereur. Il paraît, en effet, décidé comme je l'ai dit. Le 13 (25) février, M. de Novosiltzoff est arrivé de l'armée, dont il raconte *monts et merveilles*. Certaines gens veulent que sa mission n'ait eu d'autre but que celui de réconcilier les généraux. En effet, il y a *paix et amitié* solennelles entre les généraux Beningsen et Tolstoï. Le premier est toujours immobile et ne cherche point à donner bataille. Au départ de M. de Novosiltzoff, Buonaparte avait sa gauche à Elbing, commandée par Bernadotte; lui-même était à Osterrode, et sa droite fléchissait un peu vers la Narew. Beningsen, au contraire, avait sa droite à Mulhausen, son quartier général à Heilsberg; je ne saurais pas vous dire exactement vers quel point s'étendait sa gauche. Dans une telle position le repos est inconcevable. Lorsque le prince Bagration arriva ici, on tomba des nues de voir un officier de ce grade quitter l'armée; mais il dit *que de quinze jours il n'arriverait rien.*

Toutes ces circonstances, mises ensemble et réunies aux démarches faites auprès de Sa Majesté le roi de France, me font penser, ainsi qu'à d'autres, qu'il y a quelque conversation sur le tapis. Tout ceci, cependant, ne sort point du cercle des conjectures. Deux vanités nationales devant travailler également à

vous tromper, voici, monsieur le chevalier, l'état exact des choses au moment où je vous écris.

A Pultusk, la fortune de B. s'est *arrêtée*; à Pressich-Eylau, elle *a reculé*, mais sans tourner le dos (prenez bien garde). Là-dessus, on peut dire sans mentir : *c'est peu* ou *c'est beaucoup*, suivant qu'on envisage la chose. En attendant que le temps nous dise son secret, je suis invariablement la marche que je me suis tracée dès le moment de mon arrivée. Je me sers de chaque degré de confiance que je puis mériter pour soutenir plus librement, et de vive voix et par écrit, les principes qui, seuls, peuvent faire triompher la cause que je défends, et jamais je n'ai porté un pied en avant sans avoir senti que l'autre appuyait solidement. Il ne tiendrait qu'à moi de faire des livres; mais je suis sobre d'écriture, comme il convient, content de savoir que tout ce que j'écris est lu mot à mot. Je me suis mis en position, je ne sais pas trop comment, de faire toutes les affaires des officiers piémontais. Dans celle de notre cher comte de Galaté, dont le mariage devenait interminable, le général de Suchtelen me demanda un mémoire pour l'empereur. Je lui fis observer que je m'en faisais une délicatesse, vu que Sa Majesté impériale pourrait fort bien me prier de me mêler de mes affaires. *Au contraire*, me dit-il, *vous faites plaisir à Sa Majesté.* — Dans ce cas, *sarà servita*. En effet, l'affaire fut terminée bientôt après, par un ordre direct de l'empereur. J'ai été bien plus heureux encore dans le service que j'ai rendu au chevalier Manfredi, dans la personne de sa femme, qui s'est vue sur le point d'être mise, au pied de la lettre, sur le pavé. Je me suis trouvé entre deux ministres contrepointés; l'empereur m'a donné raison sans que j'aie eu le malheur de me brouiller ni avec l'un ni avec l'autre. Au contraire, M. de Budberg m'a servi comme un père dans l'établissement de mon fils; et quant à l'amiral, je vis chez lui comme dans ma famille.

Il me paraît aussi que je ne n'ai pas mal réussi auprès du redoutable Meerfeld, qui est bien le plus terrible Autrichien qu'on puisse connaître. De peu à peu nous nous sommes accrochés, je ne sais pas non plus comment, et l'autre jour il finit

Digitized by Google

par me prier instamment d'aller dîner chez lui sans invitation, à la manière russe. Si j'étais dans une autre position, ses politesses me seraient suspectes; mais il me paraît que je puis bien les accepter en conscience. J'ai déjà hasardé (ou plutôt j'ai déjà dit sans rien hasarder) quelques mots de politique avec lui, de loin, et en tournant, comme on approche les oiseaux ombrageux. Je l'ai trouvé assez raisonnable. Si dans ce que je vous ai envoyé sur le Piémont et l'État de Venise comme un morceau de politique spéculative, Sa Majesté découvrait des vérités pratiques, je serais très-fort à même d'en parler à M. de Meerfeld. L'empereur d'Autriche, comme nous l'avons vu dans mille occasions, répugne infiniment au rétablissement de Sa Majesté en Piémont, pays qu'il convoite ardemment. Qui sait le parti que nous pourrions tirer de ce désir? C'est une illusion parfaite de s'imaginer que nos maîtres aient jamais été les *gardiens des Alpes*. Il y a longtemps que Machiavel a dit la vérité sur ce point : « *Toutes les fois*, dit-il, *que vous voudrez garder les Alpes, vous apprendrez par derrière, dans vos stations, que les Français ont passé.* » Disons donc et répétons mille fois, dans nos notes, que le roi était le *gardien des Alpes*; mais si nous voulons raisonner politiquement, n'en croyons pas le mot. Toutes les fois que les Français le voudront réellement, ils feront le siége de notre capitale en deux ou trois mois. *On le leur fera lever*, dira-t-on, *comme il arriva en* 1707. — Et par qui, je vous prie, les Français furent-ils chassés? par le *gardien des Alpes* ou par le prince Eugène? Lisez seulement la table des histoires du temps : vous trouverez : *Le prince Eugène gagne la bataille de Turin et fait lever le siége de cette ville.* Le roi est à peine observé, et c'était cependant un prince admirable. En un mot, monsieur le chevalier, nous serons toujours en tutelle; on versera notre sang, on dépensera notre or et l'on commandera chez nous. Ces observations seraient dans un temps de calme la chose du monde la plus déplacée, mais dans ce moment il n'y a pas d'inconvénient d'observer que le diamètre du Piémont n'est point du tout en proportion avec la grandeur et la noblesse de la maison de Savoie. Si donc l'em-

pereur (le seul qui puisse garder les Alpes, parce qu'il les garderait avec cent mille hommes dans la plaine) se laissait tenter par cette perspective flatteuse de fermer la porte de l'Italie aux Français, et promettait éventuellement de favoriser l'acquisition de l'État de Venise jusqu'à Mantoue, par exemple (je dis Mantoue exclusivement), qu'on penserait Sa Majesté? J'entends bien qu'il serait plus agréable pour elle de s'agrandir dans un sens opposé, en restant dans le Piémont. J'entends bien aussi qu'en dernière analyse, si l'on veut nous donner moins, il faudra prendre patience; mais toujours est-il vrai, ce me semble, qu'il est bon d'examiner d'avance toutes les suppositions et d'être prêt sur tout. Si donc Sa Majesté jugeait à propos de tâter le terrain auprès de l'ambassadeur d'Autriche, elle peut donner ses ordres sur ce point, ou à moi ou à mon successeur, si elle daigne m'en donner un, comme je continue à l'en prier instamment. Mais l'affaire est trop délicate pour que je me permette d'ouvrir de mon chef une semblable conversation. — Je reviens.

Cette lettre, écrite au fur et à mesure en attendant le départ d'un courrier, sera peut-être terminée vingt jours après celui qui l'aura vue commencer. Nous voici au 16 mars (N. S.). Rien de nouveau et toujours la même immobilité. Buonaparte n'a rien oublié pour amener la paix ou du moins un armistice auquel les Russes se sont constamment refusés. Le général prussien Kleist s'étant rendu auprès de lui pour un échange de prisonniers, il l'a rendu porteur d'offres très-insidieuses. Il insiste surtout sur un congrès où seront admis, avec les siens, les plénipotentiaires de Russie, d'Angleterre, de Suède, de Prusse, de Turquie, *mais non ceux d'Autriche*, cette puissance étant en paix. Quant à Sa Majesté et à S. M. le roi des Deux-Siciles, on ne suppose pas seulement qu'elles soient au monde. La Prusse ne paraît pas du tout avoir mordu à cet hameçon; cependant, comme sa réputation n'est pas des meilleures, on l'examine de près. L'empereur exige que toute proposition faite à la Prusse soit communiquée sans délai aux trois cours de Saint-Pétersbourg, de Londres et de Vienne. Je ne doute pas que

Sa Majesté ne s'impatiente avec toute l'Europe contre le repos de l'Autriche. Mais l'équité exige l'aveu que cette crainte n'est pas toute, à beaucoup près, dépourvue de motifs. Vous pensez bien, monsieur le chevalier, que je ne suis pas disposé à la critique envers un pays où j'éprouve tant de bontés ; mais si vous saviez combien l'on est ici au-dessous des grandes et terribles circonstances où l'on se trouve ! Puisque j'en conviens, il faut que la chose soit bien vraie. L'Autriche, comme vous sentez, regarde son jeu, et certes elle a raison. Ce n'est pas le tout de commencer la guerre, il faut savoir comment on la poursuivra et comment on la finira. En 1807 on n'a pas oublié 1805. Après la bataille d'Austerlitz, rien n'était perdu si les Russes avaient tenu, et tout le monde convient que rien n'était plus aisé. Un malheureux homme, qui avait peur, dit à l'empereur : « *Qui sait ce qui se passe dans ce moment à Saint-Pétersbourg?* » et le prince part comme une flèche. L'empereur François envoie dire au général Koutouchoff que s'il veut tenir ferme, lui, empereur, recommencera la guerre le lendemain. Le général répond qu'il ne peut pas s'arrêter un moment; il emmène l'armée, et le souverain délaissé est obligé de signer le fatal traité de Presbourg. Vous savez, monsieur le chevalier, que je n'ai point de faible pour cette puissance; cependant, il faut convenir que de semblables souvenirs peuvent excuser de longs retards. M. de Meerfeld m'embarrassa l'autre jour en me posant en fait *que la Russie ne pouvait pas défendre l'Autriche ; qu'à raison de son éloignement, les États de l'empereur seraient envahis avant que les Russes fussent arrivés*, etc., etc. Cependant il sent bien le danger où se trouve l'Autriche, et il écouta mes raisons assez philosophiquement. Si la liaison qui semble s'établir entre nous me met dans le cas de lui parler, sans sortir des termes généraux, des sentiments de Sa Majesté pour l'empereur son maître et du désir qu'elle aurait que leurs intérêts réciproques en Italie pussent s'arranger avec l'agrément mutuel des deux hautes parties, je ne sortirai point en cela du cercle de mes instructions. D'ailleurs, en songeant qu'il me faut six mois pour recevoir une réponse de Sa Majesté,

Digitized by Google

je vois combien il est nécessaire que je prenne les choses sur moi, du moins jusqu'à un certain point.

M. le général de Budberg est malade depuis quelques jours; et je ne sais pas trop s'il est bien ferme à sa place. Le P. Cz. a toujours une influence assez visible, quoique soigneusement cachée, et je ne puis douter que s'il avait voulu, il aurait déjà repris son poste; mais il ne veut pas forcer l'opinion; peut-être veut-il la ramener en la convainquant, par le temps et l'expérience, qu'il n'y a pas d'autre homme que lui pour cette place. En effet, je crois qu'on n'a jamais vu une telle disette d'hommes distingués. A qui me dirait : *Qui voulez-vous*, je ne saurais pas répondre. Si le prince, avec son nom, sa fortune et les circonstances qui le favorisent, avait dans la poitrine le feu d'un Potemkin ou d'un Orloff, il serait empereur de Russie; mais rien ne peut l'animer. Quand on lui parle, il est là froid comme un glaçon de gouttière, et il ne sait ni échauffer les hommes, ni leur plaire. Jamais il ne réunissait le corps diplomatique ; un dîner chez lui était une rareté. Il évitait tous les entretiens; il ne répondait à aucune lettre, etc. Celui-ci, au contraire, qui a été ambassadeur, et qui se rappelle la vieille cour, affecte de *catariner* en tout. Il maintient les anciennes formes; tous les jeudis il nous donne à manger; et nous sommes maîtres de saisir cette occasion de lui parler d'affaires; il nous écoute avec une extrême politesse, et il répond au moindre de nos billets avec une exactitude infiniment agréable pour nous. Pour ce qu'on appelle *il trattare*, Budberg vaut infiniment mieux; mais si l'on creuse ensuite et qu'on arrive jusqu'au caractère, c'est autre chose : je crois que le prince vaut mieux. Il est pétri d'idées modernes; c'est grand dommage. Vous n'avez pas oublié son discours : « *Il me semble qu'on doit être content de régner comme le roi d'Angleterre.* » Les deux autres triumvirs sont de même (Strogonoff et Novosiltzoff), mais ce dernier passe de la tête ses deux collègues. Il a été élevé en Angleterre. Il sait la France par cœur; et, par là-dessus, il a jeté le poison allemand en très-forte dose ; de manière que, comme il se mêle de tout, je ne doute pas qu'avec de bonnes

intentions et un grand attachement à la personne de son souverain, il ne fasse, suivant toutes les apparences, un très-grand mal. Mais comment serions-nous surpris de ces opinions, lorsque nous voyons jusqu'où elles s'élèvent ?

L'empereur est vêtu, il parle et agit comme un simple particulier. Le corps diplomatique n'est plus invité aux grands dîners de cérémonie, parce que l'empereur devrait, dans ce cas, être assis sur un siége élevé et représenter comme un souverain. Il préfère sa chaise, qu'il a bien soin de mettre au niveau des autres, et, quand il a dîné, il fait ses excuses au chambellan qui l'a servi *de la peine qu'il lui a donnée*, tandis que le chambellan devrait briguer cet honneur pendant six mois. Nous venons de voir paraitre un ukase dans lequel Sa Majesté impériale remercie les *enfants de la patrie* des efforts généreux qu'ils ont faits pour elle, en expliquant bien clairement que la reconnaissance du prince est fondée sur les services rendus *à la patrie*. Ce mot de *patrie* est répété quatre ou cinq fois en quatre ou cinq lignes ; et l'empereur ressemble à une parenthèse. Certainement la patrie est quelque chose ; mais si j'avais l'honneur d'approcher cet aimable souverain, je me flatte que je lui ferais comprendre bien clairement, sans lui prêcher le despotisme qu'il redoute et que personne n'aime, que, dans une monarchie, on ne sert point le prince en servant la patrie ; mais qu'au contraire, on sert la patrie en servant le prince. C'est une chose bien extraordinaire, monsieur le chevalier, mais que je crois certaine : Sa Majesté impériale, dans le fond de son cœur, estime le gouvernement républicain et le croit très-probablement plus légitime que celui auquel sa naissance l'a appelé. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il aime et caresse beaucoup les Américains, qui sont maintenant les seuls républicains de l'univers. Nous avons ici, dans ce moment, un de ces messieurs nommé Poinset. C'est tout uniment un négociant de Boston à qui il ne serait pas seulement venu en tête de se présenter dans nos bonnes maisons de Turin. Ici, il mange très-souvent à la cour, et quelqu'un observait l'autre jour que, durant le temps que le comte de Meerfeld a passé ici comme simple par-

Digitized by Google

ticulier, jamais on ne lui a fait cet honneur. Il paraît que l'éducation de Sa Majesté a laissé des traces ineffaçables. Le système prussien est venu se greffer là-dessus, de manière que l'auréole royale a disparu dans le pays qui peut le moins s'en passer. Si l'empereur pouvait entendre ce qu'on dit de lui pendant qu'il exerce ses soldats sur la place; s'il avait à côté de lui un Bossuet qui lui dît, comme à Louis XIV à propos de la comédie : « *Sire! il y a de grands exemples* pour, *et de grandes raisons* contre; — je dis plus, si quelque écrivain honnête s'exprimait ouvertement, mais sagement, sur ces fausses idées, avec une certaine liberté respectueuse qui ne peut appartenir ni à la malice, ni à l'insolence, et si le livre tombait entre les mains de Sa Majesté impériale, je ne doute pas qu'elle ne se résolût à faire l'empereur; peut-être même elle croirait l'être. Son cœur est ce qu'on peut imaginer de plus naturellement droit et honnête. Malheureusement ses sujets aiment bien mieux le critiquer que l'instruire. Des hommes comme nous le porteraient aux nues : ici, on s'amuse à le jeter à terre. Je vous assure qu'il est plus réellement aimé par les sujets du roi qui sont ici que par les siens propres. Pour moi, je ne puis vous dire combien je lui suis attaché, indépendamment de tout motif de reconnaissance personnelle. Vous ne sauriez croire quelles précautions il prend pour n'être pas trompé et pour ne pas épouser les passions des hommes qu'il emploie. Quand je songe qu'il a été élevé par un maître qui ne lui a enseigné que la philosophie du dix-huitième siècle, et par un père qui ne lui a enseigné que le corps de garde; en songeant à ce qu'il est, j'ai envie quelquefois de lui embrasser les genoux et de le proclamer *Père de la patrie* (puisque patrie il y a).

Le crédit de M. de Novosiltzoff augmentant chaque jour et celui du prince Czartorisky n'ayant nullement diminué, je regarde le triumvirat comme rétabli (Paul Strogonoff est le troisième, mais c'est *Lepidus*). Toutes variations trop fréquentes dans le ministère ont de grands inconvénients, et je ne puis guère douter que le renversement de la Prusse et tous les malheurs de 1805 n'aient été la suite de la retraite du prince

Czartorisky. S'il doit reprendre le timon pour le tenir invariablement, à la bonne heure ; mais si M. de Budberg est déplacé pour faire place à tout autre que le prince, ce sera un grand malheur ; car les talents manquent absolument autour du trône.

Nous voici au 21 mars (N. S.). Bonaparte est toujours à Osterrode et Beningsen à Allestein ; les ailes s'étendent de part et d'autre sur le Frish-haff et sur la Narew. Ils sont au pied de la lettre les uns sur les autres. Cependant, point de nouvelles ; les gardes avancent et l'empereur ne remue pas. Que signifie ce repos ? Il est aisé d'imaginer qu'on se craint mutuellement ; mais je ne puis m'empêcher de soupçonner autre chose. Jamais on n'a observé un secret si profond ; je soupçonne même que Novosiltzoff fait le malade uniquement pour ne pas se montrer ; car je sais que sa maladie ne l'empêche point de travailler. Je suis fort intrigué, je vous assure ; d'autant plus que je vois la crainte sur plusieurs visages.

J'ai eu l'honneur de vous dire que le général Beningsen avait cinquante-cinq ans ; c'est une calomnie, il en a soixante-cinq, à ce qu'on m'assure très-positivement. Il est très-vrai que sa troisième ou quatrième jeune femme, qu'il aime éperdument, lui a donné un fils le jour de la bataille de Pressich-Eylau ; on m'ajoute qu'il danse fort bien la valse : c'est fort bien. Si son bonheur continue, nous verrons une curieuse chose. Il arrivera ici pour être l'idole de la cour ; il sera reçu à bras ouverts par... L'impératrice mère même devra faire bonne mine. Déjà, dit-on, pour la préparer aux complaisances convenables, on lui a montré une lettre originale où Beningsen disait à un ami : « *Si on veut* L'*enfermer pour le salut de l'État, je consens à me laisser enfermer avec* LUI *pour le reste de mes jours.* » Il a dit à une personne que je connais particulièrement, et dans le temps où les acteurs se faisaient une espèce de gloire de parler de l'affaire : « *La déposition et la réclusion étaient indispensables ; mais la mort est une cochonnerie.* » C'est fort bien dit ; cependant il fut un des sept *cochons* qui entrèrent dans la triste chambre que j'ai pu examiner tout à mon aise, avant qu'un ordre tardif l'eût fermée aux curieux. Lorsque Nicolas Zuboff

ouvrit les rideaux et dit : « *Il n'y est pas, nous sommes perdus,* » Beningsen, qui est extrêmement grand, l'ayant aperçu par-dessus un paravent, tapi dans l'âtre d'une cheminée, s'écria : « *Le voilà !* » et la scène commença. Il est, de plus, parfaitement constaté que l'effroi et peut-être le remords conduisant un des opérateurs vers la porte, Beningsen la ferma en lui disant : « *Monsieur! quand on fait tant que d'entrer ici, on n'en sort pas avant que tout soit fini.* » Ce qui est parfaitement vrai, et c'est une preuve qu'il ne faut pas entrer.

Je pense, monsieur le chevalier, que, dans le moment présent, ces notions que je puis confier à une occasion parfaitement sûre ne seront pas sans intérêt pour Sa Majesté. Un mouvement intérieur, qui est peut-être une illusion, me dit que le sauveur de l'Europe ne doit point s'appeler Beningsen.

L'entreprise gigantesque des six cent mille hommes de milice a dû nécessairement être modifiée. *On s'est contenté* de deux cent mille hommes, mais dont on a fait des soldats. On a pris aussi cinquante mille hommes parmi les vétérans et cinquante mille parmi les fils de prêtres. C'est une espèce de bétail mitoyen entre l'esclave et l'ingénu. En total, la Russie aura fourni, pour l'année 1807, plus de quatre cent mille soldats ; mais sur tout cela, je dis : *ad populum phaleras*. L'apparence surpasse de beaucoup la réalité ; la puissance des nations est en raison directe de la population et inverse de l'étendue du territoire. Que m'importe, à moi qui suis dans l'Ingrie, le soldat qui est au Kamschatka ? Je vois que la Russie a toutes les peines du monde à réunir deux cent mille hommes sur le même point ; malheur à elle si la France, telle qu'elle est, la touchait. Je ne serais pas ici, monsieur le chevalier, et Buonaparte y serait. Il fait effrontément la guerre au delà de la Vistule. La Russie pourrait-elle la faire au delà du Rhin ? *Nemmeno per ombra.* Quand même les Français seraient obligés de reculer, il n'en serait pas moins démontré qu'ils n'ont point d'égaux en Europe. J'espère qu'ils reculeront ; je suis sûr qu'ils changeront ; mais je doute qu'ils soient humiliés.

Ne sachant pas trop si vous lisez les pièces originales, je

Digitized by Google

ferai remarquer à Sa Majesté quelques points saillants du traité de paix entre *l'empereur des Français et le roi de Saxe*, du 11 décembre dernier.

Préambule : « S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, *protecteur de la confédération du Rhin*, etc. » C'est la première fois que j'ai lu ce titre.

Art. III. *Son Altesse Sérénissime Excellentissime prendra le titre de roi et siégera dans le collége et au rang des rois, suivant l'ordre de son introduction.*

Art. V. *L'exercice du culte catholique sera, dans la totalité du royaume de Saxe, pleinement assimilé à l'exercice du culte luthérien; et les sujets des deux religions jouiront sans restriction des mêmes droits civils et politiques, S. M. l'empereur et roi faisant une condition particulière de cet objet.*

En 1795, dans toute l'effervescence de la révolution française, j'ai écrit ceci dans un ouvrage anonyme qui s'est assez promené en Europe :

« Si l'on veut savoir ce que produira la révolution française, il n'y a qu'à voir dans quel but elle a été commencée. Il arrivera précisément le contraire. On l'a dirigée contre le catholicisme et contre la monarchie : *elle aboutira à l'exaltation de l'un et de l'autre.* »

L'ouvrage est déjà bien plus avancé qu'on ne croit. Quant aux républiques, il n'y en a plus en Europe ; mais l'autre partie de la prédiction n'est pas moins curieuse. Je prie Sa Majesté d'avoir bien l'œil sur les événements et d'être assurée que le protestantisme est blessé à mort.

Je ne puis sans doute vous apprendre la cession formelle de l'Espagne faite par le souverain pontife à l'hidalgo Godoï. Vous aurez remarqué aussi la jolie équipée de sir Popham et du général Baird, qui, étant au cap de Bonne-Espérance, ont pris sur eux d'arrêter une frégate du roi portant de l'argent dans les Indes et de s'en servir pour aller attaquer la colonie de Buénos-Ayres sans ordre de Sa Majesté Britannique. S'ils ne sont pas fusillés, il n'y a plus d'Angleterre. Il y a d'ailleurs plusieurs

Digitized by Google

symptômes sinistres dans l'état intérieur de ce pays. Enfin, monsieur le chevalier, le monde politique *craque*.

M. le comte de Meerfeld a offert la médiation de sa cour pour la paix ; hier on lui a répondu très-honnêtement qu'on ne voyait point encore les bases d'une telle médiation ; il y a toujours beaucoup à craindre de ce côté.

Je viens de recevoir votre paquet numéro 12, avec toutes les pièces que vous y avez jointes ; mais je suis obligé de fermer le mien, sauf à y joindre une autre dépêche, si le courrier m'en laisse le temps.

Ci-jointe une feuille volante griffonnée à la hâte, où vous voyez l'état des choses et la situation respective des troupes le 1er (12) du courant. Les gardes sont postés le long du Niémen, de Kowno à Godno.

J'ai l'honneur d'être, avec une respectueuse considération,

Monsieur le chevalier,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

Comte DE MAISTRE.

Ci-jointes encore deux lettres de S. M. le roi de France pour Leurs Majestés.

---

24 mars (5 avril) 1807.

L'empereur aura vu Sa Majesté Très-Chrétienne, et l'aura vue sans M. de Budberg. On ne sait encore rien de cette grande entrevue. Il y a une anicroche, c'est que M. de Budberg a pris M. d'Avaray en grippe et ne veut pas traiter avec lui ; et Sa Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire à moi-même : *C'était lui, c'était moi*, phrase célèbre que Montaigne employait jadis pour exprimer le sentiment qui l'identifiait avec Étienne de la Boétie, son ami. *Stiamo bene*. Nous verrons.

Digitized by Google

7 avril 1807.

L'entrevue a eu lieu à Mittau, le 18 (30 du mois dernier), et a duré de sept à dix heures du soir. C'est tout ce que le roi de France désirait, et, comme il a beaucoup d'esprit, qu'il parle supérieurement, et qu'il possède à un degré éminent l'art de manier les esprits, nul doute que cette entrevue ne produise les meilleurs effets.

Il a paru une histoire fort bien faite d'une guerre de la Vendée, dont le comte de Blacas possédait ici un exemplaire tout apostillé de sa main. Il l'a prêté au prince Czartoryski. Le livre, et peut-être encore plus les notes, ont fait une impression infinie sur l'esprit du (je ne sais pas s'il faut dire ministre ou ex-ministre); il en est venu au point de donner un mémoire au maître sur ce point important, et lui et son parti ne pensent plus qu'à une descente dans la Vendée. Ce n'est pas tout. Vous connaissez l'empire de l'abbé Piatoli sur l'esprit du prince; or, le duc Serra-Capriola et le comte de Blacas ont totalement converti l'abbé sur le chapitre du roi de France et de sa déclaration; ils ont même entrepris de le fixer à Mittau, chez la princesse de Courlande, avec laquelle il est fort lié, pendant que le prince sera à son poste, auprès de l'empereur. Il se trouvera ainsi sous la main du roi, qui en tirera bon parti. De plus, on est fort mécontent en France. Les royalistes n'attendent qu'une occasion pour se soulever. Un chef vendéen est caché en Allemagne pour attendre les événements.

Avril 1807.

Combien de fois, depuis l'origine de cette épouvantable révolution et des guerres fatales qu'elle a amenées, avons-nous eu toutes les raisons du monde de dire : *Acta est fabula*, et cependant la scène continue toujours. Après la bataille de Marengo (sans remonter plus haut), il semblait que la toile allait tomber; mais point du tout. Après celle d'Austerlitz au moins, on pouvait bien, ce me semble, se retirer : restez, restez, mes-

sieurs, encore un acte. — Mais après celle d'Iéna il n'y a certainement rien.—Au contraire, c'est le plus beau. Tout ce que vous avez vu depuis 1790 n'est qu'un prologue.

Juin 1807.

Pendant les conférences de Tilsitt, qui ont duré quinze jours, l'empereur Alexandre a souvent mangé chez B. et il y venait sans garde. Ce dernier, au contraire, n'a jamais rompu le pain avec Alexandre, et il est toujours venu accompagné d'une garde nombreuse. Chaque jour il a passé sa soirée chez l'empereur, et jamais il ne s'est présenté en uniforme : un frac tout simple et un chapeau noir à trois cornes. Il y a des scènes violentes et personnelles entre Napoléon et le roi de Prusse ; une fois entre autres, ils ont si fort élevé la voix, que l'empereur de Russie a été obligé d'entrer et de se mettre *entre deux*, au pied de la lettre.

B. dit un jour brusquement au roi de Prusse : Étudiez-vous toujours la tactique ? — Le roi, en portant le doigt à son chapeau comme un grenadier qui salue, répondit : Oui, sire.

28 novembre (10 décembre) 1807.

Le chevalier Davico, Piémontais émigré chargé de l'enrôlement des Piémontais, parla aux Piémontais aux avant-postes, et leur remit un écrit, ensuite duquel toute l'avant-garde de trois cents hommes déserta. Mais les Français eurent copie de ces écrits, et B. a déclaré que si l'émigré Davico était pris, il serait fusillé sur la place. Je ne doute pas que la rage de B. contre Sa Majesté n'ait doublé. Si je suis admis à Paris, il me sera très-aisé d'effacer ce grief de l'enrôlement, puisque cette idée était absolument étrangère à Sa Majesté et à son ministre ; et d'ailleurs elle était dans toutes les règles d'une guerre légitime. Mais j'aurais autre chose à dire. Le mal est qu'on ne voudra pas m'entendre

Vous avez appris sans doute comment l'empereur de France traite l'ambassadeur russe (le comte Tolstoï, de ma connais-

sance particulière). — Murat, combien vous coûte votre hôtel rue Cérutti ? — 400,000 fr. — Mais je ne parle pas des quatre murs; j'entends l'hôtel et tout ce qu'il contient, meubles, vaisselles, etc. — Dans ce cas, c'est un million qu'il me coûte. — Demain, on vous payera cette somme. C'est l'hôtel de l'ambassadeur russe. — Ici, nous attendions Laforêt, lorsqu'on nous a appris que Caulincourt était en route. Il a 500,000 fr. d'appointements, et, dit-il, il faudra bien que l'empereur lui achète un hôtel. Nous allons voir un beau fracas.

Je ne sais ce que Meerfeld a fait à B., mais il vient d'être insulté d'une manière épouvantable dans une feuille publique de France (*le Publiciste*); il y est accusé, en toutes lettres, d'avoir rendu Braunau comme un lâche, d'avoir perdu les affaires par cette faiblesse et par la deuxième faute qu'il fit en allant faire battre et prendre, je ne sais où, dix mille hommes qu'il avait, au lieu de les mener à Austerlitz. Le rédacteur finit par dire que *si l'empereur avait fait une bonne justice, il l'aurait fait pendre sur le grand chemin de Vienne*. Ici, le comte de Meerfeld s'est brouillé avec Savary parce qu'à un dîner diplomatique la comtesse prit le bras du ministre d'Espagne au lieu de prendre celui du général. Au fond, elle était en règle suivant l'étiquette, mais la France veut toujours la première place. Arrivé dans le salon à manger, il demeurait debout. — *Ne voulez vous pas vous placer, monsieur le général?* dit la comtesse avec un air poliment embarrassé. Savary répondit du ton que vous imaginez : — *Et où, madame?* Dès lors, il n'y est plus retourné, et je ne doute pas que ce soit lui qui lui ait servi ce plat cruel à Paris. L'Europe est devenu un vilain séjour.

Savary n'est pas ami du tout de Caulincourt; il croyait être nommé ambassadeur. — Tous ces messieurs ne s'aiment pas; mais jamais on n'a su tirer parti de rien.

Dans sa lettre précédente, datée de mars 1807, M. de Maistre parle de son empressement à saisir les occasions de

faire parvenir à l'empereur de Russie des réflexions sur les affaires du moment.

Le prince Czartorisky était encore alors, comme on vient de le voir, un des personnages les plus influents de l'empire. Certaines conversations avec le comte de Maistre firent une certaine impression sur le prince, qui lui demanda un mémoire où seraient résumées quelques idées capitales.

M. de Maistre écrivit le mémoire.

Il s'attachait d'abord à combattre le préjugé *qu'il ne fallait pas reconnaître le roi de France avant d'avoir obtenu de grands succès, de peur de se compromettre.* — « Maxime digne d'un prince de Monaco, » disait-il.

Un gentilhomme français porte toujours le nom de sa terre achetée peut-être et possédée par son laquais, et personne ne lui dispute ce nom. Comment donc expliquer cette crainte universelle et puérile qui dispute le nom de *roi de France* à celui qui n'en a point d'autre? Des hommes qui n'ont aucune idée de politique ont dit aux souverains qu'ils se compromettraient par la moindre reconnaissance des droits légitimes. Le fait est cependant qu'ils se compromettraient comme Louis XIV se compromit par son admirable conduite à l'égard de Jacques II. Les souverains vivants peuvent contempler dans l'histoire Louis XIV reconnaissant jusqu'à la fin le roi d'Angleterre en dépit de l'Angleterre, — et Louis XV faisant arrêter le Prétendant à Paris : ils peuvent choisir entre les deux réputations.

Ne semble-t-il pas que M. de Maistre réclamait pour le prétendant le titre de roi de France, par les raisons qui faisaient admettre une noblesse sans terre?

Sans doute, s'il demandait qu'on reconnût Louis XVIII, c'est qu'il n'était pas bien certain qu'Alexandre eût l'in-

tention formelle de le rétablir; tandis que le titre royal une fois accordé, la restauration des Bourbons, en cas de succès des Russes, devenait inévitable.

Mais enfin, dans la pensée originale de l'écrivain des *Considérations*, il paraît clair que le titre de roi de France pouvait à la rigueur constituer une dénomination aussi ineffaçable qu'un nom de famille et aussi indépendante de tout droit réel. N'est-ce pas un signe que Joseph de Maistre sentait vaguement que la légitimité était arrivée à ce point de dissolution où le nom se sépare de la chose, et que le droit divin expirait ? Car enfin, si un homme venait à porter paisiblement en Europe le titre de roi d'un pays où un autre souverain régnerait, il est évident que la vieille royauté n'existerait plus; de la même manière que la féodalité, et, par conséquent, la noblesse ont commencé de mourir du jour où les distinctions patronymiques n'ont plus été basées sur un patronage réel.

Il est vrai qu'il n'est pas nécessaire, pour constater la transformation du *droit divin*, d'attendre qu'il y ait de par le monde des rois et des empereurs pareils aux comtes et aux barons d'aujourd'hui. Il est visible que de même que les nobles titrés ne sont plus l'aristocratie véritable des nations civilisées, les souverainetés constituées n'ont pas non plus en général la direction réelle des peuples. Les supériorités de notre temps ne sont plus déterminées par l'héritage. Nous marchons sensiblement au classement selon la capacité et à la rétribution selon les œuvres.

Sans pouvoir discerner les caractères de l'ordre futur, Joseph de Maistre, dans ses contemplations de l'avenir, sentait s'adoucir l'inflexibilité de son dogmatisme politique. Envahi par l'aspiration sentimentale dont Fourier a été plus tard un représentant exagéré, il voyait l'équité, le synonyme de l'égalité, se poser dans les tables de sa loi en face

du vieux droit inexorable; et nous allons le voir, deux pages plus loin, présentant un avénement qui devait être celui de l'ère industrielle, introduire dans les données du problème le principe de la plus grande somme possible de bien-être universel.

Notons ici une autre de ces conjectures que l'illustre philosophe appelait « ses rêves de palingénésie générale. »

Par l'affaiblissement providentiel du type du césar brutal, il arrive, entre autres manifestations de la vie universelle si longtemps comprimée, que les grandes familles humaines, tronquées et séparées par des divisions tracées avec l'épée, tendent à se configurer selon leurs légitimes besoins et à établir à l'aise leurs nationalités dans leurs domaines naturels. Ce phénomène, dont l'observation va nous conduire à une idée singulière de Joseph de Maistre, est parfaitement analogue à ce qui se passait au moyen âge, alors que les communes se dessinaient de plus en plus selon leurs divisions normales, en rompant le réseau de fer de la féodalité, qui comprimait ou disloquait ces petites individualités territoriales. Le mouvement s'est agrandi; mais l'on peut dire que c'est la même opération qui continue en élargissant son cercle d'action.

Ici, la prophétie de Napoléon vient naturellement à l'esprit : « L'Europe sera républicaine ou cosaque. » Si les nations qui souffrent sous le joug étranger ne s'affranchissent pas elles-mêmes, c'est la Russie qui paraît destinée à les affranchir. Cette question des nationalités est la plus agitée dans l'Europe actuelle, et Napoléon voyait bien que les traités de 1815 étaient une inique violence que les sacrifiés briseraient à un certain moment ou qu'on briserait pour eux.

L'action russe aura le danger de froisser les personnalités nationales, comme on le sait en Pologne; la liberté ne les

exagérerait pas et vaudrait mieux si elle devenait praticable; mais la question est tout entière placée dans cette alternative, la France paraissant être un flambeau plutôt qu'un instrument de l'œuvre de civilisation.

Eh bien, Joseph de Maistre avait une intime croyance à une mission providentielle de la Russie; il pensait qu'elle pourrait réaliser ce que la France enseigne et prophétise.

Et déjà, dans les envahissements de la Russie, dans la pénétration lente de sa politique au travers de notre vieux tuf occidental, fruste et miné, ne discerne-t-on pas quelque chose de semblable à la pression de Philippe le Bel sur les barons? S'il est historiquement probable qu'à un intervalle séculaire l'affranchissement des nations suivra celui des communes, le premier pas fait par la voie de l'autorité vers ce grand fait n'est-il pas venu de la Russie, qui poursuit partout, pour les réunir à elle, les rejetons épars du vieux tronc slave? C'est de l'ambition, il est vrai; mais Philippe le Bel et Louis XI, eux aussi, ont été poussés par l'ambition à l'accomplissement de leur grande fonction émancipatrice.

Le comte de Maistre contemplait avec étonnement, mais sans frayeur, cette expansion prodigieuse de la jeune Russie; cette autocratie dont on faisait un monstre lui paraissait, et était en réalité, l'un des plus généreux gouvernements alors possibles; il observait avec curiosité la grande liberté dont jouissaient les peuples sous cet absolutisme extrême; il admirait enfin dans la souveraineté russe cette puissance qui la portait sans cesse en avant de ses sujets dans la voie du progrès, puissance qui est la véritable manifestation d'une souveraineté réelle, et dont le Piémont offre en ce moment un bel exemple. M. de Maistre, l'homme de l'autorité, sentait tout cela, quoique d'une façon différente de la nôtre, et voulait jeter le Piémont aux bras de la Russie, pour qu'elle l'échauffât; mais les

temps n'étaient pas venus, et notre pays, prédestiné à une grande œuvre de liberté, devait tirer de lui-même sa propre vie. En somme, Joseph de Maistre savait combien l'Europe avait besoin d'être régénérée, et il avait conscience que la Russie prendrait une part importante à cette régénération. Juste ou erronée, cette idée de Joseph de Maistre est à constater.

Revenons au mémoire.

En politique spéciale, l'envoyé de Sardaigne voyait dans l'Angleterre une pierre d'achoppement, dans les circonstances qui se présentaient au commencement de 1807, d'autant plus que cette puissance semblait se conduire tout exprès pour impatienter ses alliés. Le mémoire ajoutait donc que si l'énorme agrandissement de la puissance anglaise pouvait effrayer, il fallait bien se garder d'oublier deux considérations :

En premier lieu, que le véritable auteur de cette puissance était Bonaparte, qui forçait l'univers à se rallier autour de l'Angleterre;

Ensuite, qu'au moment où le roi de France serait sur le trône, une alliance bien combinée entre lui et la Russie suffirait toujours pour tenir l'Angleterre à sa place.

Il disait, en outre, sur les puissances maritimes en général :

Toutes les puissances maritimes ont fini sur terre; et c'est par terre seulement que les flottes anglaises peuvent être battues. Les galères de Venise ne lui servirent de rien à Aiguadel, pas plus que celles de Carthage à Zama.

Il faut être bien aveugle et bien injuste pour envier à la Grande-Bretagne le pouvoir et l'influence bien légitimement dus à son génie, à son admirable constitution [1] et à son esprit

[1] Qu'on remarque le mot *admirable*.

publie; mais il n'est pas inutile de faire sentir, surtout à des Français, que s'il y avait de l'excès à cet égard, etc., etc.

Je cite exactement quelques extraits de ce mémoire, pris en note par M. de Maistre lui-même; il est regrettable qu'il n'ait pas terminé cette phrase. Voici, du moins, ce qui suit ce passage :

Ce qui arrivera ensuite importe assez peu au monde. L'univers entier doit être renversé dans ce bouleversement général; je vote pour les meilleurs gouvernements, c'est-à-dire *pour ceux qui doivent donner le plus grand bonheur possible au plus grand nombre d'hommes possible.* Que ce soit, au reste, celui-ci ou celui-là, encore une fois, qu'importe?

Voilà la plus magnifique profession de foi que puisse formuler un penseur. N'est-il pas beau de voir le philosophe se détacher ainsi de l'homme de cour?

Ceux qui ont lu le dixième entretien des *Soirées de Saint-Pétersbourg*, à propos duquel Gioberti s'élevait si dédaigneusement contre le *dogme de la noblesse* [1], pourront croire qu'au lieu du *plus grand nombre d'hommes*, le comte a parlé du *plus grand nombre de gentilshommes*. J'affirme, cependant, qu'il n'en est rien, et que ma copie est fidèle.

Poursuivant le cours de l'idée qui l'emportait vers les horizons brumeux de l'avenir, M. de Maistre restait, comme dirait Dante, pareil à l'homme qui se tait, regarde et s'émeut d'étonnement. Et n'osant ou ne pouvant écrire, la plume étant lourde à certains sujets, il laissait échapper quelques mots comme ceux-ci, que signerait une plume saint-simonienne :

[1] Nota XXXI al tomo primo del Primato morale e civile degli Italiani, pagina 463, edizione di Capolago.

L'Égypte est un grand théâtre sur lequel il faut avoir les yeux. Deux grandes puissances en ont tâté, et l'une ou l'autre l'aura. C'est là que se décidera une grande question. On ne fait pas assez attention *qu'il n'y a plus d'Amérique*. Bientôt *il n'y aura plus d'Asie*. Ce qui se prépare est immense, et tout ce que nous avons vu n'est qu'une préparation.

Dès longtemps il avait dit : ***Il n'y a plus d'Europe.*** Et il le redit à la Restauration : ***Je meurs avec l'Europe.*** Il est vrai qu'il fut choqué alors du système boiteux des chambres françaises de la Restauration ; cependant l'on ne fera pas à l'homme d'État piémontais l'injure de croire que la charte de Louis XVIII suffisait à lui arracher cette funèbre exclamation.

Il voyait loin. Le vieux monde était décomposé en effet ; mais comme un œuf qui se résout en oiseau. Et voyez! l'industrie vient de donner le premier coup au calcaire résistant de l'enveloppe. Que verrons-nous éclore, nous ou ceux qui viendront après nous?

Digitized by Google

CHAPITRE XIII.

Tentative d'un voyage à Paris, pour une entrevue avec Napoléon. — Le général Savary. — Mémoire. — Caulincourt.

Après le traité de Tilsitt, où la Russie s'était vue contrainte de ne songer qu'à ses propres affaires, toute espérance était de nouveau perdue pour Victor-Emmanuel. M. de Maistre sentit renaître en lui un désir longtemps repoussé par les événements, celui d'une entrevue avec le vainqueur extraordinaire qui se trouvait alors au faîte de la puissance. Le général Savary, l'un des acteurs du drame de Vincennes, venait d'arriver à Pétersbourg en qualité d'envoyé extraordinaire : le choix ne choqua pas Alexandre, qui avait l'imagination trop mobile pour se souvenir encore du motif qui avait déterminé la guerre; ce fut seulement une leçon, ou plutôt un défi jeté au vieux parti russe. M. de Maistre résolut de s'adresser à Savary pour l'exécution de son projet. Alexandre avait consenti à donner, au nom du roi, l'autorisation nécessaire au ministre pour quitter sa résidence, car on n'avait pas le loisir de la demander et de la faire discuter à Cagliari ; mais, pour l'objet

politique, l'empereur avait déclaré *qu'il n'y entrait pour rien*. Le ministre prenait donc toute la responsabilité de cette tentative hasardeuse. Mais, convaincu qu'il n'y avait de ressources pour la cause sarde que dans la France, bien ou mal constituée, et tout étant perdu de tout autre côté, il se confia en son pouvoir de séduction, et voulut être un agent de rapprochement entre le roi et Napoléon; il n'ignorait pas quelle tempête s'élèverait à Cagliari si la tentative manquait, mais il était persuadé qne le voyage une fois fait et l'audience obtenue, il parviendrait à gagner une victoire sur le vainqueur de Friedland. Il ne voulait lui parler ni en noble dépouillé, ni même en ministre d'un roi dépossédé par la conquête; ce devait être une attaque désespérée, hardie, de l'homme de théorie sur l'homme d'action, de la pensée grave des vaincus sur les illusions exaltées du vainqueur, de l'homme de l'Europe sur l'homme de la France, de l'histoire sur le *Moniteur*. Mais que voulait-il lui dire? Jamais il ne l'a confié à personne. On sait néanmoins qu'en face du géant, le philosophe a dû enfanter dans son esprit quelque étonnante utopie, féconde en partie comme tout ce qu'on a nommé utopie de notre temps.

On va lire les seules lignes que Joseph de Maistre a laissées sur cette circonstance de sa vie. Elles prouveront au moins une chose, c'est qu'il n'était pas un de ces idéologues vides de pensée que l'empereur comprenait sous le nom général d'*avocats*.

Savary avait été mal accueilli par quelques vieux Russes, mais Alexandre les avait sévèrement désapprouvés, et ils commençaient à changer de contenance. Le nouvel envoyé français n'eut pas grand'peine à entrer dans les maisons les plus sauvages de l'aristocratie russe, et M. de Maistre l'y rencontra souvent. Sans entrer en conversation, ils se saluaient dans le monde : « Je n'ai jamais compris à quoi

sert la grossièreté, » écrivait M. de Maistre pour faire consentir à ces salutations la cour farouche de Cagliari.

C'est alors surtout qu'il regretta que le roi ne lui eût pas accordé sa naturalisation en Sardaigne au moyen d'un titre féodal ; car, d'après le système français, très-logique une fois le principe admis, s'il n'était pas un insulaire sarde, il était Français, et l'on pouvait en France se servir de ce défaut de naturalisation pour lui refuser toute qualité et le placer dans une situation ridicule qui l'empêcherait de partir. C'était là du moins une de ses craintes, fondée sur une connaissance imparfaite du caractère de Napoléon.

Il était décidé à ne quitter Pétersbourg qu'avec la certitude d'être reçu par Napoléon. Si l'entrevue se passait selon ses désirs, il devait aller sur-le-champ de Paris en Sardaigne pour rendre compte de tout; s'il ne gagnait rien sur Napoléon, il projetait de passer seulement à Turin pour embrasser sa femme et ses deux filles. « Qu'on ne m'appelle pas en Sardaigne, si je n'obtiens rien. Je crains des explications avec le roi, dont le cœur est incurable. L'aigreur s'en mêlerait. »

Dans les deux cas, il était résolu à aller vivre comme un croquant pendant quelques mois dans un village russe, pour réparer la brèche faite à ses minimes ressources par les dépenses du voyage, et ne demander au roi aucune augmentation de traitement.

M. de Laval, Français d'origine, naturalisé Russe, chambellan de l'empereur de Russie, était connu à M. de Maistre comme étant spirituel et adroit. Il consentit à se prêter à une entrevue du ministre de Sardaigne avec celui de France.

On peut lire, dans les *Lettres et Opuscules* (I, p. 133), des explications sur cette démarche, qui tendait non pas à ouvrir sans les ordres du roi une négociation diplomati-

que, mais à demander une conversation, comme simple particulier, avec Napoléon, sans que le roi pût être engagé ni compromis en rien. On voit par cette lettre comment toutes les précautions imaginables étaient prises pour éviter un résultat fâcheux : un mémoire écrit avec dignité et coquetterie, suivant l'expression de M. de Maistre, pour ne pas choquer Napoléon ; l'ambassadeur anglais consulté afin que l'Angleterre n'abusât pas de ce que nous avions agi sans elle ; une lettre à M. de Front l'autorisant à déclarer, si M. de Maistre partait, que le roi n'en savait rien ; cette déclaration renouvelée sur l'honneur, dans le mémoire ; la condition expressément stipulée que la qualité de ministre plénipotentiaire fût exprimée dans le passe-port, pour sauvegarder la dignité du roi ; une discussion approfondie de l'affaire, sans communications imprudentes, avec l'adroit M. de Laval, le ministre des affaires étrangères, le ministre-adjoint, le prince Czartoryski ; de plus, l'approbation de l'empereur. Enfin, une lettre précédente du cabinet sarde, avant que le comte eût parlé de son projet, paraissait l'expression d'une tendance du roi à se rapprocher de l'usurpateur.

Le but était séduisant.

Quand je n'aurais fait qu'amortir la haine et l'infatigable persécution qui nous font tant de mal, j'aurais beaucoup fait. Le nom de Sa Majesté rétabli dans toutes les listes royales, ses ministres admis à Paris et reconnus partout, son pavillon respecté, le commerce de ses sujets libre, etc., c'était beaucoup ; mais vous entendez assez que si j'avais trouvé les chemins ouverts, j'aurais entrepris d'autres choses [1].

20 octobre (1er novembre) 1807.

Mardi 1er (13) de ce mois, je vis le général Savary chez M. de Laval. Après les premières révérences, je lui dis que j'étais

[1] *Lettres et Opuscules*, I, p. 139.

extrêmement mortifié de ne pouvoir me rendre chez lui, mais que la chose n'était pas possible, vu l'état de guerre qui subsistait en quelque manière entre nos deux souverains.

— En effet, lui dis-je, le vôtre chasse les représentants ou les agents du roi, et il refuse expressément de le reconnaître pour souverain.

Il me répondit poliment : — C'est vrai.

Il engagea d'abord la conversation sur les émigrés, sur la justice et l'indispensable nécessité des confiscations, etc. Car il croyait que je voulais parler pour moi, et, la veille, il avait dit à M. de Laval qu'il ne voyait pas quelles espérances je pouvais avoir pour mon maître, mais qu'il y en avait de très-grandes pour moi.

— Il me semble, lui dis-je, général, que nous perdons du temps, car il ne s'agit nullement de moi dans cette affaire. Supposez même que je n'existe pas. Je n'ai rien à demander au souverain qui a détruit le mien.

Il parut un peu surpris. Alors il tomba sur le Piémont. — Pourriez-vous concevoir, monsieur, l'idée d'une restitution? — etc. Ce fut alors une tirade terrible. Je le laissai dire, car il ne faut jamais arrêter un Français qui fait sa *pointe*. Quand il fut las, je lui dis : — Général, nous sommes toujours hors de la question, car jamais je ne vous ai dit que je voulusse demander la restitution du Piémont.

— Mais que voulez-vous donc, monsieur?

— Parler à votre empereur.

— Mais je ne vois pas pourquoi vous ne me diriez pas à moi-même...

— Ah! je vous demande pardon, il y a des choses qui sont personnelles.

— Mais, monsieur le comte, quand vous serez à Paris, il faudra bien que vous voyiez M. de Champagny.

— Je ne le verrai point, monsieur le général, du moins pour lui dire ce que je veux dire.

— Cela n'est pas possible, monsieur; l'empereur ne vous recevra pas.

— Il est bien le maître, mais je ne partirai pas, car je ne partirai qu'avec la certitude de lui parler.

Il en revint toujours à sa première question : — Mais qu'est-ce que vous voulez? Enfin, monsieur, la carte géographique est pour tout le monde ; vous n'y pouvez voir autre chose que ce que j'y vois ; voudriez-vous Gênes? la Toscane? Piombino? — Il parcourait toute la carte.

— Je vous ai dit, monsieur le général, qu'il ne s'agit que de parler tête à tête à votre empereur ; oui ou non.

Je vous exprimerais difficilement l'étonnement du général, et vraiment il y avait de quoi être étonné. Cette conversation mémorable a duré, avec une véhémence incroyable, depuis sept heures du soir jusqu'à deux heures du matin. Un seul ami présent mourait de peur que l'un des deux interlocuteurs ne jetât l'autre hors des gonds. Mais je m'étais promis à moi-même de ne pas gâter l'affaire, et, pourvu que l'un des deux ait fait ce vœu, c'est assez.

Le général Savary me dit en propres termes :

« *On ne l'inquiètera point dans sa Sardaigne ; qu'il s'appelle même* ROI *s'il le juge à propos ; ce sera à son fils de savoir ensuite ce qu'il est.* »

Voilà une des gentillesses que j'ai entendues. Je ne vous détaille point cette conversation, il faudrait un volume, et le livre en serait trop triste. Ce que je puis vous dire, c'est que je me suis avancé dans la confiance du général, car en sortant il dit au chambellan qui l'accompagnait : — Je suis vif, si par hasard j'ai dit quelque chose qui ait pu affliger le comte de Maistre, dites-lui que j'en suis fâché.

Le résultat a été qu'il se chargerait d'un mémoire que je lui remis peu de jours après. Dans ce mémoire, je demande de m'en aller à Paris avec la certitude d'être admis à parler à l'empereur sans intermédiaire ; je proteste expressément que jamais je ne dirai à aucun homme vivant (sans exception quelconque) rien de ce que j'entends dire à l'empereur des Français, pas plus que ce qu'il pourrait avoir la bonté de me répondre sur certains points ; que cependant je ne faisais aucune

difficulté de faire à M. le général Savary, à qui le mémoire était adressé, les trois déclarations suivantes :

1° Je parlerai sans doute de la maison de Savoie, car je vais pour cela ; 2° je ne prononcerai pas le mot de *restitution* ; 3° je ne ferai aucune demande qui ne serait pas provoquée.

Si je suis repoussé, je suis ce que je suis, c'est-à-dire rien, car nous sommes dans ce moment totalement à bas. Si je suis appelé, j'ai peine à croire que le voyage ne produise pas quelque chose de bon, plus ou moins.

Au commencement de novembre, Savary envoya à Napoléon le mémoire du comte de Maistre, en appuyant la demande, ce qui est remarquable. Alexandre avait mis une grande bienveillance à recommander lui-même l'affaire au général.

Mon mémoire est parti. Le vent de l'opinion l'a emporté, accompagné, favorisé plus qu'il ne m'est permis de vous le dire. Si j'ai vécu jusqu'à présent d'une manière irréprochable, j'en ai recueilli le prix dans cette occasion. Malheureusement tout s'est borné à la personne, à l'exclusion de l'objet politique.

Pendant la conversation mémorable dont je vous ai parlé, le général Savary dit avec un air de satisfaction : « Je ne crois pas que vous soyez inconnu à l'empereur. » Puis il ajouta : « Nous avons d'ailleurs plusieurs Piémontais qui vous connaissent : Salmatoris, Luzerne, Barol, etc. » Ce qui me déplut infiniment ; car suivant la nature des choses, je ne dois pas avoir de plus grands ennemis. Ne pouvant parer le coup, j'ai tâché de l'esquiver en partie en dirigeant, autant que je l'ai pu, les yeux français sur M. de Barol. Je ne le crois pas capable de me nuire, et j'espère qu'il accordera à nos anciens rapports de répondre favorablement.

MÉMOIRE

A SON EXCELLENCE M. LE GÉNÉRAL SAVARY.

Après la conversation qui a eu lieu entre M. le général Savary et moi, le mardi 1er (13) de ce mois, il suffit de rappeler ici, sans aucun préambule, que depuis l'instant où S. M. le roi de Sardaigne voulut bien me confier l'honorable commission de le représenter à la cour de Russie, je n'ai cessé de désirer ardemment la permission de me rendre auprès de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, pour avoir l'honneur de lui soumettre quelques observations tout à fait analogues à ma position et qui ne sauraient, d'ailleurs, à moins que je ne me trompe infiniment, déplaire à un aussi grand caractère que le sien.

La guerre suspendait malheureusement tout projet à cet égard : aujourd'hui, la paix permet d'y revenir.

Je ne suis pas sans espoir que S. M. l'empereur Napoléon n'accueille avec bonté la fidélité tranquille qui a toujours marché sans bruit sur la même ligne, et qui voudrait enfin couronner ses efforts légitimes par une tentative qui laisserait au moins un souvenir consolateur dans la conscience d'un serviteur fidèle.

Cinq cents lieues me séparent de l'empereur des Français : je parcourrai cet espace sans la moindre vue personnelle et sans autre espoir que celui de porter à sa connaissance quelques idées que je crois essentielles pour un objet fort supérieur au bien-être imperceptible d'un seul individu. Ma détermination est un hommage dont Sa Majesté Impériale n'a nul besoin ; ce n'en est pas moins le plus grand qu'un particulier puisse lui offrir.

C'est un bonheur pour moi de pouvoir ajouter que le grand empereur de Russie, auprès duquel j'ai l'honneur de résider depuis six ans, verra avec plaisir que celui des Français me permette d'arriver auprès de lui. M. le général Savary en a été

assuré expressément par Son Excellence le ministre des affaires étrangères; en sorte que je ne suis pas sans titres auprès du souverain que je désirerais avoir l'honneur d'aborder.

Il n'ignore pas qu'en 1801 une tentative faite dans les mêmes vues ne fut pas heureuse; mais le temps et les circonstances ne sont plus les mêmes. Il y a des raisons qui permettent, qui ordonnent même de croire que l'empereur peut très-bien accorder ce que le premier consul avait refusé. L'expérience seule pourra me détromper de l'instinct qui me conduit dans cette grande occasion.

Je n'ai point d'ailleurs la prétention de déployer à Paris un caractère public. Le roi mon maître ignore même (je l'assure sur mon honneur) la résolution que j'ai prise. Je n'ai, pour quitter mon poste pendant quelque temps, d'autre autorisation que celle que je tire de l'approbation de S. M. l'empereur de Russie, en qui S. M. le roi de Sardaigne a placé toute sa confiance : la grâce que je demande est donc absolument sans conséquence. Arrivé en France, je n'ai plus de titre; le droit public cesse de me protéger, et je ne suis plus qu'un simple particulier comme un autre sous la main du gouvernement. Il semble donc que dans cette circonstance la politique ne gêne aucunement la bienfaisance. Sa Majesté impériale appréciera d'ailleurs mieux que personne le mouvement qui m'entraîne.

Au reste, quoique je connaisse les formes et que je sois très-résolu à m'y soumettre, quoique j'aie la plus grande idée des ministres français et que la confiance qu'ils ont méritée les recommande suffisamment à celle de tout le monde, néanmoins je dois répéter ici à M. le général Savary ce que j'ai eu l'honneur de lui dire de vive voix; c'est que mon ambition principale, en me rendant à Paris, serait, après avoir rempli toutes les formes d'usage, d'avoir l'honneur d'entretenir en particulier S. M. l'empereur des Français. Pour obtenir cette faveur, rien ne me coûterait; mais si je ne puis y compter, le courage m'abandonne. Si l'on peut voir au premier coup d'œil quelque chose de trop hardi dans cette ambition, la réflexion prouvera

Digitized by Google

bientôt que le sentiment qui m'anime ne peut s'appeler audace ni légèreté, et que l'homme qui prend une telle détermination y a suffisamment pensé. Je sens d'ailleurs et je proteste que c'est une grâce et que je n'y ai pas le moindre droit. Mais pour la rendre moins difficile, ou pour rendre au moins la demande moins défavorable, je ne fais aucune difficulté de faire à M. le général Savary les trois déclarations suivantes :

1° Si l'empereur des Français avait l'extrême bonté de m'entendre, j'aurais sans doute l'honneur de lui parler de la maison de Savoie.

2° Je ne prononcerais pas le mot de *restitution*.

3° Je ne ferais aucune demande qui ne serait pas provoquée.

J'ose croire que ces trois déclarations excluent jusqu'à l'apparence de l'inconsidération, et quand même mon désir serait repoussé, j'ose croire encore que S. M. l'empereur des Français n'y verrait rien qui choque les convenances, rien qui ne s'accorde parfaitement avec la juste idée qu'il doit avoir de lui-même.

Saint-Pétersbourg, 8 (20) octobre 1808.

M. de Laval, le comte de Soltykoff, ministre des affaires étrangères, et Xavier furent consultés sur la rédaction du mémoire. Le premier pensait que Napoléon n'y était pas assez caressé. Le ministre trouvait, au contraire, la louange suffisante et même assez fine.

Ni l'un ni l'autre n'ont remarqué la dernière phrase que mon frère a trouvée hardie et même un peu téméraire. Sa perspicacité sur ce point m'a surpris, car il a vu très-clairement le combat qui s'éleva dans ma conscience entre la haine et la politique. Je conviens qu'il est resté quelque chose de légèrement ambigu et par conséquent de hardi ; mais je n'ai nul regret à cette tournure.

Les dernières lignes qui suivent le mot étrange d'*inconsidération*, sont en effet fort singulières.

Mais les émigrés ne cessaient de parler de l'extirpation prochaine (en 1807!) du *champignon impérial*, venu à fleur de terre parmi les débris des souches antiques. Sans partager leurs idées, M. de Maistre ne pouvait regarder Napoléon que comme le spoliateur acharné de son maître, qui avait été chassé par ce soldat corse et non par le peuple piémontais. Est-il rien de plus naturel que ce tribut, imprudent, il est vrai, payé à de légitimes sympathies? D'ailleurs, dans la difficile épreuve que sa dignité subissait en cette circonstance, pouvait-il immoler entièrement la fierté nationale?

Napoléon ne fit aucune réponse au mémoire. Seulement Savary, et après lui l'ambassadeur Caulaincourt, firent entendre à M. de Maistre que sa demande n'avait pas déplu à Paris. Il n'en fut pas de même à Cagliari, où l'on sauta aux nues. On écrivit à M. de Maistre des lettres dont on pourra juger par les réponses suivantes :

A monsieur le chevalier de Rossi, à Cagliari.

9 juin 1800.

... Il y a une expression de votre lettre, monsieur le chevalier, qui vous a paru sûrement très-simple, mais qui m'inspire à moi les réflexions les plus profondes et les plus tristes. *Ce qui peut arriver de plus heureux pour vous*, me dites-vous, c'est que..., etc.

Vous m'obligeriez beaucoup de m'apprendre ce qui pourrait arriver de plus malheureux. Entrez dans cette triste analyse; examinez tous les côtés où il est possible de blesser et de punir un homme, vous verrez que tout est fait, et qu'il n'y a plus moyen de tuer un cadavre ni de frapper sur le rien. Il me vient même une idée extravagante dont je veux vous faire part.

Si je trahissais Sa Majesté (belle supposition, comme vous voyez), quel est le tribunal qui me jugerait? Je n'en vois aucun de compétent. Je ne tiens plus au monde que par mes enfants, et à mes fonctions que par la conscience; tous les autres liens sont coupés. Je crois que nous aurons tous vécu longtemps avant que ce grand tremblement de terre ait cessé. Je ne vois dans l'avenir aucune supposition heureuse, aucune amélioration possible sur la ligne où je suis placé. Servez-vous donc de moi tant qu'il vous plaira, je ne révoque aucune parole, mais ne me grondez ni ne me menacez jamais, car cela me rend malade.

Mais ceci, monsieur le chevalier, me ramène toujours au soupçon que je pourrais bien n'être point fait pour le service de Sa Majesté. J'ai assez bien réussi dans ce pays; j'ai réussi de même auprès des hommes de toutes les couleurs avec qui la Révolution m'a confronté; jamais avec nos princes, du moins comme je l'aurais voulu. Élevé dans le fond d'une petite province, livré de bonne heure à des études graves et épineuses, vivant au milieu de ma famille, de mes livres et de mes amis, membre d'ailleurs d'un ordre fort peu agréé, peut-être n'étais-je bon que pour la vie patriarcale, où j'ai trouvé autant de bonheur qu'on en peut goûter sur la terre. La Révolution en a ordonné autrement. Après quelques expériences malheureuses, je m'étais arrangé pour terminer paisiblement ma carrière en Sardaigne; me regardant comme mort, ce pays me plaisait assez comme tombeau. Point du tout, il a fallu venir représenter sur ce grand théâtre; le roi sait avec quelle répugnance je suis venu. Il était clair qu'on allait me martyriser, en me promettant *locum refrigerii* dans un avenir fabuleux : jamais je n'ai rien demandé que pour vivre *aujourd'hui*, toujours je me suis moqué de *demain*.

M. de Maistre, connaissant la vivacité de sa plume, se contenait évidemment, sous l'impression de son premier emportement. Voici une autre lettre écrite plus tard avec plus d'abandon.

Digitized by Google

A monsieur le chevalier de Rossi, à Cagliari.

Janvier 1800.

Que voulez-vous que je vous dise? Il est trop vrai que nous ne nous entendrons jamais. Vous accusez mes *lunettes russes,* et vous ne faites pas attention aux lunettes sardes que vous portez. Puisque nous en sommes à l'optique, pouvez-vous ignorer, monsieur, que le verre concave qui rapetisse les objets est précisément aussi menteur que le verre convexe qui les amplifie? La différence qu'il y a entre nous deux, c'est que lorsque je raisonne sur Pétersbourg par les règles de Pétersbourg, je raisonne très-juste; au lieu que vous, monsieur le chevalier, quand vous me prouvez que telle ou telle chose ne doit pas choquer à Pétersbourg parce qu'elle paraît bonne à Cagliari, vous me paraissez tout à fait hors des règles de l'optique, et permettez-moi d'ajouter, de la logique.

Quant au salpêtre dont vous me croyez pétri, je vous prierai d'observer que nul homme ne passe pour bouillant ou emporté parce qu'il l'a été avec tel homme et à tel moment. Il faut, pour qu'il mérite sa réputation, qu'il le soit toujours, ou au moins ordinairement. Il y a sept ans que je suis ici, au milieu des circonstances les plus difficiles et des hommes les plus aisés à effaroucher. Par quel enchantement est-il arrivé que mon *salpêtre,* loin de produire la moindre explosion, a paru à tout le monde du beurre frais? Dites autant de mal qu'il vous plaira de ce qui vous choque dans mon caractère : je me soucie fort peu de vous contredire, puisque vous ne critiquez que votre ouvrage.

Lorsque je vous annonçai ma tentative de m'aboucher avec B..., si vous m'aviez répondu simplement : *Sa Majesté, bien persuadée que vous ne pouvez rien entreprendre que par un véritable zèle pour son service, désapprouve néanmoins votre idée et souhaite que vous ne l'ayez pas exécutée,* je n'avais certainement rien à dire, car tout ministre qui prend sur lui d'agir sans autorisation dans les cas où il n'a pas le temps de consulter,

Digitized by Google

doit faire entrer dans ses calculs la chance de la désapprobation, ou de la non-approbation, ce qui n'est pas la même chose. Mais vous saisissez une plume massive et vous me répondez comme à un jeune homme qui débuterait dans le monde et qui chercherait une réputation, je pourrais même ajouter comme à une espèce de mauvais sujet; *vous souhaitez* pour mon bien *que je ne sois pas parti*, et vous m'apprenez même que *Sa Majesté veut bien ne pas donner* D'INTERPRÉTATION SINISTRE *à ma démarche*. C'est une extrême faveur, monsieur le chevalier, mais qui a tout à fait achevé de m'aliéner. Cette lettre m'a paru un péché capital contre la délicatesse et contre les égards que tous les souverains veulent bien avoir pour de vieux serviteurs. Et que me fait à moi cette Troie où je cours? Était-ce pour mon plaisir ou pour mon profit que je voulais aller à Paris? Si j'avais voulu faire ma paix particulière ou me tourner d'un autre côté après avoir pris congé respectueusement, je n'aurais pas été plus coupable que les ducs et pairs qui ont quitté les flancs de leur ancien maître pour s'en aller faire leurs affaires en disant comme on dit ici: Tout est fini. Quel motif pouvait donc me déterminer, sinon une volonté ardente d'être utile à Sa Majesté, volonté qui est toujours appréciée et considérée par les hommes équitables? Pour être en règle, en me retirant, aux yeux du moraliste le plus rigide, je n'avais qu'à lui montrer la lettre où vous m'intimiez franchement le divorce et la séparation éternelle d'avec ma femme et mes enfants, sans ajouter un mot seulement, je ne dis pas de compassion et d'intérêt, mais de simple politesse.

Voici qui s'adresse plus particulièrement à vous, monsieur le chevalier. Peu d'hommes m'ont inspiré d'abord plus d'estime et de confiance que vous; je crois que vous ne l'avez pas oublié. Je m'applaudis dans le temps d'avoir à correspondre avec vous. Je me rappelle vous avoir écrit un jour en riant que le premier article de mon décalogue était: *Non tripotaberis*, et je me flatte que vous ne m'avez jamais mis au rang des hommes qui ont la foi sans les œuvres. Je n'ai rien oublié pour me montrer à vous tel que je suis, ami de la vérité, de l'*unité*, de

la droiture, ennemi mortel de toute espèce de détour. Je voyais avec plaisir deux plumes sur votre bureau, celle du ministre et celle de l'ami; maintenant j'en vois une qui se dessèche et bâille faute d'exercice; les deux personnages commencent à se confondre. Divisez-les de nouveau, je vous en prie, vous me ferez un sensible plaisir, et pour vous le procurer, il me semble qu'il vous en coûtera peu. Renoncez seulement à l'infaillibilité, est-ce trop exiger? Ne croyez pas surtout que Dieu vous a condamné à vivre *Bœotum in aere crasso;* qu'on n'ait pas le sens commun dans le reste de l'univers ; que je ne me forme pas la moindre idée de ces grands mots de justice, de bonté, d'honneur, de délicatesse; que toutes mes pensées sur ces objets sacrés soient des hérésies, et toutes les vôtres des canons. Dites-moi quelque chose qui ressemble à ceci: *Il est vrai, je conviens, il pourrait bien se faire*, etc., et je vous saute au cou. Je vous demande bien peu de chose, mais qui sait si je réussirai?

M. de Maistre avait craint de ne pouvoir conserver son caractère diplomatique, si sa tentative auprès de Napoléon ne réussissait pas.

« Bonaparte ayant juré de ne pas reconnaître Sa Majesté comme souverain, je ne vois pas comment je me défendrai, environné de toutes ces nouvelles majestés qui ne cesseront de me coudoyer. Je puis demeurer sans caractère avoué, comme le comte de Blacas, et je n'y serai pas moins utile à Sa Majesté. Quant à la gloriole, c'est un sacrifice dont je ne veux pas même qu'on me sache gré. »

En cela, le comte partageait un peu trop les idées singulières de l'émigration sur l'*Ogre de Corse.* Napoléon n'était terrible qu'à propos, comme les hommes vraiment forts.

Le 18 décembre 1807, peu de temps après l'arrivée du mémoire à Paris, l'ambassadeur Caulincourt arriva à Pétersbourg. M. de Maistre reçut un billet de notification por-

Digitized by Google

tant sur l'adresse : Envoyé extraordinaire, ministre plénipotentiaire de S. M. Sarde ; il fit donc la visite d'usage, qui lui fut rendue dans les vingt-quatre heures, tandis que le duc de Serra-Capriola ne reçut pas de notification, et ne fut par conséquent pas reconnu. M. de Maistre, ayant été présenté au nouvel ambassadeur, en reçut beaucoup de politesses. « Quand je pense à tout ce que j'ai dit, fait et écrit depuis seize ans, je trouve les Français fort honnêtes à mon égard », lit-on à ce sujet dans une de ses lettres publiées [1].

Le général Savary, qui avait déclaré qu'après avoir dit la messe, il ne voulait pas la servir, quitta Pétersbourg. C'était un cœur de soldat, franc, loyal et plein de talent. Après Duroc, le chéri du roi et de la reine de Prusse, c'était le meilleur représentant que l'empire pût envoyer aux cours étrangères ; il avait acquis un grand ascendant sur Alexandre. M. de Caulincourt fut moins en faveur, quoiqu'on lui eût laissé prendre sans contestation le pas sur tous les ambassadeurs. Il était de bonne race, mais il n'appartenait à la vieille gentilhommerie que par sa naissance. Quoi qu'en ait dit M. de Lamartine dans son *Histoire de Russie*, on ne vit pas en lui les élégances de l'ancienne cour. Savary, qui était rondement de son temps, caressait M. de Maistre un peu comme un tigre qui joue de la queue, selon une expression du comte ; Caulincourt était embarrassé devant le ministre illustre et indigent.

Je contemple beaucoup ici l'ambassade française, qui n'a rien de merveilleux. Le spectacle qui m'a continuellement frappé depuis le commencement de la révolution, c'est la médiocrité des personnes par qui de si grandes choses s'exécutent. Dès que ces fameux personnages sont isolés, je vous assure que

[1] *Lettres et Opuscules*. I, p. 113.

personne n'est humilié. Dans ce moment, il y a un homme véritablement extraordinaire qui mène tout, mais s'il disparaissait, vous verriez crouler l'édifice en un clin d'œil. Je m'amuse beaucoup à considérer le général Caulincourt. Il est bien né et il s'en targue; il représente un homme qui fait trembler le monde. Il a 6 ou 700,000 francs de rente; il est le premier partout, etc. Je vous assure, cependant, qu'il a l'air fort commun sous sa broderie; qu'il est roide en bonne compagnie comme s'il avait du fil d'archal dans les jointures, et qu'au jugement de tout le monde il a l'air de Ninette à la cour. Ce phénomène de la puissance balbutiant devant la véritable dignité, m'a frappé mille fois depuis l'ouverture de la grande tragédie.

M. de Maistre, qui trouvait que l'ambassade française était de mauvaise compagnie, et ne se souciait point d'y avoir son coin de feu, trouva un moyen de se dispenser de visiter M. de Caulincourt. Il le persuada, par l'intermédiaire de quelques amis, qu'il était fort gêné par l'incertitude où Napoléon le tenait en ne répondant point à son mémoire, et que cet embarras était encore accru par l'état de demi-guerre qui semblait subsister entre le roi de Sardaigne et l'empereur des Français, Napoléon ayant fait rayer le nom de Victor-Emmanuel de tous les almanachs qui lui obéissaient. Caulincourt crut M. de Maistre réellement embarrassé, et l'envoyé de Sardaigne put sans inconvenance s'en tenir à ses relations préférées.

Le nouvel ambassadeur de France, malgré sa contenance un peu gauche, s'efforçait pourtant d'entrer en civilités avec les représentants des autres puissances, et cette conduite contrastait avec la vivacité droite et sévère de son prédécesseur Savary. Cette différence de procédés tenait à une diversité de politique. Le général Savary était tout imbu de l'esprit des Bonaparte; il avait des

prétentions à la physionomie rudement accusée des personnages de l'histoire romaine, et ne visait qu'à l'élégance du soldat ; loyal et ferme en toute occasion, il était de cette forte race de jeunes républicains qui avaient eu une peine de Bretons à couper leurs cheveux pour figurer à la nouvelle cour impériale ; l'âpreté de l'esprit révolutionnaire s'était conservée dans cette classe de Français, et aussi la franche hardiesse. M. de Caulincourt, plus caressant et plus insinuant dans ses formes, était du parti Talleyrand, dont on connaît l'opposition persistante contre la politique ambitieuse de Napoléon. Ainsi, Savary n'avait cessé de chercher querelle à l'envoyé d'Espagne, de le tourmenter, et de tourner en ridicule celui d'Autriche. Caulincourt parut au contraire agir selon d'autres principes, traita fort bien le comte de Norona, et tâcha d'imiter, envers l'ambassadeur d'Autriche, la manière de M. de Metternich à Paris. Témoin de cette comédie, l'envoyé de Sardaigne, qui voyait dans ces désaccords de partis une pure division de gentilshommes et de bourgeois, conseillait à Louis XVIII et à Victor-Emmanuel de profiter des facilités offertes par le parti Talleyrand, qui, pour le moment, tendait bien à la stabilité de l'empire en s'opposant aux entreprises de Napoléon sur l'Espagne, mais dont la défection, dans un temps donné, lui paraissait inévitable. En cela il fut clairvoyant ; mais le parti royaliste ne vit tout cela que plus tard. En 1808, Joseph de Maistre s'écriait en frappant du pied : « Jamais on n'a su tirer parti de rien. »

CHAPITRE XIV

Correspondance de 1808.

1808.

Sa Majesté impériale a jugé à propos d'ordonner qu'il serait élevé un monument public, en bronze ou en marbre, à la mémoire de Pierre Pajarskoï, et d'une espèce de boucher nommé Minin, qui, dans les premières années du dix-septième siècle, sauvèrent la Russie du joug étranger d'une manière miraculeuse. Les plans pour ce monument ont afflué chez la princesse Alexis Kurakin, ministre de l'intérieur. Un beau matin, la princesse, chez qui j'avais soupé la veille, m'envoya un rouleau immense de ces plans, en me demandant mon avis par un billet. Je vis d'abord d'où venait la commission et où elle devait aboutir, mais je n'en fis pas le moindre semblant. Après m'être mis en état de répondre pertinemment, je fis passer à la princesse un avis dans le fond très-motivé, mais dans la forme entièrement adressé à une dame. Quelque temps après, il y avait un dîner de soixante couverts chez le comte de Strogonoff, le jour de sa fête. Le vieux comte, qui est présidentde l'Académie des beaux-arts, nous dit après dîner : « Messieurs, Sa Majesté impériale a jugé à propos d'élever un monument ;

Digitized by Google

on lui a présenté une foule de projets, mais voilà celui qu'elle a préféré et qu'elle vient de m'adresser pour l'exécution. » Et je vis sortir de son tiroir celui que j'avais préféré. Ainsi, Sa Majesté saura *ad perpetuam rei memoriam* que c'est son ministre qui a décidé le choix du monument pour MM. Pajarskoï et Minin, hommes fameux dont je n'ai su les noms que cette année.

Au Roi.

10 janvier 1808.

Sire,

. . . . . J'ai dans la tête un ouvrage où je développerais les causes et les effets de cet incroyable renversement, mais je n'ose rien commencer avant de savoir à quoi m'en tenir sur mon départ pour Paris. La réponse aurait pu être arrivée déjà. La suspension est bien fatigante pour moi.

L'auguste beau-frère de Votre Majesté ne doute pas de pouvoir revenir à Mittau quand il voudra. Mais certaines notions qui me sont parvenues m'en font douter très-fort. Je me flatte au moins qu'il ne s'embarquera pas sans avoir la certitude d'être reçu. M. le comte de Blacas est toujours ici, mais d'une manière très-pénible. Il veut absolument se retirer volontairement, mais son maître s'obstine à le retenir, je ne sais pas trop pourquoi. Nous logeons dans la même maison, et nous sommes fort bons amis. Souvent nous sortons et nous rentrons ensemble dans la même voiture. Nous sommes même entrés ensemble dans une maison où se trouvaient les Français. Je leur parlai sans affectation comme aux autres personnes; Blacas ne leur parle jamais, ne les salue jamais et ne les regarde même jamais. Mes devoirs sont différents. Le général Savary fut choqué d'abord de la hauteur de Blacas, et il me dit ouvertement : « Cet homme me choque la vue, et j'ai déjà été tenté deux ou trois fois de lui servir un plat de mon métier. » — « Gardez-vous-en bien, lui dis-je, vous ne pourriez pas faire plus mal; le comte de Blacas est un brave homme qui fait son

devoir, et vous ne devez rien faire contre lui. » Il est invité à la cour, et n'y va pas pour ne pas y rencontrer ses *amis*. Son très-grand bon sens lui dicte une raison de s'en aller qui me paraît décisive : — Si je pars volontairement, je reviendrai quand je voudrai ; si je me fais exclure, je ne pourrai plus revenir quand l'intérêt du roi l'exigera. — Mais précisément parce que le départ serait utile à son maître, je crains que le prince n'y consente jamais. L'anathème n'est pas levé ; c'est la loi du moment.

Janvier 1808.

Au milieu d'une oligarchie militaire de favoris et de protégés, tout à coup on a vu sortir de terre, sans le moindre signe préliminaire, le général Arrakticheff, gouverneur de la ville sous Paul Ier, avant le mémorable Pahlen, et depuis quelque temps général de l'artillerie (de fort bons juges disent qu'il serait fort embarrassé de pointer un canon). Cet homme, dans son ancienne place, fit trembler la Russie; il est dur, sévère, inflexible, mais il ne peut, à ce qu'on dit, s'appeler méchant; il a subi auprès de Paul les alternatives ordinaires de faveur et de défaveur. Un caprice l'avait isolé à la fin du règne ; un autre caprice le rappela à Pétersbourg, où il arriva le 11 mars 1802. L'habile Pahlen profita de cette circonstance pour faire croire à sa bande, qui avait déjà le bras levé, qu'Arrakticheff arrivait pour soutenir l'entreprise ; mais rien n'est plus faux, il n'entra pour rien dans ce coup détestable qu'on n'envisage point, au reste, dans ce pays, avec nos yeux européens. Enfin, le voilà devenu ministre de la guerre avec une puissance inouïe. Il a exigé une garde alternative de tous les régiments qui sont ici. Le grand-duc Constantin, comme chef de la cavalerie, a voulu s'y opposer, mais il a fallu plier. Ce prince, en considération de ses services, de ses connaissances militaires, de sa naissance, est parvenu au grade de lieutenant général ; mais de là à celui de général en chef et d'inspecteur suprême de toute l'armée, il y a loin. Aussi, Arrakticheff a dit sans façon

à Son Altesse impériale : « Demain j'irai inspecter vos deux régiments, ayez soin que tout soit en ordre. » — Le lendemain, le prince s'est présenté chez son supérieur ; mais celui-ci a tiré sa montre : le temps pressait, il a congédié le prince sans l'entendre, ce qui est tout simple.

Pierre III s'était mis au service de Frédéric II ; il disait un jour ici, à l'ambassadeur de Prusse : « Ah ! monsieur l'ambassadeur, votre maître a bien peu reconnu mes services. Pendant toute la guerre que nous lui avons faite, *je n'ai jamais manqué de l'avertir de ce qu'on décidait dans le conseil de l'impératrice où j'étais appelé* ; cependant je ne suis que général major ; mais j'espère qu'il m'avancera. » Ce sang, quoique filtré à travers Catherine II, est demeuré le même. — Je reviens au ministre.

Sur la fin du règne de cette même impératrice, Paul Ier, qui ne pouvait établir son corps de garde auprès d'elle, l'avait fixé à Gatschina. Là, il avait formé un corps avec tout ce qui lui était tombé sous la main, et il exerçait, soir et matin, tout à son aise. Les militaires de Gatschina étaient le plastron des plaisanteries de tout l'empire ; on les appelait les Gachinois. Mais il fallut bien changer de ton le lendemain de la mort de l'impératrice, où l'on vit ces messieurs arriver triomphants à Pétersbourg, souiller les parquets de Catherine avec leurs semelles de paysans, et substituer l'odeur de la pipe et de l'écurie à l'ambre de l'impératrice. En un instant ils furent maîtres de tout. Arraktcheff en était. Quelques personnes, comme je vous l'ai dit, m'ont assuré qu'il n'est pas méchant, mais vous connaissez le proverbe : *Benedicere de patre priore*. Partout ici on loue celui qui est craint. Je le crois très-méchant. Au reste, cela ne prouve rien contre le mérite de la promotion : en ce moment, l'ordre ne peut être rétabli que par un homme de cette espèce. Reste à savoir comment Sa Majesté impériale s'est déterminée à créer un vizir : rien n'est plus opposé à son caractère et à ses systèmes. Sa maxime fondamentale était de ne donner à chacun de ses mandataires qu'une portion circonscrite de confiance. Je crois qu'il a voulu mettre à côté de lui

Digitized by Google

un épouvantail de première force, à cause d'une fermentation intérieure qui règne ici. Arraktchef n'a contre lui que les impératrices, le comte de Liéven, le général Ouwaroff, les Tolstoï, enfin tout ce qui compte ici. Il écrase tout ; il a fait disparaître comme un brouillard les influences les plus marquantes. Un militaire de haut parage me disait, il y a peu d'heures, que la chose pouvait finir par un coup terrible de la part de quelqu'un d'offensé. Mais les Russes ont trop de principes pour tuer des ministres.

Je vous dois encore un chapitre sur un ministre extrêmement marquant dans ce moment. C'est l'amiral Tchitchagoff, ministre de la marine. Il est fils de cet autre amiral du même nom qui gagna, sous Catherine II, la grande bataille navale contre les Suédois, et dont le buste en marbre est placé à l'Ermitage. Je ne puis vous dire qu'il vive encore, mais il n'est pas enterré. Il a quatre-vingt-dix ans ; son fils est l'une des têtes les plus extraordinaires qui existent dans ce pays. Il a été élevé en Angleterre, où il a appris surtout à mépriser son pays et tout ce qui s'y fait. Ses discours sont d'une hardiesse qui pourrait prendre un autre nom. Comme il a beaucoup d'esprit et d'originalité, ses traits aigus et polis s'enfoncent profondément. Il passe pour être extrêmement français, mais la chose est moins vraie qu'on ne le croit, car il est certain qu'il a contracté en Angleterre une admiration pour ce pays, qui est très-visible. Je crois bien qu'il a bon nombre d'idées françaises dans la tête, cependant il est difficile de savoir à quoi s'en tenir, car il contredit tout, uniquement pour se divertir. Quelquefois je l'appelle le *gentilhomme de l'autre côté*, pour faire rire sa femme, qui est Anglaise, et qu'il aime passionnément. Ses aventures avec Paul Ier sont ravissantes. Un jour je lui demandai : Où étiez-vous sous le règne précédent ? — Il me répondit : Tantôt à Cronstadt, tantôt en prison. — Une fois, après une scène épouvantable qu'il eut avec l'empereur, Paul Ier lui dit qu'il ne voulait plus de lui et qu'il le congédiait sur-le-champ. Sur quoi l'amiral se déshabilla devant le maître et sortit de la cour en chemise. Vous m'avouerez que ce

trait est joli et qu'on ne peut guère le voir ailleurs. Il est redouté parce qu'il fait régner l'ordre, et détesté parce qu'il ne permet pas qu'on vole dans son département. Depuis plus de trois ans, la voix publique le congédie ici tous les jours, et il n'a cessé de gagner du terrain en se moquant de tout. L'empereur sait ce que ce ministre dit et ce qu'il pense comme celui qui écrit ces lignes; cependant il le retient et l'élève beaucoup. Mon avis est qu'il compte sur son désintéressement et qu'il croit avoir besoin de sa tête violente. Quoique sa maison soit peut-être celle de Pétersbourg où il est le plus difficile de pénétrer, j'y suis entré sans détours, sans savoir comment, comme l'eau entre dans une éponge, et j'y suis sur le pied de l'amitié. Il en a bien pris aux sujets du roi et surtout à mon frère. Je lui dois beaucoup, et jamais il ne me sera permis de l'oublier. Le voilà en collision avec Arraktcheff; je crois voir deux boulets de canon qui se heurtent de front. On regarde comme certain que l'un des deux écrasera l'autre.

... Arraktchef et Tchitchagoff ne se sont point choqués et se portent tous deux fort bien[1]. Le deuxième est un problème moral insoluble pour moi, et je n'ai trouvé personne qui en sache davantage. Il est ami des Français, le buste de Bonaparte est sur son bureau, il passe la journée à dire du mal des Anglais, et il n'y a pas un Anglais ici qui ne soit présenté chez lui. Les Français, au contraire, n'y entrent point, à moins de nécessité d'office. *Fiat lux*. Il y a tantôt sept ans que j'entends ces interminables sarcasmes contre l'Angleterre; jamais sa femme, qui est Anglaise *jusqu'aux dents*, n'y a répondu autrement que par un certain sourire qui m'a semblé souvent vouloir dire : *Dites toujours, mon cher ami, je suis du secret.*

Janvier 1808.

Pourriez-vous croire, monsieur le chevalier, qu'en 1795 tout était prêt, dans ce beau pays d'Espagne, pour une révolution

[1] Ceci a été écrit à quelques jours d'intervalle.

complète? Que les mécontents, également redoutables par le nombre et la qualité, étaient déjà d'accord avec le général Moncey, qui campait alors en Espagne, et qu'ils étaient sur le point de demander les cortès à main armée? Pourriez-vous croire que la cour, se jugeant incapable de conjurer l'orage, avait pris la résolution de se transporter en Amérique, et que les ingénieurs espagnols avaient déjà sondé le Tage pour voir si la navigation était sûre jusqu'à la frontière de Portugal? C'est cependant ce dont je suis aussi sûr que je le suis de vous écrire. Le chef de la conjuration, découvert par hasard, refusa à la question de nommer aucun complice. Appliqué une deuxième fois à la torture, il nomma un des principaux. « Pourquoi, lui dit-on, ne l'avez-vous pas nommé l'autre jour? — C'est, dit l'intrépide coupable, que l'autre jour je ne savais pas encore que mon ami était hors d'Espagne. » Son fils, âgé d'une douzaine d'années, fut arrêté et interrogé sur le compte de son père. Le petit démon répondit : « Si je suis un imbécile, comment pouvez-vous croire que mon père m'ait dit ses secrets? et si je ne suis pas un imbécile, comment pouvez-vous croire que je vous les dise? » La politique de la cour, à cette occasion, fut extraordinaire, ce fut de tout étouffer et de ne sévir contre personne. Le même chef dont je vous parle fut envoyé dans une ville d'Amérique, d'où je crois même qu'il s'est échappé.

Si les Anglais voulaient dans ce moment mettre la morale de côté, employer la science française, et tirer parti surtout de la rage qu'excite une nouvelle guerre pour soulever le peuple, je ne sais pas trop ce qui arriverait. Quoi qu'il en soit, l'Espagne et le Portugal sont deux puissances frappées d'apoplexie mortelle. Elles remuent encore, mais le coup est porté, et je doute qu'elles reprennent la parole. Regardez bien, et vous verrez que l'une ou l'autre, et peut-être l'une et l'autre de ces deux puissances, seront lancées par quelque secousse terrible dans leurs possessions d'Amérique. Alors commencera une nouvelle ère, celle des monarchies américaines.

Je crois que si la nouvelle guerre éclate, il sera très-aisé

Digitized by Google

aux Anglais d'exciter une insurrection en Espagne, vu la haine extrême de la nation pour les Français, pour cette guerre en particulier, et pour certains personnages. Mais il leur serait encore plus aisé de détacher l'Amérique de sa métropole. Tout est prêt à cet égard, il ne faut que cinq à six mille hommes et quelques vaisseaux. Et que diriez-vous, monsieur le chevalier, si je vous apprenais que les Anglais n'ont point été fâchés de voir les jésuites souverains au Paraguay, comme la compagnie des Indes l'est en Asie, et de pouvoir ainsi traiter avec eux en cette qualité; que la chose s'est même avancée une fois, de la part des Anglais, un peu plus loin que le désir? C'est de quoi je ne puis douter, sur l'autorité la plus respectable.

Puisque l'Espagne se trouve sous ma plume et que tout se tient en politique, je veux encore vous dire ceci. J'ai tenu ici dans mes mains un livre de caricatures à l'anglaise, publié à Madrid il y a un an environ, sur des sujets espagnols. Il y en a quatre-vingts en tout. L'une ridiculise la reine de la manière la plus forte, et l'allégorie est si claire qu'elle frappe un enfant. On en voit une qui représente une muraille qui tombe : plusieurs hommes qui se trouvent dessous essayent de la soutenir à force de bras; on lit au bas de l'estampe : *Et ces fous ne s'en vont pas!* Une troisième enfin représente un tronc d'arbre revêtu d'une robe de moine; deux branches qu'on a réservées enfilent les manches et figurent les bras; le capuchon est rabattu sur le sommet du tronc. Un groupe de bonnes gens élève les mains jointes vers ce joli dieu, dans l'attitude de la plus fervente prière. On lit en bas : *Ce que c'est qu'un tailleur!* — Ajoutons : Ce que c'est que l'Espagne! où de pareilles gentillesses sont annoncées, gravées et vendues solennellement par le peintre du roi, Goja, qui a placé son portrait à la tête.

Voilà le monde partagé en terre et en eau, et n'ayant que deux propriétaires. Mais le premier est invulnérable à la force du second, tandis que la réciproque n'est pas vraie. Toutes les puissances maritimes ont péri par terre, depuis la bataille de Zama jusqu'à celle d'Aiguadel. L'Angleterre peut être attaquée

chez elle ou dans l'Inde : de ce dernier côté, le péril mérite toute l'attention de l'Angleterre.

On n'a exercé aucune violence, ni même aucune rigueur, contre les Anglais qui sont ici, ni sur leurs propriétés. L'ancien ambassadeur, milord Douglas, qui est à Moscou et s'y trouve à merveille, a écrit à Sa Majesté impériale pour obtenir la permission de demeurer où il est. On l'a turlupiné dans les papiers anglais sur quelques ridicules extérieurs qu'il s'était donnés ici et que nous n'avons pas vus. Son véritable tort est qu'il parle trop bien français et italien, qu'il s'est habitué à notre soleil, à nos dames et à nos mœurs, et qu'il pourrait fort bien ne tenir à l'Angleterre que par son nom et ses droits. Il est devenu fort amoureux de la belle et riche princesse Potoska, célèbre par ses amants et par ses maris, dont le dernier l'a laissée veuve. Esclave grecque par sa naissance, la beauté l'a menée à tout. Nul homme, dit-on, n'a pu conserver le bon sens devant elle. Je l'ai connue âgée de cinquante ans, je ne répondrais pas d'une tête de vingt en sa présence. Douglas veut l'épouser, mais elle ne veut pas, parce qu'une sorcière lui a dit qu'elle mourrait impératrice. Que de bon sens de part et d'autre! Mais je ne puis commencer une autre feuille. Pardon.

Note sur l'Espagne.

Janvier 1808.

Lorsque la Prusse fut envahie, Bonaparte trouva à Charlottenbourg une lettre du roi d'Espagne qui s'engageait envers celui de Prusse à se déclarer contre la France en cas que Sa Majesté Prussienne réussît à telle ou telle chose (admirez d'abord l'inconcevable aveuglement qui conserve de semblables lettres). Sa Majesté Catholique étant malheureusement comptée pour rien dans les affaires, toute la haine est tombée sur le prince de la Paix.

Le prince des Asturies, ne sachant plus comment respirer





sous le poids qui l'accable, a tourné les yeux vers la France, et pour arriver au grand homme il s'est servi du bien-aimé vice-roi, par le moyen de l'oncle qui est ambassadeur à Madrid. Il s'est établi une correspondance, et voilà les papiers qu'on a saisis, et l'explication de ces excuses du malheureux prince qui demande pardon à son père d'avoir *agi sans approbation*. On voit encore ici pourquoi cette fameuse affaire n'a produit ni exécutions ni atrocités; c'est qu'un bras puissant a tout arrêté.

Ces détails ne donnent pas une tranquillité parfaite sur les intentions futures de Bonaparte à l'égard de l'Espagne. Autre chose est le soutien momentané accordé à un prince pour punir un homme qui déplaît, autre chose est une véritable bienveillance, qui n'est pas probable.

En attendant, il est assez singulier de voir cet excellent prince des Asturies défendu par cette main.

La légation française a donné ici la plus mauvaise idée du prince royal de Portugal. Elle l'a tourné en ridicule, le présentant comme un prince superstitieux occupé à sonner les cloches. Tout le monde était d'accord sur la faiblesse de son caractère. Je mourais de peur qu'il ne se laissât prendre. Me voilà tranquille.

1808.

La lettre de Napoléon au prince des Asturies est une pièce diabolique et qui a ceci de particulier que le poison résulte de la publicité, car si l'on suppose qu'un courrier ait porté la lettre au prince et qu'elle soit demeurée confidentielle, je ne crois pas que Louis XIV eût pu écrire mieux. Mais du moment où la pièce est livrée à l'impression, la plus pure raison se change en atrocité. Le passage sur la reine est écrit (puisqu'il devait voir le grand jour) avec la griffe de Satan.

Malheureuse Espagne! Là et ailleurs c'est une terrible chose qu'une femme! Mais la proscription est générale, et la révolution universelle. Je le répète : la France s'empare de l'Europe et

Digitized by Google

l'Europe s'empare du monde. Choiseul, d'Aranda, Pombal, Tanneci, Kaunitz même, Frédéric II et Joseph II, agissant noblement par eux-mêmes, et tous aidés par une foule de complices visibles ou invisibles, avaient mis toutes les monarchies d'Europe plus ou moins hors de leurs bases. Une secousse est arrivée, tout a croulé. L'homme de la destinée s'empare des nations vacantes, les réunit dans sa main de fer et les fait marcher vers son but.

Il me semble que l'Angleterre pourrait, si elle voulait, placer tous les princes malheureux en Amérique. Et pourquoi pas? Cette idée de l'*autre monde* fait peur à l'imagination; dans le fait, ce n'est rien. On se traîne de Rome ici à travers des fatigues et des ennuis inconcevables qui durent deux mois, tandis que l'homme qui s'embarque à Cadix avec sa femme et ses enfants, ses domestiques, s'en va, sans la moindre fatigue, coucher à la Havane dans quinze jours. Il ne s'agit que de régner; bien si l'on peut, mal si c'est nécessaire; mais il faut régner.

23 janvier (3 février) 1808.

La guerre contre la Suède est à peu près décidée. Déjà les troupes filent vers la Finlande, et c'est cela qu'on appelle une occupation; c'est par ce mot que les Français, qui sont tout-puissants ici, font illusion à l'empereur, qui est le plus honnête homme de son empire. Une guerre contre son beau-frère, contre le chevalier des rois et le roi des chevaliers, qui a refusé noblement, dans les moments les plus critiques, de faire sa paix particulière avec des avantages immenses, pour maintenir ses obligations envers la coalition en général et envers l'empereur en particulier, qui s'est empressé au premier signal d'envoyer ses armes en Russie et de dégarnir ses arsenaux en faveur de l'empereur qui en manquait; et cette année on tournerait ces mêmes armes contre lui?

En 1781, Catherine II proclame la neutralité armée et la liberté de la Baltique: d'autres circonstances, mais surtout la

coalition et l'alliance avec l'Angleterre, avaient suspendu ces belles maximes. Aujourd'hui on veut que le roi de Suède y revienne. Il répond très-sensément : « Je ne puis me détacher de l'Angleterre. Depuis que le Danemark n'a plus de flotte, que vous n'en avez plus vous-même, et que les côtes de la Baltique depuis Stralsund jusqu'à Memel sont occupées par les Français, comment peut-il être question de neutralité armée et de liberté de la Baltique? »

Le roi de Suède a écrit à Sa Majesté impériale : « Je n'ai pas un soldat en Finlande; je me suis épuisé pour vous l'année dernière; je verrai si vous aurez le courage de venir égorger votre plus fidèle allié. » — Les Suédois, qui ne sont rien moins qu'Anglais dans le cœur, vont se battre avec eux et pour eux. Qui sait si les sujets du roi ne sont pas destinés à brûler des vaisseaux du roi d'Angleterre à qui nous devons tant? Ceci me ramène à ma grande thèse, que dans toutes les révolutions il y a des questions de morale absolument insolubles pour la conscience la plus éclairée et la plus délicate. Nul doute, par exemple, que Guillaume d'Orange n'ait été un usurpateur digne de l'échafaud; nul doute que George III ne soit un souverain légitime digne du respect de l'univers; à quel moment, entre ces deux points extrêmes, la légitimité a-t-elle commencé? A quel moment le jacobite est-il devenu coupable? Réponde qui pourra. Il y a mille questions de ce genre. Dans ce moment plusieurs officiers se trouvent placés entre deux serments. Un personnage exalté a conseillé à un jeune homme qui dépend de lui et qui se trouve dans ce cas, de déserter et de passer en Suède. C'est à merveille; mais si le *fidèle* est arrêté en chemin, qu'on lui déchire son uniforme, qu'on lui casse son épée à la tête de l'armée et qu'on l'envoie en Sibérie, n'est-ce pas que ce sera désagréable?

Peut-être ignorez-vous un trait marquant du roi de Suède. Après les malheurs de la Prusse, Bourrienne, qui était à Strasbourg, tâcha de trouver dans une maison tierce le chargé d'affaires de Suède (dont le nom m'a échappé). Il lui parla des sentiments particuliers d'estime que l'*empereur* avait pour Sa

Majesté suédoise, enfin il en vint à lui faire les plus belles propositions de paix et d'agrandissement. Le chargé d'affaires, ébloui par de si grands avantages, accepta un écrit de Bourrienne et le fit passer à son maître. Le roi lui répondit: « Monsieur, au moment où vous recevrez cette lettre, vous vous rendrez chez le chargé d'affaires français, et vous lui direz que je vous ai congédié de mon service pour avoir osé recevoir et me faire parvenir des propos de M. Buonaparte, avec qui je ne veux avoir rien à faire. »

30 janvier (11 février) 1808.

Ce que je vous ai dit sur l'Espagne est la vérité même. Ajoutez ceci. C'est un chanoine de Tolède qui a découvert le complot du prince de la Paix pour faire disparaître le prince royal, et faire déclarer ensuite le roi inhabile, et se mettre en sa place. Les gens qui étaient du secret l'ont avoué sans beaucoup de résistance; mais le prince de la Paix en est allé parler au roi par manière de dérision comme d'un tas de coquins qui l'accusaient, ne sachant plus que dire, et le roi a pris tout cela pour bon. Ainsi vous voyez où l'on en est. Ici, l'empereur a cru pouvoir parler à Pardo comme à son prédécesseur, digne de toutes sortes de confidences et très-honnête homme. Mais Pardo s'est récrié et a dit que le prince de la Paix était la plus grande tête d'Espagne et que le prince des Asturies avait réellement voulu tuer son père. Vous jugez combien cela a réussi.

D'un autre côté, le général Pardo ne se gêne nullement sur le compte de Caulincourt, il le traite de *général de la garde qui n'a jamais vu que le feu de la cuisine*. Je suis curieux de savoir quelle figure fera un homme qui déplaît à l'empereur et à la France. En attendant, nous en sommes aux froides révérences; c'est aussi ma position à l'égard des Français.

26 février 1808.

. . . . . Le comte de Front vous aura sans doute beaucoup parlé du roi de France qui est à Londres. Son *alter ego* est détesté de tout ce qui se mêle des affaires du roi, parce que jamais le roi ne résistera à une idée de son ami et ne pourra soupçonner que le comte d'Avaray se trompe. Lui et Blacas sont peut-être les seuls Français qui aiment le roi pour le roi, sans ambition, sans intérêt et sans limites. Mais s'ils sont égaux du côté des sentiments, ils ne le sont pas du côté des talents. Blacas est né homme d'État et ambassadeur, il est le seul qui défende d'Avaray comme il défendrait la main ou le pied de son maître Il est secondé par l'ange de paix, la céleste duchesse d'Angoulême, qui ne cesse de se jeter *entre les combattants*, de remontrer, de calmer, de raccommoder, mais sans beaucoup de fruit. Les agents du roi blâment ses démarches hautement et sans mesure. Les Français n'ont plus de morale, je ne sais pas même où il en reste.

Tous les ministres de Londres sont allés voir le roi de France, excepté celui de S..., disent les gazettes. Je ne blâme point M. de Front, qui sait parfaitement ce qu'il doit faire. Cependant prenez-y garde: rien de ce qui peut faire baisser une maison royale dans l'opinion ne peut être conforme à la prudence. Je sais bien que le dilemme est dur, croyez que j'en sens toute l'amertume. Malheureusement il faut se décider [1].

Au moment où je vous écris, je n'ai pu encore me procurer des rideaux à mon lit, ni un chandelier d'argent pour porter ma lumière, ni un bureau décent et ostensible pour serrer mes papiers, ni surtout l'apparence d'un ménage. Lorsque je mange chez moi, la femme d'un soldat qui ne sait pas faire une soupe me présente deux plats de domestique suffisants pour exister. C'est là mon luxe.

[1] M. de Maistre se trompe. Ce n'est point le ministre de Sardaigne, mais celui de Suède qui s'abstint de voir le prince prétendant.

P.-S. Je n'ai pas reçu de réponse à la lettre de Sa Majesté impériale écrite à Sa Majesté après la paix de Tilsitt. J'entends de reste que puisque l'empereur m'avait remis sa lettre, même avec copie, c'était une raison pour que la réponse ne me fût pas adressée. Je n'ai pas besoin non plus de cette preuve pour croire à deux correspondances. Mais comme il est rigoureusement possible que ce paquet se soit égaré, je crois qu'il est de mon devoir de vous en avertir.

Avril 1808.

La fameuse actrice, Mlle Georges, a paru enfin sur le théâtre de la capitale. En faveur de sa réputation et des circonstances, j'ai été deux fois à la comédie, ce qui est pour moi une grande fredaine. J'avais, je vous l'avoue, une envie folle de voir cette reine de théâtre; mais j'ai beaucoup rabattu de l'idée que je m'en étais formée. Les idolâtres ont applaudi à tout rompre. Quant à moi, je l'ai trouvée bonne, pas davantage, souvent mauvaise et jamais sublime. Le ton général de sa déclamation m'a paru faux et guindé, comme tout ce qui vient de Paris, depuis la loi jusqu'au vaudeville. Pour ce qui est de la figure, il ne saurait y avoir deux avis, elle est superbe. Nous ne savons point encore ce qu'elle en veut faire.

(Chiffres.) Cette nuit de Pelenoitoff [1] a été une grande nouvelle; mais, peu de jours après, la princesse Amélie a dit à une dame de ma connaissance intime qu'il n'y aurait de bonheur pour sa sœur que dans le tombeau. Comment donc espérer un changement heureux? La machine de Paris ne paraît pas avoir plus de force que le sentiment légitime. Je me tiens toujours à ce que je vous ai dit, la maîtresse est maîtresse, et Mlle Georges n'est ou ne sera qu'une fantaisie.

[1] Les amis de l'Impératrice avaient tenté de guérir Alexandre, par le moyen de Mlle Georges, de son attachement pour la princesse Narichskine.


Digitized by Google

A monsieur le chevalier de Rossi, a Cagliari.

10 (22) novembre 1808.

Monsieur le chevalier,

Je fermai mon paquet numéro 52 avant de pouvoir vous faire part du mariage de S. A. I. Mme la grande-duchesse Catherine avec le prince Georges, cadet de la maison de Holstein-Oldenbourg. Aujourd'hui il ne reste aucun doute sur ce mariage, quoiqu'il ne soit point officiellement notifié. La naissance de l'époux ne saurait être plus respectable, puisqu'il est Holstein comme l'empereur. Sous les autres rapports, le mariage est inégal; mais il n'en est pas moins sage et digne de la princesse, qui n'a pas moins de sagesse que d'amabilité. En premier lieu, toute princesse dont la famille jouit de la terrible amitié de Napoléon fait fort bien de se marier même un peu au-dessous de ses espérances légitimes; car qui sait toutes les idées qui peuvent passer dans cette rare tête? D'ailleurs, madame la grande-duchesse doit avoir l'esprit frappé du malheureux sort de ses sœurs aînées, mariées en pays étrangers et mortes à la fleur de leur l'âge; il n'est pas étonnant que son premier vœu soit de ne pas abandonner ses parents et sa chère Russie, car le prince s'établit ici, et vous jugez bien qu'il y jouira du sort le plus brillant. Enfin, monsieur le chevalier, je crois que la princesse qui possède un cœur digne de son rang se soucie fort peu d'entrer dans la ligue du Rhin, en épousant quelque prince soumis à la grande domination. Voilà ce que j'imagine, et je ne crois pas me tromper. Rien n'égale la bonté et les bonnes grâces de madame la grande-duchesse. Si j'étais peintre, je vous enverrais un de ses yeux. Vous verriez combien la bonne nature y a renfermé d'esprit et de bonté. A l'égard du prince, les demoiselles de ce pays ne le trouvent pas assez aimable pour son auguste épouse; mais comme il est difficile de l'être assez pour elle, on pourrait être de l'avis des demoi-

selles sans manquer de respect au prince. Dans deux ou trois conversations que j'ai eu l'honneur d'avoir avec lui, il m'a paru plein de sens et d'instruction. Il s'est déjà fait connaître dans son gouvernement général de Revel; il s'applique de toutes ses forces à la langue russe, et l'on voit réellement qu'il se fait une affaire capitale de réussir dans sa nouvelle patrie. Quel sort que le sien comparé à celui de tant de princes : à ce prix, il est bien heureux d'être cadet.

Avant-hier, il y eut cour et gala à l'occasion de la naissance de S. A. I. Mgr le grand-duc Michel. Caulincourt, venant de recevoir la nouvelle de la mort de son père, n'y parut point. En cela le hasard le servit bien, car les nouvelles d'Espagne faisaient chuchoter tout le monde, et je crois même que la légation française s'en est aperçue. Nous n'avons cependant (j'entends dans le public) rien d'officiel ; mais en réunissant plusieurs circonstances et surtout en *écoutant le silence*, il me paraît infiniment probable que, du 18 au 22 octobre, les Espagnols ont dû remporter quelque avantage signalé. Les gens sages s'abstiennent, comme vous sentez, de traiter ce chapitre d'une manière publique ; mais chacun ayant ses confidents et ses petits comités, dans le fait on ne parle d'autre chose. Jamais nation n'a donné plus grand spectacle au monde. Je ne puis vous cacher que dans ce moment les ministres opposés à la puissance dominante sont à peu près passés sous silence ; mais je trouve qu'il faut peu s'inquiéter de ces démonstrations extérieures, qui sont tout simplement les suites d'un système adopté et dont le souverain ne doit compte à personne. Qui mieux que lui connaît sa situation et ce qui convient le plus au moment présent? La politique a ses règles et ses formules extérieures, qui n'ont rien de commun avec les sentiments intérieurs. Jamais je ne pourrai obtenir de moi de croire que notre bon empereur, qui ne voudrait pas faire pleurer un enfant sans raison, soit réellement ami d'un homme capable, si sa passion le lui demandait, d'exterminer un peuple entier comme un homme, et un homme comme une mouche; mais encore une fois, s'il a jugé à propos, en considérant surtout

les talents militaires dont il peut disposer dans ce moment, de prendre conseil du temps, pourquoi ne nous recommanderions-nous pas aussi à la même protection ? En attendant les changements que nous attendons, je me montre aussi peu que les circonstances le permettent. Je vous avoue même que si je pouvais, sans commettre une indécence et sans avoir l'air de quitter la partie, m'abstenir de la cour, je m'en abstiendrais ; mais la chose n'est pas possible. Heureusement les galas et fêtes de la cour sont ici assez rares pour qu'en y paraissant on n'ait l'air de braver personne.

16 (28) décembre 1808.

Au bal donné à Sa Majesté impériale par la garde, bal scandaleux qui a coûté 60,000 roubles et qui n'a abouti qu'à glacer et à ennuyer beaucoup de monde, l'impératrice régnante s'approcha de moi, comme fait souvent sa belle-mère, et finit par me demander des nouvelles du duc. Elle me dit de sa douce voix angélique : « Il vit beaucoup chez lui dans ce moment. — Madame, il n'y sera jamais seul, il a de nombreux amis. — Sans doute, c'est la plus douce et la plus belle consolation qu'il puisse désirer dans les circonstances où il se trouve. » Elle me disait tout cela à côté de Pardo. La conversation a fait grande sensation à Pétersbourg.

Nous attendons Leurs Majestés Prussiennes pour le 22 decembre (4 janvier). Je vous fais grâce des mille et un discours qu'on tient sur la beauté de la reine, sur l'hommage que leur rend l'empereur, etc. La reconnaissance est belle et bonne, mais je ne vois pas comment il est nécessaire de venir de Kœnigsberg à Pétersbourg pour témoigner sa reconnaissance à un ami qu'on a vu il y a trois mois. Jugez d'ailleurs comment le cœur tendre qui palpite aujourd'hui à Burgos croira à cette reconnaissance. Il soupçonnera ce que tout homme d'État soupçonnera, qu'une aimable souveraine, *inexperita*, comme elle a toutes les raisons de l'être, et connaissant peut-être ses forces, vient les essayer pour *convertir* un homme. Ce seul soupçon,

qui est inévitable, rendra ce voyage désagréable à Napoléon. Nous verrons ce qui résultera du voyage. Dans l'histoire encore plus que dans la fable, Mars est mené aux lisières par une autre divinité un peu moins féroce. Souvent il en résulte de grands maux, mais il faut être juste aussi, souvent il arrive tout le contraire. Voici qui vous étonnera beaucoup : la favorite est furieuse du voyage dont je vous parle ; mais je sais que la femme en est fort contente. Il me paraît que cette joie ne peut s'expliquer que par la politique ; c'est-à-dire que l'incomparable dame, ayant pris son parti sur un certain point, ne voit plus dans l'événement en question qu'un moyen d'arracher le maître à un parti qu'elle abhorre. Mais ce maître paraît encore bien attaché à ce parti, du moins par système. Nous avions tous infiniment redouté le voyage d'Erfuth par des raisons que l'événement a montrées ensuite comme mal fondées ; mais personne peut-être n'a vu le véritable danger et le véritable malheur : *Les mauvais conseils et l'envie d'imiter.* — Je l'entends d'ici : *Commandez vous-même, laissez bavarder les ministres,* etc. Au fond, où sont les ministres ? Où sont les têtes dans tous les genres ? C'est dans ce moment la plaie profonde de la Russie. Ce qu'il y a d'étrange, c'est que le principal intéressé, qui sonde très-bien cette plaie et qui appuie toute sa pratique sur la disette du génie, ne redoute rien tant que le génie, et ne veut ni le chercher absent ni le souffrir présent.

C'est pendant un accès de cette terrible maladie qu'on a pris une résolution qui vous fera horreur : celle de la destruction de la Suède. Quatre généraux, consultés, ont été d'avis contraire ; mais on n'en persiste pas moins. Cela vient d'Erfurth : *Un grand prince doit régner par lui-même.* Les deux grands promoteurs de cette expédition sont l'ambassadeur de France et le ministre de Danemark. Je comprends fort bien le premier ; mais qui pourrait comprendre l'aveuglement de Sa Majesté impériale, qui cherche à amener les Français à Stockholm, c'est-à-dire à Pétersbourg ? Quant au roi de Danemark, c'est un autre aveuglement, qui ne peut être expliqué que par la passion qui explique tout. Je crains beaucoup aussi de ce côté

une personnalité. L'empereur n'aime pas le roi de Suède : il y a des oppositions de caractère entre ces deux princes; il y a peut-être d'autres choses. Parmi les horreurs du cœur humain, celle-ci est surtout remarquable : Quand un homme sait qu'il a choqué grièvement l'opinion, au lieu de rétrogader, il s'obstine. J'ai peur que nous n'en soyons là. L'empereur sait qu'il déplaît universellement, et il a à ses côtés des conseillers qui lui disent qu'on l'accuse de manquer de caractère. Cette confidence est la plus grande bêtise ou le plus grand crime qu'on puisse commettre. Elle suffit pour rendre invariables les plans les plus désastreux. Ajoutez à cela le mépris de sa propre nation qui est enfoncé dans le cœur de Sa Majesté impériale, et vous verrez qu'il n'est guère possible d'imaginer un état de choses plus périlleux. Pour en sortir, beaucoup de gens ne voyaient que le *remède asiatique*. J'en ai pâli plus d'une fois; j'ai cru que nous y touchions; des personnes qui avaient encore plus de moyens que moi d'être instruites le croyaient aussi; mais j'aurais dû croire un oracle qui ne m'a jamais trompé, c'est l'amiral. Toutes les fois que je lui en ai parlé, il s'est mis à rire, et m'a constamment dit : *N'en croyez rien, c'est impossible.* La raison, qu'il ne m'a pas dite, mais que j'ai parfaitement devinée, n'est pas honorable pour les Russes. Il ne les croit pas capables de commettre un crime pour l'État, mais seulement pour leurs intérêts individuels. Il ne pardonne pas à sa nation le crime inutile du 11 mars 1802; car il sait ce qu'on ignore encore, c'est que le premier auteur du complot avait proposé de faire déclarer l'état de démence (il aurait pu dire rage) pour la simple déposition, et d'agir légalement, si ce mot peut paraître au milieu de ces horreurs. De parricides polissons s'emparèrent du projet et l'exécutèrent à leur manière. Il ajouta une phrase qui me fit grande impression, de la part d'un homme qui assurément n'est pas dévot : *Ce règne est maudit; il a commencé par...* etc. Pour moi, je ne doute pas que l'invasion de la Finlande ne soit la source d'une grande catastrophe pour la Russie, mais je ne particularise pas mes prophéties. On dit quelquefois que les usurpations réussissent : il n'y a

Digitized by Google

rien de plus faux. Voyez comment les *hautes parties copartageantes* se sont trouvées du partage de la Pologne, et le bel oiseau que la France a rapporté de Corse lorsqu'il lui plut de conquérir cette magnifique île!

Voici encore deux anecdotes d'Erfurth qui ont bien leur prix. Le comte Pierre Tolstoï, alors ambassadeur, dit au comte Nicolas son frère, grand maréchal de la cour, dont je vous ai beaucoup parlé : « Faites en sorte que je ne me trouve pas à portée du comte de Romanzoff [1], car je serais très-capable de lui donner un coup de poing sur le visage. » Et dans une autre occasion : « Écoutez, mon frère, l'empereur fait bâtir beaucoup d'églises, conseillez-lui d'en faire bâtir une à *Notre-Dame del soccorso* d'Espagne, car, si elle ne se déclare pas pour lui, son empire est perdu. » En effet, s'il y a un salut actuellement, il est en Espagne.

Maintenant, je suis excessivement curieux de savoir ce que feront les Anglais. Les Espagnols se montrent fidèles jusqu'au scrupule à l'engagement qu'ils ont pris de ne jamais livrer de bataille; ils reculent et paraissent même abandonner la capitale pour faire la même guerre qu'ils firent jadis aux Maures. Or les Anglais consentiront-ils à se diviser en petits corps, à s'amalgamer avec les Espagnols, si différents de langue, de mœurs, de préjugés, à s'enfoncer avec eux dans les défilés de la Sierra Morena, et à faire avec eux et sous leurs ordres, et pour un temps dont on ne prévoit pas la fin, une guerre de miquelets? Cela peut être, mais j'en doute. Ce qui n'est pas douteux, c'est que l'aveugle ambition de Bonaparte ayant rompu l'union politique entre la France et l'Espagne, union si utile à la première puissance et si contraire à la Grande-Bretagne, l'intérêt visible de celle-ci est d'écarter à jamais la maison de Bourbon, qui rétablirait sur-le-champ cette union, et qui arracherait des mains de l'Angleterre la superbe et inespérée conquête qu'elle vient de faire. Cette idée est toute

[1] M. de Romanzoff, ministre des affaires étrangères, était l'auteur du nouveau système de politique franco-russe.


Digitized by Google

simple et ne porte aucune teinture de blâme. Il est bien juste que chacun pense à ses affaires et les fasse le mieux qu'il peut. *The world to the wise.* Vous avez sans doute entendu Fox dire en plein parlement que jamais il ne s'intéresserait à une maison qui avait fait tant de mal à l'Angleterre. Au fond, c'est une grande absurdité, car ce n'est point comme Capet que le roi de France était ennemi de l'Angleterre, mais comme roi d'un peuple naturellement *rival* de son voisin (car rival vient de rive). *Littora littoribus contraria.*

Digitized by Google

CHAPITRE XV.

Correspondance de 1809.

1809.

Caulincourt a donné un souper magnifique où il y avait sept poires de 300 francs chacune. La bouteille de bordeaux coûte jusqu'à huit roubles [1]. Je ne bois chez moi que d'assez mauvaise bière, et un petit verre de porto à la fin du repas comme nous buvons les liqueurs. Dans les plus riches maisons, je ne bois qu'avec une extrême prudence; on commence à sentir le frelatage. Je me sers aujourd'hui avec grand avantage de la singularité de mon tempérament, qui exige si peu de boisson, que je pourrais presque m'en passer. Tous les prix sont fous. Au milieu de cette détresse universelle, le luxe va son train; vins, chevaux, équipages, bals, feux d'artifice, etc. Un traiteur français est allé s'établir au village de Novodereznić, où campent les chevaliers-gardes. Il a loué une maison et il donne à man-

[1] Le rouble de papier valait alors trente-cinq sous de France. — Ces roubles, qui étaient presque seuls en circulation, avaient représenté dans l'origine les roubles d'argent valant trois francs; mais leur valeur haussait et baissait avec le crédit. Ils tombèrent en 1812 à moins d'un franc.

Digitized by Google

ger à ces messieurs pour trois roubles par tête sans le vin. C'est pour rien. Il a sur sa table un beau volume in-folio intitulé : *Crédit de campagne*. Il y a de bas officiers qui ont 8,000 roubles de pension et des officiers qui n'ont rien; tous dépensent également. Il y a peu de jours qu'un cornette, qui touche mon fils dans le régiment, donna un dîner de 400 roubles sans en avoir un dans sa poche. Payer n'est rien; personne n'y pense. On ne paye que les demoiselles de Pétersbourg qui sont invitées à ces festins philosophiques. Au milieu de ces extravagances, il y a un spectacle qui mérite attention: c'est celui d'une petite phalange de jeunes gens tous étrangers à ce même service, qui par suite d'une bonne éducation et de la séparation absolue de la corruption générale qu'ils doivent aux circonstances, marchent sagement, ne s'amusent qu'entre eux dans la meilleure compagnie, et n'ont que du dégoût pour les excès dont ils sont témoins. Qui sait ce que cette jeunesse deviendra?

5 (17) janvier 1809.

Le 26 décembre, lendemain de Noël, le roi et la reine de Prusse sont arrivés à Pétersbourg. On leur a fait une réception magnifique et pleine de toutes les délicatesses de l'amitié. Plus de trente mille hommes étaient sous les armes. Les chevaliers-gardes se sont divisés en deux corps : l'un est allé attendre les augustes voyageurs à la porte de Péterhoff; l'autre les a attendus à la porte du palais. Le roi de Prusse est monté à cheval en entrant dans la ville, et il est arrivé au palais au milieu des chevaliers-gardes. L'empereur et le grand-duc étaient aussi à cheval. Ce dernier, qui s'était réservé le haut commandement, fut très-aimable ce jour-là. Il permit à la cavalerie d'aller au trot, ce qui est une grande affaire dans les froids aigus; il permit encore à l'infanterie d'avoir le manteau, et il fit allumer sur la place du palais de grands feux où tout le monde se chauffa alternativement. Il n'y avait que dix degrés de froid, ce qui n'est qu'un badinage. Comme il faut cependant que le

caractère se montre de temps en temps, un pauvre diable de cocher de la cour s'étant trouvé hors de la place où il devait être, le grand-duc le rossa à grands coups de plat de sabre à la face de tout le monde, et bien sur la livrée de l'empereur, ce qui édifia fort les nombreux spectateurs.

Caulincourt s'est peu gêné pour désapprouver le voyage. Il a dit sans façon chez la princesse Dolgoroucki : « Il n'y a point de mystère à ce voyage : la reine de Prusse vient coucher avec l'empereur. » Je ne sais pas assez de français pour donner à ce langage le nom qu'il mérite.

Le jour des fiançailles de la grande-duchesse Catherine Paulowna avec le prince de Holstein-Oldembourg, l'ambassadeur de France fut heurté par un officier, ce qui n'est pas surprenant dans une foule. Caulincourt se tourna et dit à l'officier : « . . . . . . Je n'aime pas qu'on me heurte ainsi. » Si jamais la voix de quelque laquais ivre est parvenue jusqu'aux oreilles de Sa Majesté, elle peut remplir le vide que j'ai laissé comme elle le jugera à propos. Dans l'église du palais, au milieu de tout ce qu'il y a de plus grand et de plus respectable, a-t-on jamais entendu rien d'égal?

Pour finir le chapitre de ce grand personnage, vous savez, monsieur le chevalier, que le jour de l'arrivée de la cour de Prusse, il a refusé d'illuminer son hôtel, ce qui est une insulte bien caractérisée faite à Sa Majesté impériale encore plus qu'à Leurs Majestés Prussiennes. — Je croyais avoir fini avec lui, je me trompais. Au bal paré qui a eu lieu à la cour le soir des fiançailles, il déclara sa prétention de danser comme duc français avec les princes Guillaume et Auguste de Prusse, qui ont accompagné les souverains. C'est une prétention décidée de Napoléon, et qui a eu effet à Erfurth, où les ducs de sa création ont pris le pas sur tous les princes du sang allemands qui s'y trouvaient [1]. Ici pourtant l'empereur a résisté, et Caulincourt

[1] La prétention de l'ambassadeur de France était fondée, car l'ambassadeur, et surtout l'ambassadeur extraordinaire, a le pas sur les princes du sang étrangers. Mais la qualité de duc français ne donnait pas ce privilége. Si l'anecdote d'Erfurt est vraie, Napoléon a dû s'appuyer sur d'autres raisons.

Digitized by Google

a refusé de danser. Il a joué négligemment avec l'impératrice mère, en disant qu'il avait mal au pied.

La reine a trouvé dans son appartement une sultane contenant douze châles de Turquie. On parle aussi d'une robe brodée en perles. Je ne puis douter que la reine ne me connaisse, car la comtesse de Goltz, qui est retournée à Kœnigsberg et qui est de sa société, lui a lu quelques-unes de mes lettres; mais elle a évité toute conversation sous les yeux de Caulincourt, qui serait le premier à rire de cette timidité s'il en était instruit.

La reine de Prusse est encore belle après neuf couches. On l'a beaucoup comparée à l'impératrice régnante. La reine est peut-être plus belle femme, mais l'impératrice est plus belle souveraine. Entre nous, j'ai trouvé la première habillée un peu hardiment.

Au Roi.

Février 1809.

Sire,

. . . La naissance de l'infortuné roi de Suède n'est plus un mystère pour personne. Tout le monde sait que Gustave III, certain par une expérience très-longue de ne pouvoir avoir d'enfant, et ayant la faiblesse d'en vouloir absolument un, s'adressa au comte de Monkt qui était fort bien avec la reine, et que le roi actuel est le fruit de cet étrange traité. C'est ce roi philosophe, Gustave, qui écrivait à Voltaire, le 10 janvier 1772 : « Je prie tous les jours l'Être des êtres pour la prolongation d'une vie si utile au perfectionnement de la raison et de la véritable philosophie. » Voilà, sire, où nous en étions venus ; la théorie et la pratique étaient parfaitement d'accord. — Non-seulement ses sujets refusent sa personne, mais ils ne veulent plus de sa descendance. Aussi, dans ses proclamations, le comte de Sudermanie parle toujours en son nom comme régent provisoire, sans jamais articuler le nom du roi mineur.

Votre Majesté a-t-elle ouï parler de la terrible vision qui fit tant de bruit dans le temps en Suède et ailleurs ? La nuit du 16 au 17 décembre 1687, Charles XI, étant un peu malade, avait vis-à-vis de ses fenêtres celles d'une grande salle qui servait à l'assemblée de la noblesse. Il crut y voir de la lumière. Le comte de Bielke et un autre seigneur, qui veillaient à ses côtés, lui dirent que c'était une illusion d'optique causée par le reflet des rayons de la lune sur les vitres. Mais le roi ayant vu trois ou quatre fois de suite la même lumière, et croyant même voir des gens passer et repasser dans cette salle, voulut s'en assurer par lui-même; il se rendit donc à la porte de la salle qui tenait au palais ; il ouvrit, et en entrant il la vit tout illuminée. Tous les siéges étaient occupés par des personnages inconnus ; un jeune roi de quinze ou seize ans était assis sur un trône élevé ; à ses pieds était une table environnée de quelques personnes qui écrivaient, et dans un coin des bourreaux exécutaient une grande quantité de jeunes gens. Le sang coulait dans la salle au point que le roi se recula pour n'en être pas souillé. Il eut assez de courage pour demander au jeune couronné si ce spectacle épouvantable le menaçait, lui Charles XI ; le fantôme répondit que non et que *tout cela se rapportait au cinquième successeur*. Voilà, sire, ce qui a été constamment raconté par le roi et par les seigneurs qui l'accompagnaient, ce qui a été publié, imprimé dans le temps, et constamment cru en Suède. Votre Majesté sait que la Suède est le pays des revenants, des apparitions, des miracles. Elle croira ce qu'elle jugera à propos ; il sera toujours vrai que dans les circonstances actuelles cette sorcellerie est piquante.

10 (22 août) 1809.

J'ai cru longtemps que le peuple, les marchands surtout, étaient contraires aux Français; j'avais même recueilli des traits assez frappants dans ce genre ; mais je commence à croire que je pourrais bien avoir été trompé, et qu'il y a beaucoup d'hypocrisie dans certaines démonstrations favorables qu'on m'avait

fait observer. L'espritgénéral du siècle entièremont tourné à l'indépendance, la fréquentation des étrangers, la lecture des livres pernicieux, ot l'imprudence du gouvernement qui a favorisé de toutes ses forces une instruction dangereuse, auront leur effet naturel. L'empereur a dans le cœur un sentiment de mépris pour la constitution de son empire, et ce sentiment favorise puissamment l'esprit d'innovation. Je lui suppose quelques intentions d'établir un état intermédiaire, un *tiers état* ; je crois aussi qu'il n'est pas du tout ami de la grande théorie des grades. Cela fait trembler, d'autant plus qu'il n'y a ici aucun principe moral qui puisse servir de supplément ou de correctif aux lois. L'empereur est extrêmement humain et bon; il n'aime chagriner ni attrister personne, il est capable de pardonner des injures personnelles dont il a la preuve en main ; il n'aime pas le faste, peut-être mêmo ne l'aime-t-il pas assez ; il est cependant grand ami des dépenses utiles, magnifique même dans l'occasion, singulièrement ami de la probité qui marche sur la ligne droite sans intriguer, et plein d'ailleurs de grandes maximes do justice universelle ; mais lorsqu'on en vient à l'application de ces maximes et qu'il s'agit d'opérer, il n'est pas heureux, car il y a une malédiction généralo sur toutes les affaires. On l'accuse d'être défiant, et il l'est à l'excès ; mais il est entouré d'hommes qui ne méritent pas sa confiance. Voici une anecdote peu connue :

Un gentilhomme du gouvernement de Karkoff, simple particulier, s'est mis à écrire à Sa Majesté impériale des lettres où il la prêche sans façon sur les abus de l'administration, l'avertissant que tout peut encore se réparer, mais que si elle s'endort, olle peut s'attendre à tout, même à des calamités personnelles qu'il n'a nullement déguisées. On a reçu quelques-unes de ses lettres, après quoi on l'a averti do ne plus écrire. Mais le Nathan de province est venu dans la capitale, d'où il a adressé au souverain une lettre encore plus longue et plus détaillée que les précédentes, et dans cette lettre il l'avertit entre autres *de ne pas imiter sur les objets de la religion et de morale Frédéric II, et Joseph II, et Catherine II, qui ont perdu le monde*. Rien n'est

plus vrai, mais vous m'avouerez, monsieur le chevalier, que dans le pays du despotisme c'est une assez singulière pièce qu'une lettre de cette espèce. Vous me demanderez sans doute ce qui est arrivé. Il est arrivé qu'on met au net des extraits de cette immense lettre pour les mettre sous les yeux de l'empereur, et qu'en attendant l'auteur est ici tranquille. Il n'y a pas de pays où l'on rencontre plus de disparates. On y trouve l'extrême servitude et l'extrême liberté. J'ai souvent dit (et je crois que c'est une vérité capitale) que ce ne sont point les coups de sabre une fois donnés qui chagrinent et impatientent les hommes, mais bien les coups d'épingle réitérés. Or, ici il n'y a point de coups d'épingle. Le Russe, qui déteste les minuties et les petites observances, même les règles un peu strictes, traite les autres comme il aime être traité. Jamais dans les actions communes de la vie on ne trouve l'autorité sur son chemin. *Faites ce que vous voudrez* est la loi universelle, la loi fondamentale de Pétersbourg.

Août 1809.

Quoique Mme Narichskine n'ait point invité l'ambassadeur de France à sa fête, il l'a cependant invitée à la sienne, où il avait, à ce qu'on m'a dit, cent personnes seulement. Elle était même destinée à y faire spectacle. Le grand-duc Constantin dansait avec de longs éperons, comme il convient à un tacticien; or, il est arrivé que dans le moment d'une charge décisive, il a pris Maria-Antonia par le flanc et a si fort engagé ses éperons dans la *traîne*, que malgré la plus belle défense, les combattants sont tombés ensemble sur le champ de bataille de la manière la plus pittoresque. Cette évolution, qui a réuni les approbations des militaires les plus instruits, a été aussi la seule chose qui ait plu dans cette fête, qui a été froide. L'opinion est invincible.

Puisque cette belle dame se trouve encore sous ma plume, je dois vous dire que vous seriez très-fort dans l'erreur si vous l'envisagiez comme la plupart des femmes qui ont figuré *dans*

ce rang. Elle n'est ni intrigante, ni malfaisante, ni vindicative. Ce n'est point une Pompadour, ce n'est point une Montespan, c'est plutôt une la Vallière, hormis qu'elle n'est pas boiteuse et que jamais elle ne se fera carmélite.

A monsieur le chevalier de Rossi, à Cagliari.

Seplembre 1809.

Le prince Czartorisky est arrivé. Il est descendu à la campagne chez le comte de Strogonoff, où il loge, quoiqu'il ait une maison en ville. Cette campagne, au reste, est très-près d'ici; le maître l'a parfaitement reçu et lui a même accordé la distinction de dîner en tête-à-tête avec lui le lendemain de son arrivée. Je me suis hâté de le voir et il m'a reçu avec beaucoup d'amitié. Je suis porté à croire que l'empereur le regrette toujours; il n'aurait même tenu qu'au prince de rentrer au ministère; mais il sent bien que ce n'est pas le moment (ou il *sentait*, car il ne s'agit pas du moment actuel); plusieurs personnes croient qu'il doit se faire un changement dans le système politique.

Dimanche dernier, 3 septembre, il y eut une fête superbe chez la favorite à la campagne : bal, feu d'artifice magnifique sur la rivière et souper de deux cents couverts. Nous ne fûmes pas peu surpris de n'y voir ni l'ambassadeur de France ni aucun Français. Tous les appartements étaient ouverts et illuminés. Dans le cabinet de la belle dame, décoré avec la plus somptueuse élégance, nous vîmes au-dessus du sopha, devinez quoi? le portrait du prince Schwarzemberg. Tout le monde se touchait du coude : — *Allez, allez voir.* Depuis plus d'une année je n'allais plus dans cette maison, et j'ai su qu'on m'en a loué comme d'un trait de politique, parce qu'on a cru que je m'étais retiré pour n'avoir pas l'air d'intriguer et de m'attacher à cette ancre pour me tenir ferme. Certes, on me faisait beaucoup d'honneur. Je n'entends rien du tout à cette tactique; je n'allais plus, par indolence, et aussi parce que quel-

que chose m'avait déplu là. Mais cette fois j'ai été invité en personne par le maître de la maison ; je lui dis en riant : *Mais, monsieur, il faudra que vous ayez la bonté de me présenter de nouveau à madame comme un homme qui arrive*, ce qui fournit la matière à un badinage aimable lorsque j'entrai. La belle Maria-Antonia recevait son monde avec sa robe blanche et ses cheveux noirs, sans diamants, sans perles, sans fleurs : elle sait fort bien qu'elle n'a pas besoin de tout cela. *Le negligenze sue sono artefici.* Le temps semble glisser sur cette femme comme l'eau sur la toile cirée. Chaque jour on la trouve plus belle. Je comprends que la sagesse pourrait éviter ce filet ; mais je ne comprends guère comment elle pourrait en sortir. Elle a d'ailleurs, à ce qui paraît, complétement deviné le grand secret de sa position : *Ne faites pas attention aux distractions.* Moyennant cela, je la crois invincible, ou, si vous aimez mieux, inébranlable. On s'était imaginé certaines choses, mais tout s'en est allé en fumée.

Aucun ministre de *famille* ou de la *Confédération* n'avait été invité ; j'en excepte le comte de Schenk, ministre de Wurtemberg ; mais celui-là est connu pour être un très-mauvais *confrère*, et pour avoir été plus d'une fois grondé comme tel par l'ambassadeur de France ; il était même en quelque façon le héros de la fête, car c'est lui qui avait prié Mme Narichskine d'agréer un feu d'artifice sur la rivière, Tout le reste avait été ajouté par son mari.

Au moment où j'écris (18 septembre, V. S.) nous en sommes, quant aux nouvelles politiques, à la prise de l'île de Welcherem, c'est-à-dire à la reddition de Flessingue. Les Anglais pourront-ils maintenant remonter l'Escaut, ou marcher par terre sur Anvers malgré les Français qui me paraissent avoir eu du temps pour accourir ? C'est ce qui est certain dans ce moment, mais non pour nous. Au reste, mettons les choses au pire ; supposons que les Anglais ne puissent d'aucune manière arriver à Anvers, ni brûler la flotte, qui pourra les déloger de l'île de Welcherem dès que les canaux qui la ceignent du côté de terre ne gèlent pas, comme je m'en suis assuré ? Et

alors à quoi serviront aux Français et le chantier d'Anvers et la flotte qui n'y sera que pour y pourrir? Ce sera donc toujours un grand coup bien imaginé et bien frappé. Il est vrai que cet événement n'aboutit avec tant d'autres qu'à partager le monde entre la France et l'Angleterre; mais dans l'état des choses c'est un grand bonheur pour une nation d'échapper de quelque manière que ce soit à la tyrannie générale, le temps amènera d'autres combinaisons.

Si les communications étaient ouvertes, c'est vous, monsieur le chevalier, qui nous donneriez des nouvelles de l'Espagne dont nous ne savons presque rien. Rien ne nous arrive que par la France, et depuis qu'on s'y est permis de falsifier le discours du roi d'Angleterre au parlement, que peut-on croire? J'ai quelque idée de vous avoir exprimé l'étonnement et le chagrin commun sur ce discours, mais la vérité a percé par une ouverture extrêmement étroite. Quelle effronterie de la part de ces gens de Paris!

Pendant que j'écrivais cette lettre, la paix a été signée à Fridericsham entre la Russie et l'Autriche; la nouvelle en est arrivée le lundi soir 6 (19) et tout de suite on ordonna un *Te Deum* et une grande parade pour le lendemain matin. Il me serait difficile de vous peindre ce que j'ai éprouvé pendant cette cérémonie, où je n'ai pu ôter les yeux de dessus la pauvre impératrice régnante.

Les conditions sont extrêmement dures pour la Suède. La Finlande est cédée entièrement jusqu'à Torneo exclusivement. De plus, les îles d'Aland sont cédées avec liberté de les fortifier. Voilà encore une nation effacée du globe; mais il faudrait être bien aveugle pour ne pas sentir qu'un amas d'iniquités telles que nous les voyons malheureusement de nos jours sont faites pour jeter de tout côté des germes intarissables de malheurs et de révolutions.

Le baron de Stedding, très-affaibli, très-malade et se traînant à peine, a signé ce traité avec un autre Suédois du parti de la révolution. Il a fait l'impossible auprès du roi destitué et auprès du nouveau pour se tirer des affaires : jamais il n'a pu

réussir; il vient encore résider ici pour quelques mois. On le blâme assez généralement d'avoir cédé; mais dans les moments de révolutions, il est aisé aux gens qui sont assis sur le bord do la mer de blâmer la manœuvre des navigateurs qui combattent les vents et les flots. S'ils étaient à leur place, ils changeraient un peu de note. Je n'ai pas vu encore ce pauvre homme, qui doit être arrivé s'il n'est pas mort en chemin. Il n'a pas même pu se rendre dans la salle des conférences pour signer la paix : il l'a signée dans sa chambre. En arrivant à Saint-Pétersbourg, le comte Nicolas de Romanzoff a été fait chancelier de l'empire; c'est lo *nec plus ultra* de la grandeur russe dans l'ordre civil : *Conseiller privé actuel de première classe.* Les égaux do ce personnage quant au grade sont les ambassadeurs étrangers, les maréchaux, et les dames du portrait. Tout cola soupe à l'Hermitage, à la tablo ronde de la famille impériale. A côté de celle-là est une autre table ronde destinéo aux ministres de second ordre, femmes, filles, et sœurs, et personnages étrangers présentés. A toutes les autres tables qui garnissent la salle (pour quatre cents personnes au moins) on se place pêle-mêle. — *Hæc incidenter.*

On s'exerce toujours beaucoup sur lo comte Nicolas, qui va son train. A la tête d'une fortune immense, et revêtu de la première dignité de l'État, il peut laisser dire; cette circonstance lui vaudra encore des sommes immenses. Bientôt on va exposer au public la bibliothèque de livres choisis dont Napoléon lui a fait présent. On dit que son voyage à Paris coûte plus de 300,000 roubles à l'empereur. Au reste, ce ministre, non plus que tout autre, n'a pas dû voyager à ses frais; mais s'il l'avait dû faire, il l'aurait fait. Par sa fortune et par son caractère, il est bien au-dessus des spéculations d'argent; sur l'article du désintéressement, il est au-dessus même du soupçon. Quant à sa conduite politique, elle sera jugée comme tant d'autres choses, d'après l'événemont. Jo me rappelle l'époque do 1799, où j'étais *accusé* à Turin de correspondance avec le chef do la maison do Bourbon (*nefas!*), et où le ministre écrivait à un personnage qui s'intéressait pour moi : « *Le gouvernement*

a la preuve que, etc., » quoique certainement il n'eût la preuve de rien, puisque jamais je n'avais adressé une ligne à cette auguste et malheureuse cour. Quand je vois toutes ces belles choses au fond de mon portefeuille, je sens que rien ne ressemble à l'histoire ancienne comme l'histoire moderne, et j'y puise au moins une profonde indulgence pour tout ce qui se fait. Si nous étions demeurés à notre place, le ministre m'aurait dit : *Eh bien! monsieur le théoriste, où est votre système que notre sort dépendait de celui des Bourbons?* Si la Russie succombe à la calamité universelle, on lapidera le comte Romanzoff; si elle s'en tire, il se moquera des critiques. Ainsi va le monde. La souveraineté n'a qu'une loi, — *sa conservation*. Aucun ne se laisse prêcher sur les moyens.

Tous les jours on dit que les pères de famille ne doivent pas être jugés trop sévèrement dans leur conduite à l'égard de leurs enfants, parce qu'ils savent des choses qu'ils ne peuvent dire. Il me semble que les princes ont bien droit au moins à la même indulgence.

Pour moi, sans être de la famille, je vois cependant assez de choses pour comprendre trop bien les raisons du *père de famille*.

Au reste, monsieur le chevalier, comme la politique ne hait personne, elle n'aime de même personne. Il ne faut point être la dupe de l'*amitié* du moment. On en a bien vu finir d'autres. La force des choses amènera nécessairement de grands changements. Croyez-vous peut-être que l'empereur de Russie ne connaisse pas bien son monde et ne sache pas ce qu'il doit attendre un jour du grand ami de Paris? Un médecin italien attaché à l'ambassade française en Perse, et qui a *brûlé le paglion*, a fait connaître à l'empereur le traité formel par lequel Napoléon s'engage à faire restituer à la Perse tout ce que la Russie lui a pris, *et nommément la Géorgie*, dès que la seconde puissance se trouvera en possession de la Valachie et de la Moldavie, et cela moyennant la cession éventuellement faite à la France de l'île de Zocotora, près du détroit de Babel-Mandel; et ce traité (remarquez bien) est postérieur à celui de Tilsitt.

J'espère bien que les guinées dérangeront un peu cette belle politique; mais voyez, je vous prie, *le bon ami*.

Lorsqu'un homme a les deux mains embarrassées, on est libre de lui donner un soufflet impunément. C'est cet axiome qui servait de base à la politique de Napoléon à l'égard de la Russie. Il avait occupé les deux bras de l'empereur en Finlande et en Turquie, et pendant ce temps il demeurait maître de le frapper en face. Mais tout à coup, les Suédois se voyant absolument abandonnés par la seule puissance qui peut les soutenir, ont plié tristement la tête et signé ce que l'on a voulu après s'être *suédoisement* défendus autant qu'ils l'ont pu. Tenez pour sûr, monsieur le chevalier, que si Napoléon l'avait pu, il aurait envoyé des troupes aux Suédois. Malgré le masque diplomatique, il a paru assez clairement que cette paix de Suède a déplu à l'ambassadeur de France. Maintenant, voilà la Turquie qui parle aussi de paix. Le prince Bagration paraît se conduire à merveille; il traite ses troupes à la Souwaroff; il les amuse, il visite le soldat dans sa tente, il fait chanter des *Te Deum* sur les anciennes redoutes bâties par les mains russes, etc. D'un moment à l'autre on s'attend à la reddition d'Ismaïl. Les Turcs sont tout à fait affaiblis, divisés même, et ne sachant plus comment se défendre. Voilà ce qu'on assure, et déjà même on a voulu envoyer au prince Bagration le jeune prince Paul Gagarin, attaché aux affaires étrangères, pour l'aider dans la partie des négociations: mais toute cette commission a été suspendue. La Russie ne veut point aller à Constantinople; qu'on lui cède la Valachie, la Moldavie et les forteresses sur le Danube, Ismaïl, etc., *elle ne veut rien de plus*. Si donc les Turcs en passent par là, la paix est faite, et voilà tout d'un coup deux sources intarissables de dépenses entièrement fermées, et l'empereur à la tête de deux cent mille hommes disponibles. Ce n'est certainement pas ce que veut Napoléon; il se tait dans ce moment, parce qu'il a de grandes affaires sur les bras en Espagne, en Autriche et en Hollande; mais laissez-le terminer ici ou là, et vous le verrez tout de suite commencer avec les Russes. La Pologne est la pomme de

discorde qui allumera la guerre de ce côté. Alors l'Autriche et la Prusse, si elles subsistent de quelque manière, regarderont comme la Russie vient de regarder pendant qu'on les égorgeait. — Quelle terrible leçon que celle du partage de la Pologne! Mais si vous voulez voir à quoi cela sert, regardez la Finlande. Vous avez beaucoup ouï dire, ainsi que moi et tout le monde, que l'histoire est la *conseillère fidèle* par excellence; dans ce cas, elle m'a bien l'air d'un conseiller d'État, *unwirklich*. Attendons-nous encore et toujours aux plus grands événements, et persistons, pour notre consolation, dans la foi que la révolution dure toujours.

Je n'ai point encore reçu d'audience de M. le comte de Romanzoff depuis mon arrivée. Lorsque je le verrai, je lui parlerai légèrement sur ce qui a fait le sujet de votre dernière lettre. Je parlerai comme il faut pour éviter toute sorte d'inconvénient. Je puis, en attendant, tranquilliser pleinement Sa Majesté sur ce sujet et sur tous les autres qui lui ressemblent. En mille ans, l'empereur ne ferait pas attention à ces sortes de choses, mais de ce moment moins que jamais. Lorsque le prince Kulowsky vous parlera de *son embarras* et surtout de *sa correspondance*, demandez-lui bien sérieusement s'il se croit très-sûr qu'on lise ses lettres ici? *Il ne connaît pas*, à ce que vous me faisiez l'honneur de me dire, *le système de sa cour*. Rien assurément ne le prouve mieux que sa conduite. Tout homme d'esprit est tenu de savoir deux choses : 1° ce qu'il est; 2° où il est. Or, il me paraît aussi certain qu'il doit être certain pour le prince K., qu'il est chargé d'affaires auprès de Sa Majesté, et qu'il est à Cagliari : puisqu'il y est, c'est donc bien apparemment parce que son maître veut qu'il y soit. Plus je regarde et moins je sais voir les prétendues *difficultés de sa position*. Qu'il se rende agréable à la cour; qu'il fréquente particulièrement les maisons qu'elle honore de son estime. Qu'il s'éloigne des Anglais sans *éloignement*; qu'il s'attache aux Français sans *attachement*; qu'il fasse de l'esprit avec ma sœur, de la physique avec son mari, et puis qu'il s'aille coucher. — S'il agit autrement, il se coupera le cou.

Si Sa Majesté l'avait jugé à propos, jaurais pu, par le canal du chevalier de Saint-Réal, faire parvenir au prince K. tous les avis indirects que vous auriez jugés convenables; mais comme je n'ai reçu de vous aucune réponse sur ce point, je ne donne pas de suite à cette idée.

J'eus l'honneur de vous faire part, dans le temps, des démarches que j'avais faites ici pour l'estimable chevalier Raiberti. Je parvins à obtenir la *parole d'honneur* de M. le comte de Romanzoff *qu'il le placerait*. En effet, il l'a placé honorablement, avec 3,000 roubles d'appointements. Comme je l'avais donné dans mes notes et dans mes conversations pour un jurisconsulte consommé, ce qui est vrai, on a imaginé de lui endosser un fatras d'affaires maritimes accumulées pendant la dernière guerre, et où les Russes ne voyaient goutte. Après les premiers travaux de M. le chevalier Raiberti, on lui a *donné* d'emblée (je ne dis pas *accordé*) 900 fr. d'augmentation, et je ne doute pas qu'il n'obtienne encore d'autres avantages fixes ou extraordinaires. Dans tout ce que j'ai eu le bonheur de faire pour lui, j'ai été très-cordialement aidé par un autre sujet de Sa Majesté, qui est un fin merle: c'est M. Borelli, de Turin, qui s'est avancé auprès de M. le comte de Romanzoff et qui est fort avant dans sa confiance. Il a de l'esprit, du tact et du manège; il a composé quelques ouvrages relatifs au commerce et à la jurisprudence des consulats. Il sait fort bien le français (article capital dans ce pays); il possède à un degré considérable l'art des rédactions, et telles est la pénurie de ce pays, qu'on s'est servi secrètement de lui pour la rédaction du traité de Fridericsham. Je l'ai su *obliquement*, mais très-sûrement. Il est chargé de la correspondance avec tous les consuls. *Il a un uniforme magnifique et les bonnes grâces de l'empereur*. Au département des affaires étrangères, on ne peut pas le souffrir, comme de raison, et je crois bien qu'une fois ils le chasseront; mais alors il aura fait fortune et pourra se moquer d'eux en paix. Ce traité où il a mis trois doigts lui vaudra beaucoup. Depuis qu'il est attaché aux affaires étrangères, je ne le vois plus. M. le chevalier Raiberti est de même rigoureusement sé-

paré de moi, ce qui paraît bien plus singulier à lui et à moi, vu nos relations d'origine et même de parenté, quoique fort éloignée. On me fait rigoureusement les honneurs dus à un ministre. Il ne fait rien du tout dans les affaires étrangères; mais le nom d'*attaché* suffit. Il me semble cependant qu'un autre ministre serait moins pointilleux.

M. le chevalier Zino a pris le parti, pour rompre le charme, de demander d'être envoyé à Odessa ou en Moldavie. J'ai donné et recommandé moi-même son mémoire au général Van Suchtelen: je vous souhaite qu'il lui soit avantageux. Tout dépend du comte Arraktcheff, qui s'est cabré contre les Piémontais. J'espère que cette défaveur ne sera que passagère.

Ce ministre vient de recevoir de Sa Majesté impériale une faveur qui met le comble à toutes les autres. Elle a ordonné que toutes les troupes rendraient au comte d'Arraktcheff les honneurs impériaux, *même dans les endroits où elle serait présente*. Je ne sais point encore si l'ordre s'étend à la garde. Quelle fortune et quelle puissance!

Le baron de Stedding est arrivé le 14 (26). Il a vu tête à tête l'impératrice, qui a beaucoup pleuré. Nous nous sommes revus et embrassés d'une manière bien triste. Il m'a dit à peu près ce que je prévoyais sur l'espèce de violence qui l'a ramené ici. Rarement on peut résister au flot *populaire* et moins encore au flot *national*; il le peut lui-même, à ce que je pense, moins qu'un autre, car son caractère est extrêmement doux, et il n'a point la raideur *populares vincentem strepitus*. Il a rectifié mes idées sur plusieurs points. Il m'a dit, par exemple, qu'une certaine objection grave, quoique bien connue de tous les Suédois, n'a cependant influé en rien sur la catastrophe amenée par l'*insupportabilité* du malheureux souverain. J'exprime par ce mot le fatal concert de tous les ordres; je ne finirais pas si je vous racontais tous les détails sur ce point. Mais voici qui est étrange. Les principaux meneurs n'avaient pas mis le baron de Stedding dans le secret, eu égard à son attachement notoire pour le roi; mais il eut pleine connaissance de l'orage qui s'approchait, et, six jours avant l'explosion, il instruisit le roi du

danger qu'il courait, en le conjurant de ne pas perdre un moment. Savez-vous ce qu'il en résulta? Le roi prit la chose de travers et soupçonna le baron lui-même d'être l'auteur du complot; et il ne prit aucune mesure. Observez, je vous en supplie, une chose extrêmement remarquable. C'est qu'en réfléchissant sur la lugubre histoire des conjurations, on trouve qu'il n'en est pas une de celles qui ont réussi qui n'ait fait dire : *Comment a-t-elle pu réussir?* et, au contraire, pas une de celles qui ont manqué qui n'ait fait dire : *Comment a-t-elle pu manquer?* Plusieurs princes qui ont succombé ont été avertis : rien de plus commun depuis César jusqu'à Paul Ier. Heureusement, du moins, il n'y a point de sang dans ce dernier malheur ; il n'y a pas même le moindre outrage. Le roi, connaissant la force de l'opinion qui s'élevait contre lui, s'était fort occupé de l'idée d'abdiquer. Il en parlait souvent au baron de Stedding.

« *Me conseillez-vous*, lui dit-il plus d'une fois, *de faire cette démarche?*

« —*Je crois, Sire*, lui répondit l'autre, *que pour sortir des embarras où vous êtes, il n'y a pas de meilleurs moyens; en mettant la couronne sur la tête de votre fils, vous parerez à tous les inconvénients.* »

Mais il ne se décida pas, et le moment vint. On a pour sa personne les plus grands égards. Le cérémonial, à son égard, est toujours le même, et il tient sa cour avec la même raideur précisément. Sa femme même ne peut s'asseoir devant lui sans permission. Si un officier se présente avec un pli à son gant ou un bouton mal arrangé, il lui dit : « *Cela est contre l'uniforme.* » S'il voit par la fenêtre une sentinelle qui lui paraisse ne pas faire son devoir, il la reprend comme autrefois. *Il n'est point malheureux du tout.* C'est un fait que je ne tiens pas seulement de M. de Stedding, mais qui est public. Il lit continuellement la Bible, et il s'occupe surtout infiniment de l'Apocalypse. Il a donné toute son attention à un commentaire allemand publié sur ce livre. Il a cru y voir que Buonaparte y est évidemment désigné, et que lui (roi de

Suède) était destiné à l'arrêter. Je viens même de terminer, à la sueur de mon front, la lecture d'un commentaire allemand sur l'Apocalypse, qui est un mortel in-octavo. M. de Stedding croit que c'est le même, mais j'en doute. Un assez grand nombre de théologiens anglais et allemands ont cherché la révolution française dans l'Apocalypse.

M de Stedding m'a encore plus particulièrement instruit sur la paix. Il est certain que Bonaparte l'a voulue, non que cette conquête de la Finlande ne l'ait beaucoup choqué, mais parce qu'il en a besoin en ce moment pour retenir la Russie dans ses liens et pour lui demander bientôt le prix de cette conquête. Je voudrais bien entendre ce qu'il dira aux ambassadeurs suédois à Paris.

C'est la rivière de Tornéo qui sert de limite aux deux puissances (du moins jusqu'à une certaine hauteur), de manière que la ville même reste aux Russes. L'empereur acquiert par ce dernier traité dix mille lieues carrées de pays, quatre mille îles, îlots, ports ou criques, et un million de sujets. L'acquisition des îles d'Aland est aussi importante pour lui que mortifiante pour la Suède. Ces îles occupent deux mille sept cents embarcations de toute mesure. Voyez d'ailleurs combien la capitale gagne par cette conquête, à laquelle il ne manque rien que la légitimité.

Le traité ferme tous les ports aux Anglais; c'est le dernier coup à la Suède; mais comme celui de Gottembourg demeure ouvert au sel et aux marchandises coloniales, c'est déjà une exception favorable à la dure loi, et j'espère d'ailleurs que le commerce interlope ira son train. Au surplus, monsieur le chevalier, la France et l'Angleterre conseillant la paix à la Suède par des raisons différentes, il ne lui restait qu'à signer. Elle a cependant eu cent mille hommes payés pendant la guerre; mais les choses étaient si bien arrangées que jamais plus de dix mille n'ont été employés à la fois. Avec tous ses malheurs politiques, la nation demeure de plus entachée d'un grand crime : car à supposer même que le roi eût rendu indispensable la mesure prise à son égard (cas qui doit toujours être

regardé comme idéal), de quel droit l'étendait-on à sa lignée? Il est vrai, cependant, car il faut tout dire, que le protestantisme ayant établi, prêché, consacré la souveraineté du peuple, et le plus puissant des princes protestants ayant déclaré de la manière la plus solennelle que sa *conscience* ne lui permettait pas de déroger aux dogmes de ce culte, il est évident qu'un souverain protestant n'a pas droit ou a moins droit de se plaindre, si le souverain primitif se fait justice.

On prête au roi de Suède le projet de se retirer parmi les hernutes ou en Suisse. Il se porte fort bien et ne montre aucune tristesse. A chaque instant, il se félicite de l'*heureux événement qui l'a déchargé, ainsi que ses enfants, du poids de la royauté.* La reine, sa femme, lui montre beaucoup d'attachement, et si elle ne possède pas cette même philosophie qui paraît fort extraordinaire, au moins il n'y paraît pas. Ils sont parfaitement libres dans le château qu'ils aimaient; mais ils ne sortent pas.

Tous les yeux sont tournés ici sur la Hollande. Les nouvelles nous arrivent tard. Je penche à croire que les Anglais s'en tiennent à l'acquisition de Welcherem, qui est fort importante et aura de grandes suites; quant à l'expédition de terre, ils ne feront rien, ou je serai bien trompé. Manque-t-il aux Français de l'intelligence, du courage et de l'activité? ne sont-ils pas grands mathématiciens et grands constructeurs? et cependant ils sont toujours écrasés sur mer; il en est de même des Anglais sur terre : malgré toute la bravoure et le talent imaginables, l'immensité des armées qu'on fait mouvoir dans ce moment et la longue expérience des Français achèvent de rompre tout équilibre.

N'importe; les Anglais avec leur or, leurs flottes et leur politique, font passer de mauvaises nuits à Napoléon, et j'aurais bien voulu entendre derrière une tapisserie les interjections sonores que lui aura exprimées la conquête de l'île de Welcherem.

Cette lettre devait s'embarquer à Fiume; mais tout à coup je trouve une occasion parfaitement sûre par la Suède et l'An-

gleterre. Je finis donc brusquement, me réservant d'ajouter par l'autre occasion ce que je pourrais avoir oublié.

J'ai l'honneur d'être, avec une respectueuse considération,

Monsieur le chevalier,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

MAISTRE.

1809.

Si jamais vous aperceviez le projet de me rappeler en Sardaigne, ayez la bonté de parer le coup de toutes vos forces, ce serait au pied de la lettre jeter mon fils par la fenêtre. Je serais obligé de me coucher par terre, de disputer, de ne pas partir. Ce serait une indécence, une désobéissance de premier ordre. Étendre la proscription à ma famille serait trop, à ce que j'ose croire. Quelque défavorablement disposée que puisse être Sa Majesté à mon égard, il me semble qu'il ne sera pas difficile de la ramener à des sentiments de bonté par deux considérations. La première, c'est que tous mes torts sont de papier. Brûlez mes lettres, que reste-t-il? Rien. Le service du roi s'est toujours fait d'une manière irréprochable. La deuxième considération, c'est que dans toutes les affaires d'orgueil ou de point d'honneur, il ne dépend de personne de se régler par l'opinion du souverain, quoiqu'on ne puisse rien imaginer d'aussi respectable. Si je suis traité comme si Sa Majesté avait de l'aversion pour moi, si je le pense ou d'autres le pensent, l'opinion va son train, et la manière de voir de Sa Majesté, que personne ne respecte plus profondément que moi, me devient cependant parfaitement inutile. Présentez les choses sous ce point de vue, qui est d'une vérité éblouissante, et vous obtiendrez, j'espère, de Sa Majesté, au moins qu'elle épargne ma famille, dont la perte serait la suite infaillible de mon rappel en Sardaigne. Pour ce qui est de ma personne, rien ne m'occupe moins. Lorsque, dans une révolution où l'on a suivi le parti du souverain, on a fini par lui déplaire, c'est une véritable mort qui rend indifférent à tout. Vous me direz : C'est votre faute. — Eh ! qui vous dit le contraire ?

CHAPITRE XVI

Correspondance de 1810.

6 (18) janvier 1810.

Le roi de Suède s'en va en Suisse : il y trouvera des illuminés. Toujours, et surtout dans ces derniers temps, il s'est fort occupé des idées de ces sortes d'hommes. Au château de Gripolm, il ne lisait que la Bible et un commentaire allemand sur l'Apocalypse, intitulé : *Die Regsgeschichte der christlichen religion in einer gemeinnutzigen erklarung der offenbarung Joannis.* Nuremberg, in-8°, 1799 (date que Sa Majesté est priée de retenir). Le livre est composé par un certain Young, qui ne s'est pas nommé, et n'est que l'explication d'un autre composé en 1745, par le docteur Bengel ; et il a pour but de prouver que tout ce que nous voyons aujourd'hui est prédit mot pour mot dans l'Apocalypse, mais que surtout la destruction de l'Église romaine était l'une des prédictions principales contenues dans ce livre. Quelques personnes de ma connaissance sont fort ébranlées par ces livres allemands, d'autant plus que les auteurs s'appuient sur des calculs astronomiques extrêmement curieux. Ces personnes m'ont prié de leur donner mon avis à cet égard ; mais je ne sais si mes devoirs de plus d'un

genre m'en laisseront le temps. Je suis parvenu seul dans ma solitude de Savoie à lire cinq langues en courant; mais pour deux autres, le grec et l'allemand, je n'ai pas la même aisance, il faut réfléchir et lire lentement, et je n'entreprends pas sans répugnance la lecture d'un gros livre allemand.

Au Roi.

Saint-Pétersbourg, 13 (25) janvier 1810.

Sire,

A l'arrivée du colonel Gorgoli, qui vient d'apporter des dépêches de Paris, la nouvelle du mariage de Napoléon avec la jeune grande-duchesse Anne s'est répandue de tous côtés, et même plusieurs lettres de Paris en parlent sans détour. La princesse commence sa seizième année. Elle était promise au duc de Saxe-Cobourg.

Nul doute qu'il n'ait été question à Erfurt d'un mariage avec une grande-duchesse. Catherine était celle qui se présentait la première; mais elle a épousé le prince Georges d'Oldenbourg. J'ai eu l'honneur d'entretenir longuement Votre Majesté sur le caractère et la résolution de cette princesse. Je sais que l'empereur répondit à Erfurt que l'article des mariages était absolument abandonné à l'impératrice mère; aussi l'on assure que le colonel Gorgoli était chargé d'une lettre directe pour elle. Je ne puis encore apprendre à Votre Majesté la résolution de l'empereur; mais il ne paraît pas qu'il reste le moindre doute sur la réalité de la demande; car les lettres de Paris, arrivées tout simplement par la poste, disent sans détour : « Nous espérons recevoir bientôt de chez vous la princesse qui doit remplacer... » etc. Cette nouvelle fait une sensation extraordinaire dans ce pays.

L'empereur de Russie ne s'expose qu'à voir un jour sa sœur déclarée concubine, et les enfants qu'elle pourra avoir, bâtards. Les Russes sont désespérés.

Digitized by Google

Dès qu'on saura positivement à quoi s'en tenir sur le grand mariage dont j'ai l'honneur de parler à Votre Majesté, je m'empresserai de lui en faire part : mais il me paraît impossible que je ne sois pas prévenu.

La conduite de la grande-duchesse Catherine à Twer est véritablement étonnante. Sa maison est une espèce de couvent pendant la soirée ; M. Karasmin, littérateur distingué du pays, y fait des lectures sur l'histoire de Russie, qu'il a particulièrement étudiée, et les personnes auxquelles elle fait l'honneur de les inviter pour passer les soirées, suivant les usages du pays, n'ont pas d'autre amusement. On m'a conté que son frère même, le grand-duc Constantin, a joui de ce plaisir comme les autres, et qu'il a dit ici en riant, « qu'il ne savait de l'histoire de Russie que ce qu'il avait appris dans cette soirée. » La princesse s'occupe elle-même d'apprendre le russe à son mari, lui présente les gens du peuple et leur sert de trucheman. Elle n'a jamais mis le pied à Moscou seule ; mais elle y a accompagné son auguste frère, et elle a fait la plus grande sensation. C'est une tête capable d'une longue prévoyance et des plus fortes résolutions. Sa sœur Anne est une colombe.

Nous avons reçu, il y a peu de jours, la proclamation de la *junta de Séville* du 28 octobre dernier. Il me paraît bien difficile que cette pièce ne soit pas connue de Votre Majesté. Cependant, comme tout est possible dans les circonstances actuelles, et que d'ailleurs rien n'empêche de réfléchir sur ce qui est connu, je prendrai la liberté de faire observer à Votre Majesté l'espèce de magie inconcevable qui fait adopter les modes et le langage de la France aux nations même qu'elle déchire et qui la détestent. On trouve dans cette proclamation : *l'hydre du fédéralisme, la hauteur des devoirs*, et d'autres expressions de ce genre.

Que le peuple espagnol soit grand, généreux et fidèle, c'est ce que je suis fort éloigné de nier ; mais qu'il ait adopté les idées modernes sur la souveraineté et qu'il en soit pénétré jusques à la moelle des os, c'est ce qu'il vient de proclamer hautement lui-même dans les passages suivants :

« Le peuple espagnol, le premier parmi les nations modernes, reconnut *les vrais principes de l'équilibre social*; il jouit avant tous les autres des précieux avantages de la liberté civile, et sut opposer au pouvoir arbitraire les barrières éternelles de la justice... — La junte fit résonner à vos oreilles le nom de vos *Cortès* qui ont toujours été pour nous le boulevard de la liberté civile et le *trône de la majesté nationale*... — ce nom prononcé avec mystère par le savant, avec méfiance par le politique, avec horreur par les tyrans... » etc., etc.

Si Votre Majesté a la bonté de considérer que c'est là le langage de la nation la plus sage et la plus religieuse de l'Europe, elle pourra voir aisément où nous en sommes, et si mes craintes pour l'avenir sont dépourvues de fondement.

Je suis, avec un très-profond respect,

Sire,

De Votre Majesté,

Le très-humble, très-obéissant, très-fidèle serviteur et sujet.

MAISTRE.

Saint-Pétersbourg, 29 avril (2 mai) 1810.

Monsieur le chevalier,

Un *post-scriptum* de M. le chevalier Ganières, du 21 février dernier, me transmet l'article d'une de vos lettres du 2 octobre précédent, portant ce qui suit : « Dans la crainte que mes lettres du 4 juin et 18 août ne se soient perdues, » etc. (Les premiers mots suffisent.)

En effet, monsieur le chevalier, ces lettres, perdues ou retardées, ne me sont point parvenues : ainsi le *post-scriptum* de Vienne est venu fort à propos. Je remercie très-humblement Sa Majesté de l'explication qu'elle a bien voulu me faire passer au sujet de mon appointement. Après avoir perdu considérablement pendant deux ans, en voulant m'en tenir aux 8,000 roubles, équivalent primitif de mon appointement, j'en

étais venu aux livres de Piémont, comme je l'ai mandé dans le temps, et je vois avec grand plaisir que la justice de Sa Majesté l'a entendu de même. Les roubles sont dans ce moment des livres de Piémont exactement, car le change avec la France est à 24 francs. J'ai beaucoup parlé sur ce sujet, sous son rapport politique, de manière que je n'y insiste plus. J'ai peine à me persuader qu'ils tombent exactement à rien. Si ce malheur arrivait, je répète que je ne puis dire ce que je ferais. Le pauvre abbé Pansoja serait le plus malheureux de tous.

Si la lettre que vous m'annoncez, monsieur le chevalier, contient des explications et des consolations, je vous en remercie d'avance, comme si elles m'étaient arrivées. Dans le cas contraire, je ne m'en fâcherai pas. Voyant de près et sentant dans mes nerfs les plus sensibles tant de cruels inconvénients qu'il était si facile de prévenir, j'ai dû vous paraître fort agité, et je l'étais en effet; mais, du reste, je suis l'homme du monde qui prend le plus aisément son parti sur les choses qui sont sans remède Tout le mal qui devait avoir lieu d'une façon et de l'autre est fait; il ne me reste, pour mon propre compte, qu'à jouir des compensations : c'est ce que je fais sans y attacher cependant trop de prix. L'ambassade de France continue à me témoigner beaucoup de considération, quoique de loin et sans s'écarter des formes diplomatiques. Quant à l'accueil dans le monde, il est toujours le même et n'a jamais varié. Dans mes moments de gaieté, je me compare à Gil-Blas qui avait faim pendant qu'on se recommandait à sa protection. Dans le moment où j'ai l'honneur de vous écrire, je me rends coupable d'une impolitesse grave par l'impossibilité physique et absolue où je me trouve de rendre mes billets de visites, faute de domestiques. J'ai fait ce que j'ai pu et je vois encore là un fagot de billets qui resteront sans réponse. N'est-ce pas Gil-Blas au pied de la lettre? Mais tout cela, je vous l'assure, m'inquiète fort peu. L'avenir cependant est assez sombre pour moi, surtout comme père; car de quelque manière que les choses tournent, je serai toujours mort en 1803. J'écarte les yeux autant que je puis de cette affreuse perspective. Du reste, comme je

me suis expliqué fort en détail, ayant l'honneur d'écrire directement à Sa Majesté sur ma position actuelle et sur ce qu'elle pourrait avoir de pénible pour ma délicatesse, je crois que sur ce point il m'est permis d'être tranquille.

J'ai décrit du mieux qu'il m'a été possible la situation politique de ce pays. Elle me paraît avoir empiré considérablement par le mariage, qui ne me paraît plus douteux, de la fille de Lucien Bonaparte avec le prince héréditaire de Suède (Holstein-Augustembourg). Voyez, je vous prie, monsieur le chevalier, comme tout plie devant l'homme extraordinaire et comme il se moque de tout. Il y a en Suède une loi fondamentale qui exige que toute reine soit luthérienne : je n'en ai pas encore parlé à M. de Stedding ; mais je ne doute pas que la nouvelle reine n'ait sa belle chapelle à Stockolm, en dépit de la loi fondamentale. C'est encore Napoléon qui régnera en Suède, et qui peut douter que la restitution forcée de la Finlande n'ait été le sujet d'un article secret du contrat de mariage ? Il me paraît voir ici beaucoup de soucis sur certains visages. J'ai eu l'honneur de vous faire connaître dans le temps que le trône de Suède avait été offert à l'empereur pour sa sœur et son beau-frère le prince d'Oldembourg ; mais l'empereur répondit qu'il ne pouvait rien faire contre le souverain légitime (qu'il avait détrôné). Voilà comme on a le tort et le ridicule. Il faut être honnête homme ou brigand de grand chemin; mais chacun a son goût. Il y a sur ce règne une incroyable malédiction qui rend inutiles de fort bonnes qualités. On a déjà parlé sourdement des biens ecclésiastiques du clergé catholique. Je n'en voudrais pas répondre, comme je ne voudrais pas répondre que le dernier édit de l'empereur d'Autriche, qui hypothèque sagement neuf cent millions de papillottes sur les biens du clergé, n'encourage ici la même mesure. Quoi qu'il en soit, la grande secte a enfin obtenu la signature de l'excellent prince François II (ou Ier) qui lui manquait. Maintenant la liste est complète, et il est décidé que des propriétaires peuvent être dépossédés en toute justice, pourvu qu'ils soient habillés de noir. Ils sont célibataires, dit-on.—Eh ! qui s'est jamais avisé



Digitized by Google

de soutenir que la souveraineté a droit de s'emparer des biens de tout sujet qui n'a point de femme? Il faut toujours en revenir à l'habit noir. Le texte suivant de Frédéric II, qui se trouve sous ma plume, amusera peut-être Votre Majesté.—« Le pape et les moines finiront sans doute; mais leur chute ne sera pas l'ouvrage de la raison. Ils périront à mesure que les finances des grands potentats se dérangeront; on commencera en France... Cet exemple sera imité, et le nombre des *cucullati* sera réduit à peu de chose. En Autriche, le même besoin d'argent donnera l'idée d'avoir recours à la conquête facile des États du Saint-Siége... et l'on fera une grosse pension au saint-père. » (Lettre de Frédéric II à Voltaire, du 9 juillet 1777.) Le reste n'est pas moins curieux. Vous voyez, monsieur le chevalier, qu'il ne s'est trompé que sur le nom de l'exécuteur. Peu d'années après, il ajoutait : « La cognée est mise à la racine de l'arbre. D'une part, les philosophes s'élèvent contre les absurdités d'une superstition révérée; d'une autre les abus de la dissipation forceront les princes à s'emparer des biens des reclus, les suppôts et les trompettes du fanatisme. Cet édifice, sapé par ses fondements, va s'écrouler, » etc. (Lettre au même.)

Mais voici le beau! Quand il eut sous la main des biens ecclésiastiques, il fut arrêté par l'instinct royal, qui était grand chez lui, malgré les épouvantables erreurs de son esprit, et il écrivit à d'Alembert, pendant le plus fort accès de Joseph II : « L'empereur poursuit sans relâche son système de sécularisation; moi, je laisse les choses comme elles sont. Le droit de propriété, sur lequel repose la société, est sacré pour moi. » (*Œuvres de Frédéric II*, t. I, p. 121.)— Ces citations me paraissent piquantes dans les circonstances actuelles. Sa Majesté entendra bientôt parler de l'établissement d'un patriarche pour chaque nation et d'un concile *œcuménique*, convoqué en France et *en toute liberté*; deux événements encore prédits par Frédéric II, dans la première lettre que j'ai citée. — « Mais qu'arrivera-t-il?... Les puissances catholiques ne voudront pas reconnaître un *vicaire de Jésus* subordonné *à la main impériale.* »

(Il se doutait peu du nom de cette main.) « Chacun alors créera un patriarche chez soi. On assemblera des conciles nationaux. Petit à petit chacun s'écartera de l'unité de l'Église, et l'on finira par avoir dans son royaume sa religion comme sa langue à part. » (*Œuvres de Voltaire*, t. LXXXVII, p. 271.) Il est certain qu'il a vu tout ce qu'on pouvait voir avec la tache qu'il avait dans l'œil, et il paraîtra toujours extraordinaire que tandis que la grande secte a pu faire tomber dans ses filets tous les princes catholiques, avec ses deux phrases magiques : *Prenez garde à vos finances et prenez garde à votre puissance*, un franc penseur tel que Frédéric II, appuyé seulement sur son instinct de roi, se soit moqué de ces innovations et n'ait pas voulu les imiter. Le primat d'Allemagne a déjà publié un écrit relatif au futur concile et à la réunion de toutes les communions chrétiennes. Je ne doute pas que Napoléon ne convoque les bipèdes mitrés de ce pays, et ne les force d'aller parler latin à Paris; cela sera excessivement curieux. Les choses en sont venues au point où il serait dangereux d'arrêter cet homme; et pour moi, monsieur le chevalier, si je pouvais lui donner la mort par un seul acte de ma volonté, je m'en garderais bien. J'aurais peur de mêler mon ignorance humaine à des plans qui sont trop vastes pour qu'il soit permis au fils d'un homme et d'une femme de se jeter en travers. Je n'en demeure pas moins ferme sur les principes que j'ai constamment eu l'honneur de vous manifester, que cet homme miraculeux n'exerce qu'une force purement négative, et qu'il n'a d'autre puissance que celle de la foudre; il est ce qu'il doit être et il ne peut durer. Nous savons parfaitement aujourd'hui comment s'est décidé le mariage. Talleyrand dit au prince de Schwartzemberg : « Nous sommes sûrs de la grande-duchesse de Russie; c'est à vous de voir ce que vous avez à faire; d'abord après le mariage, il faut vous tomber dessus. » Le prince a fait partir son courrier, et l'empereur s'est décidé en moins de deux heures (peut-être deux heures et demie). Tout le monde se répète à l'oreille un jugement du prince de Ligne sur ce mariage : *Il faut mieux qu'il arrive malheur à une archiduchesse qu'à la monarchie*. Je ne me

vante pas d'une mémoire assez heureuse pour vous rapporter précisément les mêmes mots, tels qu'ils ont été prononcés; mais vous pouvez y faire les changements que vous jugerez convenables, pourvu que vous n'altériez pas le sens.

Au reste, monsieur le chevalier, quoique je ne doute nullement de l'extrême sensibilité de l'empereur Napoléon et de sa rare tendresse pour son auguste épouse, je crois néanmoins fermement que la politique sera toujours au-dessus de la tendresse, et que jamais il n'accordera à l'Autriche une puissance capable de lui donner de l'équilibre à l'égard de la France. Je brûle d'envie de savoir quels sont les projets de Sa Majesté relatifs à ce grand événement, et s'il ne présente aucune perspective favorable pour nous.

Nous avons lu dans le journal de Paris un article qui donne fort à penser sur l'expédition de l'Inde, qui est présentée comme très-possible, *avec le concours de deux puissances* (la France et la Russie). Jamais cet homme ne se reposera que quand il se reposera tout à fait. Le cardinal de Richelieu s'était fait peindre debout sur le globe, avec l'inscription : *Hoc stante cuncta moventur.* Une main hardie écrivit sous cette modeste inscription : *Ergo cadente omnia quiescent.* La conclusion n'était pas juste, et de nos jours elle le serait beaucoup moins si la *chute* arrivait trop tôt. Si j'étais garçon et si je n'étais pas sujet du roi, je me moquerais fort de tous ces bouleversements, qui ne seraient pour moi qu'un grand et magnifique spectacle; mais quand je pense à Sa Majesté et à mes enfants, ma philosophie plie, et les agréments dont je jouis ici perdent presque toute leur douceur. Les parents de Sa Majesté ne pourront-ils rien absolument pour elle, et n'auront-ils pas même le courage d'essayer? — Mais je me défends tout blasphème et même toute mauvaise pensée avant d'être instruit, quoique je sois déjà fort irrité d'une certaine chose.

On vient de payer le subside, mais je n'ai point encore le compte. Comme nulle dépense n'a changé *nominativement*, vous pouvez, monsieur le chevalier, prendre le compte d'un semestre ancien quelconque, voir ce qui reste à Sa Majesté, les trois

légations payées, et convertir les roubles en pièces de 24 livres tournois, vous saurez ce qui reste ici *en argent* à la disposition de Sa Majesté. Je n'ai point encore eu de réponse pour les 2,000 guinées envoyées à M. le comte de Front, le 8 mai 1809, et je n'enverrai plus rien que sur votre ordre, comme j'ai eu l'honneur de vous en faire part depuis très-longtemps. Je n'ai plus rien à vous dire dans ce moment; d'ailleurs on me laisse peu de temps et je me resserre pour ne pas effaroucher M. le comte de Front par un paquet trop épais. C'est le chargé d'affaires de Portugal, M. le chevalier Navarru de Andrade, qui admet cette lettre dans son paquet pour Londres.

J'ai l'honneur d'être, avec une respectueuse considération,

Monsieur le chevalier,

Votre très-humble
et très-obéissant serviteur,

MAISTRE.

P. S. Voilà le compte qui arrive et qui me fait une peine impossible à décrire.

Saint-Pétersbourg, 29 mai (10 juin) 1810. — N° 87.

Monsieur le chevalier,

Voilà encore un trône vacant et la Suède jetée dans une situation des plus critiques. Le 28 du mois dernier, le prince *héréditaire* de Suède était allé déjeuner à Elseneur avec son frère; il se sépara de lui avec les mouvements d'une tristesse extraordinaire, qui depuis ont paru un présage. Il traversa le Sund et se rendit à Helsinborg, où il s'arrêta pour voir les manœuvres d'un régiment de hussards; il se portait à merveille et se montrait fort gai. Les manœuvres ordinaires étaient finies, le colonel lui proposa de faire exécuter je ne sais quelle charge à échelons qui devait être belle et difficile. Le prince y consentit. En se portant d'une aile à l'autre, il parut n'être pas maître de son cheval; bientôt son chapeau tomba; ensuite il

balança lui-même et tomba de cheval. On accourut, on le porta dans le presbytère voisin, où il fut saigné; mais il ne parla plus, et une heure après il expira. Voilà le sort du prince *héréditaire* et le résultat des sages conseils du *peuple souverain* de Suède. Ce prince, au reste, s'était fait aimer universellement, à ce que disent les lettres les moins suspectes; mais ce n'est pas de quoi il s'agit. Le comte de Stedding, sur le point de partir, reçut cette nouvelle jeudi dernier 26 (7) juin, et la même dépêche lui faisait connaître les intentions du roi qu'il continue sa résidence jusqu'après la clôture de la diète, clôture *qui aura lieu vers la fin de juillet*. C'est beaucoup promettre. On va la convoquer incessamment; mais ceux qui croient que les maladies putrides et invétérées se guériront par la diète sont de pauvres docteurs en médecine.

Me trouvant hier chez le comte de Stedding avec le chargé d'affaires du Portugal, j'observai au premier que les Suédois avaient aujourd'hui l'occasion de se faire un grand honneur; qu'on ne doit jamais mettre en thèse que le peuple ait droit, pour aucune raison, de se défaire de son souverain; que si des circonstances extraordinaires, des crimes ou des imprudences nécessitaient une pareille catastrophe, il fallait toujours la rejeter sur la volonté du souverain et ne la présenter jamais comme un jugement de la nation; qu'il ne faut d'ailleurs lui donner jamais une extension cruellement inutile, et qu'en supposant (ce qu'il ne m'appartenait pas d'examiner) que le précédent roi avait rendu son éloignement rigoureusement nécessaire, c'était une atrocité inexcusable, et dont les Suédois se repentiraient amèrement, de détrôner sa famille pour de simples erreurs personnelles, parties même d'un homme éminemment vertueux, de l'avis de tous les partis; que la nation n'aurait donc rien de mieux à faire que de rappeler le fils, et que M. le comte de Stedding ferait une chose digne de lui en écrivant dans ce sens.

Il me répondit qu'il était tout à fait dans ces principes et qu'il se proposait d'écrire au roi en conséquence. « *Mais*, m'ajouta-t-il, *je prévois deux choses : que les Suédois ne feront*

pas cette démarche, et que, s'il la fait, le roi dépossédé s'y refusera. »

— *Eh bien, monsieur le comte, que vous importe? écrivez toujours, ils feront ce que bon leur semblera, et votre avis signé Stedding demeurera écrit pour la postérité. Or, dans ce temps de renversement, savez-vous ce que c'est que la postérité? c'est demain.* — Là dessus, nous nous séparâmes. Il écrira très-sûrement au roi dans ce sens, qui est le bon; mais je prévois comme lui, quoique par d'autres raisons, que c'en est fait des Wasa.

J'ai vu quelques lettres du dernier roi de Suède, et j'en ai vu d'autres sur son compte. Les unes et les autres feraient croire que cette tête, d'ailleurs si respectable, n'est pas bien parfaitement à sa place. Il a eu des scènes singulières à Bade avec sa famille. L'envoyé de France à Calsruhe s'opposant à ses vues (du roi Gustave) qui le portent à se fixer à Bâle, il écrit à la duchesse qui l'en avait averti : « *Envoyez-moi le ministre de France, et je le mettrai à la raison.* » Rien n'est si tristement plaisant. J'ai eu l'honneur de parler à Sa Majesté, dans l'une de mes dépêches précédentes, d'un certain commentaire allemand sur l'Apocalypse, qui a une grande vogue dans ce moment, et sans lequel on ne peut être au fait des opinions de l'Allemagne. L'auteur de ce livre, qui se nomme Yung, est à Bade; mais tous ses disciples sont à Bâle, et c'est ce qui attire Gustave dans cette ville[1], parce qu'il est extrêmement entiché de ce livre que j'ai lu très-attentivement. Le comte de Stedding me demandait ce que je pensais de ce livre; je lui répondis que je me servais de l'artillerie de ces messieurs pour les tuer; que tout ce qu'ils disaient était vrai, excepté qu'il fallait changer les noms et appliquer à un certain personnage tout ce qu'ils disaient du pape, qui n'était rien moins que *la bête*; sur quoi il me répliqua, à mon grand étonnement, que c'était justement

[1] Par la même raison, Napoléon ne veut pas qu'il aille se fixer dans cette ville, et Gustave fait tous ses préparatifs, comme si l'autre n'était pas au monde. C'est une scène inconcevable dont je ne prévois pas l'issue.

ainsi que l'entendait son maître. Je ne comprends pas trop cela, car le livre d'Yung est rempli du fanatisme protestant le plus exalté, de manière qu'il est difficile de comprendre comment il peut être mené par un livre auquel il ne croit pas. Il se peut faire qu'il ait fait la séparation des métaux, et qu'il regarde comme démontré que nous assistons *au règne de la bête*, quoiqu'il ne soit pas d'accord avec l'auteur sur le nom de ce *redoutable animal*. A travers toutes les folies qu'on a débitées en Allemagne sur ce sujet, il y a des choses ingénieuses, il y en a de probables, et même il y en a de vraies. Nul doute, à ce qui me semble, que nous n'assistions à une des grandes époques du monde et que tous les hommes sages ne doivent tenir leurs yeux ouverts, car nous ne sommes pas au bout.

Le roi Gustave, en cela bien différent de son père, est un excellent chrétien, à sa manière, et un homme d'une moralité parfaite. Il joint à ces qualités le goût des choses singulières ; il est, par exemple, franc-maçon du premier ordre, et d'une espèce qu'il serait trop long de vous faire connaître. Le comte de Stedding, en me présentant une lettre de ce prince, me dit en riant : « *Je ne suis pas assez avancé pour connaître cela ; voyez.* » Je regardai, et je reconnus, à la suite de la signature, un signe de haute maçonnerie fait en forme de croix. Je savais bien que les initiés accompagnaient de ce signe leur nom d'ordre lorsqu'ils s'écrivaient confidentiellement ; mais de ma vie je ne l'avais vu paraître au grand jour et dans la vie civile. J'appris, avec le plus grand étonnement, que jamais ce prince ne signait autrement dans aucune occasion ; c'est la signature d'un évêque renversée, — Gustave ✝ au lieu de ✝ Gustave. Qui pourrait croire de pareilles choses, si on ne les avait pas vues de ses propres yeux ? Ceci me conduit à un phénomène très-remarquable, celui de la résurrection de la franc-maçonnerie en France, au point qu'un *frère* vient d'être enterré solennellement à Paris avec les attributs et les cérémonies de l'ordre. Le maître qui règne en France ne laisse pas seulement soupçonner que rien de semblable puisse se faire sans son congé ; jugez, par son caractère connu, de ses idées sur les sociétés secrètes :

comment donc expliquer la chose? est-il chef ou dupe (ou peut-être l'un et l'autre) d'une société qu'il croit connaître et qui se moque de lui? L'abbé Baruel, dont vous connaissez peut-être l'ouvrage intéressant sur le *jacobinisme*, s'est totalement trompé sur la franc-maçonnerie, faute de connaissances suffisantes; il a été relevé et redressé par le sage et docte auteur allemand du *Triomphe de la philosophie dans le dix-huitième siècle*, 2 vol. in-8°; il y a réellement beaucoup à apprendre dans ce livre.

On confond tout sous le nom vague de *francs-maçons* ou *illuminés*. C'est une source d'erreurs et de faux jugements: chaque chose doit être mise à sa place.

Ce pays étant le singe de la France, la franc-maçonnerie, dont il n'était plus question du tout, s'est relevée tout à coup, et déjà j'ai connaissance de deux loges dans l'une desquelles se trouve le gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, M. Balachoff. J'ai les yeux extrêmement ouverts sur cette nouveauté extrêmement suspecte dans ce moment. Si par hasard on m'invitait à quelques-unes de ces assemblées, je m'y rendrais sans difficulté; mais le lendemain je le ferais savoir à l'empereur.

N'ayant pas le temps, monsieur le chevalier, de vous faire une longue dépêche, parce que j'ai été averti très-tard du départ d'un courrier suédois, j'ai voulu traiter ce seul chapitre qui se lie aux affaires de Suède et qui me semble très-capable d'intéresser Sa Majesté, car l'on n'entend rien à la marche des affaires si l'on ignore celle des esprits.

Rien de nouveau ici, ce qui signifie : *Toujours mal*. Le rouble vaut 20 sous de France. On va en avant sans savoir où l'on aboutira. Le système français est toujours sacré. Vous m'aurez peut-être trouvé un peu hardi dans cette lettre au chancelier où le terme d'*ignorance* est employé crûment; mais je sais bien ce qu'il faut dire. Rejeté de Sa Majesté sans voile ni adoucissement (ce qui est bien malheureux pour moi; mais ce n'est plus de quoi il s'agit) et fort protégé et agréé dans ce pays, si je ne leur donnais pas de temps en temps des secousses, ils

pourraient croire que je m'endors, que je signe les professions de foi françaises et que je deviens Russe; mais tandis que je serai ministre du roi, je serai ministre du roi, ce qui n'est pas du tout un jeu de mots : au reste, mon opinion est invariablement fixée sur le mémorable renversement dont nous sommes les témoins; la faiblesse humaine laisse malheureusement subsister un doute cruel sur les dates; mais je crois tout le reste certain.

Ayant eu occasion d'écrire depuis au chancelier pour un autre objet, j'ai insisté encore sur cette légation, mais en le caressant un peu en bon style, ce qu'il aime assez. Je lui ai dit en finissant : « Trois choses doivent être prises dans ce cas en considération : le caractère, le grade et la qualité; et par exemple il y aurait une différence entre un personnage et une personne. Je ne veux point être indiscret en insistant trop; permettez donc que je m'en repose absolument sur la générosité de Sa Majesté Impériale, ayant celle de Votre Excellence pour ministre. »

Je meurs d'envie de savoir *si* et *comment* on remplacera le prince K... Ce dernier m'a écrit, le 24 juillet de l'année dernière, une lettre qui m'est arrivée avant-hier. Elle est supérieurement écrite et fort honnête. Il me dit mille choses polies sur M. et Mme de Saint-Réal; il me demande mon amitié et m'adresse une foule de questions sur son pays. Je réponds sur le même ton; mais comme il me parle aussi de la *difficulté de sa position*, j'ai saisi cette occasion de lui adresser de mon côté quelques avis pour le cas où il resterait en Sardaigne. Pour peu que Sa Majesté ait envie de lire ce que je lui dis sur ce point, vous pouvez ouvrir la lettre; j'ai eu soin de cacheter très-légèrement le premier pli intérieur de l'enveloppe; la plus légère chaleur le dégagera, et vous rétablirez tout sans toucher au cachet[1]. Ces avis, au reste, sont conformes à ce que je me rappelle vous avoir mandé à son sujet: il n'y a pas de mal

[1] Dans les deux suppositions, je vous prie de garnir de cire le dessous du cachet avant de remettre la lettre, et de faire la chose dextrement.

qu'il soit légèrement prêché, car qui sait si on ne vous le laissera pas, faute de savoir se déterminer à vous en envoyer un autre?

On n'oublie rien ici pour faire la paix avec les Turcs; mais ceux-ci font les difficiles. On se fortifie sur les frontières de Pologne; on y envoie beaucoup de monde. Tout ceci est réservé pour une autre dépêche. On a fait à *Plaisantopolis* une foule de calembours et de pasquinades.

MÉMOIRE.

En exceptant quelques erreurs inévitables et passagères fondées sur de fausses nouvelles, et peut-être aussi quelques jugements précipités non moins inévitables dans une position restreinte qui ne permet pas même d'acheter les gazettes, toute ma correspondance a roulé pendant sept ans sur certains principes généraux que je prie Sa Majesté de vouloir bien considérer un instant dans l'abrégé extrêmement succinct que j'ai l'honneur de mettre sous ses yeux.

1° S'il y a quelque chose de malheureusement évident, c'est l'immense base de la révolution actuelle, qui n'a d'autres bornes que le monde.

2° Cette révolution ne peut point finir par un retour à l'ancien état de choses qui parait impossible, mais par une rectification de l'état où nous sommes tombés; tout comme la révolution immense causée par l'invasion des barbares dans l'empire romain ne finit point par l'expulsion de ces barbares, mais par leur civilisation et leur établissement définitif qui créa l'état féodal de l'Europe.

3° La durée des révolutions étant proportionnée à la masse des éléments mis en fermentation et à la grandeur de l'effet qui doit en résulter, rien malheureusement ne nous annonce la fin de celle que nous voyons, d'autant plus que l'on n'aperçoit en Europe aucun jeune talent capable de s'opposer au torrent. Cet article est important; car l'homme qui n'a pas vaincu à trente ans ne vaincra jamais. Je veux dire qu'il pourra con-

duire des bataillons avec plus ou moins de succès dans une guerre ordinaire, mais que jamais il ne fera une de ces guerres qui changent la face du monde.

4° Mille et mille raisons historiques, politiques, morales, métaphysiques même, se réunissent pour faire croire que rien ne peut faire reculer la France, et que le repos ne peut être rendu au monde que par elle.

5° Bonaparte n'est qu'un immense zéro, une nullité toute-puissante. Rien ne lui résiste; mais son action est purement destructrice, et il ne fait que balayer la place pour les architectes futurs.

6° La restitution des États de Sa Majesté pendant la vie de cet homme extraordinaire ne doit point être mise au rang des choses possibles; cependant, il est digne d'elle de ne jamais la perdre de vue.

7° La maison de Savoie est trop grande pour un petit État. Son ancien patrimoine même n'était pas en proportion exacte avec la dignité particulière du souverain (je ne dis point ceci parce que le roi le lira, mais parce que je le pense). Heureusement ces États étaient si parfaitement situés, et leurs différentes parties se trouvaient entre elles dans une si parfaite harmonie, qu'ils pouvaient être rangés au nombre des souverainetés les plus précieuses de l'Europe. Mais si l'on vient à les morceler, la puissance qui naît de l'ensemble disparaît, ou du moins elle diminue, non point en raison de la diminution physique et territoriale, mais dans une proportion beaucoup plus grande.

8° Donc il vaudrait mieux pour la maison de Savoie posséder de plus grands États en Italie, et même hors de l'Italie, que jouir seulement d'une partie des siens, et ce qu'elle doit chercher par-dessus tout, c'est l'indépendance.

9° Un beau coup serait de décider Bonaparte à quelque cession qui s'accorderait d'abord avec la morale qui est avant tout, et ensuite avec les intérêts et les vues des puissances légitimes, en sorte que, dans aucune supposition possible, Votre Majesté ne se trouvât compromise.

10° Appliquant enfin quelques-uns de ces aperçus généraux à ma situation particulière, je demandais avec empressement à Sa Majesté une marque quelconque de sa protection actuelle, n'ôtant jamais les yeux de dessus mon extrait baptistaire, et faisant cession de grand cœur de tous mes honneurs futurs à ceux qui ont le bonheur de compter davantage sur l'avenir.

Il peut sans doute y avoir de l'erreur dans ce système général; mais si Sa Majesté daigne l'examiner attentivement, peut-être qu'elle n'en trouvera pas plus que dans tout autre système. Il paraîtra même assez difficile d'évaluer cette erreur, si l'on réfléchit que, dans l'art des conjectures, l'événement contraire, considéré seul, ne prouve rien contre la légitimité du raisonnement; précisément comme dans le jeu la perte de la partie ne prouve nullement que celui qui a perdu ait mal joué.

CHAPITRE XVII

De la politique de la maison de Savoie.

Pendant ces longues années d'interrègne, les fidèles du roi s'occupaient, faute de mieux, à faire de la théorie, et cherchaient à établir les bases fûtures de la monarchie à restaurer. M. de Maistre était, comme on l'a pu voir, fort désireux d'institutions plus larges que celles qu'avait renversées la révolution. Lorsqu'en 1805, il vit la possibilité d'une restauration prochaine, il résolut de dissiper les illusions que le roi conservait sur l'opportunité de l'ancien système.

Comme Alexandre, l'unique espoir de Victor-Emmanuel, était notoirement imbu du nouvel esprit, le comte de Maistre, pour entamer le roi, mettait en avant l'empereur.

A voir cette cour si asiatique, cet empereur si maître de ses sujets, qui ne croirait, Sire, que Votre Majesté aura dans lui le plus ferme soutien de la monarchie la plus absolue? C'est précisémentle contraire, Sire. L'empereur est un philosophe, et, s'il est permis de le dire, il l'est trop. La Harpe a fait sur ce

jeune cœur des impressions ineffaçables, et il en est résulté un tout absolument inexplicable, lorsqu'on ne l'a pas étudié ici. Tout ce qui environne l'empereur, tout ce qui possède sa confiance est porté de même aux idées nouvelles. De là cette fameuse constitution que Votre Majesté a pu lire, il y a trois ans, dans tous les papiers publics. Il est vrai que les auteurs mêmes furent obligés de reculer devant leur propre ouvrage; mais si la nation était mûre pour un pareil gouvernement, l'empereur ne demanderait pas mieux que de le lui donner. Lors donc que nous verrons le moment (qu'il plaise à Dieu de hâter) où Votre Majesté sera destinée à régner sur un nouveau peuple, si les personnes qui parleront pour lui demandent que Votre Majesté soit tenue de maintenir tel ou tel privilége, telle ou telle représentation, elle ne doit pas douter que le premier mot de l'empereur ne fût : « C'est fort bien. Rien n'est plus juste. »

Dans sa dépêche suivante, M. de Maistre alla plus loin, et fit entendre au roi que l'initiation française subie d'abord, acceptée ensuite par le Piémont, pourrait bien avoir changé quelque chose à la vieille et habituelle inertie, et que, comme l'avait dit le prince Czartoryski, il serait désormais impossible de gouverner les hommes comme auparavant.

Au sujet du progrès de l'influence révolutionnaire en Piémont, M. de Maistre parle d'abord tout doucement de Napoléon.

Au Roi.

Sire,

1805.

J'imagine que les correspondants de Votre Majesté l'auront instruite de tout ce qu'a fait et dit Buonaparte pendant son séjour à Turin. Au hasard cependant de lui répéter ce qu'elle sait déjà, je lui rappellerai ce qu'il a dit pendant un dîner (le même où il avait invité deux Piémontais, le marquis de Barol et le comte de Saluces) : « Je sais, » dit-il, « qu'il y a des personnes

qui regrettent le roi et qui espèrent son retour; mais elles doivent s'ôter cette idée de la tête. L'existence de ce prince a été pendant longtemps un véritable miracle. Un souverain ne peut exister entre deux puissances telles que la France et l'Autriche [1]. »

Il s'est conduit avec une adresse infinie; il a distribué des emplois, des pensions et des compliments fort à propos. Les cent mille francs qu'il a distribué à la vénerie aux gens de Votre Majesté ont fait une grande impression. Quoi qu'il soit le plus dur et le plus insensible des hommes, il commence à deviner l'art de caresser. C'est un docte comédien; je doute cependant qu'il convertisse de si tôt les Piémontais, qui sont, entre autres singularités de caractère, les hommes de l'univers les moins susceptibles d'enthousiasme subit. Je crois qu'ils y regarderont de près avant de crier *vivat* de bonne grâce. On écrit cependant qu'*il a gagné beaucoup de partisans*. Quant aux Italiens pris en masse, je crois qu'ils pourraient être aisément séduits par l'idée de jouer un rôle politique après une si longue nullité, et de redevenir nation. Je sais que ce système ou cet espoir a beaucoup de partisans en Italie. Votre Majesté, qui voit les choses de plus près, en sait plus que moi à ce sujet [2].

Ce premier coup porté, le ministre redouble par le suivant plus direct et plus précis :

[1] A part l'immense intérêt qu'avait la France à disposer du Piémont et à avoir ainsi un pied en Italie, Napoléon avait une haine particulière contre le roi de Sardaigne, et le dit une fois très-clairement à M. de Meerfeld, qui fut ambassadeur à Pétersbourg en 1809. Le baron de Binder, qui remplaça M. de Meerfeld à ce poste, avait entendu dire la même chose au général Clarke, qui n'avait jamais pu comprendre d'où venait cette aversion prononcée.

Peut-être Napoléon ne pouvait-il s'empêcher de voir dans ce malheureux roi l'allié fidèle des Anglais, ses grands ennemis.

[2] Il ne faut pas qu'on s'étonne en Piémont que l'idée de l'indépendance italienne ne soit pas mieux formulée par M. de Maistre, puisque Ugo Foscolo ne l'a lui-même exprimée que très-vaguement, et sous forme d'aspiration patriotique. Ce n'est qu'après la Restauration qu'a été traduit en principes l'amour de cette patrie, qualifiée par M. de Metternich d'*expression géographique*.

A l'égard du Piémont, personne assurément ne rend plusde justice que moi à la fidélité et au bon sens piémontais; nul doute que la majorité de ce peuple ne soit de tout son cœur pour son légitime souverain. Mais qu'est-ce que cela fait à la question, je vous en prie? Souvenez-vous du philosophe ancien auquel on montrait, dans le temple de Delphes, des ex-voto de ceux qui s'étaient sauvés du naufrage par l'assistance d'Apollon. — Je voudrais bien voir, dit le raisonneur, les tableaux de ceux qui se sont noyés. — Dans toutes les questions où l'on n'a pas vu les deux côtés de la médaille, on n'a rien vu. Sa Majesté a lu les lettres de ses fidèles; je l'en félicite de tout mon cœur; mais ceux qui haïssent ou qui craignent son gouvernement ont-ils remis leurs lettres? Je crois que non. Et je dis que cette minorité (plus nombreuse qu'on ne le croit), suffirait, dans le moment actuel, pour rendre Sa Majesté le plus malheureux, je ne dis pas des rois, mais des hommes.

Posons d'abord comme un principe incontestable que toute grande révolution agit toujours plus ou moins sur ceux mêmes qui lui résistent, et ne permet plus le rétablissement total des anciennes idées. Nous le voyons par la commotion religieuse du seizième siècle qui a opéré une révolution très-sensible, mêmes chez les catholiques. Distinguez d'ailleurs le *principe* de la révolution et ses *conséquences*. Personne assurément n'aime le pillage, les concussions, les violences, les *emprunts forcés*, etc. Mais la liberté, l'égalité, l'esprit de résistance et d'examen ne plaisent que trop à la nature corrompue. Je me rappelle qu'un jour, au milieu d'une compagnie choisie, je dis : *Messieurs, tout le monde hait la révolution de haut en bas, mais de bas en haut, j'en doute*. On fut frappé de cet examen de conscience court et pénétrant. En effet, un bourgeois trouvera très-impertinent qu'un valet veuille être son égal; mais si les novateurs viennent lui prouver qu'il est l'égal d'un noble, il ne les trouvera plus si ridicules, je vous en réponds. Le petit nombre de

gens sages qui jugent autrement et sainement ne prouve rien et ne signifie rien.

Le comte Panin, l'un des acteurs de la grande tragédie où succomba Paul Ier, se trouvant en voyage, avait donné au roi, en passant à Rome, des renseignements de courtisan sur l'esprit des populations piémontaises. M. de Maistre, cette fois, contredit carrément.

Au Roi.

Sire,

. . . .

. . . . . A l'égard de M. le comte Panin, je doute que Votre Majesté soit instruite de certains faits. Lorsqu'en commençant ses voyages, il se présenta sur la frontière de Suède, le roi lui défendit l'entrée, et il fut obligé de rétrograder. Panin se plaignit ici amèrement, mais la cour fit la sourde oreille. Buonaparte, ce grand défenseur des droits des souverains, l'a fait sortir de Suisse, et même l'a fait accompagner par des soldats jusqu'à la frontière. Enfin, Sire, lorsqu'il est arrivé ici et que dans l'idée de s'y fixer il avait déjà loué un appartement, on lui a fait signe de partir pour Moscou où il est actuellement. On peut écrire que le délire atroce du dernier empereur avait fini par rendre sa mort nécessaire ; néanmoins, Sire, je dirai toujours de cette mort ce qui a été dit des scandales : *Il fallait que cette mort arrivât, mais malheur à ceux par qui elle est arrivée.* Ce sentiment est d'autant plus juste que le prince égaré ne fut pas conspué, souffleté, meurtri, assommé enfin par l'innocence knoutée ou mutilée, mais, comme il arrive toujours, par des favoris comblés de ses grâces. Je saisirai cette occasion pour observer à Votre Majesté qu'en faisant abstraction des témoignages écrits que le comte Panin peut avoir rapportés du Piémont et présentés à Votre Majesté, j'ai beaucoup de doutes sur tout le reste. Je connais beaucoup ici Mme Tutermin, sœur de ce personnage, qui a voyagé avec lui et ne l'a jamais abandonné. Elle n'a rien vu en Piémont, elle n'a pas

entendu un seul mot de ce que monsieur son frère a raconté à Rome. Je m'en suis assuré avec la prudence convenable.

Ailleurs, M. de Maistre revient sur ce sujet.

Il faut compter dans la minorité opposante du Piémont ceux qui haïssent et ceux qui craignent : tout ce qui a donné des gages à la Révolution ; ce qui a servi la république ou pour mieux dire la France ; les acheteurs, vendeurs et revendeurs à l'infini des biens nationaux : les parents, amis, tenants et aboutissants de tous ceux-là. Les fidèles mêmes seront considérablement changés par la révolution, rien n'est plus certain. Tel qui désire le roi très-sincèrement et qui le lui aura écrit, sera très-capable de dire le lendemain de la restauration : « Cette mesure est tyrannique, le roi n'a pas le droit de faire cela. » Je connais à fond la révolution, je l'ai *fréquentée*, surtout pendant mon séjour en Suisse ; d'ailleurs l'histoire est là, ouverte pour tout le monde. J'ai souvent attiré l'attention en exposant l'analogie surprenante de la révolution du seizième siècle et de celle que nous voyons, qui n'est qu'un calvinisme politique.

Il est à remarquer que cette expression de calvinisme politique n'est pas, sous la plume de M. de Maistre, absolument désapprobatrice ; il dit quelque part que la révolution religieuse du seizième siècle a modifié sensiblement le catholicisme même. S'il conseille ici de s'accommoder à l'état actuel des esprits, c'est qu'il ne croit pas entièrement vicieux ce changement de la vie morale des peuples ; car il ne pardonne guère aux coupables, et on l'a entendu, à propos de la Sardaigne, parler fort lestement de potences comme d'excellents moyens de civilisation.

Du reste son rigorisme absolutiste a été exagéré. Qu'on lise les lignes suivantes, écrites en 1794, alors qu'il devait naturellement se manifester chez l'ex-magistrat une réac-

tion incomparablement énergique contre les passions révolutionnaires :

Une révolution me paraît infaillible dans tous les gouvernements. Vous me dites que les peuples auront besoin de gouvernements *forts*, sur quoi je vous demande ce que vous entendez par là ? Si la monarchie vous paraît forte à mesure qu'elle est plus absolue, dans ce cas Naples, Madrid, Lisbonne, etc., doivent vous paraître des gouvernements vigoureux. Vous savez cependant, et tout le monde sait, que ces monstres de faiblesse n'existent que par leur aplomb. Soyez persuadé, monsieur, que pour *fortifier* la monarchie, il faut l'asseoir sur les lois, éviter l'arbitraire, les commissions fréquentes, les mutations continuelles d'emplois et les tripots ministériels. Voyez, je vous prie, ce que nous étions devenus, et comme on avait repoussé nos idées de bon ordre, quoique très-modérées et ne touchant nullement à la prérogative de la couronne[1].

Et que l'on remarque bien que ce point d'arbitraire où nous en étions venus, et qui révoltait M. de Maistre, était bien loin du système de compression que l'effroi des rois de Piémont crut devoir opposer à la révolution, de 1821 à 1848.

Pour faire saisir plus exactement les dispositions relativement *libérales* de M. de Maistre, je vais esquisser la conception qu'il se faisait des destinées de la maison de Savoie, ou plutôt compléter l'idée qu'on a pu se former de cette conception d'après sa correspondance diplomatique.

Il ne peut évidemment être question ici des droits des peuples. Il faut en cette matière raisonner comme M. de Maistre, de la même façon que si l'on était un intendant

[1] *Lettre au baron Vignet des Etoles, Lettres et Opuscules*, I, p. 9.

de la maison de Savoie. Sans méconnaître, on l'a vu à propos de Gênes et de la Grèce, les personnalités nationales, le diplomate devait les négliger lorsqu'il parlait de la politique naturelle de son maître. Je vais donc le suivre pas à pas sur le terrain du plus pur royalisme, et si, conduit par la force des choses, je vais plus loin que ses conclusions par le développement des germes qu'elles renferment, si je parle de liberté, j'atteste que ce ne sera que par un emportement de zèle monarchique.

La considération extraordinaire dont la maison de Savoie a toujours joui en Europe n'est pas en rapport avec l'étendue de ses domaines même actuels. Soit qu'elle descendît de celle de Saxe, comme ses princes aimaient à le croire, soit qu'elle eût son origine dans les rois de Provence du neuvième siècle, conmme le pensait d'Hozier[1], elle avait au titre impérial des prétentions que la science héraldique pouvait justifier. Gibbon, dans ses mémoires, parle dans ce sens, et donne au roi Charles-Emmanuel III le premier rang, parmi les souverains d'Europe, ***après l'incomparable Frédéric.*** Le dernier écrivain, au temps de M. de Maistre, qui eût fait mention de cette grandeur incontestée, était l'auteur des ***Lettres sur l'esprit de l'histoire***, qui disait :

[1] L'Atlas historique, géographique et généalogique de M. Le Sage (pseudonyme du comte de Las Cases), publié à Paris, in-folio, 1804, contient un passage intitulé *Note précieuse sur la maison de Savoie*, d'après lequel cette maison compterait parmi ses ancêtres, avant Humbert aux blanches mains : Boson, roi de Provence, mort en 887 ; Louis, dit l'Aveugle, empereur d'Italie ; un roi de France (Raoul) ; une impératrice reine de France (la femme de Charles le Chauve), etc.

Guichenon avait fait présent à d'Hozier d'un exemplaire de son ouvrage sur la maison de Savoie. Le comte de Las Cases trouva quelque part cet exemplaire où on lisait de la main de d'Hozier : *Donné par l'auteur*, et sur une page en regard, une note de la même main, établissant cette généalogie. C'est cette note que M. de Las Cases a reproduite dans son livre.

« Il n'y a point de maison souveraine qui ait produit une suite aussi longue et aussi continue de grands hommes; il n'y en a point que les circonstances et les alliances aient mise plus à portée d'une grande domination. » (**Ferrand**, ***Esprit de l'histoire***, t. II, lettre 45.)

A cette opinion universelle, il faut ajouter quelques particularités au sujet de la maison d'Angleterre, qui se tenait pour liée de très-près à celle de Savoie. M. de Maistre avait ouï dire à Pétersbourg, comme on l'a vu dans une des lettres précédentes, que la maison de Savoie était la première appelée au trône d'Angleterre, en cas d'extinction de la branche régnante, à cause d'une parenté qu'elle avait avec les Stuarts. M. de Maistre, qui n'avait pas connaissance de cette parenté, s'en informa, et consigna bientôt après, dans une note particulière, que ***le feu Cardinal d'York transportait à la maison de Savoie, par une clause de son testament, tous les droits des Stuarts.*** Cette note ne contenait rien de plus; elle ajoutait seulement que lord Rusdedale avait dit, dans la fameuse contestation parlementaire au sujet de l'émancipation des catholiques, que la maison de Savoie n'était séparée du trône d'Angleterre que par la religion. Macaulay, qu'on peut consulter sur cette curieuse question, a fait connaître les faits qu'ignorait M. de Maistre.

En somme, la singulière dignité de cette maison royale, féconde en hommes remarquables et en nobles filles que les couches souveraines les mieux blasonnées se sont disputées souvent, provoquait cette question: Comment ses États ne se sont-ils pas agrandis davantage? Comment, après avoir été réduite si longtemps au titre de comte, puis à celui de duc, n'a-t-elle acquis la royauté qu'au commencement du dix-huitième siècle?

M. Ferrand l'expliquait ainsi:

« Il semble que la maison de Savoie ait senti dès ses commencements combien elle aurait besoin d'adresse pour s'agrandir, et la suite de l'histoire prouve que cette adresse, augmentant toujours en raison des succès, souvent n'a pas respecté les principes de fidélité qui doivent être chez les souverains les gardiens et les garants de leurs engagements réciproques. »

Ainsi l'immoralité d'une politique timide et versatile, imitée de la politique autrichienne, serait la cause de la rigidité de ce cercle qui semble enserrer l'expansion innée de cette race, la réduire au Piémont et lui fermer le reste de l'Italie.

Sur cela. M. de Maistre écrivait :

Cette solution du problème me parait non-seulement une injustice évidente, mais un véritable enfantillage qui ne suppose pas l'ombre de réflexion. Certainement, il y a eu parmi nos princes autant et plus de bonne foi que chez toute autre dynastie quelconque; et si nous avons employé plus souvent les armes d'une prudence cauteleuse, nous n'avons fait que ce qu'aurait fait de même toute autre puissance placée dans les mêmes circonstances. Ne dirait-on pas, d'ailleurs, que l'Autriche et la Prusse, par exemple, se sont agrandies à force de bonne foi ?

La véritable solution de ce problème se trouve dans le Piémont même, qui, ne pouvant se prêter, par sa nature, à aucune extension, embrasse, pour ainsi dire, son propriétaire et l'empêche de grandir. Il n'y a rien de si connu que la réponse d'Emmanuel-Philibert à celui qui lui demandait de quel côté il pensait que la balance pencherait dans la guerre qui se préparait entre la France et l'Autriche. — *Du côté où je mettrai mon grain.* — On ne pouvait répondre ni avec plus de modestie ni avec plus de fierté; une pareille réponse n'appartient qu'à un très-grand esprit. Mais sur ce mot de *grain*, écoutez, monsieur le chevalier, le raisonnement qui se présente de lui-même à tout esprit français ou autrichien.

Dès que la maison de Savoie a pris le parti de l'équilibre et qu'elle se croit trop grande pour adopter un système de dépendance absolue d'un côté ou de l'autre, notre intérêt évident est de la maintenir *grain* et de l'empêcher de devenir *rub* ou *quintal*. Pourquoi agrandirais-je cette maison? dira l'Autriche. Est-ce pour lui livrer une partie de mes possessions en Italie et pour exposer l'autre? Pourquoi l'agrandirais-je? dira la France. Est-ce pour lui donner les moyens de bâtir quelques citadelles de plus sur les Alpes, et de donner à l'Autriche, quand le roi de Sardaigne le jugera à propos, un poids décisif contre moi? — Donc tout le monde est intéressé à nous tenir bas.

Faites encore une autre réflexion. Supposez que le souverain du Piémont, n'ayant qu'un titre de prince ou de duc, se contente de régner à la manière des Médicis, par exemple, vous ne trouverez pas de pays supérieur en Europe ; mais si ce pays est obligé de supporter une couronne royale, et si l'on y bat le tambour, la chose change de face, et le voilà tout de suite trop petit pour être une planète et trop grand pour être un satellite. Nouvelle cause de médiocrité : nous étions trop grands pour être protégés, et trop faibles pour agir seuls.

En contemplant, dans ce tableau tracé par M. de Maistre, la France et l'Autriche disposant du Piémont et en limitant l'étendue d'après leurs propres intérêts, ne semble-t-il pas qu'on assiste à l'un des drames féroces du monde primitif rêvé par Rousseau, où deux vigoureux sauvages, bâton et caillou en main, guetteraient les progrès d'un voisin travailleur?

Voilà où conduit la théorie de la monarchie pure. L'absolutisme, en même temps qu'il anéantit à l'intérieur les personnalités individuelles, affaiblit au dehors la personnalité nationale, à un tel point que la force brutale devient la raison suprême et unique de l'existence d'un pays. Selon la théorie de l'équilibre, dont l'application est néces-

sairement arbitraire et intéressée de la part de ce qu'on appelle les grandes puissances, on pouvait parfaitement, avant la constitution de 1848, clouer le Piémont sur le lit de Procuste et rogner de ses membres ce qui aurait paru trop allongé dans la botte italienne. L'équilibre, par un rare bonheur, légitimait l'existence de ce peuple entre la France et l'Autriche, mais aussi il paraissait exiger qu'on ne le laissât pas grandir, peut-être même qu'on le mutilât. « Tout le monde est intéressé à nous tenir bas, » dit M. de Maistre. Cet intérêt prend en diplomatie le nom d'équilibre, et viole aisément le droit royal, si ce droit est devenu par l'absolutisme le droit d'un seul homme. Le royalisme pur se résout donc pratiquement dans la raison du plus fort, dans la fantaisie plus ou moins soldatesque de grands copartageants de ce bas monde, dans leurs accords ou leurs luttes dénués de toute base, de toute norme, de toute justice, à moins qu'à l'idée des souverains revêtus d'un droit divin, on ne joigne la reconnaissance d'un droit supérieur d'investiture et de juridiction papales, comme dans le système de M. de Maistre.

La suzeraineté papale étant impossible de nos jours, le pape affaibli ayant dû se retirer du monde et laisser l'humanité cheminer sans lui vers la cité de Dieu, vers le règne terrestre de la paix céleste, il faut de toute nécessité, même au point de vue de l'autorité la plus jalouse, que les rois reconnaissent les peuples et se détrompent de cette niaiserie barbare qui voit en eux des propriétaires d'hommes; il faut qu'ils demandent à la liberté de sauver l'autorité caduque, qui va s'abîmer de toute sa hauteur si elle reste seule, car il ne lui reste plus que ses canons; il faut que ce vieux squelette se réconforte, comme le roi David, aux baisers de cette vigoureuse jeunesse. Et sitôt, en effet, que cet hymen vraiment religieux s'opère, la force royale de-

vient la force du peuple, et roi et peuple grandissent merveilleusement.

Lorsqu'en écrivant cette triste page qu'on vient de lire, Joseph de Maistre, blessé dans tous ses sentiments, pénétrait au fond des calculs des ennemis de son pays; lorsqu'il apercevait, au delà des déchirements présents de la mère patrie, pour tout espérance, pour tout avenir, l'oppression inévitable de la France et de l'Autriche s'équilibrant sur le corps écrasé et haletant du Piémont; lorsqu'il cherchait une solution introuvable pour exalter la maison de Savoie au-dessus de cet étau de deux violences, au-dessus de ce dilemme de deux blasphèmes contre le droit des gens, si une inspiration eût déchiré le voile intérieur que sa foi politique lui défendait de soulever, et lui eût montré cette solution dans ces mots magiques : — Liberté, — Indépendance italienne, — je crois fermement qu'il eût beaucoup réfléchi, malgré ses antipathies apparentes pour le mot de liberté.

Et au fond, en vérité, je crois qu'il faudrait peu d'efforts pour extraire ces deux idées de la correspondance qu'on a lue. Ne désirait-il pas des institutions plus larges, moins arbitraires, et dénuées de toute influence militaire? N'a-t-il pas parlé quelque part de la séparation du pouvoir législatif de l'exécutif, au moins comme moyen provisoire de traverser des temps mauvais? Et quant à l'Autriche, ne pousse-t-il pas le premier le cri trois fois légitime, le cri national : *Hors l'étranger !*

N'oublions pas surtout la réflexion faite par Joseph de Maistre dans les dernières lignes de la lettre précédente. Il n'aimait pas les tambours, et souhaitait au Piémont futur des rois semblables à Laurent le Magnifique plutôt qu'à Victor-Amédée III. Aujourd'hui que l'industrie complète pacifiquement l'œuvre guerrière de Napoléon et vient

mêler les peuples pour qu'ils se connaissent, le Piémont doit songer qu'il a mission de régénérer par le travail plus que par le combat, d'être le premier producteur de la péninsule afin d'en être l'organisateur, et de faire de l'Italie, en vue de Suez, un trait vivant de jonction de l'Occident à l'Asie.

Ainsi, d'après le témoignage de M. de Maistre, la nation piémontaise ne trouve, dans le système de la royauté absolue, aucun droit incontestable à l'existence, les souverains eux-mêmes ne croyant guère au *droit divin*.

Ce qu'il dit du triste sort du Piémont est parfaitement juste tant que le souverain seul est en scène. Mais si le peuple intervient, si le souverain apparaît comme une incarnation de la nation libre, consciente et consentante, il acquiert une force immense à l'intérieur par le résultat de la multiplication des volontés associées, et cette force projette au dehors de puissantes irradiations de prestige moral. Car les rois eux-mêmes le sentent déjà; il n'est rien de grand, il n'est rien de sacré comme un peuple libre. Aussi est-il bien plus difficile de faire la guerre à un peuple qu'à un roi, et toute choses matériellement égales, un peuple libre l'emportera dans une lutte contre un peuple asservi.

Du reste, la liberté, avantageuse en cas de guerre, tend à la disparition de la guerre, car deux pays libres sont unis par une solidarité naturelle plus efficace qu'une alliance de souverains.

Les lignes qu'on va lire, et qui suivent immédiatement les dernières que j'ai citées, démontrent implicitement que la liberté, nécessaire à la grandeur extérieure de la monarchie, est indispensable chez le roi de Sardaigne plus que chez aucun autre souverain, pour le bon gouvernement de l'intérieur.

Les considérations morales sont encore plus fortes. Je ne connais point de nation plus véritablement *nation*, et qui ait plus d'unité nationale, que la piémontaise ; mais cette unité tourne contre la nation, ou pour mieux dire, contre la maison régnante, en s'opposant à tout amalgame politique. Ne perdez jamais de vue cet axiome : *Aucune nation n'obéit volontairement à une autre*. Présentez la maison de Savoie à tous les peuples d'Italie qui ont perdu leurs souverains ; tous lui prêteront serment avec joie *si elle s'établit parmi eux* ; mais si elle devait toujours siéger à Turin, tous diraient que non. Soumettez les Lombards ou les Génois à nos souverains, ils vous diront tous *qu'ils sont gouvernés par les Piémontais*. Allez ensuite en France ; demandez à un habitant de Dunkerque ou de Bayonne par qui il est gouverné, il vous répondra : *par le roi de France* (j'aime à supposer qu'il est toujours à sa place) ; jamais il ne lui viendra en tête de vous dire *qu'il est gouverné par les habitants de l'Ile-de-France, que tous les emplois sont pour ces messieurs, qu'ils viennent faire les maîtres chez les autres, qu'ils veulent tout mener à leur manière*, et autres chansons des nations sujettes. Un Français ne comprend pas seulement cela ; l'habitant de Dunkerque est Français ; celui de Paris est Français ; le roi gouverne les Français par les Français : ils n'en savent pas davantage. La Providence, en accordant l'unité nationale à vingt-cinq millions d'hommes, avait fait de la France *le plus beau des royaumes après celui du ciel*, comme l'a dit Grotius. Mais si cette unité échoit à un petit rassemblement d'hommes, plus elle est prononcée et plus elle s'oppose à l'agrandissement du souverain de ce pays. Je pourrais donner beaucoup plus de développement à ces idées ; mais, pour abréger, j'arrêterai seulement votre pensée sur un phénomène remarquable : c'est que *nulle nation n'a le talent d'en gouverner une autre*. Je ne connais aucun peuple que je mette au-dessus des Piémontais pour ce qui s'appelle bon sens et jugement, mais lorsqu'ils venaient en Savoie pour y commander, ce bon sens n'était plus le même et leur laissait commettre des fautes considérables. Vous avez résidé en Autriche : j'ai connu de mon

côté une foule d'hommes, de tout état et de toute opinion, qui y ont résidé. Tous conviennent, et je crois que vous ne les contredirez pas, qu'il existe peu de gouvernements plus sages, plus doux, plus paternels que celui qui régit ces belles et puissantes contrées. Transportez ces mêmes Autrichiens chez d'autres peuples, il n'y a rien de si repoussant; et nous venons de leur voir donner à Venise un spectacle d'ineptie peut-être unique dans la riche et volumineuse histoire des balourdises humaines.

Les Anglais manquent-ils de talents? Comment se sont-ils conduits en Irlande? En un mot, il n'y a point d'exception à cette règle.

Je vois quelque chose de vrai dans ce que M. Ferrand dit à la fin du morceau que je vous adresse : *Il est douteux qu'elle ne fût pas parvenue plus haut* [1], etc.; mais, faute de connaissances ou de réflexion, il prend la cause pour l'effet. Il croit que c'est notre système qui avait produit notre situation ; c'est au contraire notre situation qui avait produit notre système ; car le *possesseur du Piémont, régnant en Piémont, aura toujours et nécessairement un système moral et politique qui l'empêchera de s'agrandir*. En vérité, monsieur le chevalier, je serais tenté d'ajouter, comme les mathématiciens, *ce qu'il fallait démontrer*; car, pour moi, je ne vois rien de si évident. — Que conclure de tout ceci? Deux choses : 1° Que si l'on disait à Sa Majesté : *Vous avez le choix; voulez-vous régner à Turin ou à Venise, par exemple?* il y aurait beaucoup à délibérer, si Sa Majesté opinait seulement en roi. 2° Que si l'on disait, au contraire : *Nous sommes fâchés, mais nous ne pouvons vous*

[1] Voici en entier le fragment cité par M. de Maistre :

« Cette maison, après avoir employé plusieurs générations à franchir les Alpes, semblait dominer sur toute la plaine de la Lombardie : elle s'est bornée au Piémont : elle n'a passé qu'avec peine les Apennins pour avoir deux petits ports sur la Méditerranée. Voilà à quoi ont abouti près de huit cents ans d'alliances, de traités, de fédérations pour ou contre, avec les puissances qui l'entouraient. Il est douteux qu'elle ne fût pas parvenue plus haut, si la mobilité du système auquel elle s'était attachée n'eût pas sans cesse effrayé tous ses voisins, et ne les eût pas mis en garde contre elle. »

faire régner qu'à Venise, il n'y aurait certainement pas de quoi s'affliger beaucoup, du moins d'une *affliction royale.*

Il y a dans le commencement de ce morceau un mot remarquable : « Cette unité tourne contre la nation, ***ou pour mieux dire, contre la maison.*** » Si je ne me trompe, il y a là un profond sentiment de l'inaptitude des princes de Savoie d'alors à embrasser plusieurs territoires divers en adoptant de larges institutions. L'esprit de cette maison royale restant le même, le Piémont est en effet un fort triste apanage, et, de plus, il devient ingouvernable, si l'on y ajoute Gênes, outre la Sardaigne et la Savoie qui rompent déjà l'unité. De sorte qu'il ne faut pas que le roi se désole, si on lui assigne une autre propriété en Italie.

Dans ce système, la nation n'est donc pas une famille dont le chef est le roi ; c'est une vaste agrégation de serfs aliénables. On dirait que, dans l'esprit de M. de Maistre, le roi avait un droit à posséder tant d'hommes et tant de lieues carrées, à prendre n'importe où.

Cela peut satisfaire la raison, mais cela répugne à tous les sentiments. Cela n'est pas moral.

Mais si les différentes provinces annexées au Piémont sont représentées à un parlement national, et y peuvent élever la voix de la vérité, qui ne se brise point contre des majorités factices, parce que la nation n'est pas corrompue ; si elles sont elles-mêmes sympathiques et intéressées, à proportion de leur degré d'intelligence et de sens moral, à la cause commune ; si un grand sentiment national vivifie l'organisme constitutionnel et l'empêche de se réduire à ces luttes mesquines, acrimonieuses, inféconds, dont on a vu de si tristes exemples ailleurs ; s'il y a, enfin, dans le régime nouveau, assez de royalisme pour la force et l'unité, assez de démocratie pour l'indépendance individuelle et la jus-

tice; quels obstacles au dehors, quels vices intérieurs pourront arrêter les destinées de cette nation sévère, énergique, fidèle à l'honneur, et vraiment digne de la liberté?

Sans doute, le comte de Maistre n'aurait accepté le mécanisme constitutionnel que comme une mesure de transition, commandée par une époque de dissolution et d'antagonisme; mais enfin il l'aurait accepté en pratique, puisqu'il voyait dans l'ancienne monarchie tant de vices intérieurs, et surtout la violation de ces droits d'indépendance nationale dont il sentait vivement la légitimité.

Merci donc, ceci soit dit sans enthousiasme banal, merci, au nom de Joseph de Maistre, au statut de 1848 qui a empêché l'unité monarchique de devenir insupportable aux pays réunis ou à réunir au Piémont; merci à la sagesse qui a proclamé la communauté de patrie avec toute l'Italie, et qui a réuni et groupé jusqu'aux Génois, ces indomptables, non pas sous un sceptre violent, mais dans un commencement d'association.

Quant à la Savoie, son rôle en ceci ressemble à celui des Flandres en Belgique. Pays moins ouvert, moins doué de sociabilité, elle reste défiante, antique, un peu paysanne, et sert d'élément modérateur à cette grande tension qui précipita vers l'Orient toutes les populations subalpines. Mais son sort demeure fixé à celui de la maison qui en est sortie.

La fidélité non point raisonnée, mais sentie, qui attache énergiquement les sujets sardes à leurs rois, portait M. de Maistre à conseiller à Victor-Emmanuel de ne pas renoncer à la Savoie. De plus, au point de vue royal, il tenait cette province pour nécessaire.

Je l'ai entendu dire mille fois à Turin : *A quoi nous sert la*

Savoie? Mais ces erreurs de café ne doivent point entrer dans le cabinet. Tant que les Français posséderont les Alpes, et que du revers du mont Cenis ils pourront voir avec une lunette d'Opéra ce qui se passe à Turin, Turin ne peut plus être une capitale, quand même il serait fortifié, et le Piémont entier n'est plus qu'un champ fertile que nous cultiverons si nos maîtres veulent.

CHAPITRE XVIII

Détails intimes sur Joseph de Maistre.

Il est temps de jeter un coup d'œil sur la vie privée du comte de Maistre à Pétersbourg.

A son arrivée, la multiplicité des affaires et la difficulté de se mettre au courant lui avaient imposé des travaux matériels fort pénibles, et sa vue déjà faible en avait souffert. Il écrivait en 1804 :

Voulez-vous que je vous dise comment je suis quelquefois étouffé? Je déchiffrais une lettre du comte de Front. Le *même jour*, il m'en arrive du même une autre encore plus longue. Le *même jour*, je reçois votre numéro 18. Le *même jour*, le duc de Serra-Capriola me prie de lui prêter ma plume pour une affaire qui ne presse pas, pourvu qu'elle soit faite demain. Le *même jour*, je suis invité avec tout le corps diplomatique à un grand souper et à un bal que j'aurais volontiers changés contre un bain froid dans la Néva, mais que je ne pouvais refuser, par des raisons locales. Le *même jour*, je suis invité par sir Warren, pour discuter avec lui le lendemain l'affaire de la Sardaigne. Dites-moi s'il n'y a pas de quoi mourir.

D'un autre côté, les exigences de sa position ne lui permettaient pas de passer tout son temps à écrire; il fallait mener autant que possible la vie de salons qui fait partie en quelque sorte de toute mission diplomatique.

En prenant congé de Votre Majesté, j'eus l'honneur de lui dire qu'après l'avoir servie jusqu'alors en employant mon temps, j'allais désormais la servir en le perdant. Ma prédiction s'accomplit parfaitement. Je suis continuellement en train, et je serais ici fort bien si je pouvais effacer de ma mémoire le souvenir de la vie patriarcale.

Sollicité en sens contraire, et par le travail de son service, et par des dissipations auxquelles il était peu accoutumé, il demandait à grands cris un secrétaire qui lui vînt en aide.

7 (19) août 1803.

Malgré tous mes efforts, le roi n'est pas servi comme je le désirerais. D'abord le défaut absolu de registre est un grand inconvénient. Que dira mon successeur, lorsqu'il ne trouvera pas une ligne de moi? Je ne puis communiquer comme je le voudrais avec Londres et Vienne. A ma place, il est avantageux de recevoir beaucoup de lettres, mais pour cela il faut écrire beaucoup : chiffrement, déchiffrement, notes, mémoires, correspondances, je ne puis y tenir, dans la ville surtout la plus dissipée de l'univers. Ici la perte de temps est une nécessité et un devoir. Les distances sont énormes; on va passer sa soirée à une lieue ou deux de distance, et l'on revient après souper comme vous passeriez d'une rue à l'autre. Dans toutes les assemblées un peu distinguées, on se met à table après minuit; enfin c'est une vie incroyable. Si je m'avisais de refuser seulement deux ou trois invitations, je serais regardé comme un moine de la Trappe et mis de côté, je ne verrais personne et je ne saurais rien. Cette vie me déplaît au delà de toute expression, mais il faut aller avec les autres. Ce qu'il y a de bon, c'est que la réputation arrivant toujours avant nous, on me

juge sur cette réputation ; et je passe pour un grand philosophe ami de la retraite et de l'étude, quoiqu'il me semble à moi que je mène la vie d'un sous-lieutenant. Enfin il faut un secrétaire ; mais rien n'est plus difficile que d'en avoir un. Premièrement, si l'on établit un *secrétaire de légation*, il faut que je le présente en cette qualité, le lendemain on l'invite partout, et il demande une voiture. Quand il n'aurait que deux chevaux, comme les artistes et les marchands du second ordre, ce serait toujours 80 roubles par mois. Vous ne vous figurez pas ce que c'est qu'une voiture à Pétersbourg, une chemise est bien moins nécessaire. Que si vous lui donniez malheureusement quelque droit à la mienne, vous le mettriez avec moi en état de guerre, et au bout de quinze jours, nous en serions aux couteaux tirés. L'avocat C.., qui était auprès de M. de Valaise, mon prédécesseur, était un homme, par système ou par tempérament, extrêmement casanier; d'ailleurs madame la comtesse, qui ne pouvait être présentée à cause de la dépense, se tenait tout le jour chez elle et recevait bonne compagnie, en sa qualité de femme distinguée et de femme aimable ; en sorte que le secrétaire ne s'ennuyait point chez elle. Cependant il parlait déjà d'une augmentation : chez moi, que ferait-il ? J'ajoute que le secrétaire de légation devant être présenté partout suivant l'étiquette, il faut qu'il soit présentable sous tous les rapports, qu'il sache parfaitement le français et qu'il soit en état de tenir tête à tout le monde. Il s'est passé ici, du temps du baron de la Turbie, des choses ridicules à ce sujet. Il avait pour secrétaire un de nos compatriotes, M. Lard, fort honnête homme, mais point du tout au niveau de la compagnie de Pétersbourg. Savez-vous le parti qu'avait pris M. de la Turbie? Celui de le turlupiner lui-même. Un jour, chez l'envoyé de Danemark, — qui le raconte lui-même, — dans un dîner prié, il disait : « Je vous présente M. Lard, » et il se moquait de lui en faisant des grimaces. L'envoyé lui dit : « Monsieur le baron, je vous prie de faire attention que si je le reçois, c'est à cause de vous. » Voilà des indécences dont le roi ne savait sûrement pas le premier mot.

Il faudrait qu'il fût jeune. A trente ans, on est déjà bien vieux ici pour les dames, et si elles ne nous font pas enterrer à quarante, c'est purement par politesse. (*En chiffres:*) Je voudrais, de plus, qu'il fût danseur, dessinateur, comédien, surtout bon musicien, c'est-à-dire qu'il me faudrait, au milieu de la société la plus futile et la plus immorale de l'univers, un homme dont je me servirais auprès des femmes pour savoir le secret des maris. Permis à vous, monsieur, de voir ici une de mes tirades. Je n'en sais pas moins ce que je dis.

L'arrivée de son fils Rodolphe, nommé par le roi secrétaire de légation, le tira de peine fort à propos dans cette rude année 1805, où toute la diplomatie s'agitait autour des plans de réorganisation européenne proposée par la Russie. Après Austerlitz, la tâche du comte de Maistre devint moins lourde à mesure qu'il restait moins de chances de restauration. Dès lors, sa vie diplomatique se résume dans quelques affaires indiquées par les lettres qu'on a lues.

Malgré sa pauvreté extrême, il sut faire honneur à son rang de ministre et sauver sa dignité de gentilhomme, grâce à son habileté de conduite. Il porta fièrement sa pauvreté, témoignage de son dévouement au roi tombé; son esprit brillant et fin le mit à la mode. « Lorsque je soigne mes mots,» dit-il quelque part, « ils font bien vite le tour de Pétersbourg. »

C'était l'un des derniers dépositaires de ce charmant esprit français que les mœurs élégantes du siècle de Louis XIV entèrent sur la séve gauloise. Peut-être fallait-il des milliers d'étouffements et d'asservissements d'intelligence, pour que le type du grand seigneur s'épanouît seul au sommet de la végétation sociale, comme une fleur unique sur un arbuste aux branches meurtries, aux fruits condamnés à ne pas naître : mais à part la pitié que sollicitent les déshérités, quelle suavité dans la physionomie de

cette vieille aristocratie française, surtout dans la noblesse des provinces, moins affadie et moins fardée des mignardises du dix-huitième siècle et, restée plus riche du sang robuste des aïeux de la vieille Gaule!

Lorsque les lettres et opuscules inédits du comte de Maistre furent publiés en 1851, l'on s'étonna en France du parfum de galanterie sorti de cette vieille figure papiste et féodale. Joseph de Maistre apparut non pas comme ce prêtre qui disait à Mme de Sévigné : « Tout cela pourrira, madame la marquise, » mais plutôt comme la marquise répondant, avec un sourire plein des gracieuses révoltes de la chair trop déprimée : « Tout cela, monseigneur, n'est pas encore pourri. » Mais, que l'on ne s'y trompe point, dans ce cœur chaud et riche, il y avait quelque chose de plus grand que cette religiosité voluptueuse dont M. de Châteaubriand, homme d'imagination seulement, voila comme d'un nuage mystique ses amours, lorsqu'il éprouva le besoin un peu bourgeois de les divulguer. Dans l'espèce perdue du gentilhomme, le comte de Maistre est une variété unique. Les germes puissants de l'ordre nouveau contenus dans son âme prophétique, la prévision d'une transformation générale, d'une religion nouvelle peut-être, animent d'une étrange jeunesse et revêtent de mélancolies désireuses la forme légère et sceptique que le dix-huitième siècle lui a donnée. L'inflexibilité de son catholicisme, dédaigneux des choses de la terre, domine sa raison ; mais cette raison est perpétuellement entraînée, par l'énergie de certains pressentiments qui se manifestent avec une sorte de passion dans le onzième chapitre des *Soirées*, à préparer cette arrivée du règne de Dieu sur la terre, appelée et désirée dans le *Pater*. Ainsi, loin de s'isoler dans l'immatérialisme essentiel de la vieille théologie, il essaye d'incarner dans le monde l'ordre divin ; seulement, le vieil

homme subsistant en lui, c'est par la conquête et non par l'association qu'il veut unir le spirituel au temporel, dont il contemple avec stupeur la prodigieuse résurrection commencée dès la Renaissance. Tel est le fond de son âme. Aussi, dans ses lettres, il mêle de rêveuses affections à son ironie dogmatique contre les mouvements du cœur; il a un sourire bienveillant et dédaigneusement attendri pour les amours humaines. Dans sa conception abstraite de la vie, le cœur est sacrifié à la tête, comme dans sa société idéale le peuple, la liberté, la femme sont asservis au roi, à l'autorité, au mâle; et pourtant, contradiction heureuse de son intuition qui le domine comme un souffle sibyllin, son livre sur le principe générateur des institutions politiques, où il a résumé tout son système social, n'est qu'une démonstration de la faiblesse de l'esprit seul à engendrer, qu'une exposition magnifique de la prépotence de l'élément sentimental de la nature humaine. Et comme le poëte, dont le cœur altéré d'amour souffrait de la sécheresse d'un siècle voltairien, le philosophe maudissait, dans le temps présent,

Le règne du papier, l'abus de l'écriture.

Ses prédilections, à Pétersbourg, furent pour la comtesse Tolstoï, femme du grand maréchal de la couronne, et belle-sœur de l'autre comte Tolstoï, gouverneur de Pétersbourg. Elle était fort inclinée au catholicisme. Elle pensait que dans les relations de la terre au ciel on pouvait étudier, outre l'ascension terrestre vers Dieu, la descente continuelle de la cité de Dieu sur la terre, comme le croyait saint Augustin. Elle repoussait donc le protestantisme comme peu vivant dans son spiritualisme sec, et trouvait dans le catholicisme une plus large compréhension de la vie hu-

maine que dans l'Eglise peu philosophique de la Russie. C'est à elle que fut adressée la *Lettre à une dame russe sur la nature et les effets du schisme.*

Il entra aussi, par le droit de conquête de son charmant esprit, dans l'intimité de la femme de cet amiral Tchitchagoff dont le nom figure dans l'histoire des guerres de Napoléon contre la Russie. Ce fut là que le comte rencontra, en 1804, le fameux Pozzo di Borgo, qui venait de passer quatre ans à Vienne, et qui s'employait en ce moment à préparer une nouvelle coalition contre son ennemi personnel, Bonaparte. Ce Corse, inféodé aux Anglais, eut à rompre des lances avec l'envoyé sarde au sujet de la politique de l'Angleterre, et soutint la thèse des circonstances contre celle des principes.

Lorsque M. de Maistre se rendait à l'une des assemblées quotidiennes que tenait la princesse Viazemski, il se trouvait dans une autre atmosphère; là était le cénacle de la vieille diplomatie; on y raisonnait comme au temps du traité d'Utrecht. La princesse était appelée, dans les autres salons, la belle-mère du corps diplomatique, parce qu'elle était la belle-mère du duc de Serra-Capriola, doyen de ce corps, et ambassadeur du Bourbon de Naples, ou, si l'on veut, de la reine Caroline. Le divertissement ordinaire de cette compagnie consistait à faire au comte de Maistre, qui était l'ami intime du duc, un procès de jacobinisme, sans cesse recommencé. Le comte acceptait bravement la position, et s'y campait en soutenant avec intrépidité des paradoxes délicieux, et parfois en rêvant tout haut de ces rénovations futures que le *sénateur* annonce si hardiment dans les dernières pages des *Soirées.*

Il me reste à donner quelques détails sur des personnages dont il a été question dans la correspondance du comte de Maistre.

Parmi ses amis de Pétersbourg, on a remarqué le baron de Stedding, ambassadeur de Suède ; c'était le confident de l'impératrice régnante, liée de si près à ce malheureux roi de Suède que déposséda l'injuste conquête russe de 1810. Le baron formait, entre l'impératrice et le roi illuminé, un lien de confiance et un moyen de relations. C'est par lui que M. de Maistre recueillit sur l'illuminisme des notions dont on voit quelques traces dans sa correspondance de 1810, et qu'il expose plus complétement dans quelques écrits inédits qui seront peut-être publiés un jour.

Citons aussi le général Pardo, ambassadeur d'Espagne. C'était un excellent militaire, et un savant de premier ordre; il avait écrit un *Examen analytique du tableau de la Transfiguration*, traité complet, disait M. de Maistre, sur la peinture antique et moderne. Son début à Pétersbourg avait été singulier. Créature du prince de la Paix, il avait apporté des lettres de créance de Charles IV. Avant qu'il les eût présentées, arrivèrent les lettres de Ferdinand VII, puis, coup sur coup, celles de Joseph Bonaparte. Pardo, entraîné par l'ambassadeur de France, présenta les dernières. « A votre place, lui dit M. de Maistre, j'aurais présenté à l'empereur les trois lettres de créance, en le priant de choisir celles qui lui seraient le plus agréables. » Il arrivait parfois au ministre de don Joseph — don Joseph était un mot de l'émigration — d'oublier quel était son maître actuel; et comme le comte s'amusait à lui faire part des doutes qu'il avait et peut-être aussi de ceux qu'il n'avait pas sur la *sainte insurrection* d'Espagne, le général Pardo s'étonnait de ces doutes, et prouvait par mille raisons morales, politiques et militaires, que les Espagnols l'emporteraient. « Ah ! le traître ! » s'écriait alors la compagnie. Et l'on riait.

Il faut parler aussi du comte de Strogonoff, le père de l'un des trois jeunes amis de l'empereur. Il avait été l'ami intime de Paul Ier; il l'était encore de son successeur et surtout de l'impératrice mère. Sa belle-fille était aussi liée avec l'impératrice que son fils avec Alexandre. « Avec tout cela, grand chambellan, et propriétaire d'une masse énorme de paysans, le comte de Strogonoff peut passer pour un homme comme il faut, » disait M. de Maistre.

Je reçois dans cette maison des politesses extraordinaires. Tous les dimanches, il y a un grand dîner de cinquante couverts. J'y suis invité pour toujours. Je vous assure que l'envoyé du roi fait très-bonne figure là. Au milieu de la belle compagnie, dimanche dernier, M. de Strogonoff me dit : *Écoutez donc, monsieur le comte, ne vous en tenez pas à mon dimanche; venez toutes les fois que vous y penserez; il suffit d'envoyer votre laquais demander à mon suisse si Strogonoff dîne chez lui* (c'est l'usage dans cette ville).—Quelqu'un vint l'autre jour me complimenter sur une certaine étiquette de politesse très-particulière dont ce personnage avait usé à mon égard à la campagne, et qui avait été fort remarquée; je ne manquai pas de dire que oui, et que j'y avais été fort sensible; mais ce qu'il y a d'excellent, c'est que je n'y avais fait nulle attention, et que jamais il ne me fut possible de m'en souvenir.

Ces lignes furent écrites en 1803, aux premiers mois du séjour du comte en Russie. N'y a-t-il pas une naïveté charmante dans la satisfaction du pauvre ministre, faisant part de ses succès en Russie à la cour de Sardaigne qui le malmenait ?

M. de Maistre eut à Pétersbourg une réputation d'incomparable droiture, d'inflexible loyauté. On savait qu'il allait où l'appelait l'honneur, qu'il ne perdait pas de vue. Ainsi placé dans l'opinion, il pouvait se permettre bien des libertés

qui eussent paru suspectes chez les diplomates d'une certaine école dont la base classique est le mensonge et le soupçon. Ainsi, lorsque le général Savary, choqué de la morgue de M. de Blacas, parlait à M. de Maistre de jouer un mauvais tour au représentant du comte de Lille, l'envoyé sarde parlait convenablement et de façon à forcer le respect de quiconque, en lui disant « qu'il ne devait pas faire de mal à un honnête homme qui faisait son devoir. » Que l'on suppose ces paroles dans la bouche d'un ambassadeur d'Autriche, la conversation eût tourné à la comédie et provoqué le sourire des assistants.

Ce n'était pourtant pas un rigoriste, on l'a pu voir dans ses lettres. En voici une preuve de plus : il s'agissait un jour de demander à la Russie une compensation de l'indemnité payée jadis à la France, par la Sardaigne, pour des bâtiments français pris sur les côtes de l'île par des corsaires russes. Je reproduis une lettre où le comte fait part à son correspondant de Cagliari du billet envoyé à ce propos à l'amiral Tchitchagoff.

2 (14) juillet 1808.

Me voici toujours la plume en l'air, monsieur l'amiral, sans oser écrire à ma cour; tirez-moi donc de cet état d'incertitude, je vous en prie. Hier, quand je vous contemplai dans toute votre gloire, je ne doutai plus du succès. En vérité, ce que je vous demande vaut à peine la galerie de Mlle Amphitrite, qui fit hier tant de grimaces, comme toutes les femmes, pour la chose du monde dont elle avait le plus d'envie.

Agréez, etc.

P. S. — Je n'ai point jugé à propos, monsieur le chevalier, de supprimer cette polissonnerie, parce qu'elle vous montre le



ton des choses. Pour entendre cette belle pièce, il faut savoir qu'elle fut écrite le lendemain du jour où le corps diplomatique fut invité pour voir lancer un vaisseau de haut bord et d'autres bâtiments de guerre moins considérables. Tout alla au mieux. excepté que la frégate *l'Amphitrite* s'arrêta d'abord à moitié chemin, un grand déplaisir des spectateurs; mais les gens de l'art découvrirent l'obstacle; ils y remédièrent habilement, et lorsque, au bout d'une demi-heure environ, ils se crurent maîtres de la manœuvre, on attira l'empereur auprès de la frégate; et dès qu'il y fut, elle partit au bruit des fanfares et de l'artillerie.

Qoique le modèle de ce billet ne se trouve pas dans les négociations du cardinal d'Ossat, il n'en a pas moins bien réussi, et le lendemain je reçus la réponse favorable.

Non-seulement il est intéressant, mais il est encore très-utile pour la critique, de voir à découvert ces esprits hautains, et de connaître par quels points ces habitants des sublimités théoriques se rattachent au monde réel; par là le personnage sort de la tragédie et entre dans le drame; le type devient vivant en descendant un peu de son étrangeté idéale et absolue, et en participant à l'existence générale; car la vie complète n'est que l'union, dans un être, de sa vie individuelle avec la grande vie universelle. C'est une recherche légitime, pour le philosophe, que celle des vulgarités échappées à un grand penseur; souvent elles révèlent avec une singulière vigueur de réaction ce qu'il y a de forcé dans une conception trop exclusive.

En étudiant ainsi l'existence héroïque et dévouée de Joseph de Maistre, on se convaincra, peut-être, que si certaines idées de ses livres, cruelles, intolérantes, despotiques, ne se sont pas incarnées dans sa conduite, c'est que, vraies en apparence, elles n'étaient pas praticables et ne procédaient que d'un excès de sa logique, acharnée à pro-

noncer magistralement sur toutes choses d'après les règles sèches et souvent incompétentes du raisonnement. Il avait reçu des jésuites, il est vrai, le don de transformation d'Alcibiade, porté par les pères jusqu'au point extrême où le talent devient du génie. Mais dans ses condescendances, il y avait moins de souplesse que de bonté ; et il ressentait un besoin si vif d'une tolérance qui ne fût pas de l'indifférence, qu'on le voyait sans cesse prendre plaisir à se concilier les hommes le plus opposés, et à compenser la rigidité de ses principes par la facilité de sa forme. A la maxime magnifique, mais incomplète : *Aime ton prochain comme toi-même*, il était disposé à ajouter, au moins dans la pratique de ses relations sociales, une nouvelle formule sainte : *Et comme il veut être aimé.*

Encore une fois, l'on n'a pas été juste en le jugeant d'après quelques-unes de ses pages d'écrivain, en ne voyant en lui qu'un théoricien glacé, apportant aux hommes tourmentés la lettre morte d'un absolutisme impitoyable. Il n'a cherché l'avenir qu'avec son esprit, et n'a pu par conséquent le voir qu'à demi. Il eût parlé autrement s'il eût écouté son propre cœur qui le pressentait, son cœur assez riche de tendresse pour trouver des paroles comme celles qu'on va lire :

Nous avons pris congé de la charmante grande-duchesse Marie qui a épousé le prince héréditaire de Saxe-Weimar. Vous n'avez rien vu de si triste. Le corps diplomatique, hommes et femmes, était rangé en cercle. La pauvre petite princesse sortit avec des yeux faits pour mouiller tous les autres. Elle fit le tour rapidement et nous présenta sa belle main sans avoir la force de proférer une syllabe. Encore moins nous, comme vous pensez. Tout le monde était touché, surtout en voyant l'époux qui était aussi là. C'est un petit caporal allemand plus roide que sa botte, sans esprit, et qui a moins de sujets que son beau-frère n'a de grenadiers. C'est lui qui em-

mène ce bel ange, et cela en vertu de je ne sais quelle superstition au sujet d'une promesse faite, dit-on, par Paul Ier. Tout le monde criait sans se gêner : Ah ! le mauvais mariage ! — Il y a une certaine destinée particulière qui pèse sur la tête de toutes les femmes, depuis le sceptre jusqu'à la houlette. Celui qui se gêne le moins, c'est le grand-duc Constantin, qui est délicieux sur le compte de son cher beau-frère. Le même jour, elle prit congé du public à la comédie ; elle fut reçue avec transport. Après le spectacle, lorsque sa cour fut hors de sa loge, la princesse demeura seule, comme n'ayant pas la force de s'en aller ; et alors ce furent de nouveaux cris, de nouveaux adieux tristes et bruyants. Il semblait qu'on ne voulait pas la laisser partir. On lui criait : *Soyez heureuse !* en se rappelant le triste sort de ses deux aînées. La pauvre enfant pleurait à chaudes larmes. Le lendemain, après la messe, elle est partie, avec ses seize ans et son ineffable époux.

Je ne puis mieux terminer qu'en offrant à mes lecteurs des rimes inédites de Joseph de Maistre.

La comtesse de Strogonoff ayant un jour fait poser le comte, sans qu'il s'en doutât, devant un peintre assis devant lui dans son salon, il en résulta un fort beau portrait ; bon gré mal gré, M. de Maistre se vit donc accroché au-dessus du fauteuil de la comtesse. Il se consola, en se souvenant de l'abbé de Rancé, à qui le duc de Saint-Simon avait joué jadis un tour semblable. La princesse Narichskine, cette belle Maria-Antonia dont il parle dans ses lettres, et qui fut longtemps la favorite d'Alexandre, se plaisait beaucoup à la conversation du comte, et le traitait en ami. Elle voulut une copie du portrait.

Le comte de Maistre se récria, mais la princesse déclara qu'elle était décidée à se fâcher, s'il le fallait, pour l'obtenir.

Cela a produit une forte plaisante et longue lettre qui a fini

par le don économique d'un simple crayon, mais d'une rare beauté. En donnant le portrait (il l'a bien fallu), j'ai écrit derrière ce quatrain :

Lorsque étant vieux et sot il valait moins que rien,
On lui demanda sa figure ;
Et qui ? Dame importante et qui s'y connaît bien :
D'honneur, c'est presque une aventure.

POST-SCRIPTUM

Joseph de Maistre, ministre de Sardaigne à Pétersbourg jusqu'en 1817, meurt en 1821. Le livre qu'on vient de lire ne le suit que jusqu'en 1810 : il convient de dire pourquoi.

En 1810, il écrit l'*Essai sur le principe générateur des institutions politiques*. A cette époque, des circonstances plus désastreuses que jamais pour Victor-Emmanuel paraissant l'exclure définitivement des grandes affaires de l'Europe, l'envoyé sarde, moins absorbé par les travaux de sa légation, reprend le cours de ses études philosophiques, presque continuellement interrompues par les événements depuis l'apparition des *Considérations sur la France*. Il compose les livres *du Pape*, *de l'Église gallicane*, *des Délais de la justice divine*; il prépare les *Soirées* et *l'Examen de la philosophie de Bacon*, qui ne doivent être publiés qu'après

sa mort. Sa correspondance même, où les spéculations abstraites commencent à prédominer, trahit ses préoccupations nouvelles; il devient évident qu'il s'attache à formuler ses conceptions, et qu'il utilise les loisirs que lui laisse la politique, en se vouant à l'exposition doctrinale de ses théories.

Ce n'est donc plus principalement dans l'histoire qu'il importe de suivre Joseph de Maistre, pendant ses onze dernières années de génération intellectuelle, où l'homme d'État est éclipsé par le penseur; c'est surtout dans le domaine de l'absolu qu'il faut, sans l'isoler des événements qu'il a traversés, analyser les évolutions de sa pensée si complexe et faire la synthèse de son génie si avide d'unité; or, cet autre sujet demande un autre ouvrage.

Si celui-ci parvient à modifier le jugement porté par quelques-uns sur ce grand songeur mal connu, il est probable que d'autres accuseront le commentateur de ses écrits confidentiels d'en avoir outré la signification. Mais lorsque les documents inédits qu'il rassemble et les révélations qu'il prépare justifieront certains aperçus, en apparence hasardés, lorsqu'un nouveau livre, complétant l'œuvre commencée, essayera de porter dans la philosophie religieuse de Joseph de Maistre la lumière dont elle a autant besoin peut-être que sa politique, alors il se pourra qu'on rende justice à la consciencieuse bonne foi qui a présidé à cette exploration tentée sur une vaste intelligence.

Sans doute, certains génies sont d'un abord redoutable. Mais les générations, comme les formations géologiques, s'élèvent progressivement, les dernières venues dépassant les précédentes; de sorte que Didacius Stella avait raison de

dire qu'un nain, monté sur les épaules d'un géant, voit plus loin que le géant lui-même. Et du reste, nous devons croire que les anciens, qui vivent toujours, n'aiment pas voir leur œuvre entourée de cette barrière idolâtrique dont les sauvages, dans leur respect aveugle, environnent leurs fétiches, et que ceux-là font acte de vénération envers l'héritage des morts, qui le cultivent pour l'approprier aux besoins nouveaux des vivants.

FIN

Digitized by Google

TABLE

Digitized by Google


Digitized by Google

LIBRAIRIE NOUVELLE
BOULEVARD DES ITALIENS, 15

BIBLIOTHÈQUE NOUVELLE

à 3 francs le volume

FORMAT GRAND IN-8°, IMPRIMÉ AVEC CARACTÈRES NEUFS, SUR BEAU PAPIER SATINÉ

ALFRED DE VIGNY

(ŒUVRES COMPLÈTES)

STELLO (*les Consultations du Docteur Noir*), 1 volume grand in-8°, édition de luxe. . . . . 3 fr.

CINQ-MARS, OU UNE CONJURATION SOUS LOUIS XIII, 1 volume grand in-8° de 500 pages, édition de luxe, avec autographes de Cinq-Mars et de Richelieu, etc. . . . . 3 fr.

SERVITUDE ET GRANDEUR MILITAIRES, 1 vol. grand in-8°, édition de luxe. 3 fr.

THÉATRE COMPLET. — *Othello.* — *Le More de Venise.* — *Le Marchand de Venise.* — *La Maréchale d'Ancre.* — *Quitte pour la peur.* — *Chatterton*, 1 vol. grand in-8°, nouvelle édition de luxe, revue et corrigée. . . . . 3 fr.

POÉSIES COMPLÈTES, 1 volume grand in-8°, édition de luxe, revue et corrigée. 3 fr.

VICTOR COUSIN

COURS DE PHILOSOPHIE, 4 volumes de 400 à 500 pages, grand in-8°, édition de luxe.
TOME Ier. — Premiers Essais de philosophie . . . . 3 fr.
TOME II. — Philosophie sensualiste . . . . 3 fr.
TOME III. — Philosophie écossaise. . . . . 3 fr.
TOME IV. — Philosophie de Kant. . . . . 3 fr.

Ces quatre volumes, quoique formant collection, peuvent se détacher, et se vendent séparément.

Les mêmes, in-12. . . . . 2 fr.

HISTOIRE DU CONGRÈS DE PARIS

PAR M. ÉDOUARD GOURDON

Un volume grand in-8° de 600 pages, imprimé avec luxe. — Prix : 5 francs.

QUATRE ANS DE RÈGNE. — OU EN SOMMES-NOUS ?

PAR LE Dr L. VÉRON.

Un volume grand in-8°, imprimé avec luxe. — Prix : 5 francs.

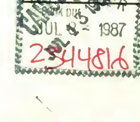
Paris — Imp. de la LIBRAIRIE NOUVELLE, Bourdilliat, 15, rue Breda.

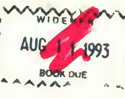
Digitized by Google

Digitized by Google



THE BORROWER WILL BE CHARGED AN OVERDUE FEE IF THIS BOOK IS NOT RETURNED TO THE LIBRARY ON OR BEFORE THE LAST DATE STAMPED BELOW. NON-RECEIPT OF OVERDUE NOTICES DOES NOT EXEMPT THE BORROWER FROM OVERDUE FEES.







Digitized by Google



Digitized by Google